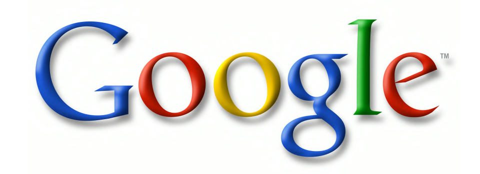






MÉMOIRES

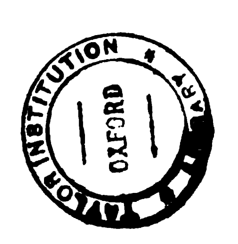
DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

LAISSÉS PAR LE PRINCE DE

METTERNICH

CHANCELIER DE COUR ET D'ÉTAT

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.





Th. Lawrence pinx. W. ... sculp.

MÉMOIRES

DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

LAISSÉS PAR LE PRINCE DE

METTERNICH

CHANCELIER DE COUR ET D'ÉTAT

PUBLIÉS PAR SON FILS

LE PRINCE RICHARD DE METTERNICH

CLASSÉS ET RÉUNIS PAR M. A. DE KLINKOWSTRŒM

Première partie : Depuis la naissance de Metternich jusqu'au Congrès de Vienne (1773-1815).

TOME PREMIER

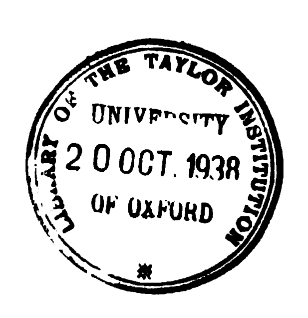


PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1880



PRÉFACE.

En livrant cet ouvrage à la publicité, je rends hommage à la mémoire de mon père.

Il paraît vingt ans après la mort du chancelier d'État.

« Ce délai est nécessaire pour que les écrits que je laisserai après moi parviennent à maturité pour le monde des lecteurs. »

C'est à peu près en ces termes que s'exprima mon père en différentes circonstances. Sans être lié par une clause testamentaire, j'accomplis par piété filiale ce vœu, qui d'ailleurs était dicté aussi par des considérations politiques.

Quant à la manière de mettre en œuvre les matériaux dont se compose cette publication, l'éditeur jouissait d'une entière liberté. J'ai choisi la forme qui m'était indiquée par la nature même de ces matériaux.

Dans un Mémoire intitulé : *Mon testament politique,* que le lecteur trouvera à l'endroit voulu de l'ouvrage,

le chancelier d'État explique dans les termes suivants le silence littéraire qu'il a gardé dans sa propre cause :

« J'ai *fait* de l'histoire ; voilà pourquoi je n'ai pas eu le temps de l'*écrire*. Moi, du moins, je ne me suis pas reconnu l'aptitude nécessaire pour remplir cette double tâche. Quant à me consacrer à cette œuvre après mon retour à la vie privée, j'étais trop avancé en âge pour le faire. Éloigné des sources auxquelles il aurait absolument fallu puiser, loin des Archives, j'aurais été réduit à ne consulter que ma mémoire.

« J'ai reculé devant cette entreprise, mais *je cherche une compensation* en indiquant la forme que voici :

« L'histoire de mon ministère, qui a duré près de trente-neuf ans, se trouve tout entière aux trois sources suivantes :

« Dans les Archives du département que je dirigeais, c'est-à-dire dans des pièces qui embrassent l'espace de temps écoulé depuis la bataille de Wagram, livrée dans le cours de l'été 1809, jusqu'au 13 mars 1848 ;

« Dans un recueil de documents que je laisse après moi, sous le titre de *Matériaux destinés à servir à l'histoire de mon temps ;*

« Dans des correspondances que j'ai entretenues et dans des écrits que j'ai rédigés depuis que je suis rentré dans la vie privée.

« L'historien impartial qui voudra puiser à ces trois sources à la fois y trouvera d'abondantes matières.

« Ce n'est ni l'amour-propre ni la manie de vouloir avoir raison quand même qui m'ont poussé à faire connaître au public les idées et les sentiments qui m'ont guidé dans tout le cours de ma carrière politique. Le sentiment qui m'inspire repose sur une tout autre base : ce qui y domine, c'est l'élément historique et le souci de la vérité. »

Le lecteur trouvera encore en maint autre endroit de l'ouvrage des idées analogues à celles qui viennent d'être rappelées ; partout revient la pensée qui a empêché le prince de Metternich d'écrire une histoire suivie de sa vie et de ses travaux, c'est-à-dire de se livrer à une entreprise qui aurait forcément abouti à la rédaction d'une histoire universelle de la première moitié de notre siècle, pour peu que l'ouvrage eût dû être complet.

Le public n'attend pas non plus de la plume du fils du chancelier l'histoire de cette époque, ni le tableau de ces luttes gigantesques et de la longue ère de paix qui les a suivies, de cette ère qui portera le nom de l'illustre chancelier, quelque ambitieuse que puisse paraître cette affirmation. Mais ce que le public acceptera peut-être volontiers de la main du fils de Metternich, ce qu'il ne peut recevoir de première main que de lui, ce sont les notes, les mémoires, les correspondances, etc., que le chancelier a déposés dans les archives de sa famille, et qu'il a désignés lui-même comme un recueil de matériaux destinés à servir à l'histoire de sa vie, non sans exprimer en même temps le

vœu formel que ces documents originaux fussent publiés pour les historiens de son temps.

Réunir les écrits laissés par mon père, les classer suivant la nature des objets aussi bien que suivant l'ordre chronologique, et les compléter par endroits au moyen d'emprunts faits aux Archives de l'État, telle a été ma tâche. J'ai été guidé dans mon travail par le désir de mettre en lumière le caractère du prince de Metternich en reproduisant ses écrits avec une fidélité scrupuleuse, et de montrer sa grande figure telle qu'elle est, sans l'altérer par les additions d'une plume étrangère.

Les grandes divisions qui se retrouvent dans la vie et dans les travaux de Metternich m'ont amené naturellement à répartir et à ranger les « écrits qu'il a laissés » en trois sections, correspondant à trois époques :

La première époque, de 1773 à 1815, commence à l'année de la naissance de Metternich et se termine au célèbre Congrès de Vienne.

La seconde époque, de 1816 à 1848, embrasse l'ère de la paix générale, qui se trouve close au moment où le chancelier d'État se retire de la scène politique.

La troisième, de 1848 à 1859, est l'époque du repos pour Metternich ; elle s'étend jusqu'à la mort du chancelier, survenue le 11 juin 1859, à une époque qui eut

une influence considérable sur les destinées de l'Autriche elle-même.

A ces trois époques de la vie de Metternich correspondent les trois premières parties de cet ouvrage.

La quatrième et dernière partie se compose de documents de diverse nature, qui, pour plusieurs raisons, ne se prêtent pas à une division par ordre chronologique et se classent plus facilement suivant le genre des matériaux.

Pour le moment, la première partie, comprenant deux volumes et embrassant la période de 1773 à 1815, sera seule livrée à la publicité. Les autres parties paraîtront bientôt et se suivront de près, car les travaux littéraires qu'avait nécessités la publication de tout l'ouvrage sont assez avancés pour que rien ne retarde l'impression de l'ensemble.

L'ouvrage paraît simultanément en allemand, en français et en anglais. Comme les documents laissés par Metternich sont écrits partie en allemand, partie en français, il a fallu avoir recours à des traductions pour l'édition française et pour l'édition anglaise.

Afin de suffire à cette lourde tâche, j'ai dû m'assurer l'aide de quelques amis compétents. Je suis heureux de le reconnaître, j'ai trouvé des collaborateurs dont le concours m'a été précieux. Des hommes remarquables par leurs lumières et animés d'un vif intérêt pour mon œuvre m'ont prêté l'appui de leurs sages et judicieux

conseils. Je dois nommer surtout Son Excellence le conseiller intime I. R. baron d'Aldenburg, dont les rares connaissances et la grande expérience ne m'ont jamais fait défaut. Je n'ai pas moins d'obligation aux fonctionnaires du gouvernement, aux directeurs et aux employés des Archives de l'État, pour la parfaite complaisance qu'ils m'ont témoignée. Ils auraient mis à ma disposition le trésor tout entier des Archives de l'État pour me permettre d'enrichir cette œuvre historique. Toutefois, je n'ai usé que dans une certaine mesure de cette obligeance et de cette libéralité que je ne saurais assez reconnaître; j'en ai profité notamment pour combler certaines lacunes que présentait le recueil de documents fait sous les auspices du chancelier d'État lui-même, et destiné à la publication qu'il voulait faire, et pour compléter les matériaux laissés par lui en puisant dans les Archives publiques. Des emprunts plus nombreux n'auraient fait qu'altérer le caractère de mon œuvre.

Je dois enfin nommer, comme mon véritable collaborateur dans cette grande entreprise, mon ami le conseiller aulique de Klinkowstroem. Chargé de trier et de classer les écrits laissés par le chancelier d'État, il a donné à cette vaste collection de matériaux la forme sous laquelle le fruit de ses longs travaux littéraires se présente au public.

Maintenant, je laisse la parole à mon père, à celui qui n'est plus. Que le lecteur entende l'homme lui-même dont la voix puissante retentissait jadis dans

toutes les Cours, dans tous les Cabinets d'Europe, et à qui avait été dévolu l'honneur d'être pendant de longues années le chef des conservateurs dans cette partie du monde.

Le lecteur entendra dans cet ouvrage, non pas la voix d'un autre parlant de Metternich, mais il entendra parler Metternich lui-même, et il écoutera volontiers ses paroles, soit qu'il nous raconte des chapitres d'une vie si remplie d'événements, soit qu'il traite de graves questions agitées de son temps ou qu'il fasse passer sous nos yeux les grandes figures de quelques-uns de ses contemporains.

Aujourd'hui, après plus d'une génération, aujourd'hui que des années ont passé sur le repos de sa tombe, l'image du défenseur inébranlable des principes conservateurs apparaît plus imposante encore, et ce sont ses propres paroles qui font sentir à la postérité toute la puissance et tout le charme de sa personnalité. Ses adversaires eux-mêmes, réconciliés, émus, verront avec respect passer devant eux l'ombre du grand homme d'État.

Écrit le jour du vingtième anniversaire de la mort de mon père.

Paris, le 11 juin 1879.

Le prince RICHARD DE METTERNICH.

TABLE DES MATIÈRES.

TOME PREMIER.

LIVRE PREMIER.

MATÉRIAUX POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE MA VIE PUBLIQUE (1773-1815).

LIVRE II.

PORTRAITS DE QUELQUES CONTEMPORAINS CÉLÈBRES.

LIVRE III.

RECUEIL DE DOCUMENTS RELATIFS A LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA VIE DE METTERNICH (1773-1815).

RECTIFICATIONS.

Page 213, ligne 25, *au lieu de :* 1806, *lire :* 1804.
Page 296, ligne 5, *au lieu de :* le baron de Dreger, *lire :* le baron de Dreyer

---

MÉMOIRES

DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

LAISSÉS PAR LE PRINCE DE

METTERNICH

CHANCELIER DE COUR ET D'ÉTAT

« Ce qu'on appelle le système de Metternich n'était pas un système, mais l'application des lois qui régissent le monde. Les révolutions reposent sur des systèmes, les lois éternelles sont en dehors et au-dessus de ce qui, à bon droit, n'a que la valeur d'un système. »

LE PRINCE CHANCELIER D'ÉTAT.

« Ma biographie par Capefigue me ressemble fort peu. Il paraît que j'ai, à l'égard des peintres avec la plume, le même sort qu'avec ceux au crayon ou à l'huile, et que ma figure morale doit être difficile à attraper comme ma surface physique. C'est au reste ainsi que s'écrit l'histoire et qu'elle ne devrait pas s'écrire.

METTERNICH.

AVANT-PROPOS.

Je dépose ce manuscrit dans les archives de ma famille ; voici les raisons qui m'y déterminent :

Mon existence est étroitement liée aux événements de l'époque où j'ai vécu.

Cette époque forme une division de l'histoire du monde ; elle a été une période de transition. Dans les périodes de ce genre, l'édifice du passé est en ruine ; l'édifice nouveau n'est pas encore debout. Il s'élève, et les contemporains sont les ouvriers qui le construisent.

De tous les côtés viennent se présenter des architectes ; mais il n'appartient pas à un seul de voir l'œuvre terminée, car la vie humaine est trop courte pour cela. Heureux qui peut dire de lui-même qu'il ne s'est pas écarté du droit éternel ! Ce témoignage, ma conscience ne me le refuse point.

Je livre à ceux qui viendront après moi, non pas

une œuvre définitive, mais des indications qui pourront les éclairer sur ce que j'ai voulu faire ou éviter. Fidèle à mes devoirs envers mon pays, je n'ai fait entrer dans ce manuscrit rien qui se rapporte aux secrets d'État; mais, par contre, j'y ai consigné bien des faits qu'il vaut mieux révéler que laisser dans l'oubli.

J'ai surtout désiré rendre un dernier service à l'immortel Empereur François Ier, qui, dans l'expression de ses dernières volontés, m'appelle « son meilleur ami... ». Ce service, le plus grand que je puisse rendre à l'illustre mort, c'est de le peindre tel qu'il était.

Ma vie est une des plus agitées qu'il y ait eu dans une société malade d'une agitation désordonnée. Il résulte de mon récit que, depuis ma première jeunesse jusqu'à la trente-sixième année d'un ministère laborieux, je n'ai pas vécu une heure pour moi.

Témoin de l'ordre de choses existant avant la révolution sociale qui s'accomplit en France, ayant assisté comme témoin ou comme acteur à tous les événements qui accompagnèrent et suivirent cet ordre de choses, je me trouve aujourd'hui, parmi tous mes contemporains, seul sur la scène élevée où ne m'ont porté ni ma volonté ni mes goûts.

Aussi je me reconnais le droit et le devoir d'indiquer à ceux qui viendront après moi le moyen, le seul moyen pour l'homme consciencieux, de résister aux orages du temps. Ce moyen, je l'ai formulé dans la devise que j'ai choisie comme le symbole de ma conviction pour moi-même et pour ceux qui me suivront : « *La vraie force, c'est le droit.* » Sans le droit tout est fragile.

L'époque à laquelle je me suis surtout arrêté est celle qui commence à 1810 pour finir à 1815; car c'est celle

qui a été la plus importante de ma vie, et elle porte le même caractère dans l'histoire du monde. C'est alors que se dessinèrent la forme et la tournure que les choses prirent plus tard; les preuves à l'appui se trouvent dans les archives officielles, mais celles-ci ne contiennent que les résultats des événements, et ne servent guère à éclaircir les faits qui ont amené ces résultats, parce que, dans le cours des années 1813, 1814 et 1815, les Souverains et les chefs de cabinet, souvent réunis en conférence, ont plus parlé qu'écrit.

Si jamais, ce qui ne manquera pas d'arriver, on devait publier une histoire de ma vie, l'exposition véridique de ce qui me concerne permettra à ceux qui viendront après moi de combattre l'erreur.

Pour cela, il faudra sans doute consulter les Archives de l'État; car elles contiennent tout ce que je n'ai pas trouvé propre à figurer dans le présent manuscrit, et que, même abstraction faite du sentiment du devoir, je n'aurais pu y faire entrer faute de temps.

Les hommes qui font eux-mêmes l'histoire n'ont pas le temps de l'écrire. Moi, du moins, je ne l'ai pas eu.

J'ai indiqué la période de 1810 à 1815 comme étant la plus importante, parce qu'elle embrasse l'époque où avortèrent les tentatives de Napoléon pour fonder un nouvel ordre social : fait capital qui amena l'Europe à subir les conséquences naturelles de la révolution sociale française, qui ne commencent à se dérouler que de nos jours.

Le présent manuscrit est destiné à rester pour toujours dans les archives de ma maison, en tant que cette idée de perpétuité peut s'appliquer aux prévisions humaines. Je consens toutefois à ce qu'on en tire parti,

suivant les circonstances, pour combler des lacunes ou pour redresser des erreurs historiques en ce qui concerne soit les événements, soit ma personne *.

Décembre 1844.

METTERNICH.

* Je crois servir le mieux les intérêts de l'histoire, et ne crains pas de manquer à la mémoire de mon père en tirant ses Mémoires autobiographiques du secret des archives de notre famille, et en publiant ce manuscrit avec des additions qui le complètent et des développements de détail.

(*Note de l'Éditeur.*)

LIVRE PREMIER.

MATÉRIAUX
POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE MA VIE PUBLIQUE
(1773-1815).

AUTOBIOGRAPHIE (1).

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉES D'ÉTUDES (1773-1800).

Naissance de Metternich et ses premières années. — Frédéric Simon. — L'Université de Strasbourg. — Couronnement de l'Empereur à Francfort, en 1790. — Euloge Schneider. — L'évêque constitutionnel de Strasbourg. — Metternich nommé représentant des comtes catholiques de Westphalie. — L'archiduc François. — Le père de Metternich devient ministre plénipotentiaire des Pays-Bas autrichiens. — L'Université de Mayence. — Les émigrés français. — Vacances à Bruxelles. — Cours de droit. — Le professeur Hofmann. — Kotzebue. — Nicolas Vogt. — Couronnement de l'Empereur François II à Francfort en 1792. — L'abbé Maury et Mirabeau. — Bal. — Coblentz. — Frédéric-Guillaume II. — Campagne de 1792. — Le général Dumouriez. — Prise de Valenciennes. — Metternich continue ses études dans les Pays-Bas autrichiens. — Voyage à Londres. — Rapports avec quelques personnages marquants d'Angleterre. — Metternich se familiarise avec le mécanisme parlementaire. — Le prince de Galles. — La guerre éclate entre la France et l'Angleterre. — Départ de la flotte anglaise de Portsmouth. — Victoire d'Ouessant. — Voyage dans l'intérieur de l'Angleterre. — Prétendue captivité de Metternich. — Il arrive en Hollande. — Premier voyage à Vienne. — Kœnigswart. — Projet de mariage. — Mariage (1795). — Éloignement pour les affaires publiques. — Mort du prince Ernest de Kaunitz. — Études d'histoire naturelle. — Congrès de Rastadt. — Retour à Vienne. — Pozzo di Borgo. — Salon du prince de Ligne. — Salon Liechtenstein. — Salon Rombeck. — Thugut. — Propos de l'Empereur François.

Je naquis à Coblentz en 1773; l'époque de ma jeunesse coïncida avec la dernière période qui précéda la révolution

sociale en France et lui servit d'introduction. Fils d'un comte de l'Empire, élevé avec le plus grand soin dans la maison paternelle, je grandis sous l'influence du milieu où m'avait placé ma naissance, de la position officielle qu'occupait mon père à la Cour impériale, de la société française et de l'affaissement moral qui caractérisait les petits États allemands avant la tempête qui devait bientôt les emporter.

J'étais enfant à l'époque où régnait la méthode d'éducation facile et amusante de Basedow et de Campe. Mon premier gouverneur fut un vieux membre de la congrégation des Piaristes. J'étais dans ma neuvième année quand il mourut; il fut remplacé par un autre prêtre qui m'enseigna les humanités. Lorsque j'étais dans ma treizième année, mon père lui adjoignit un second gouverneur, nommé Frédéric Simon, né à Strasbourg, protestant, qui avait été attaché comme professeur au « Philanthropinon » de Basedow à Dessau, puis s'était associé avec un pasteur protestant, Schweighæuser, pour fonder une maison d'éducation en Alsace, et avait pris plus tard la direction d'un établissement semblable à Neuwied sur le Rhin.

Sous la direction de ces gouverneurs, je fis mes études classiques avec mon frère, plus jeune que moi d'un an et demi. Dans l'été de l'année 1788, nous fûmes envoyés à l'Université de Strasbourg.

A cette époque, l'Université de cette ville était en grand renom; elle était fréquentée par beaucoup d'Allemands, qu'attirait la facilité d'apprendre en même temps l'allemand et le français. Lorsque j'arrivai dans cette ville, le jeune Napoléon Bonaparte venait de la quitter; il y avait fini ses études spéciales comme officier au régiment d'artillerie qui était en garnison à Strasbourg. J'eus les mêmes professeurs de mathématiques et d'escrime que lui; mais ces maîtres ne se rappelèrent le fait que quand ils virent le petit officier d'artillerie devenir successivement grand général, premier consul et empereur*. Pendant mon séjour à Strasbourg, je n'entendis jamais prononcer son nom. Le prince Maximilien

* Lorsque je passai par Strasbourg, en 1806, je reçus la visite d'un M. Justet,

de Deux-Ponts, qui devint plus tard le premier Roi de Bavière, était à cette époque colonel-propriétaire du régiment de Royal-Alsace, alors en garnison à Strasbourg. Ma mère (2), qui était intimement liée avec les parents de sa femme, une princesse de Hesse-Darmstadt, m'avait recommandé à la surveillance du prince Maximilien. Il s'acquitta de cette tâche de la manière la plus affectueuse, et pendant toute la vie de ce prince, nos rapports furent empreints d'une parfaite cordialité, et je puis dire que souvent, dans les affaires publiques, ces relations ont produit d'heureux effets.

En 1790 (3), je quittai l'Université de Strasbourg, sur l'invitation de mon père, qui m'avait appelé à Francfort pour assister au couronnement de l'Empereur Léopold. La Révolution française était à ses débuts. Je n'ai cessé d'assister à ses phases diverses; bientôt je devins son adversaire, et le restai toujours, sans me laisser jamais entraîner par son tourbillon. Je n'ai connu que trop de gens qui n'avaient pas assez de force de caractère pour résister au prestige de nouveautés et de théories que ma raison et ma conscience ont constamment rejetées comme ne pouvant se soutenir devant le tribunal du bon sens et du bon droit. Les erreurs dans lesquelles ces hommes sont tombés, je les attribue bien plus à la faiblesse de leur jugement qu'à l'influence du mauvais exemple.

Les occasions de me laisser entraîner par le torrent ne m'ont certes pas manqué. Entre les années 1787 et 1790, j'étais placé sous la direction d'un précepteur dont le nom est voué aux malédictions de l'Alsace. Pendant la période de la Terreur, il fut membre du tribunal révolutionnaire, que présidait Euloge Schneider, moine défroqué du diocèse de Cologne : il a sa part de responsabilité dans les flots de sang que l'exécrable tribunal a fait couler dans cette malheureuse province. Je recevais mes leçons d'instruction religieuse d'un professeur de droit canon à l'Université de Strasbourg ; après avoir

maître d'armes, qui me dit : « N'est-ce pas un singulier hasard qui m'a appelé à vous donner des leçons d'escrime, peu de temps après en avoir donné à Napoléon? J'espère que mes élèves, l'Empereur des Français et l'ambassadeur d'Autriche à Paris, n'auront pas l'idée de se battre. »

accepté la constitution civile du clergé, cet ecclésiastique fut nommé évêque de Strasbourg; plus tard, il abjura la religion et l'épiscopat, et, dans une orgie révolutionnaire, il brûla publiquement les insignes de ses fonctions. Toutefois je dois rendre à ces deux hommes cette justice, que jamais ils n'ont tenté de faire violence à mes opinions.

Mon précepteur se fit remarquer à Paris pendant la journée néfaste du 10 août 1792. C'est lui qui présidait le comité des Dix, que les bandits connus sous le nom de Marseillais avaient institué pour diriger les opérations de la journée. En 1806, je retrouvai cet homme à Paris; il enseignait alors la langue allemande au collége Louis-le-Grand; mais il perdit son emploi parce qu'il était mal noté auprès de Napoléon, ainsi que tous les ci-devant jacobins. Au retour des Bourbons, le duc d'Orléans le chargea d'enseigner l'allemand à ses enfants.

Les doctrines de ce jacobin et l'appel aux passions populaires m'inspirèrent une répulsion que l'âge et l'expérience n'ont fait qu'augmenter. Je suis convaincu que, même dans la position la plus humble, et à quelque époque que ce fût, je n'aurais jamais été accessible aux séductions auxquelles je voyais succomber tant de mes contemporains. Je dois toutefois reconnaître que l'exemple des aberrations auxquelles peuvent entraîner un esprit faux et la surexcitation des passions n'a pas été perdu pour moi; il a influé sur la marche de mon esprit et contribué à me préserver des erreurs où bien des gens ne sont tombés que parce qu'ils n'avaient pas le triste avantage d'avoir été témoins de ces atrocités.

Comme je l'ai déjà dit, je me rendis en 1790 à Francfort, où mon père remplissait les fonctions d'ambassadeur d'Autriche, afin d'assister au couronnement de l'Empereur Léopold. Je fus choisi par l'Ordre des comtes catholiques de Westphalie comme maître des cérémonies, et j'eus pour collègue, dans la fraction protestante de cet Ordre, le comte Frédéric de Solms-Laubach.

Je n'avais alors que dix-sept ans. Je fus très-flatté de la confiance qu'une corporation aussi illustre crut devoir m'ac-

corder, car elle me chargeait de fonctions qui, vu leur importance, semblaient devoir être réservées à un homme d'un âge plus mûr.

Ce fut à Francfort que pour la première fois je vis de près l'archiduc qui dans la suite devint empereur d'Allemagne sous le nom de François II, et plus tard empereur d'Autriche sous le nom de François Ier. Il avait cinq ans de plus que moi, et venait d'épouser en secondes noces une princesse napolitaine. A l'occasion du couronnement, je fis également la connaissance de beaucoup de personnages marquants, soit de la Cour impériale, soit de la haute société de Vienne. Bien que fils d'un représentant de l'Empereur, je n'avais pas encore été en Autriche. Le seul point des États héréditaires où j'eusse mis les pieds, c'était la terre de Kœnigswart, où j'avais fait, en 1786, un séjour abrégé par la mort de Frédéric II. Cet événement rappela mon père à son poste de ministre plénipotentiaire de l'Empereur près les trois Cours électorales du Rhin et du cercle de Westphalie.

Le couronnement d'un Empereur romain à Francfort était certainement un des spectacles les plus grandioses et les plus magnifiques qu'on pût voir. Tout, jusqu'aux moindres détails, parlait à l'esprit et au cœur, autant par la puissance des traditions que par la réunion de tant de splendeurs. Toutefois, l'éclat de cette fête merveilleuse était assombri par une pensée pénible. Un incendie, dont les ravages s'étendaient de jour en jour, consumait le royaume voisin. Les esprits sérieux calculaient déjà l'influence que cet événement ne manquerait pas d'exercer tôt ou tard au delà des frontières de la France. Déjà des émigrés commençaient à affluer vers cet Empire qui, pendant tant de siècles, avait servi de rempart contre un mouvement dont il faut rechercher l'origine bien avant l'orage de 1789; et cette puissance protectrice elle-même était déjà dans un état de décadence morale. Mon esprit était trop jeune alors pour calculer les vicissitudes de cet avenir menaçant; tout entier au présent, je saisissais de toute la force des impressions du jeune âge le contraste qui existait entre la France, que je venais de quitter, entre ce pays alors souillé par les premières

agitations du jacobinisme, et le lieu où je voyais la grandeur humaine s'allier à un admirable esprit national; mais ma pensée n'allait pas plus loin. Entouré d'une multitude inintelligente qui s'intitulait le peuple, je venais d'assister au pillage de l'hôtel de ville de Strasbourg, acte de vandalisme commis par une populace en délire, qui se considérait également comme étant le peuple. Maintenant, au contraire, je me trouvais être un des gardiens de l'ordre public dans un hôtel de ville où tant de cérémonies imposantes avaient lieu, à quelques pas à peine de la France en conflagration. Je le répète, à cette époque-là, je ne pensais qu'à ce contraste, et j'étais plein de confiance dans un avenir qui, selon mes rêves de jeunesse, devait sceller le triomphe de cette organisation puissante sur la faiblesse et la confusion que je voyais au delà de nos frontières. Je dormais à côté d'un volcan, sans penser à l'éruption de la lave.

Ce fut vers la fin du séjour de la Cour impériale à Francfort que l'Empereur Léopold confia à mon père la charge, alors si importante, de ministre plénipotentiaire près le gouvernement général des Pays-Bas autrichiens. Ce titre de ministre plénipotentiaire, emprunté à la carrière diplomatique, désignait mal les fonctions attachées à cette charge; celui de « ministre dirigeant du gouvernement général » les aurait mieux caractérisées. L'insurrection, où de tristes personnages tels que l'avocat Vandernoot et le prêtre Van Eupen jouèrent un rôle si déplorable, venait d'être étouffée. D'après le conseil du prince de Kaunitz, qui connaissait mon père comme un homme calme, avisé, conciliant, ce dernier fut choisi par l'Empereur pour mener à bonne fin la pacification morale de ces provinces; on revint sur les réformes imprudentes tentées par l'Empereur Joseph II dans ces pays, et mon père réussit dans sa tâche.

De Francfort, je me rendis à l'Université de Mayence pour y étudier le droit. Mon frère, dont je n'avais jamais été séparé, était avec moi, depuis 1787, sous la surveillance d'un précepteur ecclésiastique; c'était un homme posé, instruit; il avait été témoin des aberrations dans lesquelles était tombé mon précepteur jacobin. J'accomplissais ma dix-neuvième année; à vrai dire, je n'avais plus de précepteur, et mon gouverneur

était devenu mon ami et mon conseiller. Mon séjour à Mayence fut très-avantageux pour moi; il a positivement influé sur la suite de ma carrière. Je partageais mon temps entre mes études et la fréquentation d'une société aussi distinguée par son esprit que par la position sociale de ses membres. En ce temps-là Mayence et Bruxelles étaient les villes où se réunissaient les émigrés français appartenant aux classes élevées qui, à ce moment où l'émigration n'était pas encore forcée, comme elle allait le devenir, n'avaient pas encore à lutter contre la misère. Le commerce de cette société d'élite m'apprit à connaître les fautes commises par l'ancien régime; en même temps les événements de chaque jour me faisaient voir les absurdités et les crimes auxquels une nation est forcément entraînée quand elle sape les fondements de l'édifice social. J'appris à mesurer la difficulté de fonder une société sur des bases nouvelles quand les anciennes sont détruites. C'est ainsi que j'arrivai à connaître les Français, à les comprendre et à être compris d'eux.

Je passai les vacances au sein de ma famille, à Bruxelles, où mon père m'avait appelé pour me faire travailler dans ses bureaux. Sous plus d'un rapport, la charge de ministre plénipotentiaire près le gouvernement général était, de toutes celles que l'Empereur avait à distribuer alors, la plus considérable, et en même temps une de celles qui demandaient le plus de travail. Le ministre réunissait dans sa personne la haute direction de toutes les branches d'affaires que comporte un État indépendant; un nombreux corps diplomatique résidait à Bruxelles, et, par suite, le ministre se trouvait à la tête d'un cabinet politique. Le pays venait de sortir d'une crise intérieure dont les suites se faisaient encore sentir partout; aussi ma situation me permettait-elle d'observer et d'étudier en même temps deux pays, dont l'un était livré aux horreurs de la Révolution, tandis que l'autre laissait encore voir les traces récentes de la crise qu'il venait de traverser. Cette situation et les leçons que j'en ai tirées n'ont pas été perdues pour moi dans le cours de ma longue carrière politique.

A la vue des scènes barbares dont la France était le théâtre, mon esprit se tourna instinctivement vers les études dont je

pouvais me promettre le plus de fruit pour ma carrière future. Je sentais que la Révolution serait l'adversaire que j'aurais désormais à combattre; aussi je m'appliquai à étudier l'ennemi et à connaître ses positions. Je suivis les cours de droit et me trouvai en rapport avec des professeurs et des étudiants de toutes les couleurs. Comme toutes les Universités allemandes, celle de Mayence avait subi la contagion de l'esprit de nouveauté. La marche des événements en France échauffait les esprits. J'étais entouré d'étudiants qui inscrivaient les leçons d'après le calendrier républicain. Certains professeurs, entre autres un nommé Hofmann, qui était alors (1792) un des chefs des clubistes de Mayence, prenaient à tâche de mêler à leurs leçons de droit des allusions à l'émancipation du genre humain, telle qu'elle avait été si bien mise en pratique sous Marat et Robespierre. Georges Forster, le savant compagnon du célèbre navigateur James Cook, vivait à Mayence et réunissait autour de lui de nombreux partisans de la Révolution. J'allai dans sa maison, et je fus témoin de la séduction qui fit tant de victimes parmi les jeunes esprits. L'auteur dramatique Kotzebue habitait également Mayence; c'était alors le fervent adepte d'une école qui, vingt-cinq ans plus tard, tourna ses poignards contre lui!

C'est de cette époque que datent mes premiers rapports avec l'historien Nicolas Vogt, dont les restes reposent dans le cimetière du Johannisberg. J'assistai à ses cours sur l'histoire de l'Empire allemand; soit qu'il devinât combien ses leçons pourraient m'être utiles plus tard, soit que son auditeur lui fût particulièrement sympathique, le fait est que je l'ai toujours compté au nombre de mes amis les plus dévoués. Souvent je me suis rappelé les paroles suivantes, qu'il m'adressa à la fin d'une discussion sur un point de critique historique : « Votre intelligence et votre cœur sont dans la bonne voie, persévérez-y aussi dans la vie pratique; les leçons de l'histoire vous serviront de guide. Quelque longue que puisse être votre carrière, vous ne verrez pas la fin de l'incendie qui consume à nos portes un grand État. Si vous ne voulez pas encourir des reproches, n'abandonnez jamais le droit chemin. Vous verrez

de prétendus grands hommes passer au pas de course devant vous; laissez-les défiler, et ne vous écartez pas de votre route; vous les rattraperez, ne serait-ce que parce que vous les croiserez dans leurs mouvements rétrogrades! » Le brave homme avait raison.

Au mois de juillet 1792, j'assistai au couronnement de l'Empereur François. Je remplis dans cette circonstance les mêmes fonctions qu'à celui de son auguste prédécesseur.

L'aspect que présentait alors la ville de Francfort était bien différent de celui qu'elle avait offert deux ans auparavant. La France était courbée sous le joug de la Terreur. Les événements se précipitaient; le contraste entre ce qu'on voyait à Francfort et ce qui se passait dans le royaume voisin était trop frappant pour échapper aux esprits et ne pas les affecter péniblement.

La frivolité qui caractérisait les émigrés français rassemblés à Francfort tranchait avec ces impressions sérieuses. Les princes de la famille royale étaient réunis à Coblentz; tous ceux qui fuyaient devant la Révolution s'accordaient à évaluer à deux mois la durée de leur exil. Les plus avisés tournaient leurs regards vers les armées prussiennes qui se formaient sur le Rhin, et vers la guerre, qui avait déjà éclaté en Belgique entre l'Autriche et la France.

Parmi les personnages qui attirèrent plus particulièrement mon attention à Francfort, je nommerai l'abbé Maury, qui s'y trouvait en qualité de nonce du Pape, et le vicomte de Mirabeau, connu sous le sobriquet de Mirabeau-Tonneau; c'était le frère cadet du fameux comte de Mirabeau. Il était spirituel, courageux, royaliste fanatique, autant que son frère était ardent révolutionnaire. Je ne retrouvai pas dans l'abbé Maury l'intrépide député de l'Assemblée nationale constituante; aussi est-il certain que je fus moins surpris lorsque, plusieurs années après, je le revis cardinal, et de plus aumônier de la princesse Pauline Borghèse, sœur de Napoléon.

En raison des circonstances, les fêtes et les cérémonies du couronnement avaient peut-être un caractère plus imposant que celles des couronnements antérieurs. Le prince Antoine

Esterhazy, qui remplissait les fonctions de premier ambassadeur de l'Empereur, voulut bien me confier la direction de la fête qu'il donna après le couronnement. J'ouvris le bal avec la jeune princesse Louise de Mecklembourg, qui se fit remarquer plus tard, comme Reine de Prusse, par sa beauté et par ses vertus. Elle avait deux années de moins que moi. Nous nous connaissions depuis notre enfance; car les jeunes princesses de Mecklembourg, dont l'une devint Reine de Prusse, l'autre Reine de Hanovre, avaient été élevées à Darmstadt, sous les yeux de leur grand'mère, qui était intimement liée avec ma mère. Aussi longtemps que vécut la princesse Louise, il y eut entre nous des rapports de sincère affection.

Après le couronnement, les Souverains et la plupart des princes allemands se rendirent à Mayence, où le prince électeur étalait tout le luxe de sa Cour, qui était à cette époque la plus brillante de l'Allemagne. De leur côté, les princes français y étaient arrivés; tous s'apprêtaient à ouvrir la campagne, à l'issue de laquelle s'attachaient de grandes espérances. On croyait généralement à une victoire certaine. Les émigrés français regardaient le succès de l'entreprise comme infaillible, et la seule plainte que l'on entendit proférer avait trait aux lenteurs inséparables de la concentration d'une armée. D'après eux, il aurait suffi d'envoyer quelques bataillons pour faire arborer le drapeau blanc sur tous les clochers de France. Il est hors de doute que cette folle illusion fut pour quelque chose dans la défaite que subit bientôt l'armée prussienne.

De Mayence je me rendis à Coblentz, où étaient retournés les princes français. L'armée prussienne était campée près du village de Metternich, à une lieue de la ville. C'est là que pour la première fois je vis de près le prince royal de Prusse, qui monta sur le trône après la mort du Roi Frédéric-Guillaume II.

Frédéric-Guillaume II était le vrai type d'un Roi. Sa taille était gigantesque, et sa corpulence était à l'avenant. Dans toutes les réunions il dominait de la tête la foule qui l'entourait. Ses manières étaient nobles et engageantes. Les émigrés assuraient qu'il n'aurait qu'à se montrer tout seul sur la

frontière pour faire déposer les armes aux « sans-culottes ». Les Français d'alors ne comprenaient pas la Révolution, et, à part quelques rares exceptions, je doute qu'ils aient jamais réussi à la comprendre. Du reste, cette faiblesse n'est pas le partage exclusif des Français, car les hommes ne savent guère deviner les vraies causes et la portée des événements qui se passent sous leurs yeux.

La campagne, qui s'ouvrit bientôt, dissipa tous ces beaux rêves. Mal conçue et dirigée par un homme dont la réputation militaire reposait uniquement sur une phrase louangeuse de Frédéric II, elle se termina par une retraite désastreuse. D'après tous les renseignements que je pus recueillir dans la suite sur cette campagne, je suis convaincu que si le duc de Brunswick, au lieu de perdre son temps dans la Champagne, avait marché droit sur Paris, il serait entré dans cette capitale. Il est difficile de calculer les conséquences qu'aurait eues le succès d'une pareille opération; toutefois je suis certain, pour ma part, que cela n'aurait pas étouffé la Révolution. Sans parler des ressources militaires, qui étaient insuffisantes pour maintenir ce premier avantage, le mal avait fait trop de ravages pour pouvoir être arrêté dans ses progrès par de simples opérations militaires, et l'Europe nourrissait trop d'illusions sur la portée de la Révolution pour qu'il eût été possible de faire marcher de front les remèdes moraux et la force des armes.

Vers l'automne je me rendis à Bruxelles. On était en pleine guerre. Par suite, mes études universitaires se trouvèrent interrompues. J'allai et je vins entre Bruxelles et l'armée, tantôt portant des ordres de mon père, tantôt cherchant à voir des amis. Je rentrais à Bruxelles après une de ces excursions, lorsqu'un aide de camp du général en chef informa mon père que le chef de l'armée française, le général Dumouriez, venait de faire arrêter et conduire aux avant-postes autrichiens les commissaires de la Convention. Je fus chargé de les recevoir à leur arrivée à Bruxelles. Je m'entretins longuement avec eux dans la prison qu'on leur avait assignée, et j'entendis leurs plaintes contre le général, qu'ils avaient mission de destituer et d'arrêter. Peu de temps après, nous vîmes le général Dumouriez

lui-même dans les Pays-Bas. La Terreur décimait ses propres généraux, comme la mitraille décimait les soldats!

L'exécution de Louis XVI et de Marie-Antoinette avait provoqué au dehors, mais surtout dans notre armée, un sentiment d'horreur qui se changea bientôt en une haine irréconciliable; pendant plusieurs semaines les troupes, malgré les efforts de leurs chefs, ne firent aucun quartier sur le champ de bataille (4).

La campagne de 1793 se termina par la prise de Valenciennes (5). J'avais assisté à presque toutes les opérations du siége, et j'avais pu, de cette manière, voir la guerre de près; il serait à désirer que tous ceux que la destinée appelle à la direction des affaires politiques pussent passer par cette école. Dans la suite de ma longue carrière j'eus souvent occasion, pour ma part, de me féliciter d'avoir acquis cette expérience.

Je passai l'hiver de 1793-1794 dans les Pays-Bas. Je poursuivis les études exigées par la carrière à laquelle on me destinait, et je pris part aux affaires du gouvernement. Bruxelles était plein d'étrangers, et les émigrés parlaient toujours de la fin de leur exil avec une confiance que j'étais loin de partager.

Vers la fin de l'hiver, le vicomte Desandroins, trésorier général du gouvernement des Pays-Bas, fut chargé d'une mission pour le gouvernement anglais. Je l'accompagnai à Londres, où je fus reçu par le Roi Georges III avec une bonté et une affabilité toutes particulières. Les rapports entre la Cour impériale et la Grande-Bretagne étaient des meilleurs, et dans les deux pays l'opinion publique se prononçait avec une égale énergie contre les horreurs de la Révolution française; de plus, les intérêts des deux États semblaient se confondre. J'entrepris donc le voyage d'Angleterre sous les auspices les plus favorables, et mon séjour dans le pays me mit en relation avec les hommes les plus considérables de cette grande époque. C'est ainsi que je vis William Pitt, Charles Fox, Burke, Sheridan, Charles Grey (plus tard lord Grey), et tant d'autres personnages éminents qui jouèrent alors et plus tard un si grand rôle sur la scène politique. J'assistai aussi souvent que pos-

sible aux séances du Parlement, et je suivis avec une attention toute particulière le procès de Hastings (6). Je cherchai à me familiariser avec le mécanisme parlementaire, et mes efforts n'ont pas été perdus pour moi dans la suite de ma carrière. On avait alors jeté les yeux sur moi pour me confier le poste d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire de l'Empereur à la Haye. On le savait à Londres, et cette circonstance me facilita l'accès d'une sphère de la société qui d'ordinaire est fermée à un jeune homme de vingt et un ans. Je fis la connaissance du prince de Galles, qui fut plus tard régent du royaume, et enfin Roi sous le nom de George IV. Nos rapports, qui remontent à cette époque, durèrent pendant toute la vie de ce prince. La famille royale d'Angleterre était très-désunie à ce moment : le prince de Galles s'était jeté du côté de l'opposition. Ma jeunesse m'empêcha d'exprimer au prince ma désapprobation au sujet de sa conduite ; cependant, je saisis un jour l'occasion de lui en dire un mot, qu'il me rappela trente ans plus tard, en ajoutant : « Vous aviez alors parfaitement raison. »

Le prince de Galles était un des plus beaux hommes que j'aie rencontrés dans ma vie. A ses avantages extérieurs il joignait les manières les plus agréables. Il avait beaucoup de bon sens, et il fallait bien qu'il en eût beaucoup pour ne pas se perdre dans la mauvaise société qu'il fréquentait et où il se trouvait bien, sans permettre d'ailleurs qu'on lui manquât jamais de respect. Il conçut un grand attachement pour moi, et je crois qu'il me sut gré de ma réserve au milieu d'une société qui me déplaisait.

La guerre avait éclaté entre la France et l'Angleterre, et le moment approchait où les forces navales des deux puissances allaient se mesurer pour la première fois. Plusieurs centaines de navires marchands, à destination des Indes orientales et des Indes occidentales, attendaient dans la rade de Spithead et de St-Helens le moment de pouvoir mettre à la voile. Une flotte nombreuse devait protéger les vaisseaux de commerce contre une attaque en vue de laquelle on avait fait de grands préparatifs dans le port de Brest. Je désirais vivement assister

au départ de la flotte. Le Roi, l'ayant appris, eut l'attention d'ordonner qu'on m'aidât à satisfaire mon désir. Un jour que je lui présentais mes hommages, il me dit qu'il me ferait avertir du moment où j'aurais à me rendre à Portsmouth pour assister au départ de la flotte, et qu'il donnerait à l'amiral Howe, ainsi qu'au commandant du port, toutes les instructions nécessaires pour qu'il me fût possible de contenter ma curiosité. Peu de temps après, Sa Majesté me fit dire que le moment de mon départ était venu. Muni des lettres indispensables de l'amirauté, je me mis en route pour Portsmouth. Cette ville était tellement remplie de curieux que, sans l'attention du commandant de la marine qui m'avait fait garder un appartement, je n'aurais pas trouvé à me loger. Le lendemain de mon arrivée, j'allai voir le commandant du port, et je me rendis à bord du vaisseau amiral pour remettre à l'amiral Howe la lettre dont on m'avait chargé pour lui. Il me reçut avec une parfaite courtoisie, et m'assura qu'il me ferait savoir le moment du départ des flottes.

Je passai trois jours à Portsmouth, visitant les grands établissements qui se trouvent dans cette ville. Dans la nuit du troisième au quatrième jour, je fus réveillé par un officier de l'état-major de l'amiral Howe, qui me dit qu'il avait l'ordre de me conduire à l'île de Wight; que, du haut de la montagne située derrière Cowes, nous verrions les flottes sortir des deux rades et se réunir de l'autre côté de l'île; qu'à la pointe sud de celle-ci, il y aurait à ma disposition une barque qui me permettrait de rejoindre le vaisseau amiral. Aussitôt, nous quittâmes Portsmouth, et à l'aube nous abordâmes à l'île de Wight. Nous atteignîmes notre point d'observation à six heures du matin. Il s'éleva une brise fraîche : ce fut le signal du départ de plus de quatre cents vaisseaux. Je compte ce spectacle au nombre des plus beaux que j'aie vus, je dirais presque qu'il puisse être donné à l'homme de voir. Au signal parti du vaisseau amiral, les navires marchands déployèrent leurs voiles : la flotte à destination des Indes occidentales passa à l'ouest de l'île; celle qui partait pour les Indes orientales, ainsi que la flotte royale, passa à l'est. Des centaines de barques

remplies de curieux couvraient les deux rades à perte de vue ; au milieu, on voyait les uns à la suite des autres les grands vaisseaux, observant l'ordre que savent garder de grandes masses de troupes manœuvrant sur le champ d'exercice. Quatre vaisseaux de ligne venant de Toulon et ayant des émigrés à bord défilaient, le pavillon blanc au grand mât, avec les vaisseaux anglais. Ce fait, unique dans les annales de l'histoire, prêtait aux circonstances un caractère qui ne s'effacera jamais de la mémoire de ceux qui ont vu ce spectacle. Il fallut plusieurs heures aux flottes pour se réunir au sud de l'île de Wight. Quand mon guide m'eut donné le signal du départ, nous descendîmes de la montagne et rejoignîmes l'amiral Howe à bord de la *Queen Charlotte*. Comblé d'attentions par l'amiral, je restai avec lui jusqu'au soir du 30 mai.

Un aviso détaché de l'escadre d'observation, qui stationnait devant Brest, apporta la nouvelle que la flotte française avait appareillé, et qu'elle mettait à la voile. Malgré le vif désir que j'exprimais à l'amiral d'assister à la rencontre, désormais imminente, des deux flottes, il m'ordonna de le quitter. « Le Roi, me dit-il, m'a chargé de vous faire tout voir ; mais j'ai à vous renvoyer vivant, et je ne pourrais pas prendre sur moi de vous exposer aux dangers d'une bataille navale. » Je quittai donc la flotte, à mon grand regret, et m'embarquai sur le bateau que l'amiral envoyait à Portsmouth, avec ses dépêches à l'amirauté. Après m'être arrêté quelques jours à Portsmouth, j'arrivai à Londres. La ville était illuminée, et toute la population était sous le coup de l'enthousiasme provoqué par la nouvelle de la grande victoire navale remportée par la flotte anglaise à la hauteur d'Ouessant, le 1er juin. Cette nouvelle m'avait précédé de quelques heures. Je restai deux jours à Londres ; le troisième jour je repartis pour Portsmouth, afin de voir rentrer la flotte avec ses prises.

Le vaisseau amiral, que j'avais quitté quelques jours auparavant dans les plus belles conditions, avait été un des plus maltraités. Comme il avait été engagé avec le vaisseau amiral français, il offrait l'aspect d'une véritable ruine. Une bonne partie de son équipage avait été tuée ou mise hors de combat.

L'amiral Howe, que je retrouvai sain et sauf, à ma vive satisfaction, rentrait couvert de lauriers.

Je devais retourner dans les Pays-Bas au milieu de l'été; mais la guerre en décida autrement. Dans l'attente des événements, je visitai l'intérieur de l'Angleterre. Comme l'ennemi avait pénétré dans les Pays-Bas, je m'embarquai au commencement de l'automne à Harwich, pour passer à Helvoetsluys. Nous fûmes assaillis par une violente tempête qui nous rejeta jusque dans la rade de Dunkerque, au moment où le commodore sir Sidney Smith bombardait la ville. Exposé pendant plus de deux heures à un feu croisé, je n'échappai au danger de la situation que grâce à une saute de vent. Propagé par les journaux, le bruit se répandit que j'avais été fait prisonnier par les Français. Cette fausse nouvelle arriva jusqu'à mon père, qui, d'accord avec le général en chef de l'armée autrichienne, allait déjà s'adresser au gouvernement français pour obtenir ma liberté, lorsqu'il apprit que j'avais abordé en Hollande. Je m'arrêtai dans ce pays le temps nécessaire pour visiter la Haye, Amsterdam et une partie de la Hollande septentrionale, après quoi j'allai rejoindre le gouvernement général des Pays-Bas autrichiens sur le bas Rhin, où il s'était retiré.

Au commencement du mois d'octobre, je fis avec mon père le voyage de Vienne. C'était la première fois que je visitais cette capitale. Au mois de février de la même année, le prince de Kaunitz était mort, et la direction des affaires étrangères avait été confiée au baron de Thugut. J'avais fait la connaissance de ce dernier à Bruxelles, où il avait passé plusieurs mois avec le comte Mercy d'Argenteau, qui, depuis qu'il avait quitté le poste d'ambassadeur à Paris, vivait dans la capitale de la Belgique. J'ai déjà dit qu'on avait jeté les yeux sur moi pour la légation de la Haye. Comme la conquête de la Hollande par l'armée de Pichegru ne me permettait pas de me rendre à ce poste, j'attendais les événements sans impatience, il est vrai, mais avec un sentiment de colère contre une révolution dont les conséquences menaçaient le corps social tout entier. La rive gauche du Rhin était au pouvoir des troupes de la République française; la perte de ces territoires était due aux

fautes de ceux qui avaient méconnu la force et la portée de la Révolution. Les domaines de ma famille, situés en grande partie sur la rive gauche du Rhin, avaient été confisqués par la *grande nation;* il s'agissait donc de faire valoir aussi bien que possible ceux que nous possédions en Bohême, et dont mon père et ses derniers ascendants s'étaient peu occupés dans tout le cours du siècle précédent. Mon père m'y envoya pour prendre sur les lieux mêmes les mesures nécessaires. Je passai les mois de novembre et de décembre seul à Kœnigswart, et je me donnai tout entier à l'affaire confiée à mes soins.

Lors de mon retour à Vienne, je trouvai mes parents occupés d'un projet de mariage pour moi. Le prince Ernest de Kaunitz, fils aîné du prince chancelier d'État, avait une fille unique; il avait appris à me connaître pendant un court séjour que j'avais fait jadis à Vienne. A la suite de pourparlers préliminaires avec les parents, la conclusion du mariage ne dépendait plus que de l'inclination réciproque des deux jeunes gens. J'avais vingt et un ans, et la pensée de me marier si jeune ne m'était jamais venue. Il fut bientôt évident pour moi que mes parents tenaient beaucoup à ce mariage. Mais la princesse de Kaunitz ayant été bientôt après atteinte d'une maladie à laquelle elle succomba dans les premiers jours du mois de mars 1795, je ne fis la connaissance de ma future que vers l'été, et notre union fut fixée à l'automne de la même année.

Le prince Ernest de Kaunitz aimait tendrement sa fille, et il était décidé à ne pas s'en séparer; c'est pourquoi je consentis à vivre sous le même toit que lui. Le mariage fut célébré le 27 septembre 1795 à Austerlitz, dans le même endroit qui, dix ans plus tard, acquit une si triste célébrité.

J'ai déjà dit que les affaires publiques avaient peu d'attrait pour moi : j'aurais mieux aimé rester dans la vie privée et consacrer mon temps à l'étude des sciences. A l'époque dont je parle, le sort sembla favoriser mes goûts; je me fis un plan, mais il ne me fut pas donné de l'exécuter.

Je dois à mes lecteurs les raisons qui contribuaient à m'éloigner des affaires publiques. Placé jeune encore dans une situation qui me permettait d'envisager d'un point de vue élevé la

marche des grandes affaires, je trouvais qu'elles étaient conduites autrement qu'elles n'auraient dû l'être. *Les affaires, ce sont les hommes.* Les affaires ne sont que l'expression des qualités comme des défauts des hommes, de leurs penchants et de leurs erreurs, de leurs vices et de leurs vertus. J'étais inaccessible aux préjugés, et ne recherchais en toutes choses que la vérité; cependant ma modestie ne me permettait pas d'accuser d'insuffisance les hommes qui tenaient le gouvernail, quand je n'étais pas satisfait de ce qui se passait sous mes yeux; bien plus, j'attribuais à la faiblesse de mon intelligence et à mon peu d'expérience le sentiment qui me poussait à désapprouver tout bas la voie qu'ils suivaient. Quant à acquérir l'expérience qui me faisait défaut, ni mes goûts ni le devoir ne m'y portaient. Ma véritable vocation, selon moi, était de cultiver les sciences, surtout les sciences exactes et les sciences naturelles, qui m'attiraient plus que toutes les autres. J'aimais aussi les beaux-arts; ainsi rien n'éveillait en moi le désir d'enchaîner ma liberté. La carrière diplomatique pouvait sans doute flatter mon ambition; mais durant toute ma vie je fus inaccessible à ce sentiment.

Dans l'automne de l'année 1797, je perdis mon beau-père. Mes affaires domestiques et les sciences continuèrent de m'occuper exclusivement. Je fréquentais assidûment des cours de géologie, de physique et de chimie; alors, comme je le fis encore plus tard, je suivais attentivement les progrès des sciences médicales. L'homme et sa vie physique me semblaient un sujet digne d'être étudié. Pendant une longue suite d'années, Vienne avait été riche en grands médecins. Van Swieten et Stoll étaient morts; la première chaire de médecine était alors occupée par Pierre Franck; Quarin honorait la science par l'étendue de son savoir; entouré d'un auditoire d'élite, Gall poursuivait ses leçons; Jacquin pénétrait toujours plus avant dans le domaine de la botanique. Je me plaisais dans ce cercle scientifique, et je laissais gronder la Révolution, avec laquelle je ne me sentais pas encore appelé à me mesurer. Plus tard, la Providence devait en décider autrement.

Le Congrès de Rastadt me força de sortir de ma retraite.

Les comtes du collége de Westphalie me confièrent la défense de leurs intérêts. J'acceptai cette mission plutôt par sentiment du devoir que dans l'espérance de pouvoir être utile à un corps menacé dans son existence, comme l'était l'Empire d'Allemagne. Je restai à Rastadt jusque vers le milieu du mois de mars 1799. Quand je vis le Congrès sur le point de se dissoudre, je ramenai ma femme et ma fille à Vienne. Peu de temps après mon retour dans cette capitale, j'appris la catastrophe qui marqua la fin d'un congrès qui, depuis le premier jour jusqu'au dernier, n'avait été qu'un leurre. Je n'eus pas alors l'occasion de voir Bonaparte. Il avait quitté Rastadt deux jours avant mon arrivée et celle de mon père. En leur qualité de premiers plénipotentiaires de l'Empire et de la République française, mon père et Bonaparte demeuraient dans le château de la ville, et leurs appartements n'étaient séparés que par le grand salon (7).

Rentré dans mes foyers, je repris mon train de vie et mes travaux habituels. Mon séjour à Rastadt ne pouvait qu'augmenter ma répugnance pour une carrière où mon esprit ne pouvait trouver de satisfaction. La Révolution française avait comblé la mesure de ses folies sanguinaires : la République n'en était que le triste résidu ; l'Allemagne désunie était paralysée par la paix particulière que la Prusse avait conclue avec la France à Bâle, et par le système de la neutralité *à tout prix,* qu'avaient adopté les princes de l'Allemagne du Nord. L'Autriche seule restait sur le terrain, et la guerre était mal conduite. Y avait-il dans une telle situation de quoi m'encourager à échanger ma vie paisible contre une activité qui ne pouvait s'exercer que dans un cercle restreint, dans des limites qui répugnaient à mon esprit d'indépendance et mettaient ma conscience à l'étroit ?

A en juger par la disposition d'esprit dont je parle, on pourrait croire que j'étais morose. Il n'en est rien. Je ne connaissais point cette faiblesse ; mon goût pour les études sérieuses m'en préservait. Je ne me suis jamais isolé du monde, ma vie était celle d'un homme qui recherche exclusivement la bonne société ; elle seule a toujours eu de l'attrait pour

moi. Dans l'arrangement de ma vie, la journée appartenait entièrement aux affaires, et la soirée était un temps de récréation séparant le travail du repos. Je fréquentais de préférence les salons où je savais trouver une conversation agréable; j'étais déjà persuadé que c'est là ce qui aiguise l'esprit, redresse les idées fausses et apprend à éviter de faire dégénérer la conversation en vain commérage.

A cette époque, il y avait à Vienne plusieurs étrangers remarquables par leur esprit. Je dois une mention particulière à M. Pozzo di Borgo, qui joua plus tard un grand rôle dans les affaires publiques; il était alors agent secret du cabinet anglais. Je le rencontrais souvent dans les cercles que je fréquentais. Je trouvais chez lui une grande faconde avec une chaleur toute méridionale dans la manière d'exprimer ses opinions. Un salon où je n'allais toutefois que de loin en loin était celui du maréchal prince de Ligne. Le prince lui-même brillait par une souplesse d'esprit toute particulière; son salon était d'ailleurs fréquenté par une société très-mêlée, dont beaucoup de membres couraient après le bel esprit sans vraiment être spirituels. Depuis plusieurs années déjà, le prince de Ligne m'avait honoré tout spécialement de ses bontés; pendant mon séjour dans les Pays-Bas, il avait conçu le désir de me donner sa seconde fille en mariage, ce qui me valut de sa part le titre de gendre, qu'il me donna jusqu'à sa mort. A la suite de la conquête des Pays-Bas, le prince de Ligne et sa famille quittèrent Bruxelles pour aller à Vienne. Par un caprice du sort, la fille que le prince m'avait destinée épousa un comte Palffy; par contre, le mariage de ce dernier avec la fille du prince de Kaunitz, qui devint ma femme, fut rompu au moment de se faire.

La société où je me montrais le plus était celle de la princesse Charles de Liechtenstein (8); cette dernière était une tante de ma femme du côté maternel, et une des cinq princesses qui, pendant un certain nombre d'années, avaient formé la société intime de l'Empereur Joseph II. Ce petit cercle, connu pendant le règne de ce prince sous le nom de cercle des princesses, se composait de la princesse François de

Liechtenstein, de la princesse Ernest de Kaunitz et de sa sœur la princesse Charles de Liechtenstein, et des princesses Kinsky et Clary. En fait d'hommes, sans compter l'Empereur Joseph, le maréchal Lascy, le grand chambellan, comte et plus tard prince de Rosenberg, et le prince de Ligne y étaient seuls admis. Après la mort de l'Empereur, cette société se dispersa. La princesse Charles réunit chez elle quelques débris du cercle d'autrefois, en y ajoutant tout ce que Vienne comptait de personnes d'un commerce agréable. La comtesse de Rombeck, sœur du comte Louis de Cobenzl, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, avait aussi ouvert ses salons : chez elle se réunissaient les étrangers, et surtout les émigrés français.

J'avais arrangé ma vie de manière à passer l'hiver dans la capitale et l'été à la campagne, tantôt dans les terres de ma femme, en Moravie, tantôt en Bohême, dans celles de ma famille. Je m'étais complétement retiré des affaires publiques; elles ne m'intéressaient plus que comme simple observateur. Mes observations, hélas ! n'étaient guère favorables à la cause que j'ai regardée pendant toute ma vie comme celle de la raison et du bon droit. De temps en temps j'allais voir le baron de Thugut, qui, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, dirigeait la chancellerie. Je ne cherchai pas à avoir avec lui des relations plus suivies; rien ne pouvait m'y pousser, car je n'avais nulle envie d'entrer dans les affaires, et, en dehors du service, le baron de Thugut ne voyait personne. Sur les principes j'étais d'accord avec lui; mais je condamnais la voie qu'il avait prise, et les événements de son ministère n'ont que trop bien prouvé que j'avais raison.

De temps à autre j'allais faire ma cour à l'Empereur, qui ne laissait passer aucune occasion de me reprocher ce qu'il appelait ma paresse. Un jour que je lui exposais ma manière de voir, il me dit : « Vous vivez comme je serais heureux de vivre à votre place. Tenez-vous à ma disposition, c'est tout ce que je vous demande pour le moment. »

CHAPITRE II.

ENTRÉE DE METTERNICH AU SERVICE DE L'EMPIRE (1801-1803).

Portrait de Thugut ; sa retraite. — Cobenzl. — Entrée au service de l'Empire. — Entretien avec l'Empereur François. — Metternich nommé ministre à Dresde. — Ses débuts dans la vie publique. — Ses principes. — Il se rend à son poste. — M. Elliot. — Dresde considéré comme poste d'observation pour les Cours du Nord. — Fabrication de correspondances diplomatiques.

Lors de la conclusion de la paix de Lunéville (1801), la faiblesse du cabinet autrichien et ses éternelles fluctuations étaient arrivées à leurs dernières limites. Pendant une lutte de dix ans, la Cour impériale avait opposé aux principes subversifs de tous les gouvernements qui s'étaient succédé en France depuis 1792, une digue tantôt puissante, tantôt fragile ; ces alternatives de force et de faiblesse ne montraient que trop l'absence totale d'un plan suivi. C'était là précisément la grande faute du cabinet ; c'est là ce qui explique ces triomphes d'un jour effacés par les revers du lendemain. Plus qu'à toutes les autres causes, la France doit ses succès prodigieux à l'inconséquence des ministères qui prirent successivement la direction des affaires publiques après la mort du grand homme d'État qui pendant quarante ans était resté à la tête du cabinet de Vienne, mais qui par malheur n'avait pas été, dans les derniers temps, épargné par les infirmités de l'âge. Les vues qui ont toujours formé la base de la politique autrichienne sont les plus pures qu'on puisse

concevoir, mais jamais peut-être on ne s'y prit plus mal pour les réaliser.

Le ministère du baron de Thugut ne montre qu'une suite non interrompue de bévues et de faux calculs. Lorsqu'il était à l'apogée de sa puissance, il y avait deux partis qui, selon leur point de vue, suspectaient le ministre pour des raisons diamétralement opposées. On l'accusait d'être vendu à la France; on prétendait qu'il était à la solde de l'Angleterre. Il est regrettable pour son nom et pour l'Autriche que personne n'ait voulu affirmer que Thugut a servi son pays avec désintéressement.

Pour nous, qui croyons que l'influence étrangère n'a été pour rien dans l'attitude politique de Thugut, nous n'avons pas même l'idée d'attribuer sa conduite à la trahison; car trahir, c'est toujours le moyen le plus dangereux et le moins certain pour réussir.

Sorti d'une humble condition, fils d'un batelier de Linz, Thugut avait été élevé à l'Académie orientale et formé en vue d'un emploi subalterne. Habile et rusé, il ne dut ses succès dans la carrière politique qu'à ces qualités, qui, soutenues par une profonde dissimulation et par le goût de l'intrigue, ne passent que trop facilement pour des talents réels.

Il avait placé en fonds français la plus grande partie de la fortune qu'il avait amassée à Constantinople; ce fut sans doute le désir de conserver cette fortune qui, au début de la Révolution française, l'aveugla ou du moins le fit rester dans l'inaction. Ce fut aussi à cette époque que le parti anglais commença à le soupçonner d'être vendu à la France. Quand plus tard la Terreur lui ôta toute espérance de sauver de la banqueroute générale même la moindre partie de sa fortune, quand avec un parfait sans gêne il changea d'allure politique, le public attribua cette volte-face à l'or anglais.

Non sans talent, revêtu de la plus haute dignité de l'État, vivant dans l'obscurité d'une retraite volontaire sans que sa froide ambition cessât de s'immiscer dans tous les détails du gouvernement, Thugut était, malgré tout, au-dessus de la corruption. L'histoire de son ministère peut se résumer en une

série de faux calculs qui, tous, n'ont fait que contribuer à soutenir et à augmenter la prépondérance de la France (9).

A la suite de la paix de Lunéville, le baron de Thugut se retira des affaires. Le comte de Cobenzl fut rappelé de Saint-Pétersbourg et nommé à la direction des affaires étrangères, sous le titre de vice-chancelier de la Cour et de l'État. Le comte, plus tard prince de Trauttmansdorff, premier grand maître de la Cour, eut le portefeuille par intérim. La paix avec la France devait tout naturellement donner une nouvelle impulsion à la diplomatie autrichienne.

Les postes de Londres, de Berlin et de Saint-Pétersbourg étaient occupés; il y avait des ministres plénipotentiaires à Stockholm et près quelques petites Cours d'Allemagne et d'Italie. L'Empereur éprouva le besoin de combler les lacunes que le baron de Thugut avait laissées se produire, fidèle en cela au système qu'il exagérait quelquefois. Uniquement absorbé par la guerre avec la Révolution française, Thugut n'accordait aucune attention à ce qui ne lui semblait pas se rapporter directement à cette guerre. Il en vint à ne plus lire les dépêches des envoyés de second ordre, et, par suite, à ne plus y répondre. Quand il quitta le ministère, il fallut nommer une commission pour décacheter et mettre aux archives des centaines de rapports qui émanaient de ces légations.

Quelques jours après avoir pris le portefeuille, le comte de Trauttmansdorff me fit appeler et m'informa que l'Empereur, ayant résolu de pourvoir aux vacances diplomatiques, lui avait dit de me laisser choisir entre le poste de Dresde ou de Copenhague ou celui de ministre de Bohême près la diète de l'Empire. Je lui demandai le temps de réfléchir, et me rendis auprès de l'Empereur. J'exposai franchement à Sa Majesté mes idées sur la manière dont j'entendais la vie, et sur les aptitudes que je croyais avoir, ainsi que sur celles que je me déniais. L'Empereur accueillit ma profession de foi avec sa bonté habituelle, et quand il fit appel à mon patriotisme, je me rendis. « Votre Majesté, lui dis-je, veut que je me lance dans une sphère que je ne crois pas être la mienne. Je me soumets à ses ordres. Que Votre Majesté ne mette jamais en

doute ma bonne volonté; mais qu'elle se défie plutôt de mes aptitudes. Je vais tenter l'épreuve; mais Votre Majesté me permettra de me retirer du service le jour où je craindrai de n'être pas à la hauteur de ma tâche. » L'Empereur me répondit en souriant : « Quand on a ces craintes-là, on ne risque pas de mal faire; d'ailleurs, je vous promets d'être le premier à vous avertir si vous faites fausse route. »

Je me décidai pour la mission de Dresde, celle de Danemark me paraissant trop éloignée; d'autre part, il me répugnait d'aller à Ratisbonne uniquement pour assister aux funérailles de ce noble Empire d'Allemagne. Dresde, par contre, qui est une étape sur la route de Berlin ou de Saint-Pétersbourg, avait à mes yeux la valeur d'un poste d'observation où l'on pourrait dans la suite rendre des services. Comme j'étais forcé de m'engager dans cette carrière, je voulais du moins garder l'espérance d'être utile. Jamais je n'ai rien voulu à moitié : une fois devenu diplomate, je résolus de l'être tout à fait, et dans le sens que j'attache à ce mot. La suite a montré que mes calculs étaient justes; car les événements ne m'ont que trop poussé à marcher en avant dans la voie que je suivais.

En commençant le récit de mes débuts politiques, je me propose de ne raconter que ce qui concerne ma personne, ou plutôt ce qui peut servir à combler les lacunes des correspondances officielles; car, bien que ces documents seuls puissent donner l'image fidèle des travaux de l'homme d'État, une foule de détails ne sauraient y trouver place. Je souhaite que ceux de mes lecteurs à qui leur position permet l'accès des Archives impériales, consultent les pièces officielles à mesure qu'ils liront le présent travail : puisant à cette double source, ils pourront mieux juger la grande époque pendant laquelle j'ai rempli la lourde tâche que m'avait imposée la destinée, et joué un rôle actif sur la scène du monde (10). Mais avant de raconter les nombreux et mémorables événements qui ont signalé ma carrière, j'exposerai fidèlement les principes sur lesquels reposaient les actes de ma vie politique. Cet exposé servira à expliquer mes actions et à éclaircir plusieurs points de l'histoire de mon temps.

J'ai déjà dit que j'avais de la répugnance à embrasser une carrière publique. Convaincu que chacun doit être prêt à répondre des actes de sa vie, reconnaissant combien il était difficile de soutenir efficacement une société qui croulait de toutes parts; d'un autre côté, désapprouvant devant le tribunal de ma conscience presque toutes les mesures que je voyais prendre pour essayer de sauver le corps social miné dans sa base par les erreurs du dix-huitième siècle; enfin, trop modeste pour me croire de taille à mieux faire en faisant autrement, j'étais décidé à me tenir éloigné d'une scène où je ne pouvais consentir à descendre à un rôle secondaire, vu l'indépendance de mon caractère, tout en ne me croyant pas capable de jouer celui d'un réformateur.

Le soin avec lequel on avait dirigé mon éducation du côté du vaste champ de la politique m'avait habitué de bonne heure à en mesurer l'étendue. Je ne tardai pas à remarquer que ma façon de comprendre la nature et la valeur de ce domaine différait essentiellement de la manière de voir de l'immense majorité des hommes appelés à jouer un grand rôle politique. C'est le moment de parler des principes très-simples auxquels j'ai ramené de tout temps la science communément désignée sous le nom de *politique* et de *diplomatie*.

La *politique* est la science des intérêts vitaux des États dans l'ordre le plus élevé. Toutefois, comme il n'y a plus d'État isolé, comme les États de ce genre ne se trouvent que dans les annales du monde païen ou dans les abstractions de soi-disant philosophes, on ne doit jamais perdre de vue la *société* des États, cette condition essentielle du monde moderne. Chaque État a donc, en dehors de ses intérêts particuliers, d'autres intérêts qui lui sont communs, soit avec tous les autres États réunis, soit avec de simples groupes d'États. Les grands axiomes de la science politique dérivent de la connaissance des véritables intérêts politiques de *tous les États;* c'est sur ces intérêts généraux que repose la garantie de leur existence. Par contre, les intérêts particuliers, à qui les faits politiques journaliers ou accidentels donnent parfois une grande importance, et dont le soin constitue la sagesse politique aux yeux d'une politique

inquiète et bornée, n'ont qu'une valeur relative et secondaire. L'histoire nous apprend que, chaque fois que les intérêts particuliers d'un État sont en contradiction avec les intérêts généraux, et qu'on néglige ou méconnaît ces derniers pour travailler exclusivement à suivre les premiers, ce fait doit être regardé comme une exception, comme une maladie dont le développement ou la prompte guérison décide en dernier ressort de la destinée de cet État, c'est-à-dire de sa chute prochaine ou de sa renaissance. Ce qui caractérise le monde moderne, ce qui le distingne essentiellement du monde ancien, c'est la tendance des États à se rapprocher les uns des autres et à former une sorte de corps social reposant sur la même base que la grande société humaine qui s'est formée au sein du christianisme. Cette base n'est autre que le précepte formulé par le Livre par excellence : « *Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse.* » Appliquée à l'État, cette règle fondamentale de toute société humaine s'appelle *réciprocité;* dans la pratique, elle détermine ce que dans le langage de la diplomatie on nomme « les bons procédés », ou, en d'autres termes, la prévenance réciproque et l'honnêteté dans les rapports. Dans le monde ancien la politique se renfermait dans l'isolement et pratiquait l'égoïsme le plus absolu, sans autre frein que la prudence humaine. La loi du talion élevait des barrières éternelles et provoquait d'éternelles inimitiés entre les différentes associations : à chaque page de l'histoire ancienne se retrouve la réciprocité du mal qu'on se faisait. La société moderne, au contraire, nous montre l'application du principe de la solidarité et de l'équilibre entre les États, et nous offre le spectacle des efforts réunis de plusieurs États pour s'opposer à la prépondérance d'un seul, pour arrêter les progrès de son influence et le forcer de rentrer dans le droit commun. Le rétablissement des rapports internationaux sur la base de la réciprocité, sous la garantie de la reconnaissance des droits acquis et du respect de la foi jurée, constitue de nos jours l'essence de la politique, dont la diplomatie n'est que l'application journalière. Entre les deux, il y a, selon moi, la même différence qu'entre la *science* et l'*art*.

De même que les hommes enfreignent journellement les lois de la société civile, de même les États ne violent que trop souvent les règles qui président à leur association. Les fautes des hommes et celles des États sont soumises aux mêmes peines; la seule différence consiste dans la gravité de la faute, qui est proportionnée à l'importance de l'individu coupable.

En face de ces vérités, que devient la politique de l'égoïsme, la politique du bon plaisir ou de l'ambition mesquine, et surtout celle qui recherche l'utile en dehors des règles les plus élémentaires du juste, qui se rit de la foi jurée, et qui, en un mot, repose uniquement sur les vaines prétentions de la force ou de l'habileté?

On peut juger, d'après cette profession de foi, quelle valeur j'ai toujours attribuée à des politiques de la taille, ou, si l'on veut, du mérite d'un Richelieu, d'un Mazarin, d'un Talleyrand, d'un Canning, d'un Capo d'Istria, d'un Haugwitz et de tant d'autres plus ou moins célèbres. Résolu à ne pas suivre la même voie qu'eux, et désespérant de me frayer un chemin selon ma conscience, je devais naturellement préférer ne pas me lancer dans les grandes affaires politiques, où j'avais bien plus de chances de me perdre matériellement que d'arriver au but; je dis matériellement, car, quant à succomber moralement, je n'en ai jamais eu la crainte. L'homme public garde toujours un moyen sûr d'échapper à ce danger, c'est de se retirer des affaires.

Ce fut au mois de janvier 1801 que je fus nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour de la Saxe électorale. La paix entre l'Autriche et la France venait d'être conclue à Lunéville lorsque, vers la fin de la même année, j'entrai en exercice à Dresde (11). Napoléon Bonaparte était le premier consul de la République française, qui d'un gouvernement républicain n'avait plus que le nom. L'Empire d'Allemagne était visiblement menacé d'une dissolution prochaine. Au mois de mars de la même année, l'Empereur Paul était mort de mort violente. L'Europe était préoccupée, anxieuse : c'était le résultat naturel de l'incertitude qui planait sur toutes les existences. A cette époque, Dresde et

particulièrement la Cour de la Saxe électorale jouissaient d'un calme qui contrastait étrangement avec l'inquiétude universelle : on eût dit une oasis dans le désert. A ne juger que d'après l'aspect de cette Cour, on aurait cru que le monde s'était arrêté. Tout y était arrangé, réglé comme à la mort du dernier Auguste. Si l'étiquette, le costume et la régularité automatique pouvaient être une base solide pour les États, la Saxe électorale eût été invulnérable. Les modes, les jours de gala, les usages, rien n'y avait changé depuis le milieu du dix-huitième siècle. Après avoir renversé l'ancienne monarchie, la Révolution française en était déjà au consulat de Bonaparte, lorsqu'à la Cour de Saxe les dames portaient encore des paniers.

Le prince électeur Frédéric-Auguste avait des qualités solides, et la Saxe, ce pays tranquille et laborieux, aurait longtemps béni le souvenir de son règne, si la tempête qui éclata quelques années plus tard n'avait mis violemment fin à ce régime doux et paisible.

Dresde possédait toujours un nombreux corps diplomatique. Parmi mes collègues, l'envoyé d'Angleterre, M. Elliot, se distinguait par son tour d'esprit original. Ce diplomate avait un passé curieux. Étant jeune officier de la milice, il s'introduisit dans le grand monde grâce à un trait singulier. Tous les ans, aux revues de Potsdam, une foule de militaires étrangers se pressaient autour de Frédéric II. Dans ces occasions, le Roi de Prusse ne cachait pas sa préférence pour les Français ; aussi le grand maréchal du palais, qui était chargé de la présentation des étrangers à la Cour, devait-il présenter chaque officier français individuellement ; les officiers anglais, au contraire, tous en bloc. Un jour, le jeune Elliot se trouvait au nombre des officiers qui devaient être présentés. Le grand maréchal du palais ayant dit au Roi : « J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté douze Anglais », Elliot l'interrompit à haute voix en disant : « Vous vous trompez, monsieur le maréchal, il n'y en a que onze » ; puis il fit demi-tour et s'en alla. Quelques années plus tard, Elliot vint à Berlin comme envoyé extraordinaire. Frédéric II n'avait pas oublié la scène de Potsdam, et le

Roi était médiocrement flatté de sa nomination, Elliot n'ayant que le rang de major. Il résolut de faire sentir sa mauvaise humeur à la Cour de Londres ainsi qu'à celui qui la représentait, et choisit un certain comte Lusi pour le poste de Londres. Le comte de Finkenstein fut chargé de notifier cette nomination à l'envoyé d'Angleterre, et il le fit dans les termes suivants : « Le Roi a choisi pour son représentant à Londres le comte Lusi, major dans son armée, dont le nom doit vous être connu d'après la réputation qu'il s'est faite comme partisan lors de la guerre de Sept ans. Sa Majesté se flatte que la Cour d'Angleterre sera satisfaite de ce choix. » Elliot répondit sans hésiter : « Le Roi votre maître n'a pu certainement choisir personne qui fût plus digne de le représenter. » Il est évident qu'avec des manières pareilles M. Elliot ne pouvait guère se faire aimer en Prusse.

Par suite de circonstances qui tenaient à l'attitude particulière qu'il avait prise, il fut rappelé de Berlin et envoyé à Copenhague, où de son propre chef il déclara la guerre au Danemark, dans le dessein de sauver le Roi de Suède du danger auquel ce prince était exposé par suite de la prise de la place de Gothenbourg. Grâce à ce coup de génie, il atteignit en effet son but; mais il n'en perdit pas moins, et cela non sans raison, ce deuxième poste, et vint à Dresde, où il était déjà depuis plusieurs années comme envoyé d'Angleterre lorsque j'arrivai dans cette ville.

A ce moment-là, il y avait longtemps qu'il s'était calmé; mais il avait gardé une vivacité extraordinaire, qui lui faisait une place à part dans les relations de la vie sociale. Je n'ai jamais connu un homme d'un commerce plus agréable; avec un genre d'esprit comme celui du prince de Ligne, il ne le cédait en rien à celui-ci, et lui était peut-être supérieur. Je le vis souvent pendant mon séjour à Dresde, et je compte mes relations avec lui au nombre de mes meilleurs souvenirs. Père d'une nombreuse famille, il cherchait à faire aux siens une belle position. Il réussit à se faire nommer gouverneur des îles Barbades; plus tard, il échangea ce poste contre celui de gouverneur des Indes orientales, et mourut dans ces fonctions à un âge très-avancé.

La légation de Dresde offrait de l'intérêt comme poste d'observation pour les Cours du Nord; c'est donc de ce côté que je tournai mes regards, et je pus me convaincre de cette vérité, que dans la diplomatie il n'y a pas de poste insignifiant. Je m'appliquai à transmettre fidèlement à ma Cour le résultat de mes observations, et n'eus garde de recourir à l'expédient de mon ami Elliot. Un jour que je lui demandais comment il faisait pour envoyer un rapport par chaque courrier (il y en avait deux par semaine), il me répondit : « La chose ne vous paraîtra pas difficile si je vous dévoile mon secret. Si j'apprends quelque chose qui puisse intéresser mon gouvernement, je l'en informe ; si je n'apprends rien, j'invente mes nouvelles, et je les démens par le courrier suivant. Vous voyez que je ne puis jamais être à court de matières pour ma correspondance. »

Ce trait ressemblait bien à M. Elliot. Quoi qu'il en soit, il n'est pas rare de rencontrer des correspondances diplomatiques fabriquées d'après la même recette, non pas dans le but d'inventer des nouvelles, mais par suite d'une trop grande crédulité. Ce défaut provient d'une certaine faiblesse de jugement, d'un manque de saine critique; or, dans la carrière diplomatique plus que dans n'importe quelle branche de l'administration, il faut un jugement droit.

CHAPITRE III.

MISSION DE BERLIN (1803-1805).

Médiation franco-russe. — Ochsenhausen. — Débuts à Berlin. — La Reine Louise. — Les Cours de la famille royale. — Haugwitz, Hardenberg, Stein. — Le corps diplomatique. — Période de transition pour la Prusse. — Le prince Louis-Ferdinand. — Tristesses de l'année 1804. — Préparatifs militaires de l'Autriche. — Le comte de Cobenzl. — Le général Mack. — Union plus étroite entre l'Autriche et la Russie. — Efforts pour gagner la Prusse. — L'archiduc Antoine à Berlin. — Dolgorouki et Alopéus. — L'armée russe à la frontière orientale de la Prusse. — Lettre de l'Empereur Alexandre au Roi de Prusse. — Sentiments qu'elle inspire au Roi. — Napoléon envahit la principauté d'Anspach. — Entretien avec le Roi. — Négociations pour amener l'entrée de la Prusse dans l'alliance. — Mauvaise volonté des négociateurs prussiens. — Signature du traité de Potsdam. — Mission de Haugwitz. — Bataille d'Austerlitz. — Metternich est nommé grand-croix de l'Ordre de Saint-Étienne. — Sarcasme de Napoléon à l'adresse de Haugwitz. — Incorporation du Hanovre à la Prusse. — Renvoi de Haugwitz.

Je restai accrédité à Dresde jusqu'en 1803, époque où le comte de Stadion fut nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg et où je fus désigné pour le remplacer.

La même année eut lieu à Ratisbonne la médiation *franco-russe,* à la suite de laquelle l'Allemagne subit une révolution intérieure qui détruisit les derniers fondements de l'ancien Empire d'Allemagne et hâta singulièrement l'heure de sa complète dissolution. Pendant toute la durée des négociations, mon père resta à Ratisbonne pour surveiller les intérêts de sa maison. Pour le dédommager de la perte des biens immédiats que sa famille possédait sur la rive gauche du Rhin, et que la

République française avait confisqués, on lui avait donné l'abbaye d'Ochsenhausen; dans le courant de l'été, je me rendis donc dans ce nouveau domaine.

L'Empereur avait érigé Ochsenhausen en principauté, de même qu'il avait élevé les titres de plusieurs autres comtes de l'Empire, afin de créer d'autres voix viriles et de remplacer ainsi à la Diète celles qu'avait fait perdre la sécularisation des principautés ecclésiastiques. Mon père espérait qu'un avenir prochain permettrait à son patriotisme de travailler à l'œuvre de l'affermissement de l'Empire. Loin de partager cette espérance, j'avais la ferme conviction que la puissante création de Charlemagne allait périr sans retour. Ébranlé jusque dans ses fondements par la médiatisation, l'Empire n'existait déjà plus, et je voyais ses éléments dispersés et hors d'état de se réunir de nouveau. Mes pressentiments n'étaient que trop fondés; ils ne tardèrent pas à être justifiés par les événements.

Après avoir quitté Ochsenhausen, je me rendis à Vienne pour me préparer à mes nouvelles fonctions, et j'arrivai à Berlin au mois de décembre de la même année.

Mes débuts furent faciles. Le Roi Frédéric-Guillaume III et la Reine me reçurent comme un vieil ami. La sévère étiquette qui tenait le corps diplomatique aussi éloigné que possible de la Cour de Prusse ne fut observée à mon égard que dans les circonstances où une exception faite en ma faveur aurait eu l'air d'être motivée par mon caractère officiel, et aurait nécessairement froissé le corps en masse. Il y avait onze ans que je n'avais revu la Reine; je la trouvai entourée d'une véritable auréole de beauté et de majesté.

La Reine Louise était ornée de qualités bien rares. Elle ne brillait pas par ce qu'on appelle communément l'esprit; mais elle avait un tact exquis et une fermeté de caractère qu'elle n'eut que trop d'occasions de montrer quelques années plus tard. Il serait difficile de donner une idée de la grâce et de la majesté qui régnaient dans sa personne, comme aussi de son air de douceur et de bonté.

La famille royale se partageait alors en plusieurs Cours : il y avait la Cour du Roi, celle de la veuve du prince Henri et celle

du prince Ferdinand; ces deux derniers étaient frères de Frédéric II. Le prince d'Orange, mari d'une sœur du Roi régnant, vivait également à Berlin, et la princesse qui avait épousé le prince Antoine Radziwil partageait aussi les honneurs rendus à la famille royale. Les princes Louis et Auguste, fils du prince Ferdinand, n'avaient pas de cour particulière.

Quand je fus introduit à Berlin, le comte de Haugwitz était ministre des affaires étrangères, et le baron, plus tard prince de Hardenberg, exerçait une grande influence en matière politique. Le baron de Stein était ministre des finances. Je serai souvent encore dans le cas de parler de ces hommes d'État.

Dans le corps diplomatique, il n'y avait point d'hommes particulièrement marquants. M. de Laforest, autrefois employé au département des affaires étrangères, occupait le poste d'envoyé de France, après avoir pris part jadis aux négociations de Ratisbonne en qualité de plénipotentiaire. M. d'Alopéus était depuis plusieurs années ministre de Russie, et M. Jackson représentait l'Angleterre.

La Prusse traversait alors une période de transition. Insensiblement cette puissance sortit de l'état de torpeur où l'avaient fait tomber la paix de Bâle et son système de neutralité qui, dans la lutte soutenue par l'Autriche, par l'Angleterre et parfois par la Russie contre la Révolution française, avait réduit la Prusse au rôle de simple spectatrice. Dans tous les esprits, mais particulièrement dans l'armée prussienne, commençait à se faire une réaction dont le but était la résistance à l'agrandissement continuel de la France devenue Empire. Une crise était imminente; elle fut provoquée par la perspective d'une nouvelle guerre entre l'Autriche et la France. Les préparatifs du camp de Boulogne étaient considérés par la plupart des prophètes politiques comme le présage d'une descente en Angleterre; quelques observateurs mieux instruits y voyaient la concentration de l'armée française s'apprêtant à repasser le Rhin, et cette opinion était aussi la mienne*.

* Dans une des longues conversations que j'eus avec Napoléon pendant le voyage de Cambrai, que je fis avec l'Empereur au mois de mai 1810, nous vînmes à parler des grands préparatifs militaires qu'il avait faits à Boulogne



Ainsi tout annonçait la reprise des hostilités. Le cabinet prussien, dirigé par le comte de Haugwitz et par M. Lombard, avait peur de cette éventualité; mais dans l'armée il n'en était pas de même chez les hommes d'action, à la tête desquels se faisait remarquer le prince Louis-Ferdinand. Ceux-ci poussaient à la guerre et demandaient hautement que la Prusse y prît part. Aussi Berlin était-il divisé en deux partis qui ne se ménageaient guère. Ici je dois entrer dans quelques détails sur le prince Louis-Ferdinand.

Ce prince était orné de grandes qualités, que rehaussaient encore ses avantages extérieurs, son grand air et ses manières distinguées. Doué d'une conception prompte et d'une grande netteté d'esprit, le prince Louis-Ferdinand réunissait dans sa personne tout ce qu'il faut pour devenir un homme supérieur; malheureusement la mauvaise société n'a pas été sans influence sur sa vie. Il y avait en lui deux hommes : l'un, sensible à tout ce qui est grand, noble, vraiment utile; l'autre, indifférent à tous ces dons brillants qu'il tenait de la nature. J'eus des rapports très-fréquents avec ce prince; il me prit même en affection; mais les défauts dont je viens de parler élevèrent une barrière entre nous. Pendant toute ma vie, j'ai eu la mauvaise compagnie en horreur; or le prince Louis vivait dans un monde détestable. Nous nous entendions en fait de principes politiques; mais nos goûts et notre manière de vivre différaient trop pour qu'une véritable intimité fût possible entre nous.

L'année 1804 s'écoula dans une pénible incertitude : ce n'é-

de 1803 à 1805. Je lui avouai sans détour que je n'avais pu croire à cette époque que cet armement fût dirigé contre l'Angleterre. « Vous avez eu bien raison, me répliqua Napoléon en souriant, jamais je n'eusse été assez sot pour entreprendre une descente en Angleterre, le seul cas excepté d'une révolution intérieure dans ce pays. L'armée rassemblée à Boulogne était de tout temps l'armée contre l'Autriche. Je ne pouvais la placer autre part sans exciter de l'ombrage, et, devant la former quelque part, elle remplissait à Boulogne le double but de son rassemblement et de jeter l'inquiétude en Angleterre. Le jour d'une insurrection en Angleterre, j'y faisais passer un détachement de mon armée pour soutenir l'insurrection; je ne tombais pas moins sur vous, car mes forces étaient échelonnées à cet effet. Aussi avez-vous vu en 1805 combien Boulogne était près de Vienne. »

tait ni la guerre, ni la paix. Le ciel était couvert de nuages menaçants, mais la foudre ne devait éclater qu'en 1805.

En Autriche, on faisait de grands préparatifs pour l'ouverture d'une campagne prochaine. Le comte Louis de Cobenzl occupait le poste de vice-chancelier; lui et le comte de Colloredo, ministre du cabinet, passaient pour diriger la politique de l'Empire. Le comte de Colloredo était un homme d'État assez ordinaire; quant au comte de Cobenzl, c'était un homme intelligent. En sa qualité d'ambassadeur de la Cour d'Autriche, il avait passé de longues années à la Cour de Catherine II; il avait vécu dans l'intimité de cette princesse, faveur qu'il partageait avec le prince de Ligne, l'ambassadeur français comte de Ségur et d'autres hommes aimables que l'Impératrice aimait à réunir autour d'elle. Homme de salon avant tout, le comte Louis n'était pas celui qu'il fallait pour diriger un cabinet.

Éclairé par les revers des campagnes précédentes, convaincu par l'expérience que les moyens employés dans ces campagnes étaient insuffisants, et qu'il fallait opposer à Napoléon d'autres généraux que ceux qui avaient exercé le commandement dans les guerres précédentes, l'Empereur François jeta les yeux sur le général Mack, dont l'armée avait une haute opinion. Les événements montrèrent bientôt combien ce choix était malheureux. Mack avait des qualités sérieuses, mais jamais on n'aurait dû en faire un général en chef. Son intelligence, son activité, son énergie auraient fait de lui un bon chef d'état-major; mais la tâche de commander une armée était au-dessus de ses moyens.

A l'approche d'une guerre en vue de laquelle Napoléon avait réuni toutes ses forces, les Cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg avaient resserré les liens qui s'étaient fort relâchés à la suite de la campagne de 1799 et des folies de Paul Ier. Ce fut à la fin de l'année 1804 que je reçus mes premières instructions relativement à la grande entreprise dans laquelle les deux Cours avaient un intérêt majeur à entraîner la Prusse. J'avais pour tâche de gagner cette puissance aux projets des deux alliés (12).

Étant donné les dispositions des hommes qui étaient alors

chargés de diriger la politique de la Prusse, il me parut difficile de réussir. Plus était profonde la scission des partis qui divisaient Berlin, moins il était facile de faire prévaloir les intérêts sérieux. L'Empereur envoya son frère l'archiduc Antoine à Berlin; mais ce voyage demeura sans résultat. Il revint à Vienne sans même avoir effleuré la question. Plus tard l'Empereur Alexandre expédia un des jeunes conseillers dont il s'était entouré depuis son avénement : c'était un de ses aides de camp, le prince Dolgorouki, homme d'esprit, plein de feu, mais nullement fait pour une mission trop délicate pour une nature comme la sienne. Son maître lui ayant recommandé de ne rien faire sans moi, je pus bien le diriger un peu, mais non lui dicter sa conduite. L'envoyé russe à Berlin, M. d'Alopéus, occupait son poste depuis nombre d'années; il était au mieux avec les personnages officiels les plus influents; cependant l'Empereur Alexandre n'avait aucune confiance dans son énergie. C'est ainsi que ce monarque m'invita à suppléer à ce qui manquait à son envoyé.

Fatigué de ne recevoir du cabinet prussien que des réponses évasives, l'Empereur Alexandre finit par se décider à employer les grands moyens. Il voulut entraîner le Roi de Prusse en le mettant dans le cas de céder à la force, et il fit avancer son armée jusqu'aux frontières de la Prusse orientale, où elle s'arrêta. Cette démonstration avait pour but d'appuyer la négociation dont étaient chargés les représentants de la Russie et de l'Autriche. Mais le but n'en fut pas plus atteint pour cela; la menace de la Russie poussa plutôt la Prusse à la résistance. Sous l'influence de ses divers conseillers, le Roi devenait toujours plus hésitant et n'arrivait pas à prendre une résolution sérieuse. Tout cela donna lieu à une correspondance suivie entre les deux souverains; mais cet échange de lettres demeura sans résultat, et l'Empereur Alexandre, dont l'impatience devenait tous les jours plus vive, penchait toujours davantage vers la violence. Cette époque me rappelle un fait singulier que je ne veux pas passer sous silence.

Un jour, je reçus la nouvelle que l'Empereur Alexandre allait frapper un grand coup. A un moment donné, devait arri-

ver chez M. d'Alopéus un courrier avec un message informant le Roi que l'armée russe allait franchir sans plus tarder la frontière prussienne. Ce mouvement de troupes devait se faire à l'heure même où la dépêche de l'Empereur Alexandre arriverait. En apprenant cette nouvelle, je calculai le temps qui restait entre la menace et l'effet, et je reconnus qu'il était trop tard pour conjurer le mal ; si j'avais pu encore arriver assez tôt, j'aurais supplié l'Empereur Alexandre d'abandonner un plan dont l'effet inévitable serait de jeter la Prusse dans les bras de la France. A ce moment même se préparait la catastrophe d'Ulm ; les troupes autrichiennes s'avançaient à marches forcées vers ce point. Rien ne garantissait le succès de la démarche imprudente de l'Empereur Alexandre, surtout si l'on tient compte du caractère de Frédéric-Guillaume III. Il ne me restait qu'à attendre les événements.

Le courrier russe devait arriver chez M. d'Alopéus dans la soirée. A neuf heures je me rendis chez cet envoyé, qu'une légère indisposition retenait à la maison. Je restai chez lui jusqu'à minuit, sous les prétextes les plus futiles ; à ce moment, le roulement d'une voiture qui s'arrêta à la porte de son hôtel m'avertit que l'heure de la crise était venue. On annonça l'arrivée d'un courrier envoyé du quartier général russe; M. d'Alopéus se fit donner les dépêches et se mit incontinent à les ouvrir. Nous allâmes près d'un bureau où le vieux diplomate avait l'habitude d'écrire debout.

Malgré son âge avancé, M. d'Alopéus avait conservé une vivacité qui touchait à la fougue. Lorsqu'il eut placé sur le bureau les dépêches qui étaient assez volumineuses, plusieurs papiers glissèrent par terre ; nous les ramassâmes. Outre les grandes feuilles que j'avais vues tomber, j'avais fort bien remarqué une lettre de petit format, et, en effet, dans les dépêches on faisait mention d'une lettre autographe de l'Empereur au Roi de Prusse, dont la copie se trouvait parmi les autres papiers. Dans cette lettre, Sa Majesté annonçait au Roi qu'elle donnait à son armée l'ordre de passer la frontière. Le contenu des dépêches, dont nous venions d'achever la lecture, troubla profondément M. d'Alopéus; il aurait produit

le même effet sur moi si je ne l'avais connu d'avance. M. d'Alopéus se perdit dans des réflexions d'ailleurs fort justes sur les dangers de la situation, et finit par me dire : « Le sort en est jeté ; il ne me reste plus qu'à exécuter les ordres de l'Empereur et à remettre au Roi la lettre de Sa Majesté Impériale. »

Mais la lettre avait disparu. Dans sa consternation, M. d'Alopéus, qui ne la retrouvait pas et qui mesurait toute la gravité des complications que ferait naître forcément l'inexécution des ordres de son maître, se sentit tenté d'attribuer l'absence de l'autographe à un oubli de l'expéditeur. Pour ce qui me regarde, j'avais vu passer devant mes yeux et tomber une lettre cachetée, et cette lettre n'y était plus ! Pendant plus d'une demi-heure nous cherchâmes sur et sous tous les meubles sans pouvoir rien découvrir, lorsque M. d'Alopéus, dans un accès de désespoir, porta les deux mains à sa tête ; au même moment la lettre de l'Empereur tomba par terre : elle avait été retenue par le revers d'une des manches de sa robe de chambre.

Cependant, le passage de la frontière projeté par l'Empereur contre la volonté de la Prusse n'eut pas lieu. Alexandre se ravisa ; on essaya ensuite d'amener les deux Souverains à une entrevue : on espérait mettre un terme aux hésitations du Roi, si l'Empereur agissait plus directement sur lui.

Nos négociations étaient entrées dans cette nouvelle phase, lorsque le prince Dolgorouki fut chargé de remettre au Roi une nouvelle lettre de l'Empereur ; ce dernier invitait le Roi à venir sans retard au rendez-vous fixé, et en même temps il réitérait la menace de faire passer ses troupes par le territoire prussien. M. d'Alopéus écrivit au ministre pour demander une audience et pour le supplier de faire en sorte que, vu la gravité des circonstances, le prince Dolgorouki et lui fussent admis dans le plus bref délai en présence du Roi, qui séjournait à Potsdam.

Le même jour, Dolgorouki vint me voir. Je tombai d'accord avec lui sur le langage qu'il aurait à tenir en présence du Roi, et, de mon côté, je lui donnai l'assurance que je le soutiendrais de mon mieux. « Je crains toutefois, lui dis-je quand il me

quitta, que le résultat de la pression exercée sur le Roi ne soit l'alliance de la Prusse avec la France.» Le prince s'engagea à me faire part, aussitôt après son retour de Potsdam, des explications qui auraient été échangées.

Le prince Dolgorouki et M. d'Alopéus se présentèrent chez moi le 6 octobre. Voici ce qui s'était passé. Ces deux messieurs avaient, le même jour, remis au Roi la lettre de l'Empereur Alexandre. Sa Majesté la lut, et déclara, sans la moindre hésitation, qu'ayant proposé aux puissances belligérantes la neutralité de la Prusse, il se regarderait comme étant en guerre avec toute puissance qui romprait la neutralité en violant son territoire. « Retournez auprès de l'Empereur votre maître, ajouta le Roi, annoncez-lui ma résolution inébranlable. Je vous enverrai sans délai une lettre confirmative.» Et là-dessus le Roi congédia les deux ambassadeurs.

Mais à peine ces derniers avaient-ils quitté Potsdam, à peine le baron de Hardenberg, qui se trouvait au palais à l'occasion de cette audience, s'était-il mis en devoir de suivre ces derniers à Berlin, qu'il fut rappelé auprès du Roi. Sa Majesté venait de recevoir la nouvelle que Napoléon était entré sur le territoire neutre de la Prusse près d'Anspach, afin de tourner l'armée autrichienne concentrée à Ulm. Le Roi dit à son ministre : « Les choses ont changé de face ; allez de ce pas chez le prince Dolgorouki. Je le chargerai d'une lettre par laquelle j'informe l'Empereur que je lui ouvre les frontières de mon royaume.» Jamais peut-être on n'a vu, dans une heure décisive, se presser des événements aussi considérables.

La lettre du Roi de Prusse à l'Empereur de Russie fut remise au prince Dolgorouki, et le Roi m'invita à venir le voir à Potsdam.

J'eus avec lui un long entretien, qui me confirma dans l'opinion que j'avais sur la conduite téméraire de l'Empereur Alexandre dans ces graves circonstances. Ce prince, vif et plein d'énergie, mais inconstant, toujours en danger d'agir avec précipitation et de ne voir les choses qu'à travers ses idées favorites, s'était entouré, lors de son avénement, d'un conseil composé de gens de son âge qu'il honorait du titre d'amis. Au

nombre de ces conseillers étaient le prince Adam Czartoryski et le prince Dolgorouki. Le premier était ministre des affaires étrangères; le second était, parmi les aides de camp du prince, celui que Sa Majesté consultait le plus souvent. Comme je l'ai dit plus haut, c'était lui qui, entraîné par une imagination ardente, avait plus que tout autre contribué à suggérer à l'Empereur l'idée de lier les mains au Roi Frédéric-Guillaume, entreprise qui devait échouer, étant donné le caractère de ce prince. Le Roi de Prusse voulait garder la neutralité, et il le voulait de bonne foi. Le caractère semblable et la coïncidence des actes violents de Napoléon et d'Alexandre ne laissaient au Roi d'autre alternative que de repousser l'une ou l'autre des deux insultes; il n'hésita pas à passer condamnation sur celle qui était la moins blessante dans la forme. Il est positif qu'Alexandre avait fait savoir au Roi, d'une façon aussi péremptoire qu'inusitée, la résolution qu'il avait prise de ne pas respecter la neutralité de la Prusse; mais Napoléon avait violé la neutralité de cette puissance après l'avoir acceptée. Le Roi se vit plus gravement offensé par le procédé de Napoléon (13).

Immédiatement après avoir reçu des mains de Dolgorouki la lettre du Roi de Prusse, l'Empereur partit pour Potsdam. Le Roi invita le duc régnant de Brunswick à s'y rendre également, et aussitôt commencèrent les négociations pour faire entrer la Prusse dans l'alliance des deux Empereurs. Les négociations étaient conduites, d'un côté par l'Empereur Alexandre et par moi, du côté de la Prusse par le comte de Haugwitz pour la partie politique, et pour la partie militaire par le duc de Brunswick, à qui le Roi destinait le commandement en chef de son armée. On avait adjoint à ce dernier le général de Phull. Le prince Adam Czartoryski, alors ministre des affaires étrangères de l'Empereur de Russie, était l'interprète officiel de son maître; en réalité, l'Empereur dirigeait en personne les négociations. C'est de cette époque que datent mes rapports avec Sa Majesté Impériale, relations qui plus tard devinrent intimes (14).

Dès la première heure, le Czar et moi nous fûmes frappés du mauvais vouloir des négociateurs prussiens. Ils cherchaient

avec un empressement mal déguisé tous les faux-fuyants imaginables pour faire traîner en longueur des négociations qu'il était urgent de faire aboutir, vu la tournure fâcheuse que prenait la guerre sur les bords du Danube. Certes, ces tristes événements étaient faits pour donner à réfléchir au cabinet prussien, ce qui ne l'empêcha pas de prendre de tous les partis le plus funeste. Après la rupture avec la France, le Roi aurait dû ou bien déclarer de nouveau sa neutralité, au risque de la voir violée une seconde fois par l'une ou l'autre des puissances belligérantes, ou bien joindre ses forces à celles des alliés, mais cela dans le plus bref délai, et faire tourner, par une résolution énergique, les chances de la guerre pour eux et pour lui. Un calcul aussi simple ne pouvait entrer dans la tête du comte de Haugwitz; il ne souriait pas davantage à l'esprit irrésolu du duc de Brunswick. Les deux négociateurs choisirent ce qu'il y avait de pire : ils adoptèrent un système de bascule.

Enfin le Roi prit une résolution. Le traité d'alliance entre les trois Cours fut signé à Potsdam le 5 novembre (15), et aussitôt après le Czar se rendit au quartier général de l'Empereur François.

Le comte de Haugwitz ne pouvait se soustraire à l'obligation de rédiger le traité d'alliance, mais il s'était ménagé une porte de derrière. Il se fit envoyer auprès de Napoléon pour lui annoncer de la part du Roi que ce dernier était résolu à joindre ses forces à celles des deux Cours impériales dans le cas où l'armée française ne s'arrêterait pas dans sa marche victorieuse. Les jours qui devaient être consacrés à faire cette démarche étaient calculés et comptés à l'avance. Lors de son départ, le Czar m'avait donné plein pouvoir de veiller en son nom à l'exécution rigoureuse des clauses du traité. Sans perdre de temps, l'armée prussienne se mit en marche vers le haut Danube.

C'est à cette même époque que remonte la dernière phase de la guerre de 1805. Ayant différé son départ de huit jours au delà du terme convenu, le comte de Haugwitz ne trouva plus Napoléon à Vienne et se rendit auprès de lui à Brünn. Mais, au lieu

de s'acquitter de la mission qui lui avait été confiée, il donna à sa démarche le caractère d'un simple acte de courtoisie du Roi son maître; Napoléon le renvoya à Vienne. Il s'apprêtait à livrer une bataille que, de son côté, l'Empereur Alexandre désirait vivement. Napoléon se trouvait dans une position fort critique. L'archiduc Charles, à la tête de l'armée d'Italie, s'avançait à marches forcées par la Styrie; l'armée prussienne était en mouvement du côté de Ratisbonne; enfin les nouvelles de Paris sur la situation intérieure de la France étaient de nature très-inquiétante. Si, au lieu d'offrir à l'ennemi la bataille d'Austerlitz, les armées alliées s'étaient arrêtées à une distance convenable, l'armée française aurait été forcée de se retirer sur Vienne, et alors les alliés auraient pu reprendre une vigoureuse offensive. Le Tyrol et même la Haute-Autriche n'attendaient que cela pour se lever en masse. Ainsi toutes les chances étaient en faveur des alliés, et jamais situation n'aurait été plus critique que celle de Napoléon. L'Empereur François épuisa personnellement tous les arguments pour détourner le Czar de livrer bataille. La journée d'Austerlitz arriva; les conséquences de ce désastre peuvent se lire dans la paix de Presbourg (16). Pour me récompenser de la part que j'avais prise à la conclusion de l'alliance avec la Prusse, l'Empereur daigna me nommer grand-croix de l'Ordre de Saint-Étienne. Cette alliance était restée stérile, grâce à l'attitude du comte de Haugwitz (17). Ce dernier se présenta devant l'Empereur Napoléon après son entrée à Vienne et le félicita de sa victoire; Napoléon lui demanda si, dans le cas contraire, il lui aurait parlé aussi de l'amitié du Roi son maître. Le comte parut ne pas avoir senti le sarcasme et négocia avec l'Empereur au sujet de la réunion de la principauté électorale de Hanovre à la Prusse (18). Napoléon y consentit en effet; car, comme son but était de détruire l'Allemagne, rien ne pouvait mieux servir ses desseins qu'une annexion de ce genre : n'attaquait-elle pas directement l'Empire d'Allemagne dans sa vie même, et ne cachait-elle pas en même temps le germe d'une rupture sans retour avec la Grande-Bretagne ?

Vienne était le théâtre de ces négociations équivoques, que

le comte de Haugwitz cacha au Roi son maître jusqu'à son retour à Berlin. Il se fit attendre aussi longtemps que possible, tantôt faisant valoir des raisons de santé, tantôt prétextant des affaires importantes qu'il avait soin d'envelopper du plus profond mystère. Enfin, il vint à Potsdam et rendit compte au Roi de ses exploits politiques; à ce propos, il lui laissa le choix entre la ratification du traité qu'il avait conclu *sub spe rati* et la destitution du négociateur. Le Roi ratifia le traité, mais renvoya le comte de Haugwitz du ministère, et donna sa place au baron de Hardenberg (19).

CHAPITRE IV.

METTERNICH AMBASSADEUR D'AUTRICHE A LA COUR DE NAPOLÉON (1806-1809).

Retraite de Colloredo et de Cobenzl. — Stadion est nommé ministre des affaires étrangères. — Metternich, désigné d'abord pour le poste de Saint-Pétersbourg, est nommé ambassadeur à Paris. — Motifs de ce changement. — Entretien avec l'Empereur François. — Renseignements insuffisants fournis par les Archives. — Départ de Vienne. — Séjour forcé à Strasbourg. — Arrivée à Paris. — Commencement de la vie publique. — Chez Talleyrand. — Première audience de Napoléon à Saint-Cloud. — Iéna. — Apogée de la puissance de Napoléon. — Les fautes de la Prusse. — Vicissitudes de ce royaume. — Les fautes de Napoléon. — La méthode des bulletins. — La gloire nationale. — Retour de Napoléon des bords du Niémen. — Audience de congé de Dalberg. — Le comte de Tolstoy. — Le comte de Nesselrode. — Napoléon songe à l'Espagne. — Réunion de souverains à Erfurt. — Le comte de Romanzow. — Attitude passive. — La Fayette. — Barère. — Projets de conquête de Napoléon sur l'Espagne. — La grande audience du 15 août 1808. — Champagny est chargé d'en atténuer l'effet. — Arrivée à Vienne. — Situation de l'Autriche. — Entretien avec l'Empereur François. — Opinion de Metternich sur la guerre. — Attitude de Napoléon. — Rupture des relations diplomatiques avec l'Autriche. — Obstacles mis au départ et leur cause. — Situation intérieure de la France. — Revenus des maréchaux de France. — La position de Napoléon. — Sentiments antibelliqueux des grands dignitaires et des maréchaux de France. — Portraits de Talleyrand, de Fouché, de Cambacérès. — Metternich part de Paris sous escorte comme prisonnier. — Il apprend en route des nouvelles de la bataille d'Aspern. — Visite à l'Impératrice Joséphine, à Strasbourg. — Arrivée à Vienne. — Le père de Metternich, l'archevêque de Vienne et les comtes de Pergen et de Hardegg sont désignés comme otages. — Entretien avec Champagny au palais impérial de Vienne. — Internement dans la villa de Grünberg. — Visite du général Savary. — Autres visites. — Départ pour l'endroit où doit se faire l'échange. — Contre-ordre à Wieselbourg. — Excuses de Napoléon. — Nuit passée à Acs. — Une batterie autrichienne fait feu sur la voiture de Metternich. — Retour à Raab. — Échange à Acs. — Le colonel Avy. — Rencontre avec le

comte palatin à Komorn. — Accueil que Metternich reçoit de l'Empereur François à Wolkersdorf. — Abattement de Stadion. — Bombardement de l'île Lobau. — Préparatifs de combat. — Message de l'archiduc Charles et réponse de l'Empereur François. — Retraite de l'armée autrichienne. — Le quartier général à Znaïm.

Les suites de la bataille d'Austerlitz rendaient impossible le maintien au pouvoir des hommes qui avaient entrepris la guerre de 1805. Le comte de Colloredo, ministre du cabinet, et le comte de Cobenzl, vice-chancelier de Cour et d'État, se retirèrent, et l'Empereur prit pour ministre des affaires étrangères le comte de Stadion, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Comme l'Empereur Alexandre avait manifesté le désir de me voir ambassadeur en Russie, je reçus l'ordre de quitter Berlin et de me rendre à mon nouveau poste en passant par Vienne (20). Arrivé dans cette capitale au commencement d'avril, je descendis chez le comte de Stadion, qui m'informa qu'au lieu d'aller à Saint-Pétersbourg, j'aurais à me rendre à Paris. Le comte Philippe de Cobenzl, qui venait d'être choisi pour occuper le poste d'ambassadeur en France, n'avait pas été agréé par Napoléon, qui me désignait comme étant le plus apte à renouer les relations qu'il désirait voir rétablies dorénavant entre les deux Empires.

Voici ce que j'ai appris plus tard sur les motifs qui inspiraient alors Napoléon. Mon collègue français à Berlin était M. de Laforest, homme de confiance du prince de Talleyrand, dont il a été déjà parlé plus haut. Avant la conclusion de l'alliance entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, lorsque la situation était très-tendue, la position de M. de Laforest était devenue très-difficile. Comme j'ai pour habitude de ne pas mêler les questions d'affaires et les questions de personnes, je m'efforçai de maintenir mes rapports avec mon collègue français sur un pied de franche politesse. Ces rapports durèrent pendant les différentes phases des événements. Cela n'échappa point à M. de Talleyrand, dont la politique n'était pas hostile à l'établissement de bonnes relations entre la France et l'Autriche. Le comte de Cobenzl s'était usé à Paris : on voulait dans cette capitale un homme nouveau ; le choix tomba sur moi.

La nouvelle de ce changement de destination me frappa comme un coup de foudre. C'est à regret que je renonçai au poste de Saint-Pétersbourg; car mes relations personnelles avec l'Empereur Alexandre m'avaient permis d'espérer que je pourrais servir mon maître d'une manière utile, et en même temps plus conforme à mes vues politiques que ne le serait la sphère d'action qui m'attendait à Paris auprès de Napoléon. D'autre part, la tâche de représenter l'Autriche immédiatement après la paix de Presbourg offrait de si nombreuses difficultés, que j'avais peur de n'être pas à la hauteur de ma mission. Le lendemain de ma nomination je vis l'Empereur François, et je pris la liberté de lui exposer l'embarras de ma situation. Il m'accueillit avec sa bonté habituelle, me complimenta sur mon attitude à Berlin, et me représenta la nécessité de me résigner à ce qu'il appelait ma destinée dans des termes tels, qu'il me fut impossible de résister à sa volonté.

C'est ainsi que je me trouvai engagé dans une voie contraire à mes goûts; mais, résolu comme je l'étais à subordonner en tout temps mes préférences à mes devoirs, j'étudiai la ligne que j'aurais à suivre. Napoléon m'apparaissait comme la Révolution incarnée, tandis que dans la puissance que j'avais à représenter auprès de lui, je voyais la plus sûre gardienne des bases sur lesquelles reposent la paix sociale et l'équilibre politique. En considérant ma tâche sous ce point de vue, je reconnaissais toute l'importance des fonctions que j'avais à remplir. Je ne craignais pas de m'égarer dans ces voies fausses où tant d'hommes se laissent entraîner par une imagination malade, et plus encore par leur amour-propre; car je me sentais exempt de ces défauts; mais, d'autre part, je ne m'aveuglais pas sur le nombre et le danger des écueils de ma nouvelle position. Aussi ai-je cru devoir tout d'abord borner mon ambition à empêcher le mal là où je voyais l'impossibilité de faire le bien.

Je consultai les archives de la chancellerie, mais n'y trouvai guère de documents capables de m'instruire. La Révolution française n'avait pas encore été comprise par les hommes que le hasard avait mêlés à cette épouvantable catastrophe sociale. La carrière parcourue par Napoléon en si peu de temps avait

ébloui bien des observateurs, et ne leur avait pas laissé le loisir de peser froidement, impartialement, les conditions sur lesquelles reposait son existence. J'entrepris cette tâche avec ardeur, convaincu que l'analyse de ce produit personnifié de la Révolution m'éclairerait nécessairement sur la manière dont cet homme, parti de si bas, avait pu s'élever si haut. Les uns ne voyaient en Napoléon que le grand général; d'autres cherchaient à expliquer son élévation par la supériorité de son esprit politique; d'autres enfin ne voulaient l'admettre que comme un aventurier comblé par la fortune : tous oubliaient que pour se rendre compte des succès prodigieux de cet homme, il était indispensable de tenir compte à la fois de ses qualités personnelles et des circonstances au milieu desquelles il a vécu.

Je quittai Vienne au mois de juillet 1806. Arrivé à Strasbourg, je me vis empêché de continuer mon voyage. On avait reçu à cet effet des ordres de Paris : le prétexte allégué par les autorités locales était qu'elles ne pouvaient me laisser continuer ma route faute d'instructions positives. Mais la véritable cause de cette mesure arbitraire était la présence à Paris de M. d'Oubril, par l'intermédiaire duquel Napoléon avait espéré parvenir à s'entendre avec la Cour de Russie. Tant que cet accord, auquel l'Empereur Alexandre se refusa dans la suite, ne fut qu'à l'état de projet, ma présence à Paris parut intempestive à l'Empereur des Français. Si j'étais arrivé à temps dans cette capitale, mon influence aurait en effet empêché le jeune et inexpérimenté négociateur de se compromettre d'une manière aussi mortifiante pour lui. Dès que les négociations engagées avec M. d'Oubril eurent abouti à une convention *sub spe rati*, je reçus l'autorisation de continuer mon voyage, et j'arrivai à Paris le 4 août. Le lendemain, je me rendis chez le prince de Bénévent (Talleyrand), alors ministre des affaires étrangères, que je ne connaissais pas encore personnellement. Il me reçut avec les dehors d'une parfaite cordialité, se montra porté à un système de relations intimes entre la France et l'Autriche, et se vanta de la modération qu'il avait déployée lors des négociations qui amenèrent la paix de Presbourg. Comme

il disait vrai, je pris position de mon côté, et lui exposai ce qu'étaient dans la pensée de l'Empereur ces relations amicales, qu'il ne faudrait jamais confondre avec la soumission.

En réalité, c'est à Paris seulement que commença ma vie publique. Tout ce qui précède a, je crois, suffisamment démontré l'indépendance de mon caractère. Ayant des principes arrêtés, je ne voulais ni ne pouvais plier quand il s'agissait de les défendre. La destinée me plaçait de bonne heure en face de l'homme qui, à cette époque, était l'arbitre du monde; je me sentais le devoir et le courage de ne jamais faire aux circonstances un sacrifice que je ne pusse justifier à mes propres yeux comme homme d'État et comme simple particulier. J'obéissais à la voix de ma conscience, et je ne crois pas que Napoléon ait eu une bonne inspiration en me faisant appeler à des fonctions qui me mettaient à même d'apprécier ses grandes qualités, mais aussi d'apprendre à connaître ses défauts, défauts qui finirent par l'entraîner à sa perte et par délivrer l'Europe du joug sous lequel elle avait gémi.

Cette étude me fournit les moyens dont j'eus lieu d'éprouver l'efficacité quelques années plus tard.

Je me présentai devant Napoléon; à la première audience qu'il me donna à Saint-Cloud, je m'abstins de lui adresser l'allocution d'usage. Je me bornai à lui dire qu'appelé, conformément à son propre désir, à représenter l'Empereur d'Autriche auprès de sa personne, je m'efforcerais en toute circonstance d'affermir les bonnes relations entre les deux Empires en m'appuyant sur les bases sur lesquelles seules pouvait se fonder une paix durable entre des États indépendants. Napoléon me répondit en termes très-simples, et, dans la suite de nos relations personnelles, je pus constater l'effet durable de ce début.

A cette époque, la France avait besoin d'ordre; elle le sentait. Elle aurait suivi sans peine une voie pacifique, si l'esprit de conquête de Napoléon ne l'eût poussée dans un système qui finit par causer sa perte. La guerre avec la Prusse était imminente. Pourtant il aurait dépendu de lui de l'éviter. Il ne le voulut pas; l'avenir aurait justifié son refus de maintenir la paix, s'il n'avait abusé de sa victoire.

On ne trouvera pas dans ce livre le récit de faits qui appartiennent à l'histoire diplomatique et militaire; il faut chercher les matériaux pour l'histoire du temps dans les correspondances officielles gardées au dépôt des Archives de l'État. Il ne rentre pas dans mon plan de rappeler le détail des mille travaux que j'ai eu à fournir pendant ma longue carrière politique. Le présent ouvrage est uniquement destiné à faire connaître ce qui concerne ma personnalité et ce qui a rapport à la situation morale où m'ont placé les événements de mon époque : ceux auxquels j'ai assisté en simple spectateur, aussi bien que ceux dans lesquels j'ai joué un rôle actif.

Selon moi, la victoire d'Iéna marque l'apogée de la puissance de Napoléon. Si, au lieu de vouloir anéantir la Prusse, il avait borné son ambition à affaiblir cette puissance et à la faire entrer ainsi réduite dans la Confédération du Rhin, il aurait pu donner une base solide et durable à l'édifice immense qu'il était parvenu à élever. C'est ce que la paix de Tilsit ne put faire; que dis-je? elle a singulièrement contribué à ébranler le colosse, parce que les conditions du vainqueur étaient dures et exagérées (21).

En 1805, la Prusse avait commis une première faute en ne réunissant pas ses forces à celles de l'Autriche et de la Russie; elle en commit une seconde en faisant la levée de boucliers de 1806. Et pourtant c'est à ces fautes accumulées qu'il faut attribuer en définitive la délivrance de l'Europe et la fin de la servitude que l'ambition de Napoléon avait fait peser sur elle. Pour le Roi Frédéric-Guillaume III, la guerre de 1806 n'avait pas été une affaire de calcul, mais bien plutôt la suite d'un mouvement de colère auquel ce prince n'avait pas eu la force de résister. A la tête du parti militaire étaient le prince Louis-Ferdinand de Prusse et quelques rares officiers d'élite; la masse de l'armée ainsi que le peuple subissaient fatalement l'influence de la neutralité que le Roi avait su garder depuis la paix de Bâle, et qui, surtout depuis la dissolution de l'Empire d'Allemagne, avait valu à la Prusse une sorte de protectorat sur l'Allemagne du Nord. Cette situation portait le cachet de la fai-

blesse, et bien qu'elle flattât les vues étroites d'hommes tels que le comte de Haugwitz, le secrétaire de cabinet Lombard et le général de Phull, elle s'opposait à tout ce qui aurait pu ressembler à un relèvement. Lorsqu'en 1805 Napoléon osa violer la neutralité de la Prusse pour faire réussir une simple combinaison stratégique, il montra à quel point il connaissait bien la situation de la Prusse; et certainement la conduite du comte de Haugwitz après la bataille d'Austerlitz n'était pas de nature à le faire changer d'opinion sur l'énergie de ce pays. Aussi je suis convaincu que la faute politique commise par Napoléon, après les prodigieuses victoires de la campagne de 1806, était en grande partie la conséquence de l idée fausse qu'il s'était faite du complet épuisement de ses adversaires. Après avoir réduit la Prusse à la situation que lui faisait la paix de Tilsit, Napoléon croyait pouvoir la laisser mourir de sa belle mort, et dans sa pensée les royaumes de Saxe et de Westphalie étaient les héritiers naturels auxquels revenait la succession.

Je me permis, en 1810, de rendre Napoléon attentif à ce qui me semblait avoir été de sa part une faute de calcul. Il ne le contesta pas, et ajouta ces mots : « Que voulez-vous? j'étais lancé; il fallait bien finir l'œuvre commencée. Vous voyez d'ailleurs à quoi la Prusse peut être bonne. » Quelques années plus tard, les événements prouvèrent que Napoléon n'était pas infaillible dans ses calculs; ils ont justifié les miens.

L'histoire des États nous montre rarement des vicissitudes aussi extraordinaires que celles qui nous frappent dans l'histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric le Grand jusqu'après la paix de Tilsit.

Simple principauté électorale au début, devenue après quatre règnes une puissance de premier ordre, la Prusse, à la suite des campagnes de 1806 et de 1807, était ébranlée jusque dans ses fondements et menacée dans son existence même. Tout ne semble être qu'une suite de contradictions dans les annales de ce royaume, et ces annales embrassent à peine un siècle. En moins de cent ans, ce pays stérile et presque désert parvint à une puissance telle que plus d'une fois ses Souverains furent appelés à être les arbitres de l'Europe, et ce degré de puis-

sance, il l'atteignit malgré les secousses et les tempêtes qui le menaçaient à l'intérieur et au dehors. Depuis l'année 1740, l'armée prussienne n'avait pas cessé un instant d'être sur le pied d'activité. Le nombre de ses soldats était hors de toute proportion avec le chiffre de la population et les ressources du pays; mais cette armée nombreuse, loin de l'épuiser, porta la monarchie à un degré de puissance que ses grands princes n'auraient jamais osé rêver. Frédéric II, à son lit de mort, disait à son jeune neveu que ses successeurs feraient de plus grandes choses que lui s'ils savaient seulement garder ses conquêtes. Ils les ont non-seulement gardées, mais doublées; et ce n'est pas au milieu de nations moins civilisées que cet État s'est formé et agrandi. Il a fait bien plutôt toutes ces conquêtes aux dépens de puissances plus considérables et plus riches. Les bouleversements qui depuis 1789 menaçaient d'engloutir le monde civilisé servirent à son agrandissement. Toutes les puissances qui firent la guerre à la France s'épuisèrent. La Prusse seule tirait parti de tous les événements; au milieu de l'oppression générale, elle savait poursuivre tranquillement son chemin et se courber sous la volonté du vainqueur. Chaque campagne lui offrait un prétexte pour étendre son influence; chaque armistice consacrait ses empiétements sur des voisins faibles ou craintifs, ou déterminait les petits princes à venir se ranger sous sa bannière; enfin, chaque traité de paix lui apportait une récompense pour des efforts qu'après tout elle n'avait faits qu'en vue de son agrandissement. Voilà quelles étaient les suites de la puissante impulsion que le génie de ses premiers Rois avait donnée au pays.

Les observations que je pus faire dans la capitale même de la France, pendant toute la durée de la guerre de 1806 et de 1807, étaient en contradiction absolue avec les détails que les organes du gouvernement cherchaient à répandre sur la situation du pays. J'eus occasion de me convaincre du soin infini que prenait Napoléon pour augmenter l'effet de ses victoires (22). L'annonce d'un succès était précédée de bruits de défaite savamment lancés; les membres du gouvernement eux-mêmes faisaient semblant d'être tourmentés par les plus

vives appréhensions, et tout à coup le canon des Invalides tonnait en l'honneur des victoires dont ils étaient déjà instruits. En se servant d'un moyen aussi mesquin, Napoléon poursuivait sans doute un double but : il voulait donner plus d'éclat à son succès et mettre sa police à même d'apprendre à connaître l'opinion des individus. Sous le premier rapport, il peut bien avoir réussi jusqu'à un certain point; mais sous le second point de vue, il fut moins heureux. Paris était alors dans un état de torpeur qui provenait du sentiment de l'oppression que l'Empereur faisait peser sur toutes les classes de la société. Aussi, à l'exception des agents provocateurs, pas une personne un peu en vue ne se serait risquée à exprimer tout haut une opinion défavorable au gouvernement; quant aux héros en paroles, ils ne sont à craindre nulle part. L'impression que la nouvelle d'une victoire de Napoléon faisait naître dans le public parisien, ce n'était pas la joie, mais bien la satisfaction d'avoir échappé aux conséquences d'une défaite et de voir que son repos intérieur ne courait pas risque d'être troublé à la suite d'un événement de ce genre. L'Empereur pouvait à juste titre dire en ce temps-là : « La France, c'est moi. » Les éléments révolutionnaires n'étaient qu'assoupis. En Europe, la France n'avait pas un ami; c'était donc toujours un sentiment d'inquiétude qui dominait le plaisir causé par une victoire de l'armée française; car chacun savait que ces victoires nécessitaient toujours de nouveaux succès : l'achèvement de l'œuvre, dont personne ne pouvait calculer l'immensité, était à ce prix. Le mot magique de « gloire nationale », si souvent répété du temps de la Restauration, ne produisait pas alors le même effet. A peu d'exceptions près, la nation aurait volontiers donné la *gloire* pour la sécurité. Sous la Restauration, l'appel à la « gloire » fut une arme de l'opposition bonapartiste et révolutionnaire; sous l'Empire, les adversaires du régime impérial furent unanimes à condamner les tendances belliqueuses.

Enivré par ses victoires, Napoléon revint des bords du Niémen à Paris. Le premier contre-coup de l'orgueil de l'insatiable conquérant, qui sentait l'immensité de sa puissance, fut

ressenti par le corps diplomatique à la présentation d'usage, où les représentants des puissances étrangères réunis eurent, chacun à son tour, à s'entendre dire des choses désagréables par l'Empereur (23). Aux sarcasmes de tout genre succédaient des menaces de guerre. C'est moi qui m'en tirai encore le mieux, bien que dans les négociations relatives à une rectification de frontières entre l'Autriche et le royaume d'Italie, qui aboutirent un peu plus tard à la convention de Fontainebleau (24), l'humeur du maître se fit sentir d'une manière peu satisfaisante pour l'Autriche.

Ce fut aussi vers la même époque que les princes de la nouvelle Confédération du Rhin vinrent à Paris rendre hommage à leur nouveau suzerain et le féliciter de ses récentes victoires. A leur tête se trouvait le prince primat, baron de Dalberg. Environ six semaines après l'arrivée de ce prince, j'eus une audience de Napoléon à Saint-Cloud. Je rencontrai dans l'antichambre le prince primat, qui était venu prendre congé de l'Empereur. Il me parlait de la grande situation de la Confédération, de la reconnaissance de ses membres envers l'Empereur, et des hautes destinées auxquelles était appelée la *patrie allemande,* juste au moment où il fut invité à passer dans le cabinet de Napoléon. Il resta de huit à dix minutes environ avec l'Empereur ; ensuite vint mon tour.

Napoléon s'excusa de m'avoir fait attendre si longtemps. Je lui fis observer que moi du moins je n'avais pu trouver le temps long, vu que l'audience du prince primat m'avait paru assez courte, surtout pour une audience de congé. « Eh ! que voulez-vous ? me dit Napoléon en riant, cet homme est un songe-creux. Il ne cesse de me tourmenter pour que je reconstitue ce qu'il appelle la patrie allemande. Il veut avoir son Ratisbonne, sa Chambre impériale avec toutes les traditions de l'ancien Empire d'Allemagne. Il a essayé de me parler encore de ces balivernes, mais j'ai coupé court à ses divagations. Monsieur l'abbé, lui ai-je dit, je m'en vais vous confier mon secret. Les petits en Allemagne voudraient être protégés contre les grands ; les grands veulent gouverner selon leur fantaisie ; or, comme je ne veux de la fédération que des

hommes et de l'argent, et que ce sont les grands et non les petits qui peuvent me fournir les uns et l'autre, je laisse en repos les premiers, et les seconds n'ont qu'à s'arranger comme ils pourront! »

Mes relations personnelles avec Napoléon reprirent bientôt le caractère qu'elles avaient avant son entrée en campagne. Vers cette époque, le général comte Pierre Tolstoy vint en France comme ambassadeur de Russie (25). L'Empereur Alexandre lui avait fortement recommandé de s'attacher à moi et de suivre mes conseils. Jusqu'à ce jour le comte de Tolstoy n'avait pas servi dans la diplomatie; du reste, la tournure de son esprit et ses connaissances exclusivement militaires ne lui auraient jamais permis d'embrasser cette carrière : il ne fit que se soumettre à la volonté du Czar en acceptant le poste d'ambassadeur à Paris. Le choix de l'Empereur convenait parfaitement à la situation, selon moi. Conservateur zélé, adversaire du système de conquête par goût et par conscience, cet « ambassadeur malgré lui » ne faisait pas mystère de ses opinions, et n'en gagna pas moins l'estime de celui dont il était chargé de surveiller les tendances. Le comte de Nesselrode, qui fut plus tard vice-chancelier de l'Empire russe, occupait alors le poste de premier secrétaire d'ambassade sous les ordres du comte de Tolstoy. C'est de cette époque que date notre intimité, et dans les différentes phases de notre vie politique, le caractère de nos relations ne s'est jamais démenti.

Après la paix de Tilsit, l'Empereur des Français avait tourné ses regards du côté de l'Espagne. Pour assurer l'exécution de ses plans, il avait jugé nécessaire de paralyser la Russie après avoir, dans deux guerres successives, vaincu l'Autriche et la Prusse et protégé la frontière orientale de son Empire par la Confédération du Rhin. Son entreprise ne réussit que trop bien. Les conférences qui eurent lieu à Erfurt entre Napoléon et l'Empereur Alexandre étaient un piége tendu au Czar. Au fond, Napoléon ne songeait ni à la Porte ni à l'Asie, et si la haine qu'il avait vouée à l'Angleterre lui suggéra un moment l'idée de l'attaquer dans ses possessions asiatiques, ce projet n'exista que comme une éventualité subordonnée à la réunion

de circonstances difficiles à prévoir. Napoléon s'occupait plutôt de compléter son système continental et de chasser les Bourbons du trône d'Espagne. L'exagération de ces plans, déjà gigantesques par eux-mêmes, a provoqué quelques années plus tard la chute de Napoléon, de même que son entreprise contre l'Espagne, cette lourde faute, n'a fait que hâter la catastrophe.

Napoléon quitta Paris au mois d'août. L'histoire s'est chargée d'enregistrer les événements dont l'Espagne fut le théâtre, et d'apprendre à la postérité leur contre-coup sur les destinées de l'Europe. L'impression que ces événements firent sur le cabinet autrichien fut très-vive. Je l'ai devinée plutôt que je n'en ai été instruit par la voie officielle. Comme je désirais sortir d'une situation qui ne me permettait pas d'obtenir les renseignements nécessaires, je sollicitai la permission de profiter de l'absence de l'Empereur pour me rendre à Vienne afin de m'y renseigner et de transmettre à mon Souverain les informations que j'avais recueillies. Ma demande m'ayant été accordée, je me mis en route le 4 octobre et arrivai le 10 à Vienne.

L'entrevue d'Erfurt eut lieu dans le cours des mois de septembre et d'octobre 1808 (26). Le général baron de Vincent y fut envoyé de Vienne sous le prétexte d'aller saluer les deux Empereurs; depuis la paix de 1805 jusqu'à mon arrivée, il avait rempli les fonctions d'ambassadeur à Paris. Son caractère franc et loyal, ainsi que la tournure de son esprit, lui avaient valu l'estime de Napoléon. L'Empereur François n'aurait pu choisir un homme plus capable de mener à bien cette mission délicate. Instruit de ce qui se passait à Erfurt par lui aussi bien que par mon collègue Tolstoy, je prévis que du rapprochement de deux puissances comme celle de Napoléon et celle d'Alexandre résulterait forcément une série d'épouvantables complications; car ce rapprochement ne se justifiait par aucun motif sérieux, et l'Empereur des Français n'avait voulu que tendre un piége au Czar. Mais Napoléon se trompa dans ses calculs; car, en spéculant sur la durée de l'erreur d'Alexandre, il s'abusa sur le temps qu'il lui faudrait pour accomplir la révolution d'Espagne.

Le chancelier comte de Romanzow suivit de près Napoléon après son retour d'Erfurt (27). Il me connaissait depuis ma première jeunesse; car, à l'époque où il s'était installé à Francfort comme envoyé de Russie près les Cours du Rhin, il avait été le collègue de mon père. Pendant son séjour à Paris, le comte vécut avec moi sur un pied d'intimité; d'autre part, il s'appliquait à faire une cour assidue au soi-disant nouvel allié de la Russie. En agissant ainsi, il était de bonne foi, et, j'en suis convaincu, il prenait cette alliance au sérieux. Je suis persuadé qu'il ne faisait qu'obéir à la voix de sa conscience, quand il s'efforçait de redresser mes idées au sujet de cette nouvelle phase politique. Le comte de Romanzow, homme d'esprit, mais d'une intelligence assez superficielle, s'était laissé prendre dans les filets de Napoléon. Comblé de prévenances par l'Empereur, il prenait ses démonstrations pour de l'argent comptant. Il finit par en être tellement ébloui que, dans le cours d'un long entretien qu'il eut avec moi sur je ne sais plus quelle éventualité, il pensa me fermer la bouche en me disant : « J'ai Napoléon dans ma poche; croyez-vous que je le lâcherai?» Par un singulier concours de circonstances, je sortais à l'instant même de chez l'Empereur, et j'avais emporté de ma conversation avec lui un pressentiment qui ne tarda pas à se réaliser. En causant, Napoléon s'était exprimé avec une entière franchise sur le compte du chancelier, et n'avait pas fait mystère de la mince opinion qu'il avait de lui comme homme d'État.

Dans la situation générale des affaires, j'avais un rôle assez singulier. Placé aux avant-postes pour observer le mouvement dont l'Empereur des Français formait le centre; représentant près de lui un grand monarque dont le royaume avait succombé sous le poids des événements, tout en étant prêt à se relever à la première occasion; pénétré du danger que courrait mon pays s'il s'engageait dans une nouvelle guerre avec la France sans s'être assuré des chances probables de succès, je comprenais que ma tâche se réduisait à remplir le rôle d'un spectateur inactif et aussi impartial que pouvait l'être un homme de cœur, à une époque où le monde traversait une révolution sociale. Nulle part la lutte des éléments en fermentation

n'était plus ardente que dans le grand pays que j'habitais. Au delà des frontières de la France, les gouvernements ne connaissaient encore qu'un souci : c'était la résistance aux empiétements politiques du conquérant qui avait placé sur sa tête la couronne impériale. Au fond, la lutte entre les différents systèmes de gouvernement était circonscrite à la France. Parvenu au comble de sa puissance grâce à la révolution sociale, Napoléon était occupé à étayer par des institutions monarchiques le trône qu'il avait créé. Les partis subversifs ayant affaire à un homme qui, également grand comme législateur et comme général, connaissait son pays et l'esprit de sa nation mieux que n'importe lequel de ses devanciers politiques, songeaient avant tout à sauver du naufrage ce qu'ils espéraient mettre à l'abri des envahissements de la puissance impériale : efforts inutiles, mais qui n'en étaient pas moins curieux à observer.

Mon attitude impartiale me valut la confiance des hommes marquants des différents partis, à commencer par Napoléon lui-même. Un seul faisait exception : je n'ai jamais vu La Fayette. Quand l'Empereur me parlait de lui, c'était avec le dédain qu'il témoignait en général à tous les gens qu'il prenait pour des idéologues. Parmi les plus zélés courtisans du gouvernement impérial, on rencontrait les partisans les plus fanatiques d'un régime qui, après avoir versé des flots de sang, s'en était allé en fumée sous le Directoire. Napoléon parlait de ces hommes avec un profond mépris ; un jour il me dit : « Ces gens qui étaient naguère les agents d'un gouvernement inique et cruel, je les emploie aujourd'hui à la construction du nouvel édifice social. Il y a parmi eux de bons ouvriers ; le mal était qu'ils voulaient tous être architectes. Du reste, voilà bien les Français : vous en trouveriez difficilement un qui ne se crût capable de gouverner le pays ! »

Parmi les tristes célébrités d'une sanglante époque, je citerai Barère, qui avait mérité en son temps le surnom d'*Anacréon de la guillotine*. A ma grande surprise, cet homme me fit un jour demander un entretien. Je trouvai en lui les traces de cette fausse élégance qui avait aussi caractérisé Robespierre. Le motif qui l'amenait chez moi, c'est qu'il sollicitait une

faveur pour un de ses parents. A en juger d'après sa physionomie, on l'aurait pris pour l'être le plus inoffensif du monde. J'aurai peut-être encore à parler de personnages de l'espèce des Barère et des Merlin de Thionville, dont le règne avait fini avec celui de la Terreur.

Comme je l'ai dit plus haut, Napoléon s'occupait de la révolution d'Espagne. Il se mit en devoir de se rapprocher du théâtre sur lequel devait se jouer ce grand drame. Les événements futurs pouvaient ouvrir des perspectives que le cabinet de Vienne ne devait pas négliger de faire entrer en ligne de compte. Les préparatifs qu'on faisait en Autriche annonçaient des intentions belliqueuses (28). Avant de quitter Paris, Napoléon voulut faire une manifestation contre l'Autriche; dans ce but, il choisit l'audience solennelle où il avait l'habitude d'accorder au corps diplomatique le 15 août, jour de sa fête*.

Ces audiences précédaient immédiatement le service divin, auquel l'Empereur allait assister avec une suite nombreuse dans la chapelle du château de Saint-Cloud. A midi moins quelques minutes, le corps diplomatique fut introduit dans la salle d'audience. Je pris dans le cercle ma place habituelle; j'avais à ma droite le comte de Tolstoy, et le reste du corps diplomatique formait un demi-cercle dont le centre était l'Empereur. Dans les solennités de ce genre, les princes de la famille, les ministres à portefeuille, les dignitaires de la Cour et les aides de camp se rangeaient derrière lui.

Après quelques instants d'un silence inaccoutumé, Napoléon, d'un air sérieux qui annonçait la préméditation, s'avança vers moi jusqu'à la distance de deux pas. Là, il s'arrêta et m'adressa à haute voix la question suivante : « Eh bien! monsieur l'ambassadeur, que veut l'Empereur votre maître? Songe-t-il à me faire revenir à Vienne? » Cette apostrophe ne me décon-

* Jusqu'à l'époque du Concordat, la Saint-Napoléon n'avait pas son jour dans le calendrier. L'Empereur des Français obtint du Pape Pie VII que la fête de son patron tombât le jour de l'Assomption. Comme ce jour était celui d'une des grandes fêtes établies par suite d'une entente avec le Saint-Siége, l'Empereur le choisit afin que sa fête coïncidât avec une fête religieuse célébrée dans toute la France.

certa pas; je lui répondis avec calme et sur le même ton que lui. A mesure que notre conversation se prolongeait, elle prenait toujours davantage le caractère d'une manifestation publique voulue par Napoléon. Celui-ci élevait de plus en plus la voix, comme il avait l'habitude de le faire chaque fois qu'il poursuivait le double but d'intimider son interlocuteur et de frapper les assistants. Je ne baissai pas le ton, et combattis par l'ironie les vains arguments qu'il produisit; de temps à autre, Napoléon en appelait au témoignage du comte de Tolstoy; mais en voyant que celui-ci s'obstinait à garder le silence, il s'interrompit au milieu d'une phrase, tourna sur les talons et s'avança vers la chapelle sans avoir fait le tour du cercle. Cette scène avait duré plus d'une demi-heure. L'Impératrice Joséphine et sa suite attendaient dans la salle que l'Empereur avait à traverser, et l'on ne pouvait s'expliquer la longueur de cette soi-disant audience diplomatique.

Aussitôt que Napoléon eut quitté la salle, je fus entouré de tous mes collègues, qui venaient me féliciter au sujet de la leçon que, selon eux, j'avais donnée à l'Empereur. Quelques heures après, j'allai chez le comte de Champagny, alors ministre des affaires étrangères, qui donnait un grand dîner en l'honneur de la fête du 15 août. Dès mon entrée, il me dit qu'il était chargé par l'Empereur de m'assurer que dans la scène de l'audience il n'y avait eu pour moi rien de personnel, et que le seul but de son maître avait été d'éclaircir la situation. Je donnai l'assurance au ministre que, de mon côté, j'expliquais l'incident de cette manière, et que je ne regrettais pas pour ma part que l'Empereur m'eût fourni l'occasion de déclarer à la face de toute l'Europe ce que voulait le Souverain que j'avais l'honneur de représenter, et ce qu'il ne voulait pas. « L'Europe, ajoutai-je, sera en mesure de juger de quel côté se trouvent la raison et le bon droit. » M. de Champagny ne répondit rien (29).

Pour l'intelligence de la situation morale où se trouvait le cabinet autrichien, il suffira d'indiquer l'état politique de l'Europe à ce moment-là. L'Autriche avait été brisée par la funeste issue de la guerre de 1805. Une Confédération du Rhin,

placée sous le protectorat de l'Empereur des Français, avait pris la place de l'ancien Empire d'Allemagne, et après la dernière guerre entre la France et la Prusse, les princes de l'Allemagne du Nord avaient dû à leur tour entrer dans cette confédération. Le Tyrol avait été donné à la Bavière, et le duché de Varsovie avait été placé sous la souveraineté du Roi de Saxe et intercalé entre l'Autriche et la Russie. La paix de Tilsit avait anéanti la Prusse, et l'entrevue d'Erfurt avait amené la conclusion entre la France et la Russie d'une feinte alliance dont le double but était l'approbation tacite donnée par le Czar aux envahissements de Napoléon, et le partage éventuel de l'Empire ottoman entre les deux Souverains.

L'Autriche se trouvait donc dans une situation qui ne pouvait durer. Le cabinet autrichien le sentait bien; cela n'était pas moins évident pour Napoléon, qui déjà considérait l'Autriche comme une proie destinée à ses nouveaux alliés allemands. Ainsi la guerre était inévitable; elle était la conséquence forcée de la situation, elle était même pour notre Empire une condition absolue d'existence. Ce point ne faisait aucun doute pour moi. Mais ce qui importait, ce qui selon moi devait être l'objet des plus sérieuses réflexions, c'était le choix du moment opportun pour commencer la guerre, c'était le plan à suivre dans la campagne future.

Immédiatement après mon arrivée à Vienne, je me rendis chez le comte de Stadion, qui était alors chargé du portefeuille des affaires étrangères. Il m'éclaira sur la situation; je trouvai qu'on était plus près de la guerre que je n'aurais pu le supposer à mon départ de Paris. Je lui exposai les motifs qui m'avaient déterminé à demander l'autorisation de faire le voyage de Vienne, et je lui fis comprendre qu'il me serait impossible de servir efficacement les grands intérêts confiés à ma garde, si je n'étais complétement initié aux sentiments de la Cour. Le comte de Stadion me témoigna une vive satisfaction en voyant qu'il pouvait s'entendre avec moi. Le lendemain je me rendis chez l'Empereur. A la suite d'un entretien qui dura plusieurs heures, je crus reconnaître que le cabinet était plus avancé dans son action que l'Empereur dans sa résolution, non pas

au point de vue de la guerre en elle-même, qu'il regardait avec raison comme inévitable, mais au point de vue du choix du moment opportun. Sa Majesté me recommanda vivement de m'éclairer sur les dispositions qu'on était en train de prendre, et de joindre mes lumières à celles du cabinet.

Enhardi par cet ordre et par la gravité exceptionnelle des circonstances, je me mis aussitôt à l'œuvre, et j'eus bientôt tiré la situation au clair (30). Voici comment elle peut se résumer :

Les préparatifs matériels étaient près d'être terminés, si bien que l'armée pouvait entrer en campagne au commencement de l'année 1809. De ce côté-là tout était assuré, et cela dans une mesure telle, que l'ennemi ne pouvait s'en douter, étant donné les revers de la campagne de 1805.

Il n'en était pas de même de la partie morale de cette grande entreprise. Je pus me convaincre que sous ce rapport le cabinet se livrait à plus d'une illusion.

La modification qu'avait subie le plan de campagne primitif devait nécessairement influer sur le côté moral de l'entreprise; or, d'après ma conviction intime, la question morale, vu la situation des esprits en Allemagne, méritait d'être prise en considération aussi bien que les opérations militaires elles-mêmes*. . . . .

. . . .

Comme je n'avais pas reçu d'instructions de Vienne, je dus me tenir tranquille. C'était tout ce que pouvait souhaiter Napoléon. Il continua à me traiter après mon retour avec sa bienveillance habituelle (32). Le caractère passif de mon rôle contrastait singulièrement avec l'activité fiévreuse qu'on déployait dans les préparatifs militaires dont j'étais réduit à n'être que le simple témoin. En voyant la nature de mes relations avec la Cour, le public parisien ne pouvait guère se douter qu'une nouvelle guerre avec l'Autriche allait éclater prochainement. Napoléon aimait à procéder par surprise avec les Français, à

* Pour l'explication de cette lacune du manuscrit, voir la note 31.
(*Note de l'Éditeur.*)

ne leur annoncer ses guerres que par le canon des Invalides, qui tonnait à la suite d'une première victoire. J'aurais été bien aise de l'empêcher cette fois de faire comme d'habitude. Malheureusement cela ne me fut pas possible; car ce n'est que par le départ inopiné de l'Empereur dans la nuit du 13 au 14 avril, et par l'avis que le comte de Champagny me fit parvenir le 15, portant qu'il avait reçu de son maître l'ordre de signer mes passe-ports, que je fus instruit de la rupture. Le courrier qui devait m'apporter la nouvelle de Vienne avait été arrêté à Châlons-sur-Marne. Du même coup, le ministre des affaires étrangères me donna, au nom de l'Empereur, l'assurance qu'il serait pourvu à la sûreté de ma famille dans le cas où je voudrais la laisser à Paris au lieu de l'emmener avec moi.

J'avais fixé mon départ au 19; mais le directeur général des postes, M. de Lavalette*, me refusa des chevaux, sous le prétexte qu'il les lui fallait tous pour le service de l'Empereur. Il persista dans son refus malgré mes instances réitérées, et je ne fus tiré de cet état d'incertitude que par une lettre que le comte de Champagny m'envoya de Munich, à la date du 19. Il m'informait que, si l'on s'opposait à mon départ de Paris, cela tenait à ce que l'ambassadeur français et les attachés de l'ambassade avaient été arrêtés à Vienne et emmenés en Hongrie. En même temps le ministre me prévint qu'on ne me permettrait pas de quitter Paris avant l'échange du personnel diplomatique.

La mesure prise par la Cour de Vienne était contraire à l'usage et, de plus, parfaitement inutile : elle avait été dictée par la crainte que je ne fusse menacé dans ma sûreté personnelle, l'ambassadeur français ayant déjà quitté Vienne depuis quelque temps. A mes yeux, ce fait montrait une fois de plus combien le cabinet autrichien jugeait mal l'esprit et le caractère de Napoléon.

* Un des plus anciens aides de camp du général Bonaparte. J'avais fait sa connaissance au Congrès de Rastadt, auquel il avait assisté dans les premiers jours. C'est lui qui, après le retour des Bourbons, parvint, avec l'aide de sa femme, à s'évader d'une prison où il était menacé de l'arrêt fatal qui avait frappé Ney et Labédoyère.

Je restai tranquillement à Paris, où je pus me convaincre par moi-même combien la France était fatiguée de la guerre. La nouvelle des grands succès qui marquèrent pour Napoléon l'ouverture de la campagne fut accueillie à Paris par un sentiment pénible, qui déjà ressemblait à une sorte d'éloignement pour le conquérant impérial. Ma vie sociale resta ce qu'elle était avant la rupture; bien plus, je pus constater que le public redoublait de prévenances à mon égard.

Maintenant que je suis arrivé à la fin de l'histoire de mon ambassade en France (33), je crois devoir parler un peu de la situation intérieure de ce pays, et consacrer quelques lignes à plusieurs personnages marquants de cette époque.

La France avait besoin de repos, elle le sentait, et ce sentiment ne régnait pas seulement dans la masse de la nation, il était partagé par les compagnons d'armes de Napoléon eux-mêmes. Ces hommes, sortis pour la plupart des rangs inférieurs de l'armée, étaient parvenus au comble des honneurs militaires; gorgés de butin, enrichis par la générosité calculée de l'Empereur, ils désiraient jouir de la grande situation à laquelle ils étaient parvenus. Napoléon leur avait assuré une existence splendide (34). Le prince de Neuchâtel (Berthier) avait plus de douze cent mille francs de rente à dépenser; le maréchal Davoust avait amassé une fortune qui représentait près d'un million de revenu; Masséna, Augereau et beaucoup d'autres maréchaux et généraux étaient dans une position tout aussi brillante. Ces hommes voulaient jouir de leur fortune, et n'entendaient pas risquer tous les jours leurs biens et leur vie au milieu des vicissitudes de la guerre.

Ainsi que les généraux, beaucoup de personnes de l'ordre civil étaient arrivées à de grandes situations. Une source de richesse, qui pendant les guerres de la Révolution avait été ouverte pour toute une classe d'esprits aventureux, était tarie; la guerre déclarée par Napoléon aux fournisseurs de l'armée qui oubliaient leurs devoirs, et l'ordre rigoureux auquel il avait soumis le maniement des fonds publics, avaient eu leur contre-coup dans cette classe si nombreuse avant l'avénement de l'Empereur, et lui inspiraient de l'éloignement pour cette poli-

tique guerrière qui jadis avait toutes ses sympathies et celles de sa vaste clientèle. La nation, décimée par les levées de troupes annuelles, loin de s'intéresser à des opérations militaires dont le théâtre était si éloigné de la France que le pays ne connaissait pas même le nom des lieux où les nouvelles victoires avaient été remportées, allait jusqu'à maudire les conquêtes dont l'importance politique lui échappait. En un mot, la France désirait la paix, et les Cours d'Europe commirent alors une grande faute en ne tenant pas compte de ce fait dans leur action politique. Napoléon avait la puissance pour lui; mais entre le système qu'il suivait et les sentiments du grand pays dont il était le maître, il y avait une opposition que les cabinets ne surent pas reconnaître. Il aurait été sage autant qu'utile de ne pas exclure cette donnée de leurs calculs, qui, malgré tout ce qu'en disaient les manifestes français, n'étaient inspirés, en définitive, que par l'instinct de la conservation personnelle. L'importance que j'attachais à ce qu'on s'engageât dans la bonne voie, dès l'approche de la guerre, s'explique par l'observation que je viens de faire. L'erreur générale de l'Europe provenait de ce qu'on ne voyait pas qu'au mouvement national en France avait brusquement succédé l'action unique de l'ambition dévorante d'un seul homme. Moi-même j'aurais été presque dans l'impossibilité de constater ce revirement d'opinion, si je n'avais pu recueillir sur place les éléments de mes observations.

L'Empereur jouissait en France de cette popularité qui s'attache à un Souverain quand il sait tenir les rênes du pouvoir d'une main à la fois habile et ferme. L'esprit réaliste de Napoléon lui faisait reconnaître les besoins d'un pays où il fallait reconstruire l'édifice social; guerrier au dehors, il était législateur et habile administrateur au dedans. Aussi le pays regretta-t-il de le voir, ainsi que sa création, constamment exposé aux hasards de la guerre. La France avait cessé d'être animée du souffle guerrier. Seuls les partis révolutionnaires avaient nourri des idées belliqueuses pendant les années qui s'écoulèrent entre 1792 et le commencement du dix-neuvième siècle : ils voulaient à la fois occuper l'armée au dehors,

puisqu'elle pouvait au dedans créer un danger pour eux, et défendre la frontière contre l'invasion de l'étranger. Si Napoléon avait borné son ambition à conserver les conquêtes de la République, il aurait accru sa popularité; son tempérament belliqueux l'entraîna bien plus loin. Il était né conquérant, législateur et administrateur, et croyait pouvoir suivre en même temps cette triple voie; son incontestable génie lui en fournissait les moyens. L'opinion de l'immense majorité de la nation aurait été satisfaite s'il s'était borné aux soins du gouvernement.

La majeure partie des grands dignitaires suivait alors ce courant national. Je compte au nombre de ces derniers le prince de Bénévent (Talleyrand), Fouché, alors ministre de la police, et quantité de maréchaux et de généraux. Le prestige de l'Empereur était trop grand pour leur permettre la résistance ouverte; pour le combattre, il ne leur restait que l'intrigue, moyen qui d'ailleurs répondait parfaitement au caractère de Talleyrand et de Fouché. Pendant que j'exerçais mes fonctions d'ambassadeur, j'eus mainte occasion de constater ce fait.

M. de Talleyrand était une intelligence hors ligne. Je l'ai vu d'assez près pour l'étudier à fond, et reconnaître qu'il était fait pour détruire plus encore que pour conserver. Prêtre, il fut entraîné par son tempérament dans des voies antireligieuses; noble de naissance, il plaida pour l'abolition de la noblesse; sous le régime républicain, il complota contre la République; sous l'Empire, il fut constamment porté à conspirer contre l'Empereur; sous les Bourbons enfin, il travailla à renverser la dynastie légitime. *Empêcher de faire quelque chose de définitif,* tel était le plus grand talent de cet homme d'État; je ne pouvais lui reconnaître la même habileté quand il s'agissait de faire le contraire. Napoléon le jugeait de même, et il avait raison. Dans un de nos entretiens, qui eut lieu à la suite d'une des nombreuses sorties de M. de Talleyrand du ministère, l'Empereur me dit : « Quand je veux faire une chose, je n'emploie pas le prince de Bénévent; je m'adresse à lui quand je ne veux pas faire une chose en ayant l'air de la vou-

loir. » Dans la vie privée, M. de Talleyrand était d'un commerce aussi sûr qu'agréable (35).

Fouché (36) était un esprit d'un genre tout opposé; aussi formait-il un parfait contraste avec Talleyrand. Le mot de rivalité ne pouvait s'appliquer à ces deux hommes. Leur antagonisme était radical; car il avait sa source dans la différence des caractères. Fouché avait été prêtre comme Talleyrand, et s'était souillé de sang et de boue pendant que celui-ci se perdait dans les théories de cette école qui s'appelait elle-même l'école *anglaise*. Fouché était l'ennemi juré de toutes les théories; il était l'homme de la pratique et ne reculait devant aucun obstacle. Connaissant à fond l'esprit français, il marchait avec son temps, mais suivait toujours les voies extrêmes, convaincu que c'était la seule manière d'atteindre un but également extrême. Jamais ces deux hommes n'eurent de rapports ensemble, excepté lorsque, tramant quelque conspiration contre l'ordre de choses établi, ils venaient à se rencontrer. Napoléon les connaissait tous deux, et se servait de leurs qualités comme de leurs défauts selon qu'il croyait pouvoir en tirer parti pour la réalisation de ses vues à lui. A l'époque dont je parle, Fouché avait, en qualité de ministre de la police, gagné la confiance des émigrés, à qui Napoléon avait rouvert les portes de la France. Il leur rendait tous les services qu'il pouvait, et cela avec un parfait désintéressement. Fouché pressentait la chute de l'Empereur, et, le fait une fois admis, il ne voyait d'autre solution possible que le retour des Bourbons.

L'homme dans les talents administratifs duquel Napoléon avait le plus de confiance était Cambacérès. Aussi le chargeait-il souvent de la direction des affaires quand il allait entrer en campagne. Plus d'une fois l'Empereur me fit l'analyse des qualités qui, selon lui, distinguaient l'archichancelier. Je n'eus pas occasion de me former moi-même une opinion sur Cambacérès, car il vivait dans la retraite et n'en sortait que pour faire parade de sa brillante position. Au début de la Révolution, il était avocat au parlement d'Aix en Provence, qui était présidé par M. d'Aigrefeuille. L'avocat fit fortune, le prési-

dent fut jeté sur le pavé. Comme tous deux étaient liés d'amitié, Cambacérès accueillit son ancien chef dans sa maison. Lorsque son protecteur fut arrivé à l'apogée de sa grandeur, il investit son ami des fonctions de majordome. Le jour où Cambacérès fut élevé à la dignité d'archichancelier de l'Empire, cette fantastique imitation des usages de l'ancien Empire d'Allemagne, d'Aigrefeuille le premier le salua du titre d'Altesse attaché à ces nouvelles fonctions. « Quand nous sommes entre nous, lui dit Cambacérès, ne vous servez pas de ce vain titre; continuez de me traiter en ami, et bornez-vous à m'appeler Monseigneur. »

Napoléon venait de décréter la première fournée de comtes et de barons; Cambacérès fêta cette journée par un grand dîner auquel il convia les ambassadeurs et les grands dignitaires de l'Empire. Après le repas, les nobles de nouvelle création vinrent lui présenter leurs hommages. A mesure que les huissiers annonçaient les arrivants avec leurs titres, on entendait des éclats de rire dans la salle des réceptions; Cambacérès seul resta impassible.

Le 16 mai, le ministre de la police (Fouché) m'écrivit qu'à la suite d'ordres venant de l'Empereur il avait à m'inviter à partir pour Vienne, afin d'y être échangé contre le personnel de l'ambassade française. Il désira savoir le jour où je pensais pouvoir me mettre en route, et à ce propos il me pria de me décider le plus tôt possible; puis il ajouta que je serais escorté par un officier de gendarmerie pendant la durée de mon voyage. Je fixai mon départ au lendemain; mais une ophthalmie me retint à Paris jusqu'au 26. J'emmenai avec moi tout le personnel de l'ambassade et quelques Autrichiens de passage à Paris, qui, sans cette occasion, auraient éprouvé des difficultés à sortir de France. Je laissai ma famille à l'hôtel de l'ambassade. Les progrès des Français en Autriche et l'occupation de Vienne même me firent préférer ce parti aux dangers et aux fatigues d'un long voyage. D'ailleurs, je connaissais trop bien le terrain pour n'être pas parfaitement tranquille sur le sort des miens.

A Châlons-sur-Marne, je rencontrai le premier convoi de pri-

sonniers autrichiens; parmi eux se trouvaient plusieurs officiers de ma connaissance. J'eus hâte de leur demander des renseignements que je n'aurais pu me procurer d'une autre façon; car depuis l'ouverture de la campagne j'étais obligé de puiser mes informations dans les bulletins de l'armée française exclusivement. A Lunéville, le bruit courait que les Français avaient perdu une bataille décisive. A Strasbourg, je trouvai le bruit confirmé : il s'agissait de la bataille d'Aspern. A cette époque, l'Impératrice Joséphine résidait dans cette ville. A peine descendu de voiture, je reçus l'invitation de me rendre chez elle dans la soirée. Je la trouvai très-vivement préoccupée des suites que pourrait entraîner l'événement en question. Elle me mit au courant de ce qu'elle avait appris, et je ne gardai plus aucun doute sur l'importance de la défaite. Les détails étaient si précis, si positifs, que Joséphine ne doutait pas qu'en arrivant à Vienne je ne trouvasse les négociations en train. L'Impératrice admettait même que je pusse rencontrer Napoléon en route pour revenir en France. Je rappelle ces faits parce qu'ils montrent combien peu de confiance on avait dans l'issue de cette guerre, même au sein de la famille de Napoléon.

Le 5 juin, j'arrivai à Vienne. Je descendis au palais Esterhazy avec le prince Paul, qui se trouvait dans ma suite en sa qualité d'attaché d'ambassade. Tout aussitôt je me rendis chez mon père, que je trouvai très-abattu à la suite de l'injonction qu'il venait de recevoir de partir comme otage pour la France avec l'archevêque de Vienne et les comtes de Pergen et de Hardegg, et d'y rester jusqu'au payement d'une contribution de guerre imposée à la ville de Vienne. Mon père était décidé à ne céder qu'à la force; je le confirmai dans cette résolution, tandis que d'un autre côté je me chargeais de faire revenir Napoléon sur cette fausse mesure. A cette fin, je m'adressai directement à l'Empereur par l'entremise du prince de Neuchâtel, et les personnes désignées comme otages restèrent à Vienne sans être inquiétées. Napoléon mit la faute sur le compte de l'intendance générale de l'armée.

Le lendemain matin, j'allai rendre visite à M. de Champagny au château, où il occupait les appartements de l'Impératrice, tandis que Napoléon demeurait à Schœnbrunn. Le ministre me reçut avec des phrases mielleuses, où perçait cependant un sentiment de vive inquiétude. A la suite de la bataille d'Aspern, la situation de l'armée française avait changé. L'armée d'invasion avait redoublé de précautions. De son côté, l'esprit public à Vienne s'était réveillé. L'avenir était gros d'événements décisifs, que chaque parti interprétait au gré de ses vœux. La confiance n'était pas du côté de l'ennemi. M. de Champagny me dit qu'il ne savait pas le jour où le personnel de l'ambassade française arriverait à l'endroit fixé pour l'échange, et m'engagea à attendre ce moment avec patience. « En attendant, ajouta-t-il, réfléchissez au dénoûment possible du drame qui se joue; vous trouverez l'Empereur dans les meilleures dispositions. » Je répondis qu'en ma qualité de prisonnier je n'avais pas à m'occuper d'affaires, et que j'attendrais tranquillement que ma situation personnelle fût réglée. M. de Champagny me fit dîner le même jour à sa table, et je me trouvai au milieu du camp ennemi en qualité d'observateur passif. Je n'avais donc pas à me préparer au rôle que me réservait un avenir prochain.

Le 7 juin, dans la matinée, je reçus la visite d'un aide de camp du comte Andréossy, alors gouverneur de Vienne; il venait me dire au nom de l'Empereur que je ne pouvais rester à Vienne, mais que j'étais libre de choisir aux environs de la capitale un endroit où je pourrais séjourner jusqu'au moment de l'échange. Je répondis que j'étais prêt à obéir aux ordres de l'Empereur, mais j'ajoutai que j'étais prisonnier de fait, non de droit, et que, plus l'Empereur aggraverait ma situation, plus il manquerait à la justice. Je proposai d'aller habiter au Grünberg, à une demi-lieue de Vienne, tout près du parc de Schœnbrunn, une maison de campagne qui appartenait à ma mère (37). On y consentit, et, dans la matinée du 8, je me rendis à la résidence que j'avais choisie. J'offris à l'officier de gendarmerie qui m'avait accompagné depuis mon départ de Paris de venir demeurer avec moi au Grünberg, et comme je

ne voulais pas faire partager ma fâcheuse situation au personnel de l'ambasssade, je n'emmenai que les gens qu'il me fallait pour mon service. Pendant toute la durée de mon séjour dans cette maison de campagne, je ne voulus pas agir autrement qu'en prisonnier : mon geôlier eut beau dire et beau faire, je refusai de m'éloigner de ma prison.

Quelques jours après mon arrivée au Grünberg, j'entendis devant ma maison le trot d'un cheval. Je m'approchai de la fenêtre, et je reconnus le général Savary. En m'apercevant, il eut l'air de ne pas savoir que je demeurais là ; il descendit de cheval et vint me voir. Savary remplissait au quartier général les fonctions de chef de police, qu'il exerçait aussi quand l'Empereur résidait à Paris. En France, il avait pour tâche de contrôler la police de Fouché. D'autre part, les palais habités par l'Empereur étaient sous la surveillance d'une troisième police, à la tête de laquelle était le grand maréchal du palais Duroc.

Savary ne tarda pas à amener la conversation sur la politique; il se mit à blâmer ces *éternelles guerres* avec une franchise qui ne semblait pas feinte, énuméra les dangers qu'elles faisaient courir à la France, et fit ressortir la nécessité d'arriver enfin à un état de paix durable. Je le laissai pérorer sans l'interrompre ; enfin, voyant que je restais parfaitement calme, il me dit : « Pourquoi ne profitez-vous pas du voisinage de l'Empereur pour le voir et lui parler? Vous restez à deux pas l'un de l'autre, vos jardins se touchent ; au lieu d'aller prendre le frais dans le vôtre, allez donc dans le parc de Schœnbrunn ; certainement l'Empereur sera enchanté de vous voir. »

« — Cette satisfaction, répliquai-je, ne serait pas réciproque; mais ce n'est pas cela qui me retiendrait. Je ne sortirai du lieu où je suis enfermé que du jour où j'en recevrai l'ordre ; je ne sais rien faire à moitié. Prisonnier, je me conduis comme tel ; libre, je fais usage de ma liberté ; mais si j'étais libre à cette heure, je n'en profiterais pas pour me promener avec Napoléon dans le parc de l'Empereur mon maître. »

« — Ainsi vous ne désirez pas voir l'Empereur? reprit

Savary; vous le trouveriez animé des dispositions les plus conciliantes et les plus pacifiques. Un entretien entre vous et lui amènerait sans doute d'heureux résultats. Mon maître vous donnerait peut-être des indications précieuses pour l'Empereur d'Autriche. J'aime à croire que vous ne confondez pas une certaine proclamation (38) avec les vrais sentiments de Napoléon ; tout cela, ce ne sont que des paroles en l'air. »

« — Je n'ai rien à dire à votre maître, et je n'ai pas à l'écouter, répondis-je à Savary; je suis prisonnier de fait, et des prisonniers de ma sorte, s'ils comprennent leur devoir, se regardent comme morts. »

Là-dessus, Savary s'en alla. Je ne doutais pas qu'il n'eût été chargé par Napoléon de me sonder relativement à une entrevue; j'avais senti cela dès le principe; du reste, une démarche analogue du ministre des affaires étrangères ne me laissa pas l'ombre d'un doute. Cette fois, comme la première, je me refusai à une entrevue que Napoléon aurait exploitée, et à laquelle il aurait donné une signification qu'il ne m'était pas permis de lui laisser attribuer. Il est certain que, vu la situation des deux armées, Napoléon désirait éviter les hasards d'une nouvelle bataille après celle d'Aspern, et qu'il aurait été enchanté de pouvoir se servir de moi pour amener le cabinet impérial à l'idée de faire les premiers pas en vue d'une solution pacifique.

Je reçus dans ma retraite la visite des hommes les plus considérables de Vienne. C'est ainsi que j'appris à connaître la véritable situation des deux armées; je ne pouvais douter que nous ne fussions à la veille d'un événement qui devait décider fatalement de l'issue de la campagne.

Le 17 juin au soir, je vis arriver chez moi le colonel Avy, officier de l'état-major général, qui m'annonça de la part du maréchal Berthier que le lendemain matin je partirais pour me rendre au lieu de l'échange, et qu'il avait l'ordre de m'accompagner. Je quittai donc le 18 ma prison du Grünberg. J'étais accompagné des attachés de l'ambassade de Paris, du prince Paul Esterhazy et du comte Mier, ainsi que du conseiller de légation chevalier de Floret. Il se trouvait ainsi que

ma suite se composait de cinq voitures; nous étions escortés par cinquante chasseurs à cheval. Nous passâmes la nuit du 18 au château du comte de Harrach, à Bruck, sur la Leitha. Le 19, nous arrivâmes à Wieselburg; là, le colonel Avy nous fit faire halte jusqu'à ce que vînt la nouvelle de l'arrivée du chargé d'affaires de France aux avant-postes. Mais le colonel avait appris, le 21, par un aide de camp du vice-roi d'Italie (Eugène Beauharnais), que le général Davidovich, commandant de Komorn, ne pouvait indiquer exactement le jour de l'arrivée de M. Dodun, parce que l'endroit où se trouvait ce chargé d'affaires était très-éloigné. Il me déclara donc que, d'après ses instructions, l'échange devait avoir lieu le 21, et que, dans le cas contraire, il devait retourner à Vienne; que, par suite, il ne pouvait attendre plus longtemps à Wieselburg. Il me fallut en effet, le soir du même jour, reprendre le chemin de ma prison du Grünberg. Aussitôt Napoléon m'envoya ses excuses par un de ses aides de camp et me fit communiquer des lettres du commandant de Komorn et du chef d'état-major général du vice-roi, pour me prouver qu'il n'y avait de sa part ni négligence ni mauvais vouloir.

Le 26 juin, le colonel Avy vint me dire que le chargé d'affaires lui serait remis à Acs, qui serait déclaré neutre pendant vingt-quatre heures en vue de l'échange. Le lendemain matin, à la pointe du jour, nous nous remîmes en route, et le 28 nous arrivâmes de bonne heure à Raab. En chemin, j'appris que Presbourg avait été bombardé dans la nuit du 26 au 27. Après quelques heures de repos, nous reprîmes, sous l'escorte de cinquante dragons, la direction d'Acs, où je descendis chez le général Montbrun, qui commandait les avant-postes français. En face de ce point, près de Gœnyœ, à l'endroit où la grande route longe la rive du Danube, les Autrichiens avaient établi une batterie. En voyant passer une file d'équipages protégée par une escorte nombreuse, l'officier qui commandait la batterie crut que c'était la suite du vice-roi d'Italie et fit tirer sur nous à toute volée. Malgré ce zèle intempestif, je ne pus m'empêcher de rendre justice à l'adresse de nos artilleurs. Des deux premiers boulets, l'un passa entre les roues de ma voiture;

l'autre, à quelques pieds plus haut; sur quoi, mon escorte prit le pas accéléré et me fit quitter la grande route pour m'entraîner à travers champs.

Le 29, le chargé d'affaires français n'était pas encore au lieu du rendez-vous. Le général Montbrun envoya demander de ses nouvelles à Komorn. Le général Davidovich répondit que M. Dodun ne pourrait être remis aux avant-postes que dans deux ou trois jours. En apprenant cela, le colonel Avy me ramena le 30 à Raab, mais en passant par Bony, afin d'éviter la fameuse batterie de Gœnyœ. Le 1er juillet, dans la matinée, le colonel Avy fut informé par le chef d'état-major général du prince Eugène que le chargé d'affaires était arrivé à Komorn, et qu'à deux heures de l'après-midi il serait à Acs. Nous nous mîmes en route sans perdre de temps. Pendant ces allées et venues, j'avais pu constater que l'armée française exécutait un grand mouvement. Les corps de troupes que je rencontrai se dirigeaient du côté de Vienne. Comme aucun événement militaire n'avait eu lieu, je dus croire que Napoléon se préparait à frapper un grand coup.

A sept heures du matin, nous arrivâmes à Acs. Le château où nous avions laissé précédemment le quartier général du général Montbrun était désert. J'interrogeai le gardien du château, qui me répondit que l'endroit avait été évacué la veille, et qu'il était présentement occupé par un détachement de l'*armée d'insurrection* hongroise *. A cette nouvelle le colonel Avy s'élança hors de ma voiture et cria à l'officier qui commandait l'escorte : « Qu'on me donne le meilleur cheval. » Je retins le colonel. « Vous oubliez, lui dis-je, que vous n'avez rien à craindre de cette interversion des rôles. Je me suis trouvé sous votre protection, vous voici sous la mienne, vous êtes sous la garantie du droit des gens : on ne vous fera pas prisonnier. » A ce moment, parut un officier de l'état-major général autrichien accompagné d'une escorte, qui nous annonça que le chargé d'affaires français se trouvait à l'endroit

* On donnait ce nom à l'appel de l'arrière-ban fait par le Roi de Hongrie en cas d'invasion. (*Note de l'Editeur.*)

fixé pour l'échange. J'invitai le colonel Avy à faire faire halte à son escorte et à me suivre de sa personne. Nous nous rendîmes sur les lieux, et nous trouvâmes M. Dodun. J'allai rejoindre le corps autrichien, lui le corps français. Je n'entendis plus parler de ce diplomate; quant au colonel Avy, il perdit la vie en Espagne en 1810 ou 1811. J'ai toujours gardé un bon souvenir des attentions qu'il a eues pour moi, en toute circonstance, dans le cours de son ingrate mission.

A Komorn, je rencontrai l'archiduc palatin, qui commandait en chef l'armée d'insurrection hongroise. C'est lui qui m'apprit que l'Empereur François était au quartier général, à Wolkersdorf, où il m'attendait avec impatience. Je passai la nuit à Komorn, et j'arrivai à Wolkersdorf le 3 juillet au soir.

L'Empereur me reçut avec cette bonté et cette cordialité dont il m'avait déjà donné tant de preuves. Il discuta avec moi les événements survenus depuis que j'avais quitté Vienne, c'est-à-dire depuis les derniers jours de l'année précédente. Tranquille et ferme comme toujours, il ne se dissimulait aucune des difficultés de la situation et s'attendait à un événement décisif. Les mouvements qui s'effectuaient dans l'armée ennemie, et auxquels je venais d'assister, justifiaient ses prévisions. Sa Majesté m'avertit qu'elle comptait me garder auprès d'elle jusqu'à la fin de la campagne.

Après avoir quitté l'Empereur, je me rendis chez le comte de Stadion; il était très-abattu, et regardait la situation comme désespérée. Le comte de Stadion était un de ces hommes qui joignent une imagination très-vive à un esprit très-net, et qui se laissent facilement aller à l'impression du moment. Les hommes de ce genre penchent toujours vers les extrêmes : pour eux il n'y a point de milieu, et comme après tout la gradation est dans la nature des choses, ils devancent les événements au lieu de savoir les attendre, et, par suite, travaillent souvent dans le vide. Le ministre reconnut que la politique que j'avais proposée aurait été plus sage que celle qu'on avait suivie. Bien que je fusse d'accord avec lui sur ce point, je lui affirmai que je n'attribuais pas uniquement à un plan vicieux le malheur qui s'appesantissait sur notre pays et les

épouvantables dangers qu'il courait; à mes yeux, les vraies causes de nos revers étaient plutôt l'inopportunité du moment choisi pour notre levée de boucliers et l'inaction de l'armée après la victoire du 22 mai (39). Le comte de Stadion me dit que pour décider la question de savoir s'il devait rester au service, il attendait l'issue d'une bataille sur la rive gauche du Danube, bataille à laquelle s'attendait l'archiduc Charles, et qui semblait imminente en effet, vu les préparatifs que l'armée française avait faits dans le but d'effectuer le passage du fleuve.

Pendant la journée du 4 juillet, l'armée se prépara à la grande lutte. Je me trouvais chez l'Empereur lorsqu'il reçut de l'archiduc Charles un message qui l'informait des opérations de l'ennemi et de la résolution de Son Altesse Impériale d'attendre les Français de pied ferme. « Dites à mon frère, répondit l'Empereur à l'aide de camp, que je suis d'avis qu'il ne faut pas laisser passer un trop grand nombre d'ennemis, et qu'il ferait bien de rejeter dans le fleuve ceux qui l'ont déjà franchi. » Ce jour-là il n'y eut que des combats partiels entre les deux avant-gardes. La nuit suivante, il y eut le long de l'île Lobau un violent combat d'artillerie, pendant lequel l'armée française sortit de l'île plus en aval, près d'Orth, et passa le bras du Danube sur deux autres points.

Le 5 juillet au matin, j'allai rejoindre l'Empereur sur le champ de bataille où devait se décider le sort de l'Empire. Bientôt l'action devint générale, et nous ne nous retirâmes à Wolkersdorf qu'à la tombée de la nuit, à la lueur des incendies qui éclairaient au loin la plaine du Marchfeld. Le lendemain, dès l'aube, nous retournâmes à nos postes d'observation, et nous pûmes constater les succès de notre aile droite, qui nous paraissaient décisifs. Cependant, vers une heure de l'après-midi, le comte de Colloredo, un des aides de camp de l'archiduc, vint annoncer à l'Empereur que Son Altesse Impériale avait pris toutes les mesures nécessaires en vue de la retraite (40). Sans perdre contenance, l'Empereur demanda au messager si l'archiduc avait seulement l'intention d'ordonner la retraite, ou si le mouvement s'accusait déjà. L'aide de camp ayant répondu que

l'armée était déjà en pleine retraite, l'Empereur lui dit : « C'est bien » ; puis, se tournant vers moi, il ajouta : « Nous aurons beaucoup à faire pour réparer le mal. » Immédiatement Sa Majesté donna l'ordre de transporter son quartier général à Znaïm. Nous restâmes encore sur la hauteur située en avant de Wolkersdorf, qui domine la vaste plaine du Marchfeld, puis nous nous mîmes en route pour aller passer la nuit à Ernstbrunn. Le lendemain, nous continuâmes notre retraite jusqu'à Znaïm.

CHAPITRE V.

METTERNICH AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1809).

Metternich prend la direction du département des affaires étrangères, à la place de Stadion. — Entretien avec l'Empereur François. — Entretien avec le comte de Stadion. — Metternich accompagne l'Empereur à Komorn. — Armistice de Znaïm. — Champagny propose d'ouvrir des négociations. — Altenburg est choisi comme lieu de réunion. — Metternich est nommé ministre d'État. — L'Empereur François à Totis. — Le prince Jean de Liechtenstein, général en chef de l'armée. — Retraite de l'archiduc Charles à Teschen. — Le général Nugent, second plénipotentiaire pour les négociations. — Inutilité des conférences d'Altenburg. — Singulière proposition de Champagny. — Le prince Jean de Liechtenstein est envoyé à Vienne. — Hésitations. — Portrait de Jean de Liechtenstein. — Rupture des négociations d'Altenburg. — Liechtenstein chez Napoléon. — Son retour à Totis. — Histoire de la paix de Vienne. — Ratification du traité. — Fin de l'intérim de Metternich ; il prend les fonctions de ministre des affaires étrangères. — Retour à Vienne, dans le palais de la chancellerie d'Etat. — Réflexions sur les suites de la prise d'armes de 1809. — Esquisse de la nouvelle situation. — Metternich se familiarise avec ses nouveaux devoirs. — Le prince Charles de Schwarzenberg est envoyé comme ambassadeur à Paris. — Premières ouvertures relatives aux vues de Napoléon sur la main de Marie-Louise. — Entretien avec l'Empereur François à ce sujet. — Réponse de Marie-Louise. — Décision de l'Empereur François. — Importance de cet événement.

Le 8 juillet, dans la matinée, l'Empereur me fit appeler chez lui. Il m'accueillit par les paroles suivantes : « Le comte de Stadion vient de me remettre sa démission ; je vous confie à sa place le département des affaires étrangères. »

Je priai Sa Majesté de ne pas considérer cette résolution

comme définitive. « J'ai deux raisons, lui dis-je, pour Lui adresser cette prière : la première, c'est que je ne crois pas le moment favorable pour un changement de ministère ; l'autre, qui n'a pas moins de poids à mes yeux, c'est que je ne crois pas être l'homme qu'il faut pour occuper ce poste. Ni mes goûts, ni mes aptitudes, autant que je puis en juger, ne m'appellent aux hautes fonctions que Votre Majesté veut me confier. Ce n'est pas sur les difficultés de l'heure présente que je base mon opinion, c'est sur la connaissance que j'ai de moi-même. Je me regarde comme incapable de tenir les rênes d'un grand empire ; je ne suivrais en rien les errements d'hommes plus éclairés que je ne le suis ; mais en n'agissant pas comme eux je courrais risque de m'égarer ; or, ma conscience ne me permet point d'exposer Votre Majesté et l'État à un danger pareil. En outre, si le comte de Stadion se retire du ministère le surlendemain de la bataille de Wagram, on dira avec raison que Votre Majesté renonce à poursuivre une entreprise qui lui a déjà coûté tant de sacrifices ; ce changement de ministre serait à mes yeux une faute grave. »

L'Empereur me répondit avec ce calme qui ne l'abandonna jamais dans les plus grandes crises, — et quel Souverain en a traversé plus que l'Empereur François? — avec cette force d'âme et cette fermeté de caractère qui sont l'apanage des princes nés pour régner : « Ce que vous me dites de la retraite de Stadion et de l'effet qu'elle produira est parfaitement juste ; mais il a persisté dans son refus, et j'ai dû lui céder, car on ne doit jamais forcer un homme à rester à un poste qu'il veut quitter, si ce poste l'appelle à manier de grandes affaires. Je n'applique pas cette règle aux objections que vous élevez contre votre entrée au ministère ; loin d'être à mes yeux des obstacles, les difficultés qui vous arrêtent ont pour moi la valeur de raisons déterminantes et me confirment dans le choix que j'ai fait de votre personne. J'ai moins peur des hommes qui doutent de leurs moyens que de ceux qui se croient capables de tout. Je compte sur le sentiment que vous avez de la gravité de la situation, et sur votre patriotisme. Entendez-vous d'ailleurs avec le comte de Stadion au

sujet de la meilleure marche à suivre pour opérer ce changement de ministère, et faites-moi savoir ce que vous aurez décidé ensemble. »

« — Je ferai ce que Votre Majesté m'ordonne, répliquai-je; je La supplie de croire que mon éloignement pour ces nouvelles fonctions n'a aucun rapport avec la crise actuelle; il tient à des raisons toutes différentes; que Votre Majesté daigne en même temps m'accorder une prière pour le cas où mes efforts pour faire rester le comte de Stadion à son poste seraient infructueux : c'est de me remplacer le jour où Elle me verra faire fausse route. »

« — Je vous le promets, me répondit l'Empereur, mais j'espère que nous ne serons jamais dans ce cas ni l'un ni l'autre. »

Je me rendis immédiatement chez le comte de Stadion, que je trouvai irrévocablement décidé à se retirer. Un des principaux traits du caractère de ce ministre, c'était une grande fermeté; si cette qualité si précieuse n'avait pas été affaiblie par une précipitation dangereuse dans ses effets, la guerre de 1809 n'aurait pas été entreprise sous d'aussi tristes auspices. Quand je vis que je ne pouvais réussir à le faire revenir sur sa résolution, j'amenai l'entretien sur un terrain où je ne craignais pas d'être vaincu, connaissant le noble caractère du comte de Stadion. Je fis appel à son sentiment du devoir et parlai des suites qu'aurait forcément sa retraite subite. Voici ce que j'obtins : nous convînmes de proposer à l'Empereur de donner l'ordre à l'archiduc Charles de continuer sa retraite vers la Bohême; quant au comte de Stadion, il resterait comme ministre près de l'archiduc. Sa Majesté se mettrait à la tête de l'armée de Hongrie; moi, j'accompagnerais l'Empereur et remplirais par intérim les fonctions de ministre des affaires étrangères auprès de sa personne. Enfin nous tombâmes d'accord sur un dernier point : c'est que la retraite définitive du comte de Stadion serait ajournée jusqu'à la fin de la guerre et dépendrait de l'issue de la campagne. Puis nous allâmes ensemble trouver l'Empereur, qui approuva cet arrangement.

Ici j'avoue, dans toute la sincérité de mon âme, que la lourde responsabilité qui venait de m'être imposée n'avait d'autre contre-poids en moi-même que le sentiment du devoir. Exempt d'ambition, comme je l'ai été toute ma vie, je ne sentais que le poids de la chaîne qui allait m'ôter toute liberté personnelle, et, si j'avais été moins calme, j'aurais plié sous le faix.

Bientôt après avoir pris les résolutions dont je viens de parler, l'Empereur quitta Znaïm, et je l'accompagnai en Hongrie. Nous prîmes par le défilé de la Jablunka et nous rendîmes directement à Komorn. Le comte de Stadion, de son côté, alla rejoindre l'archiduc Charles. Je fis le voyage de Znaïm à Komorn dans la voiture de l'Empereur, et j'en profitai pour exposer à Sa Majesté la manière dont j'envisageais la situation. Je ne résistai pas à l'influence de cet esprit calme et droit, aux épanchements de cette âme si forte et si pure, et j'acquis la conviction que dans toutes les questions importantes nous serions toujours d'accord, et que j'étais assuré de trouver dans les grandes qualités de l'Empereur ce ferme appui sans lequel un ministre, eût-il les meilleures intentions du monde, ne peut ni tracer ni suivre avec l'espérance du succès un plan bien arrêté. Nous examinâmes avec une complète impartialité la situation dans laquelle se trouvait l'Empire; nous calculâmes les chances que la guerre pouvait encore nous offrir, comme celles que nous présenterait une paix conclue sous de funestes auspices.

Peu de temps après l'arrivée de l'Empereur à Komorn, nous apprîmes les détails de la bataille de Znaïm et la nouvelle de la conclusion d'un armistice entre les deux armées. Presque aussitôt je recevais un message de M. de Champagny qui me faisait des ouvertures de paix (41).

Je trouvai l'Empereur disposé à accueillir les propositions du ministre français, et j'offris à ce dernier de nous réunir à Altenburg, ville du comté de Wieselburg. A ce propos surgit une singulière difficulté de forme. Je ne savais pas quel titre prendre pour répondre à M. de Champagny en parlant à la troisième personne. Mon nom tout seul ne pouvait remplacer une qualification : je n'étais plus ambassadeur et n'étais pas

encore ministre. Je fis part de mon embarras à Sa Majesté, qui décida que je prendrais le titre de ministre d'État.

Comme les négociations devaient avoir lieu à Altenburg, et qu'aux termes de l'armistice de Znaïm cette ville se trouvait en deçà de la ligne de démarcation française, elle fut déclarée neutre. L'Empereur s'installa dans le château de Totis; bientôt le général en chef de l'armée, prince Jean de Liechtenstein, vint à son tour et y établit son quartier général. Le 31 juillet, ce dernier avait pris le commandement en chef à Littau, tandis que l'archiduc Charles se retirait à Teschen. Le général comte de Bubna fut désigné comme commissaire militaire près de Napoléon. L'Empereur m'ayant confié les fonctions de premier plénipotentiaire pour les négociations, je priai Sa Majesté de m'adjoindre comme second plénipotentiaire un officier de distinction. Le choix de mon maître tomba sur le général comte de Nugent, qui pendant la campagne avait rempli les fonctions de chef d'état-major du corps commandé par l'archiduc Jean.

Connaissant à fond les hommes avec lesquels je devais discuter d'aussi graves intérêts, je ne pouvais croire que Napoléon voulût négocier sérieusement. Il avait besoin de refaire son armée après les succès qu'il venait d'obtenir au prix de si grands sacrifices. Il savait que de son côté l'armée autrichienne se reformerait; s'il n'avait senti la nécessité d'un point d'arrêt dans les opérations, il n'eût pas manqué de poursuivre ses avantages. Tout ce que je pouvais donc attendre des conférences d'Altenburg, c'est qu'elles nous amèneraient à une reprise des hostilités ou qu'elles aboutiraient à une paix imposée par d'autres moyens que ceux qu'il proposait. Les instructions que j'emportais à Altenburg étaient fort simples. Ma tâche se bornait à tirer la situation *morale* au clair, de telle sorte que l'Empereur fût mis à même de prendre une résolution définitive, c'est-à-dire de conclure la paix ou de continuer la guerre.

Je n'ai pas l'intention d'entrer ici dans les détails de ce simulacre de négociation (42); pendant que la diplomatie paraissait agir, les deux armées restaient en présence et s'efforçaient

de rallier à elles tous les corps disponibles. Je me bornerai donc à rappeler un fait qui peint la duplicité politique de Napoléon et la servilité de ses agents.

J'ouvris les négociations en demandant que les conférences fussent divisées en *séances officielles avec protocole* et en *simples discussions sans protocole*. M. de Champagny me dit qu'il n'était pas autorisé à dresser des protocoles, mais qu'il était prêt à en référer à son maître. Malgré la petite distance qui séparait notre lieu de réunion de Schœnbrunn, où était le quartier général de Napoléon, plusieurs jours se passèrent sans que l'Empereur répondît. Enfin la réponse arriva, mais elle était négative. Je déclarai alors que je ne pouvais attribuer aux pourparlers des plénipotentiaires la valeur d'une négociation, et qu'ils ne pouvaient être, à mes yeux, qu'un acheminement à une négociation sérieuse. C'est ainsi que les pourparlers se prolongèrent pendant une quinzaine de jours; tout à coup, à la suite de l'arrivée d'un courrier venant de Schœnbrunn, M. de Champagny m'adressa une note par laquelle il m'informait que l'Empereur son maître avait pesé les avantages qui pourraient résulter de l'adoption de la forme que je proposais; que non-seulement il consentait à ce qu'on dressât des protocoles, mais qu'il désirait même qu'on présentât à mon approbation des protocoles *déjà tout rédigés,* afin que les pourparlers antérieurs ne fussent pas perdus pour la paix. En effet, à la note du plénipotentiaire français était jointe une liasse de rapports sur *des conférences qui n'avaient pas eu lieu*. Je répondis à M. de Champagny que dans une affaire aussi grave que celle qui nous réunissait, je n'avais pas l'habitude de me servir, pour rendre ma pensée, d'une autre plume que de la mienne, que je ne pouvais donc pas consentir à mettre ma signature au bas d'actes sans valeur; que j'étais prêt toutefois à admettre comme authentiques les dires attribués par les *prétendus protocoles* aux plénipotentiaires français, mais sous la réserve formelle que mes paroles y seraient remplacées par celles que j'étais prêt à reproduire dans des actes officiels. Sur cette déclaration, M. de Champagny retira la proposition qu'il m'avait faite. Le texte des protocoles ainsi

fabriqués était disposé de telle sorte que, dans le cas d'une reprise des hostilités, Napoléon aurait pu s'en servir pour la rédaction d'un manifeste. Je demandai à M. de Champagny comment il avait pu prendre sur lui de me faire une proposition qui, pour le simple bon sens, ne pouvait être qu'une tentative à la fois vaine et compromettante. Il s'excusa en m'assurant que l'idée ne venait pas de lui; il dit que les prétendus protocoles avaient été *dictés par Napoléon lui-même*, et qu'il était obligé de convenir qu'il n'y avait pas un mot de lui ni de moi dans le texte des actes en question. « Napoléon, lui fis-je observer, a le pouvoir de vous prêter des paroles que votre position ne vous permet peut-être pas de démentir; mais il n'en est pas de même à mon égard; il peut conquérir des empires, mais non pas ma conscience. »

Nous perdîmes ainsi plusieurs jours dans l'inaction; tout à coup, mes doutes sur la sincérité de Napoléon se trouvèrent justifiés.

Le comte de Bubna, qui, ainsi qu'on l'a vu, était au quartier général français en qualité de commissaire militaire, fut chargé par Napoléon de demander à l'Empereur François d'envoyer le prince Jean de Liechtenstein à Vienne. « Les diplomates, ajouta Napoléon, ne savent pas en finir avec une affaire comme celle-ci; nous autres soldats, nous nous y entendons mieux. Que l'Empereur m'envoie le prince de Liechtenstein, et dans l'espace de vingt-quatre heures tout sera arrangé; je dirai au prince ce que je désire, ce que je demande à l'Empereur, et ce dernier cédera, parce qu'il est juste et sage. Ce que je veux, ce n'est pas la ruine de l'Empire d'Autriche, mais son affermissement. Ce que j'ai dit de blessant à l'égard de l'Empereur François au début de la guerre n'était qu'une simple phrase; ce sont de ces choses que l'on se permet avant la bataille. »

Je fus avisé de la mission du feld-maréchal prince de Liechtenstein par un aide de camp qui le précédait avec l'ordre d'annoncer sa prochaine arrivée à Vienne. Le prince le suivit de près; il descendit chez moi à Altenburg. Il me remit une lettre de l'Empereur François; Sa Majesté m'informait que

cette mission n'avait d'autre but que d'apprendre enfin ce que Napoléon voulait, et que le feld-maréchal avait ordre de tout écouter, mais de n'entrer en discussion sur aucun point. Après que le prince, de son côté, m'eut donné connaissance de ses instructions, je lui dis : « Si j'avais su tout cela avant que vous eussiez franchi les avant-postes de l'armée française, j'aurais pris sur moi de vous demander d'attendre que j'eusse parlé à l'Empereur. A Altenburg, cela n'est plus possible; vous êtes dans les lignes ennemies, et il faut que vous continuiez votre route. Mais laissez-moi vous rendre attentif à un point; de deux choses l'une : ou bien Napoléon voudra vous entraîner à une démarche compromettante pour notre cause, ou bien il vous empêchera de retourner à votre poste. L'armée a besoin de son chef; Napoléon le sait fort bien, et voilà pourquoi il vous éloigne de vos troupes. Il veut imposer à l'Empereur une paix à laquelle celui-ci ne peut consentir, ou lui enlever les moyens de continuer la guerre. » Le prince, fortement ébranlé par mes paroles, se déclara prêt à retourner à Totis. Je lui fis comprendre qu'il devait accomplir la mission dont il s'était chargé, mais qu'il devait aussi faire tous ses efforts pour ne pas dévier de la ligne à suivre.

Je regarde comme un devoir d'esquisser ici le portrait du prince de Liechtenstein, qui fut un des hommes les plus honorables de cette triste époque. Il était né pour le métier des armes; par contre, les qualités qui constituent l'homme d'État lui faisaient défaut. Plein de zèle pour le bien, doué de remarquables qualités d'esprit, se distinguant par une bravoure à toute épreuve, ardent patriote et toujours prêt à tous les sacrifices, mais manquant de ce calme qui est nécessaire pour juger les hommes et les choses à leur véritable valeur, il avait déjà succombé en 1805 à la puissance merveilleuse que Napoléon savait exercer sur ceux qu'il croyait avoir intérêt à gagner. Le prince Jean ne voyait en Napoléon que le soldat; à ce titre il croyait pouvoir se mesurer avec lui. Il se faisait illusion, et dès lors il ne pouvait échapper aux piéges d'un homme qui réunissait à un degré si remarquable les facultés les plus diverses.

Lorsque le feld-maréchal eut quitté Altenburg, je tâchai de rencontrer M. de Champagny. Je l'informai que, puisque nous allions passer forcément quelques jours dans l'inaction, je comptais me rendre à Totis, mais que j'étais cependant prêt à retourner à Altenburg, dès que le prince de Liechtenstein serait arrivé au quartier général français et que j'aurais reçu les premières nouvelles de sa mission. « D'ailleurs, ajoutai-je, ces nouvelles nous présageront la rupture des négociations d'Altenburg. » M. de Champagny ne voulut pas admettre ma prédiction. Le lendemain matin, je courus chez l'Empereur; je rencontrai à Totis le comte de Stadion, qui venait d'arriver de la Bohême.

Je ne cachai pas ma crainte à l'Empereur, et je pus me convaincre qu'il n'avait consenti à envoyer le prince de Liechtenstein vers Napoléon que sur la foi des engagements pris par ce dernier et à la suite d'une réunion des ministres, qui s'était prononcée en faveur de cette tentative. Avant de quitter Totis, le prince de Liechtenstein s'était acquitté de ses devoirs militaires et avait pris à tout hasard toutes les mesures nécessaires pour la reprise des hostilités. Je me trouvais réduit ainsi à une attente passive, d'autant plus que le comte de Stadion avait consenti à reprendre son portefeuille en cas de rupture.

Le lendemain de mon retour auprès de l'Empereur, je fus informé par M. de Champagny que Napoléon venait de l'appeler à Vienne, et que, par suite, les négociations d'Altenburg devaient être considérées comme rompues.

Je restai plusieurs jours sans recevoir de nouvelles de Vienne. Le prince de Liechtenstein avait rendu compte de l'accueil bienveillant qu'il avait reçu de Napoléon; il avait ajouté que toutefois ce dernier avait refusé de lui parler de l'objet de sa mission, et qu'à cette fin il l'avait renvoyé au duc de Bassano (Maret), qui était alors ministre secrétaire d'État, ou, ce qui revient au même, chef du cabinet personnel de l'Empereur. J'en conclus que probablement mes autres prévisions ne tarderaient pas à se réaliser. Partant de là, je portai toute mon attention du côté des préparatifs militaires; les ressources dont

nous disposions encore étaient immenses. Les démonstrations que faisait l'armée russe du côté de la Galicie ne m'inquiétaient pas. J'engageai l'Empereur à regarder en avant, rien qu'en avant. Sa Majesté commençait à perdre patience ; elle décida le rappel du prince de Liechtenstein, et je fus chargé d'expédier l'ordre du souverain.

Le 14 octobre, vers le soir, je me promenais sur la route de Totis à Vienne, lorsque je vis venir vers moi des équipages que je reconnus pour être ceux du prince de Liechtenstein. Quand il m'eut aperçu, le prince fit arrêter sa voiture, en descendit d'un bond et me dit : « Je vous apporte la paix, mais je vous apporte aussi ma tête ; l'Empereur fera de l'une et de l'autre ce qu'il lui plaira. »

Voici ce qui s'était passé à Vienne. Napoléon, comme je l'ai déjà dit, s'était refusé à s'entretenir avec le prince de Liechtenstein de l'objet de sa mission, et avait adressé l'envoyé autrichien au duc de Bassano. Celui-ci, de son côté, déclara au feld-maréchal que, n'étant pas ministre des affaires étrangères, il était obligé d'attendre l'arrivée de M. de Champagny, que l'Empereur avait chargé du rôle de négociateur. Le prince de Liechtenstein protesta avec énergie qu'il n'était chargé d'aucune *négociation*. Le duc de Bassano ne tint pas compte de ses paroles. « Vous discuterez l'affaire avec M. de Champagny, dit-il ; vous vous entendrez sans peine avec un homme aussi conciliant que bien instruit des volontés de l'Empereur. » Le feld-maréchal ayant fait observer que le lieu choisi pour les négociations était Altenburg, le duc de Bassano lui répliqua que l'Empereur son maître avait rappelé son plénipotentiaire parce qu'il était impossible de négocier en deux endroits à la fois. Là-dessus, le prince de Liechtenstein déclara qu'il allait quitter Vienne immédiatement. « Vous ne le pouvez pas, lui répondit le duc de Bassano ; l'Empereur regarderait votre départ comme le signal de la rupture de l'armistice ; ce serait vous qui, séparé de votre armée, compromettriez son sort et, par suite, celui de votre pays. Et que faut-il pour éloigner de vous une aussi terrible responsabilité ? Un délai de quelques jours, le temps de connaître les propositions que Napoléon

compte faire à l'Empereur votre maître. » Acculé dans cette impasse, le prince de Liechtenstein se décida à rester.

Après l'arrivée de M. de Champagny commencèrent, sous le nom de *pourparlers,* des conférences qui, dans la nuit du 13 au 14 octobre, aboutirent à la signature d'un acte que le ministre français avait rédigé sous le nom de *Projet de traité de paix à porter à la connaissance de l'Empereur d'Autriche.* Après la signature des actes que le prince de Liechtenstein considérait comme un simple projet et non comme un traité définitif, ce dernier rentra chez lui à cinq heures du matin ; il avait commandé ses chevaux de poste pour dix heures, lorsque tout à coup, à la pointe du jour, il entendit des coups de canon. Il demanda ce que signifiaient ces détonations, et on lui dit qu'elles annonçaient à la capitale de l'Autriche la *signature du traité de paix.* Il voulut aller sur-le-champ demander raison à Napoléon de ce qui s'était passé ; mais celui-ci venait de quitter Schœnbrunn avec sa suite !

Voilà l'histoire, connue seulement dans un cercle très-restreint, de la paix de Vienne du 14 octobre 1809 (43). Ce traité, empreint d'une mauvaise foi évidente, fut conclu en dépit de tous les principes du droit des gens.

La résolution de l'Empereur François ne pouvait être douteuse dans une situation aussi grave. Sous peine de compromettre son propre salut et celui de son Empire, il ne pouvait continuer les hostilités, il ne pouvait repousser une paix dont la nouvelle avait été accueillie avec transport par le tiers des provinces qui lui restaient encore. L'Empereur ratifia le traité.

Par ce fait, les fonctions dont j'avais été chargé par intérim vinrent à cesser. A partir de ce moment, je devins véritablement ministre des affaires étrangères, et j'avoue sans détour que je pris le portefeuille avec plus d'assurance que je n'en avais eu trois mois auparavant. Ce qui venait de se passer me fit découvrir en Napoléon un côté qui le rapetissait singulièrement à mes yeux, et relevait dans une égale mesure devant ma conscience la cause que j'avais à défendre.

A la fin du mois de novembre, je retournai avec l'Empereur

à Vienne, et je descendis au palais de la chancellerie de Cour et d'État (44).

Les conditions de l'acte du 14 octobre furent exécutées avec une loyauté parfaite. Les points de l'Empire encore occupés par les troupes françaises et par celles de la Confédération du Rhin furent évacués, et la contribution de guerre fut acquittée aux termes convenus. Le retour de l'Empereur dans sa capitale fut une véritable entrée triomphale. La population de Vienne et celle des provinces qui étaient délivrées de la présence d'un ennemi qui entendait merveilleusement l'art d'épuiser toutes les ressources des pays occupés par lui, ne voyaient pas plus loin que leur existence. Napoléon possédait aux yeux de l'Europe une puissance irrésistible, sous le joug de laquelle il fallait se courber. Dans l'opinion des masses, il ne s'agissait plus de se soustraire à cette fatalité, mais de diminuer autant que possible le poids de la servitude. Mes pensées à moi devaient s'élever plus haut. En songeant à l'immense responsabilité qui pesait sur moi, je ne trouvai que deux forces sur lesquelles il me parut possible de m'appuyer : l'inébranlable énergie de l'Empereur François et ma conscience.

Les suites de la prise d'armes de 1809 furent désastreuses pour l'Autriche. La soi-disant paix de Vienne avait enfermé l'Empire dans un cercle de fer, lui avait enlevé ses communications avec la mer Adriatique, et l'avait enveloppé, depuis Brody, point extrême au nord-est du côté de la Russie, jusqu'aux frontières du sud-est vers l'Empire ottoman, d'une ligne d'États placés sous la domination de Napoléon ou sous son influence directe. L'Empire, serré comme dans un étau, n'était plus libre de faire un mouvement; de plus, le vainqueur avait fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher le vaincu de reprendre des forces : par un article secret du traité de paix, il avait fixé à un maximum de 150,000 hommes l'effectif de l'armée autrichienne.

Appelé à la pénible mission de protéger l'existence politique de l'Empire dans ces déplorables conditions, j'envisageai la situation générale du continent européen et la situation particulière de l'Autriche, je pesai les maux qui affligeaient les

divers États, et je tins égaux les deux plateaux de la balance afin de juger impartialement et ma position et les devoirs qui m'incombaient.

L'origine des maux qui accablaient l'Europe me paraissait être la révolution sociale, telle qu'elle avait éclaté en France en 1789. La conséquence logique de ce mouvement était le despotisme militaire à sa plus haute puissance, incarné dans Napoléon Si les guerres amenées par la Révolution avaient préservé l'Allemagne et l'Autriche de la contagion des théories sociales pendant les vingt dernières années (1789-1809), — car les peuples n'aiment pas à regarder comme des bienfaits les leçons qu'on vient leur donner les armes à la main, — je reconnaissais en même temps, grâce à la situation où Napoléon se trouvait, qu'il était lui-même une digue contre les efforts de l'anarchie en France et dans les pays sur lesquels pesait son bras de fer. Guidé par ces vues, je reléguai les questions sociales au second plan, et, dans mes préoccupations, je donnai la première place à la conservation du noyau qui, après nos funestes campagnes, formait encore l'Empire d'Autriche. Emporté par le désir de s'assurer la *domination définitive* du continent européen, Napoléon avait dépassé les limites du *possible;* cela ne faisait aucun doute pour moi. Je prévoyais, d'autre part, que lui et ses entreprises n'échapperaient pas à une ruine soudaine. Le *quand* et le *comment* étaient pour moi des énigmes. Ainsi ma conscience me traçait la voie que j'avais à suivre pour ne pas entraver la marche naturelle des événements, et pour ne pas enlever à l'Autriche les chances de relèvement que la première de toutes les forces, la force des choses, pouvait réserver tôt ou tard à son héroïque souverain.

Comme je devais avant tout attendre les événements qui allaient suivre le retour de Napoléon dans sa capitale, je profitai de mes loisirs momentanés pour me mettre au courant des devoirs multiples d'un ministre des affaires étrangères. Je commençai cette étude dès mon arrivée à Vienne. Tout d'abord je donnai à la chancellerie une organisation intérieure plus conforme aux besoins du moment, et je m'inspirai en cela des idées du prince de Kaunitz (45).

Sur ma proposition, l'Empereur François avait confié l'ambassade en France au prince Charles de Schwarzenberg. C'était le meilleur choix qu'on pût faire ; la suite des événements l'a bien prouvé.

Avant comme après la conclusion de la paix de Vienne, il n'y avait pas eu un mot d'échangé entre Napoléon et le cabinet autrichien relativement aux projets de mariage de l'Empereur des Français. Nous étions instruits des négociations que Napoléon avait entamées avec la Cour de Russie en vue d'une union avec une grande-duchesse, et nous savions aussi qu'il était résolu à rompre son mariage avec l'Impératrice Joséphine, mariage d'ailleurs entaché d'irrégularité. Nous nous doutions si peu de ses vues sur une archiduchesse d'Autriche, que lorsque M. de Laborde nous les fit entrevoir, nous crûmes être les jouets d'un rêve. Mais il nous fallut bien croire que la chose était sérieuse lorsqu'à l'occasion d'un bal masqué Napoléon en personne pria ma femme, qui était restée à Paris, de me faire connaître ses intentions. Voici ce qui arriva :

Dans un bal masqué donné par l'archichancelier Cambacérès, et auquel ma femme avait été invitée d'une façon très-pressante, un masque s'empara du bras de madame de Metternich. Celle-ci reconnut aussitôt Napoléon. Le masque conduisit ma femme dans un cabinet à l'extrémité des appartements. Après quelques propos insignifiants, Napoléon lui demanda si elle croyait que l'archiduchesse Marie-Louise accepterait sa main, et que l'Empereur son père consentirait à cette union. Ma femme, très-surprise, affirma qu'il lui était impossible de répondre à cette question. Napoléon lui demanda ensuite si, à la place de l'archiduchesse, elle lui accorderait sa main. Elle lui assura qu'elle la lui refuserait certainement. « Vous êtes méchante, lui dit l'Empereur ; écrivez à votre mari, et demandez-lui ce qu'il pense de la chose. » Ma femme s'y refusa, et lui indiqua le prince de Schwarzenberg comme l'intermédiaire qui devait le mettre en rapport avec la Cour impériale. Elle ne manqua pas d'instruire aussitôt l'ambassadeur, qui se trouvait au bal, de ce qui s'était passé entre elle et l'Empereur.

Le lendemain matin, le prince Eugène parut chez le prince de Schwarzenberg et lui fit les mêmes ouvertures, « au nom de l'Empereur et de l'aveu de l'Impératrice Joséphine, sa mère ». L'ambassadeur déclara qu'il ne pouvait accepter cette communication que *ad referendum*.

Un courrier m'ayant apporté cette nouvelle, je me rendis chez l'Empereur. « Votre Majesté, lui dis-je, se trouve dans une situation dans laquelle le Souverain et le père seuls peuvent dire oui ou non. Il faudra que vous disiez l'un ou l'autre, car une réponse évasive ou dilatoire n'est pas possible. »

L'Empereur se recueillit un instant, puis il me demanda ce que je ferais à sa place.

« Il y a, répondis-je, dans la vie des États comme dans celle des particuliers, des cas où un tiers ne saurait se mettre à la place de celui qui est responsable de la résolution à prendre. Ces cas sont tout particulièrement ceux où le calcul ne suffit pas pour amener une résolution. Votre Majesté est Souverain et père ; c'est à Elle seule qu'il appartient de consulter ses devoirs de père et d'Empereur. »

« — C'est ma fille que je charge de décider, répliqua l'Empereur avec chaleur ; comme je ne lui ferai jamais violence, je désire, avant de prendre en considération mes devoirs de Souverain, savoir ce qu'elle entend faire. Allez trouver l'archiduchesse, et venez ensuite me rendre compte de ce qu'elle vous aura dit. Je ne veux pas l'instruire moi-même de la demande de l'Empereur des Français, afin de ne pas avoir l'air de peser sur sa résolution. »

Je me rendis immédiatement chez l'archiduchesse Marie-Louise et lui exposai simplement la chose, sans phrases ni détours, sans rien dire pour ni contre la demande de sa main. L'archiduchesse m'écouta avec son calme habituel, et après un instant de réflexion elle me demanda : « Quelle est la volonté de mon père ? »

« — L'Empereur, lui répondis-je, m'a chargé de demander à Votre Altesse Impériale quel parti Elle compte prendre dans une circonstance où il s'agit de l'avenir de toute Son

existence. Ne demandez pas ce que veut l'Empereur, dites-moi ce que vous voulez vous-même. »

« — Je ne veux que ce que mon devoir me commande de vouloir, répliqua l'archiduchesse; quand il s'agit de l'intérêt de l'Empire, c'est lui qu'il faut consulter, et non pas ma volonté. Priez mon père de n'obéir qu'à ses devoirs de Souverain, et de ne pas subordonner ses devoirs à mon intérêt personnel. »

Lorsque j'eus rendu compte à l'Empereur du résultat de ma démarche, il me dit avec la droiture et la franchise qu'il montrait dans les circonstances les plus difficiles : « Ce que vous me dites ne me surprend pas; je connais trop bien ma fille pour ne pas m'être attendu à une pareille réponse. J'ai employé le temps que vous avez passé près d'elle à prendre mon parti. Mon consentement à ce mariage assurera à la monarchie quelques années de paix politique, que je pourrai consacrer à guérir ses blessures. Je me dois tout entier au bonheur de mes peuples; il ne m'est donc pas permis d'hésiter. Envoyez un courrier à Paris pour annoncer que j'accéderai à la demande de l'Empereur des Français, mais sous la réserve formelle que ni d'un côté ni de l'autre il ne sera posé de condition : il est des sacrifices qui ne doivent être souillés par rien de ce qui ressemble à un marché. »

Voilà la vérité sur le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise (46).

Comme Napoléon avait sondé le prince de Schwarzenberg pour savoir s'il serait agréable à l'Empereur François d'obtenir de lui quelques concessions, l'ambassadeur lui répéta les termes mêmes dont s'était servi son maître.

Une question qui passionnait tout naturellement le public, c'était celle du divorce entre Napoléon et Joséphine. Cette question n'existait pas pour l'Église, ni, par conséquent, pour l'Empereur. Napoléon avait contracté un mariage civil sous la condition formelle que cette union pourrait être rompue; ce mariage était donc sans valeur aux yeux de l'Église. S'il en eût été autrement, il n'aurait jamais pu être question de l'alliance

projetée. La dissolution du prétendu premier mariage n'était donc plus qu'une simple formalité, telle que la loi française la demandait.

On le voit, cet événement traçait comme une ligne de démarcation entre le passé et le présent. Je sentais que désormais toute mon attention, toutes mes pensées devaient se porter sur l'avenir, et je crois avoir rempli cette tâche dans la mesure de mes forces.

CHAPITRE VI.

MISSION SPÉCIALE A PARIS (1810).

Quelles étaient les vues de Napoléon en épousant Marie-Louise? — Le maréchal Berthier demande la main de l'archiduchesse au nom de son maître. — L'archiduc Charles représente Napoléon à la cérémonie des épousailles, à Vienne. — Départ de Marie-Louise. — Metternich est envoyé en mission à Paris. — Séjour à Compiègne. — Premier entretien avec Napoléon. — Metternich établit son domicile à Paris. — Sentiments du peuple français relativement au mariage de l'Empereur. — Napoléon offre d'annuler la médiatisation des maisons de Schwarzenberg et de Metternich. — Prolongation du séjour à Paris. — Son père le remplace à Vienne. — Voyage à Cambrai. — Le bal chez Schwarzenberg. — Affaires de détail. — Fréquentes relations avec la Cour. — Les archives de l'Europe. — Manière de voir de Napoléon au sujet de l'Angleterre. — Metternich sonde Napoléon sur la question turque. — La situation vis-à-vis de la Russie commence à être tendue. — Choix d'un nouveau Prince Royal de Suède. — Netteté des vues de Napoléon relativement à la Russie. — Audience de congé. — Retour à Vienne. — Voyage à Grätz pour rejoindre l'Empereur François. — Appréciations. — Propositions d'alliance de Schuwalow. — Notre situation vis-à-vis de la Prusse.

Comme la démarche de Napoléon était forcément calculée, je regardai comme mon premier, comme mon plus sérieux devoir, de chercher à découvrir quel avait été le mobile de l'Empereur. L'alliance de Napoléon avec la famille impériale d'Autriche était basée sur un calcul, cela ne faisait aucun doute. Quel pouvait être ce calcul?

Le conquérant veut-il remettre l'épée au fourreau et fonder l'avenir de la France et de sa famille sur les principes de l'ordre à l'intérieur et de la paix au dehors?

Ou bien le prince guerrier aspire-t-il à fonder une dynastie en s'appuyant sur l'Autriche, et à poursuivre en même temps son système de conquêtes?

Voilà quelles étaient les questions de la solution desquelles dépendait l'avenir. Le premier cas ne me semblait pas probable, vu le caractère de Napoléon; la seconde hypothèse reposait sur des prévisions si peu réalisables, que je ne pouvais guère m'y arrêter, bien que l'esprit aventureux de ce prince la justifiât jusqu'à un certain point. Je pris donc le parti de proposer à l'Empereur de me rendre à Paris en même temps que la nouvelle Impératrice, et d'y rester jusqu'à ce que j'eusse tiré la situation au clair. L'Empereur agréa ma proposition, et, le moment venu, je me mis à l'œuvre.

Le maréchal Berthier, revêtu du titre de prince de Neuchâtel et de Wagram, avait été envoyé à Vienne pour demander au nom de son maître la main de l'archiduchesse Marie-Louise. L'archiduc Charles, muni de la procuration de Napoléon, représenta le fiancé à l'autel, et l'Impératrice fut reçue par les envoyés français à Braunau, où elle trouva la Reine de Naples, sœur de Napoléon. La population de l'Autriche accueillit cette union avec l'enthousiasme qui, après de longues guerres et d'immenses sacrifices, salue avec bonheur toute espérance de repos; elle y vit un gage de paix (47). Les espérances de l'Empereur et les miennes n'allaient pas si loin : nous nous bornions à compter sur un temps d'arrêt, qui nous permît de nous refaire pour le cas probable où il faudrait encore une fois défendre les intérêts de l'Empire.

Pour ne pas suivre la même route que l'Impératrice Marie-Louise, qui se rendait à Paris par l'Allemagne du Sud et Strasbourg, je pris par Metz pour aller à Compiègne, où m'avait appelé une invitation de Napoléon. Là, je trouvai le prince de Schwarzenberg et ma femme, qui étaient venus de Paris. Tous les membres de la famille impériale étaient réunis au château de Compiègne, que l'Empereur avait fait restaurer magnifiquement pour recevoir sa nouvelle épouse. Au moment où j'arrivai à Compiègne, Napoléon venait de quitter le château pour aller au-devant de l'Impératrice, et c'est ainsi

que je ne fus reçu par lui qu'après sa première entrevue avec elle.

Napoléon parut content de me revoir. Il se plut à m'exprimer la satisfaction qu'il éprouvait à voir terminée l'affaire qui alors l'absorbait tout entier, entra dans tous les détails sur la manière dont elle s'était conclue, et ne cessa de revenir sur son thème favori, me disant que nous n'avions rien négligé pour ajouter encore au bonheur que lui causait le grand événement du jour. Il me parla d'un complet oubli du passé, de l'inauguration d'une ère de bonheur et de paix, de la certitude où nous étions que rien désormais ne pourrait plus troubler l'union que nous venions de cimenter. Je lui répondis en lui exprimant le désir de m'entretenir avec lui, pendant mon séjour à Paris, de plusieurs questions très-importantes pour nous et touchant à l'intérêt commun des deux Empires (48).

La difficulté soulevée par l'Église relativement au divorce amena la conversation sur le différend qui existait entre Napoléon et le Saint-Siége, et je ne crus pas pouvoir refuser nos bons offices en vue d'amener une entente entre le Pape Pie VII et l'Empereur des Français. Malgré l'insuccès de cette démarche en ce qui touche l'affaire principale, je n'ai pas cru devoir la passer sous silence (49).

Napoléon parla aussi de la dernière guerre, et à ce propos il laissa échapper quelques aveux fort intéressants. Il me dit entre autres choses : « Si au mois de septembre vous aviez recommencé les hostilités et que vous m'eussiez battu, j'aurais été *perdu*. » Voyant qu'il en avait trop dit, il se reprit et remplaça le mot « perdu » par : « *dans un grand embarras* ». Mais je ne le tins pas quitte; je lui dis nettement que je m'en tenais à la première expression, et que cette conviction m'avait rendu bien fort lors des conférences d'Altenburg. Je le remerciai personnellement de n'avoir pas voulu de moi à l'époque où se négociait la paix de Vienne, et je lui affirmai que je n'aurais jamais conclu ce funeste traité. « Et qu'auriez-vous donc fait? » dit Napoléon en m'interrompant.

« — J'aurais fait une paix plus en rapport avec notre force réelle, et partant bien meilleure; sinon, j'aurais fait la guerre. »

« — La guerre? reprit l'Empereur; vous auriez eu tort; il était difficile de me chasser de Vienne; quant à obtenir une paix plus avantageuse que celle que vos négociateurs ont signée à Schœnbrunn, c'était possible, je le crois. »

Des nouvelles récentes de Saint-Pétersbourg annonçaient que le mariage de Napoléon avait été vu de fort mauvais œil en Russie. Je n'en fus nullement surpris, mais cela ne laissa pas de m'inquiéter; car je fis observer à Napoléon que ce que nous désirions, c'était uniquement la paix et la tranquillité; il ne pouvait donc entrer dans nos vues que la Russie se compromît.

« Qu'entendez-vous par là? » me demanda Napoléon.

« — La Russie a peur, répondis-je, et elle agit sous cette influence; elle a peur de la France; elle redoutera nos rapports avec la France; l'inquiétude et la crainte la pousseront à se mettre en mouvement. »

« — Soyez tranquille, dit Napoléon en m'interrompant; si les Russes veulent se compromettre, je ferai semblant de ne pas les comprendre. » A ce propos, il s'étendit longuement sur ses rapports avec cette puissance, et je reconnus que l'Autriche aurait besoin de toute sa sagesse et de toute sa circonspection pour empêcher une rupture avec la Russie.

Après un court séjour à la Cour impériale à Compiègne, je me rendis à Paris, où l'Empereur avait mis à ma disposition l'hôtel du maréchal Ney avec un train de maison complet; toutefois, je ne profitai de cette gracieuseté que dans quelques circonstances exceptionnelles. Ne voulant pas que ma famille fût à charge à la Cour, j'allai m'installer dans la maison que ma femme habitait à la Chaussée-d'Antin depuis mon départ de Paris, au mois de mai 1809.

L'apparition de l'Impératrice Marie-Louise en France fut accueillie dans le public par les mêmes sentiments que son mariage avec Napoléon avait excités en Autriche. La France était lasse de la guerre. Après les nombreux et sanglants combats que l'ambition de Napoléon avait provoqués, vainqueurs et vaincus s'accordaient à désirer, à espérer la paix définitive. J'en trouvais la preuve dans toutes les classes de la popula-

tion, et tout particulièrement au sein même de la famille de l'Empereur.

Dans les autres entretiens que j'eus avec Napoléon, celui-ci ne manqua jamais de protester de ses bonnes intentions à l'égard de l'Autriche. Voulant nous donner, au prince Charles de Schwarzenberg, alors ambassadeur à Paris, et à moi, une marque particulière de sa faveur, il nous proposa d'annuler la médiatisation de nos maisons et de les faire entrer comme membres souverains dans la Confédération du Rhin. Tous deux nous déclinâmes cette offre, que notre position officielle nous défendait d'accepter.

Dans la suite de mes rapports avec l'Empereur, nous reprîmes, pour ainsi dire, le fil de la conversation à l'endroit où nous l'avions brisé avant la guerre. Quoi qu'il en soit, j'étais venu non pour étudier le passé, mais pour tâcher d'entrevoir l'avenir, et, comme j'avais hâte de réussir, je fis observer un jour à l'Empereur que mon séjour à Paris ne pourrait être de longue durée. « Votre Majesté, lui dis-je, m'a fait emmener comme prisonnier en Autriche ; maintenant je reviens à Paris libre de ma personne, mais ayant de grands devoirs à remplir. Aujourd'hui, chargé d'une immense responsabilité, je suis rappelé par le devoir à Vienne. L'Empereur François a désiré me voir assister à l'entrée de sa fille en France, j'ai obéi à ses ordres; mais je vous avoue franchement, Sire, que j'ai une ambition plus haute : je voudrais trouver la ligne de conduite à suivre en politique dans un avenir éloigné. »

« — Je vous comprends, me répondit l'Empereur, vos vœux se rencontrent avec les miens. Restez encore quelques semaines avec nous, et vous aurez toute satisfaction. »

Ces paroles auraient pu me donner l'espérance que mon séjour à Paris serait de courte durée; mais je connaissais trop bien Napoléon pour compter sur de telles promesses. Au lieu de quatre semaines, je fus retenu à Paris pendant près de six mois. Lors de mon départ de Vienne, l'Empereur François avait chargé le ministre d'État prince François-Georges de Metternich, mon père, de diriger la chancellerie de Cour et

d'État. Comme Paris était alors le centre des affaires, mon absence de Vienne ne pouvait amener un changement dans la marche de mon département que dans le cas où mon suppléant aurait d'autres idées que les miennes; or, avec mon père, il ne pouvait pas être question de cela. Je voyais donc que les affaires ne souffriraient pas de mon absence, et je persistai à rester près de Napoléon jusqu'à ce que j'eusse atteint le véritable but de mon voyage en France. La suite de ce récit prouvera que j'ai réussi.

Au mois de mai, Napoléon conduisit son épouse à Bruxelles. L'Empereur m'avait invité à l'accompagner à Cambrai, et c'est ainsi que je fus témoin de l'enthousiasme avec lequel la jeune Impératrice fut partout accueillie par la population. A Saint-Quentin, Napoléon exprima formellement le désir de me voir assister à une audience à laquelle il avait convoqué les autorités de la ville. « Je voudrais vous montrer, ajouta-t-il, comment j'ai l'habitude de parler à ces gens-là. » Je voyais que l'Empereur tenait beaucoup à me prouver l'étendue et la variété de ses connaissances administratives.

Après notre retour, les fêtes données en l'honneur de la nouvelle Impératrice recommencèrent à Paris. La plus remarquable de toutes fut celle qu'organisa le prince de Schwarzenberg pour couronner la cérémonie nuptiale, et qui se termina si malheureusement (50).

Je m'occupai de quelques négociations relatives à l'exécution de certaines clauses du dernier traité de paix (51), et j'arrivai facilement à la solution que nous voulions obtenir. Il était visible que Napoléon désirait nous donner des témoignages de son bon vouloir; je devais tâcher de tirer parti de ces dispositions de l'Empereur pour mener à bien quelques affaires de détail confiées à mes soins (52). Néanmoins le grand intérêt qui m'avait attiré à Paris avait le pas sur tout le reste et guidait toutes mes actions. L'avenir de l'Europe était enveloppé d'un voile que je voulais soulever; dans ce but, il me fallait m'assurer une liberté d'action que des rapports plus étroits avec le conquérant n'auraient fait qu'entraver.

Je restai donc insensible aux prévenances dont Napoléon

savait combler à l'occasion ceux dont il espérait pouvoir tirer parti. Je n'évitai pas la Cour : j'y avais un libre accès; mais, à cause de l'Impératrice Marie-Louise, je n'usais qu'avec une extrême réserve de la latitude qu'on me laissait. Dans les Suppléments *, j'ai consigné quelques détails relatifs à ce

* Ces suppléments sont les deux notes qui suivent.

(*Note de l'Éditeur.*)

I. *Entretien avec Marie-Louise aux Tuileries.* — A peu près deux mois après son mariage, Napoléon me demanda un jour pourquoi je n'allais jamais voir l'Impératrice Marie-Louise, hors des jours de réception ou d'autres occasions plus ou moins solennelles. Je lui répondis que je ne connaissais aucun motif pour en agir différemment, par contre, de bonnes raisons pour en agir ainsi que je le faisais. En me plaçant en dehors de la règle commune, je prêterais à du caquetage; on me taxera de viser à quelque intrigue, je nuirais à l'Impératrice et je sortirais de mon caractère. — « Bah! interrompit Napoléon, je veux que vous voyiez l'Impératrice; allez chez elle demain matin, je lui dirai de vous attendre. »

Le lendemain, je me rendis aux Tuileries. Je trouvai Napoléon chez l'Impératrice. La conversation s'engagea sur des lieux communs, quand Napoléon me dit : « Je veux que l'Impératrice vous parle à cœur ouvert et qu'elle vous confie ce qu'elle pense de sa position; vous êtes son ami, elle doit ainsi ne point avoir de secrets pour vous. » En finissant cette phrase, Napoléon ferma la porte du salon, mit la clef dans sa poche et disparut par une autre porte.

Je demandai à l'Impératrice ce que cette scène devait représenter; elle m'adressa la même question. Voyant qu'elle n'avait point été préparée par Napoléon, je devinai qu'il voulait sans doute me mettre dans le cas de recueillir de la bouche de l'Impératrice des notions satisfaisantes sur les relations de son intérieur, afin de m'engager à en rendre un compte favorable à l'Empereur son père. L'Impératrice en jugea comme moi. Nous demeurâmes enfermés pendant plus d'une heure, quand Napoléon rentra en riant dans l'appartement. « Eh bien, nous dit-il, avez-vous bien causé? l'Impératrice a-t-elle dit bien du mal de moi? a-t-elle ri ou pleuré? Je ne vous en demande pas compte; ce sont vos secrets à vous deux, qui ne regardent pas un tiers, ce tiers fût-il même le mari. »

Nous continuâmes à causer sur un même ton de plaisanterie, et je m'éloignai. Le lendemain, Napoléon chercha une occasion pour me parler : « Que vous a dit hier l'Impératrice? me demanda-t-il. — Vous m'avez dit, lui répondis-je, que notre conversation ne regardait pas un tiers; permettez-moi d'en garder le secret. — L'Impératrice vous aura dit, m'interrompit Napoléon, qu'elle est heureuse avec moi, qu'elle n'a pas une plainte à former. J'espère que vous le direz à votre Empereur, et il vous croira plus que d'autres. »

II. *Conseils à donner à l'Impératrice Marie-Louise.* — Dans le courant de l'été de l'année 1810, Napoléon me retint un jour, après son lever, à Saint-Cloud. Quand nous fûmes seuls, il me dit d'un ton assez embarrassé que je serais à même de lui rendre un service.

« Il s'agit, me dit-il, de l'Impératrice; elle est jeune, sans expérience, et

point; ils pourront servir à faire mieux connaître Napoléon *.

... Pendant ces longs entretiens que Napoléon avait avec moi, il me parlait avec un parfait abandon de ses projets de gouvernement et d'organisation en ce qui concernait la France, et n'entrait dans le domaine de la politique que pour éclaircir certains points d'histoire.

En ce temps-là, un de ses projets favoris était celui de réunir toutes les archives de l'Europe à Paris. Il ferait, me disait-il, un édifice grandiose entre l'École militaire et le dôme des Invalides; il n'entrerait dans la construction des bâtiments que la pierre et le fer, afin d'écarter tout danger d'incendie. C'est là qu'on recueillerait les archives de tous les États de l'Europe. Je lui fis observer qu'il faudrait bien commencer par avoir ces archives entre les mains avant de pouvoir songer à les loger. Il me répondit d'un air de parfaite conviction : « Comment ne les aurais-je pas? Toutes les puissances ne s'empresseront-elles pas d'envoyer leurs archives dans un lieu de dépôt tout à fait sûr? Elles seront sans doute engagées à le faire par le double intérêt de la sécurité et de la science. Jugez vous-

elle ne connaît pas encore les mœurs de ce pays-ci, ni le caractère des Français. J'ai placé près d'elle la duchesse de Montebello; elle est ce qu'il lui faut, mais elle commet parfois des légèretés. Hier, par exemple, se promenant dans le parc avec l'Impératrice, elle lui a présenté un de ses cousins. L'Impératrice lui a parlé, et elle a eu tort; si elle se fait présenter ainsi des jeunes gens, des petits cousins, elle deviendra bientôt la proie des intrigants. Chacun en France a toujours à demander quelque faveur. L'Impératrice sera obsédée, et sans pouvoir faire le bien, elle sera exposée à mille tracas. »

Je dis à Napoléon que je partageais sa manière de voir, mais que je ne comprenais pas bien le motif qui l'engageait à me faire cette confidence.

« C'est, me dit Napoléon, que je désire que vous parliez du fait à l'Impératrice. »

Je lui témoignai ma surprise de ce qu'il ne s'en acquittait pas lui-même. Le conseil, lui dis-je, est bon, il est sage, et l'Impératrice a l'esprit trop droit pour ne point l'apprécier. — « Je préfère, interrompit Napoléon, que vous vous chargiez de la commission. L'Impératrice est jeune, elle pourrait croire que je veux faire le mari morose; vous êtes le ministre de son père et l'ami de son enfance; ce que vous lui direz fera plus d'impression sur elle que ce que je pourrais lui dire. »

* Ici le manuscrit s'arrête brusquement. Ce qui suit est emprunté au texte de la *Clef de ma manière de voir et d'agir*. Voir note 1, lettre B.

(*Note de l'Éditeur.*)

même des avantages immenses qu'en retirera l'histoire. Il s'entend que chaque État devra avoir le droit de tenir ses documents sous la garde d'archivistes, qui tous seront logés près de leurs papiers. Chacun sera libre de conserver chez lui des copies légalisées. Quel avantage immense n'y aurait-il pas à supprimer les distances! On n'aura que deux pas à faire, un corridor à traverser pour puiser dans les trésors historiques de la France, de l'Autriche, de Rome, etc. »

Je ne pus m'empêcher de sourire d'un air d'incrédulité, et je le priai de songer aux difficultés que ce projet rencontrerait de la part des autres États.

« Eh bien ! me dit Napoléon, voilà des idées étroites dont les hommes d'État en Europe ne savent pas se défaire. J'exécuterai mon projet ; les plans de l'édifice sont en confection. » Là-dessus, il me conduisit dans son cabinet, où il me montra un plan de Paris portant l'indication de l'emplacement dont il s'agissait. D'après le plan, le Palais des Archives devait comprendre huit cours intérieures.

Nos conversations sur des questions politiques avaient plutôt le caractère d'études académiques que de discussions sur des affaires du domaine réel. En reprenant ce chapitre, je fus surpris de trouver chez cet homme si merveilleusement doué des idées complétement fausses sur l'Angleterre, sur ses forces vitales et sur sa marche intellectuelle. Il n'admettait pas les opinions contraires aux siennes : il cherchait à les expliquer par des préjugés qu'il condamnait. Il prétendait ruiner l'Angleterre par le blocus continental, et ce fait éventuel avait pour lui la valeur d'une certitude mathématique. Il connaissait parfaitement la situation de l'Allemagne, et de même il portait sur maints détails de la situation de l'Autriche des jugements qui ne manquaient pas de valeur.

Quelque intéressant qu'il fût pour moi d'apprendre à connaître la manière de voir et les idées de cet homme sur les questions les plus diverses, cela ne me fournissait pas assez de points de repère pour me fixer sur ses projets d'avenir. Sous ce rapport, les victoires et les progrès des Russes en Turquie m'offrirent une occasion favorable de sonder Napoléon sur la

question turque. Nous eûmes plusieurs entretiens à ce sujet (53), et c'est à ce propos que Napoléon se mit à soulever le voile sous lequel il avait caché jusqu'alors sa pensée intime. Il ne pouvait, me dit-il entre autres choses, s'opposer à ce que les Russes s'établissent dans les Principautés danubiennes, qui d'ailleurs étaient plutôt russes que turques; les conventions d'Erfurt l'en empêchaient. Mais ce succès des Russes serait le pivot d'une alliance entre la France et l'Autriche, d'une alliance politique basée sur des intérêts communs, bien plus sérieuse que de simples liens de famille comme ceux qui unissaient en ce moment les deux Cours. Il ne permettrait dans aucun cas aux Russes de s'avancer sur la rive droite du Danube, pas plus qu'il n'accepterait le protectorat de la Russie sur la Serbie. Belgrade devait appartenir à l'Autriche. « Il faudrait tâcher de vous emparer de cette place par surprise, ou de vous la faire remettre par les Serbes eux-mêmes. Commencez par la prendre en dépôt; une fois dedans, on ne vous en fera pas sortir. »

Ce ne fut qu'au mois de septembre que Napoléon se livra davantage.

C'est à ce moment que la situation commença à se tendre entre la France et la Russie, à la suite du choix du nouveau Prince Royal de Suède et des exigences toujours plus grandes du blocus continental. Ce fut alors aussi que les idées de Napoléon sur l'attitude qu'il allait prendre à l'égard de l'Empire russe commencèrent à se dessiner, et qu'il me les révéla dans nos entretiens.

Il parlait des complications et des embarras que lui créait le choix du nouveau Prince Royal de Suède. Je lui fis observer qu'il avait sans doute prévu le résultat du fait, qui, à mes yeux, était plutôt une complication franco-russe que suédo-russe; qu'il fallait donc que ce résultat fût d'accord avec ses plans, car autrement il aurait bien su l'empêcher. Napoléon m'assura qu'il était resté dans la plus complète neutralité, et qu'il avait laissé faire la nation. Du reste, mettre un maréchal de France sur le trône de Gustave-Adolphe, c'était un des plus jolis tours qu'on pût jouer à l'Angleterre (54).

Le 20 septembre, Napoléon me retint à Saint-Cloud, sous prétexte de me parler des dernières nouvelles de la Turquie. Dans la conversation, il s'étendit sur la possibilité ou la probabilité de la paix entre les Turcs et les Russes. A ce propos, il en revint à parler de l'élévation du prince de Ponte-Corvo au rang de Prince Royal de Suède.

« J'ai reçu, me dit l'Empereur, des nouvelles de Saint-Pétersbourg, d'après lesquelles cet événement a été accueilli en Russie comme il devait l'être; il n'a pas fait une impression agréable, mais on l'accepte sans rien dire. » Puis il continua ainsi :

« Je regarde l'affaire de Suède comme la cause d'une guerre plus ou moins prochaine avec la Russie. Qu'elle n'excite pas la jalousie de cet Empire, cela n'est pas possible. J'aurai la guerre avec la Russie pour des raisons auxquelles la volonté humaine est étrangère, parce qu'elles dérivent de la nature même des choses. Un jour viendra bientôt — et je suis bien loin de le hâter par mes actes — où la rupture sera inévitable. Quel rôle jouerez-vous alors? Je parle de tout cela non pas à titre officiel, encore moins avec l'idée de vous faire une proposition quelconque, mais simplement comme si nous parlions d'un sujet indifférent. Le cas échéant, il vous faudrait ou bien vous unir à la France, ou bien embrasser la cause de la Russie, et, dans ce cas, rester neutres. En suivant cette dernière voie, vous n'arriveriez à rien. Ce ne serait pas le moyen de vous refaire, et si vous vouliez garder une neutralité simplement apparente pour vous jeter à la fin de la lutte dans les bras du plus fort, le vainqueur vous en saurait peu de gré, et vous retireriez peu de fruit d'une telle conduite. »

« Je considère, continua Napoléon, la possession des provinces illyriennes, telles qu'elles sont aujourd'hui, comme étant de la plus haute importance pour l'Autriche. Ces provinces qui vous appartenaient autrefois et la Dalmatie offrent à votre commerce tous les débouchés qui vous manquent maintenant. Je sens que je vous humilie, que je vous opprime tant que je détiens ces provinces; vous ne pouvez pas avoir d'autre sentiment que celui-là. Il y a donc là une cause permanente

de jalousie et de désaccord entre vous et la France. Repousseriez-vous un jour des conférences ayant pour but d'amener l'échange d'une partie égale de la Galicie contre ces provinces? Le jour où je me verrais forcé de faire la guerre à la Russie, j'aurais un allié puissant et considérable dans un Roi de Pologne. Je n'aurais pas besoin de vous, et vous n'en trouveriez pas moins votre avantage à cette combinaison. »

Je fis observer à l'Empereur que je ne pouvais me permettre de m'engager dans une conversation sur ce sujet qu'à la condition que tout ce que je dirais serait considéré comme venant de la bouche d'un cosmopolite et non de celle d'un ministre autrichien.

Je divisai la question en deux points : le rétablissement d'un royaume de Pologne, et l'échange d'une partie de la Galicie contre les provinces illyriennes.

« Le premier point, dis-je à Sa Majesté, est essentiellement politique. Un royaume de Pologne n'est autre chose qu'un duché de Varsovie sous un autre nom, avec les nouvelles frontières que celui-ci a voulu avoir à partir du moment de sa création. Le jour où nos provinces de Galicie seraient amoindries plus encore qu'elles ne le sont aujourd'hui, l'intérêt que nous prenons à la question polonaise diminuerait forcément dans la même proportion. Or il semble impossible de préparer si légèrement une solution qui prête matière à tant de considérations politiques et qui changerait les conditions actuelles de l'Europe. Les provinces illyriennes sont pour nous d'une importance énorme à plus d'un point de vue. De plus, la Galicie nous offre des avantages qu'il serait difficile de compenser. L'Illyrie ne donne que peu de revenus, ses ressources atteignent à peine approximativement celles de la Galicie; elle fournit bien moins d'hommes et de moyens de subsistance. La Galicie a des frontières d'une grande importance pour l'Empire tout entier. Si jamais l'idée d'une pareille combinaison pouvait venir à l'esprit de l'Empereur mon maître, l'échange ne serait acceptable qu'à la condition de modifier complétement la proportion des territoires échangés, et il rencontrerait de grandes et nombreuses difficultés. »

Napoléon s'étendit longuement sur les avantages que trouverait l'Autriche à rentrer en possession des provinces illyriennes; d'autre part, il montra que l'Autriche serait exposée à perdre la Galicie dans le cas d'une guerre heureuse avec la Russie, car le triomphe des armes françaises aurait pour conséquence l'incorporation des provinces russes polonaises au duché de Varsovie, et donnerait à ce dernier une importance considérable parmi les puissances européennes.

« Quant à ce qui est des revenus, ajouta l'Empereur, vous avez un moyen de rétablir l'équilibre : vendez tous les domaines en Galicie; ils forment les principaux revenus du pays. Il ne s'agirait jamais de la Galicie *du premier partage;* rien ne serait plus facile que de fixer les frontières militaires au nord de la Hongrie. »

« Au reste, continua l'Empereur, tout ce que je vous dis est purement confidentiel. Je ne veux pas que personne, à part l'Empereur et vous, en sache quelque chose. Je n'en ai jamais parlé à Champagny. Si je puis éviter la guerre avec la Russie, tant mieux; sinon, il vaut mieux avoir prévu les conséquences de la lutte. Quant à moi, je pose toujours les questions très-simplement, vis-à-vis de moi-même comme vis-à-vis des autres. C'est ainsi que je me dis, par exemple, dans le cas présent : S'il entre dans les calculs de l'Autriche de marcher d'accord avec la France, elle pourra trouver plus de profit dans la possession des provinces illyriennes, sans parler de leurs avantages administratifs, que dans celle de quelques parties de la Galicie; car ces provinces sont un sujet de jalousie entre les deux puissances. Si l'Autriche penche par système vers la Russie, toute la Galicie sera en première ligne dans sa politique, parce qu'elle lui servira de lien. Je ne vous demande pas une coopération active, parce que j'ai résolu de ne plus participer à aucune coalition. L'essai de 1809 m'a suffi. Je vous aurais fait une guerre tout autre si j'avais été seul. Je n'ai jamais beaucoup compté sur les Russes; mais ils n'en ont pas moins pris la place de cinquante à soixante mille Français, qui vous auraient menés tout autrement que les Russes. »

« Si je vous parle ainsi, dit Napoléon en terminant cet entretien si intéressant où il m'avait révélé toute sa pensée, c'est que je ne voulais pas laisser échapper l'occasion, si rare pour un Souverain, de s'entretenir librement avec un ministre étranger, pour montrer à la puissance qu'il représente des points de vue nouveaux sans être obligé de le mettre dans le cas de répondre. Je n'attends pas la moindre réponse à ce que j'ai désiré vous dire avant votre départ. La vente des domaines en Galicie me fera connaître ce que l'Empereur pense de mon idée (55). »

Je quittai Saint-Cloud avec la certitude d'être suffisamment éclairé. Le but de mon séjour à Paris était atteint. J'eus mon audience de congé (56), et je retournai à Vienne, où j'arrivai dans la première quinzaine d'octobre.

L'Empereur François se trouvait à Grätz, en Styrie. Avant son départ de la capitale, il avait laissé pour moi l'ordre de le rejoindre sans retard. Je m'arrêtai vingt-quatre heures à Vienne, pour me renseigner auprès de mon père sur un petit incident politique qui venait de se produire, et sur lequel je reviendrai plus tard.

Voici en quels termes je rendis compte à l'Empereur du résultat des observations que j'avais faites à Paris :

« En 1811, la paix matérielle du continent européen ne sera pas troublée par une nouvelle levée de boucliers de Napoléon.

« Dans le courant de cette même année, Napoléon, après avoir augmenté ses propres forces, réunira ses alliés dans le but d'attaquer la Russie et de frapper un grand coup.

« Napoléon ouvrira la campagne au printemps de l'année 1812.

« Il faudra donc que le gouvernement impérial consacre l'année 1811 à remédier à une situation financière qui ne peut se prolonger; il faudra que, d'une part, il diminue la quantité de papier-monnaie en circulation, et que, d'autre part, il se crée les moyens d'équiper et de mettre en ligne une armée imposante pour la campagne de 1812.

« La neutralité armée sera l'attitude que l'Autriche devra

prendre en 1812. L'issue de l'entreprise excentrique de Napoléon nous indiquera la voie que nous aurons à choisir par la suite. Dans une guerre entre la France et la Russie, l'Autriche aura une position de flanc qui lui permettra de se faire écouter pendant et après la lutte (57). »

L'Empereur partagea cette manière de voir, d'après laquelle nous réglâmes notre conduite. En ne perdant jamais de vue notre but principal, en ayant l'air de louvoyer à travers les fluctuations des événements ultérieurs, nous parvînmes à mettre en pratique, à l'heure marquée, cette politique virile qui devait être couronnée d'un si éclatant succès.

Napoléon nourrissait de grandes illusions. En tête de ses faux calculs était la conviction que l'Empereur de Russie, ou bien n'accepterait pas la lutte avec la France, ou bien serait disposé à la terminer aussitôt après les premières victoires de la grande armée, victoires que Napoléon se croyait sûr de remporter. Mais l'Empereur des Français ne connaissait pas le caractère du Czar, et ne faisait pas entrer en ligne de compte l'immense étendue de territoire dont disposait son adversaire. Quoi qu'il en soit, le cabinet autrichien avait conscience du devoir qu'il avait à remplir en se tenant prêt à toutes les éventualités.

L'incident dont j'ai parlé comme étant survenu dans les derniers jours qui précédèrent mon retour à Vienne était le suivant : l'Empereur Alexandre avait envoyé son aide de camp, le général Schuwalow, à Vienne avec l'ordre d'entamer des pourparlers avec le cabinet impérial au sujet de certains événements qui pourraient se produire. Je trouvai un projet de traité d'alliance rédigé par le Czar pour le cas d'une nouvelle guerre avec la France; mon père me remit ce document. Le projet fut repoussé comme inopportun, ou du moins comme ne répondant pas aux besoins du moment. Mon but exclusif était d'assurer à l'Autriche la liberté de ses mouvements au dehors et de relever dans la limite du possible ses finances et ses forces militaires, en vue d'un avenir prochain. Le comte Schuwalow retourna donc à Saint-Pétersbourg sans avoir réussi dans sa mission (58).

En même temps, je regardai comme un devoir de prudence de tirer au clair autant que possible notre situation vis-à-vis du cabinet prussien. La Prusse était au plus bas. Les rapports personnels qui s'étaient établis entre le Roi Frédéric-Guillaume III, le ministre Hardenberg, quelques autres personnages qui jouissaient de la confiance du prince et moi, à la suite de mon ambassade à Berlin, me permirent de faire écouter ma voix à la Cour de Prusse. Je profitai de l'occasion pour exposer fidèlement la vérité sur la situation de la Prusse et de l'Autriche, pour encourager le Roi à la patience et pour lui indiquer les moyens de salut que le temps et les événements ne manqueraient pas de lui fournir; je lui dis qu'il pouvait être moralement sûr que l'Empereur François serait toujours à ses côtés comme un ami fidèle. Le Roi comprit ce langage. C'est ainsi que fut amenée entre les deux Souverains cette union qui résista aux orages des années suivantes, et qui exerça une puissante influence non-seulement sur les destinées de la Prusse, mais encore sur celles de l'Europe.

CHAPITRE VII.

AVANT ET APRÈS LA CAMPAGNE DE RUSSIE (1811 ET 1812).

Règlement de la question financière. — Le ministre des finances comte de Wallis. — Le comte de Bellegarde est nommé président du conseil aulique de la guerre. — Diète de Hongrie. — Conseil d'État. — Académie des arts. — Importance de Danzig au point de vue de la campagne de Russie. — Armements. — Neutralité armée de l'Autriche. — Entrevue de l'Empereur François avec Napoléon, à Dresde. — Idées de Napoléon sur la meilleure forme de gouvernement à donner à la France. — Illusions de Napoléon ; son plan de campagne. — Son opinion sur le système militaire de l'Autriche. — Entente cordiale entre les cabinets de Vienne et de Berlin. — Issue de la campagne de Russie. — Importance de la neutralité de l'Autriche. — La médiation armée. — Le corps de troupes auxiliaires de l'Autriche pendant la campagne de Russie. — Probabilité d'une guerre pour l'année 1813. — Conséquences de la médiation armée. — Reconstitution de l'Autriche et de la Prusse telles qu'elles étaient avant 1805. — La question allemande. — Le Roi de Saxe se met sous la protection de l'Autriche. — Armements sur toute la ligne. — L'Empereur François. — Sentiments populaires. — Situation de la Prusse. — L'opinion publique en France, en Allemagne, en Autriche. — Les ennemis de Napoléon. — Mobilisation de l'armée. — Le moment d'agir arrive pour la médiation armée de l'Autriche.

Quelque triste que fût la situation politique de l'Autriche, notre pays semblait devoir jouir d'un moment de répit ; mais je ne pouvais espérer voir ce temps d'arrêt se prolonger au delà de l'année 1811. Il fallait donc employer cette année à régler les grandes questions qui intéressaient l'avenir de l'Empire. En première ligne se présentait la question financière. Essayer de la régler *définitivement,* c'était, vu la situation, une

entreprise oiseuse. Les guerres soutenues de 1792 à 1809 avaient épuisé les sources de la richesse publique; les provinces allemandes de l'Empire étaient inondées de papier-monnaie; aux termes de la loi, la Hongrie devait payer ses redevances en numéraire, mais elle fournissait ses maigres subsides en papier sans tenir compte de la dépréciation des billets. Quant à faire appel au crédit, il n'y fallait pas songer; car si, malgré la position précaire de l'Empire, l'étranger avait eu assez de confiance dans sa vitalité pour lui avancer de l'argent, le despotisme de Napoléon et l'ignorance des États du continent en matière de crédit nous auraient empêchés de profiter de cette ressource.

Il n'y avait donc pas à songer à l'établissement d'un *système financier* en rapport avec la situation. Cependant, une nécessité impérieuse nous commandait d'assurer la satisfaction des besoins de l'heure présente aussi bien que de ceux d'un avenir prochain; il fallait donc travailler avec une égale ardeur à atteindre ce double but, et pour suffire à cette grande tâche il convenait de faire l'opération financière proposée par le comte de Wallis, ministre des finances. Celui-ci attribuait à cette opération la valeur d'un *système sérieux et définitif,* mais l'Empereur et moi nous n'y voyions qu'un expédient, une sorte de pont pour nous mener, avec l'aide des circonstances, d'une situation insoutenable à une situation définitive, qui toutefois dépendait des événements à venir.

Il faut que je parle ici d'un homme remarquable par sa connaissance de l'état des choses, par son habileté dans les affaires et par son dévouement au bien public; l'Empereur trouvait en lui un ferme soutien, et moi un auxiliaire aussi éclairé que fidèle dans la gestion des intérêts de l'Empire. Cet homme était le comte de Bellegarde, président du conseil aulique de la guerre. Muni des plus sérieuses connaissances militaires, familiarisé avec mes idées, partageant sans réserve mes vues politiques, il travaillait sans bruit, non-seulement à conserver les forces militaires de l'Empire, mais encore à les augmenter, tant qu'il le pouvait, en vue de toutes les éventualités imaginables. Lui seul était au courant de mes projets, et il savait se

mettre avec moi au-dessus de ces vains propos qui de loin paraissent être l'expression de l'*opinion publique*. Ainsi que moi, il comprenait qu'il fallait *laisser dire*.

L'introduction du nouveau système financier ne pouvait se faire sans la coopération des états de la Hongrie. Après une vive résistance, la diète hongroise donna force de loi à la mesure financière en question. Plus tard, j'aurai occasion de parler plus à fond de la situation de la Hongrie; je m'abstiendrai donc d'insister ici sur ce sujet.

Je vis à ce propos qu'il fallait renforcer le pouvoir central; c'était là une nécessité impérieuse. La monarchie autrichienne se compose de provinces diverses qui ont été réunies par suite de faits historiques ou par voies de droit, par la force des choses ou par mesure de prudence. Or, dans un pareil État, auquel l'autorité centrale du Souverain donne seule la cohésion, l'idée d'unité, inséparable de l'existence de l'Empire, a besoin d'être complète et précise, sous peine d'aboutir dans la pratique à une simple union personnelle, à un lien purement dynastique avec toutes les faiblesses qu'il comporte. Le moyen de bien saisir l'idée de l'unité de l'Empire, c'est de la matérialiser en quelque sorte et d'imaginer un corps moral dont la tâche serait d'assurer au chef commun de l'État l'unité de pouvoir, sans pour cela supprimer ni restreindre les droits particuliers de chaque province. Pour l'homme d'État qui voit les choses froidement, un corps de ce genre sera toujours un conseil d'État bien organisé. La perspicacité du prince de Kaunitz avait bien reconnu la nécessité d'une pareille création. C'est sur sa proposition qu'en 1760 l'Impératrice Marie-Thérèse établit un conseil d'État. L'idée première était d'une justesse incontestable, mais on en fit une application défectueuse. Une des grandes fautes qui furent commises, ce fut de faire entrer les chefs des différents services (il n'y avait pas de ministres) au sein du conseil d'État, et d'en confier la haute direction au chancelier de la maison impériale, de la Cour et de l'État. Sous le règne de Joseph II, le conseil d'État fut souvent dérouté et même paralysé dans son action par un gouvernement de cabinet imité du système

gouvernemental de Frédéric II. Ce ne fut que sous l'Empereur François que le conseil d'État reprit un rôle plus considérable; mais après la mort du prince de Kaunitz, il ne tarda pas à s'effacer presque entièrement : la suppression de la discussion verbale et l'introduction du vote écrit y furent pour beaucoup. Il fut réorganisé plus tard par des fonctionnaires subalternes, gens d'intrigue qui ne songeaient qu'à assurer leur influence personnelle; aussi l'Empereur François se vit-il amené en 1809 à supprimer le conseil d'État. C'est alors que je résolus de proposer à l'Empereur la création d'un nouveau conseil d'État destiné à remplacer celui qui avait été dissous. Mes projets et les propositions qui s'y rapportaient avaient pour but d'adjoindre à l'Empereur un véritable corps de conseillers, de créer un collége délibérant en commun au lieu de conseillers d'État travaillant isolément, de donner au pouvoir central un esprit de centralisation plus grand, et de faciliter considérablement la tâche personnelle du Souverain en rendant son action plus calme et plus sûre. Je reviendrai dans la suite sur l'histoire de ce projet d'organisation, dont l'exécution devait marcher de pair avec la révision des institutions particulières de chaque province (59).

Pendant la paix momentanée dont nous jouissions, je fus nommé curateur de l'Académie des arts à Vienne. Ce choix, aussi inattendu que flatteur pour moi, ouvrait à mon activité un champ nouveau; mais la tâche que j'entreprenais et qui répondait à mes goûts, tout en étant étrangère à mes travaux habituels, fut loin d'affaiblir en moi le sentiment de mes devoirs; elle ne fit que le rendre plus vif. Je débutai par réformer dans un sens plus moderne les statuts surannés de l'Académie; aidé par Sonnenfels, je m'efforçai de rajeunir, de fortifier ce corps, de lui infuser une vie nouvelle, et de lui donner plus d'éclat en attirant dans son sein de grands artistes étrangers à titre de membres honoraires (60).

Sous le rapport politique, l'année 1811 se passa comme je l'avais prévu. Napoléon envoyait ses troupes dans le duché de Varsovie et faisait de Danzig un point d'appui pour les besoins matériels d'une grande campagne. « Je me suis assuré un

second Paris dans la place de Danzig », me disait-il en 1812. La Russie armait de son côté, et s'efforçait de terminer aussi promptement que possible la guerre dans laquelle elle était engagée avec la Porte, et que Napoléon ne cessait d'attiser. L'Autriche avait l'air d'être parfaitement tranquille, et on la croyait exclusivement occupée à guérir les plaies de la dernière guerre. La Prusse gémissait sous le joug le plus intolérable et excitait le sentiment *allemand* au moyen du Tugendbund; toutefois, dans l'Allemagne du Sud, ses efforts étaient perdus. Les corps de troupes des États de la Confédération du Rhin s'apprêtaient à se joindre à l'armée française, dite alors la Grande Armée, dont les rangs contenaient déjà des contingents espagnols, portugais et italiens. Le blocus continental prenait des proportions toujours plus vastes, et, grâce à des licences chèrement vendues, devenait une source de revenus pour les finances françaises. La puissance de Napoléon pesait de tout son poids sur le continent tout entier. Le conquérant visait à un système d'incorporation par voie de décrets impériaux. On était à la veille du revirement; mais, pour rendre hommage à la vérité, il faut dire que l'observateur de sang-froid n'éprouvait pas cette impression d'accablement qu'on ressent avant l'orage; il ne voyait que le triste spectacle des princes et des peuples courbés tous sous les décrets d'un inexorable destin.

A l'approche de l'année 1812, la situation se dessina (61). Le moment était venu pour l'Autriche de prendre parti dans la guerre qui allait éclater entre la France et la Russie. Nous nous déclarâmes pour la *neutralité armée*. Napoléon nous demanda un corps auxiliaire de trente mille hommes. L'Empereur François accéda à son désir, mais à la condition que, malgré ce fait, les deux puissances belligérantes respecteraient la neutralité et l'inviolabilité du territoire autrichien. On ne trouve pas, et sans doute on ne retrouvera jamais dans l'histoire, un semblable exemple d'une situation politique aussi excentrique que la nôtre. Elle était le résultat des circonstances; c'est une étrangeté nouvelle qui vient s'ajouter à toutes les anomalies que présente cette époque d'événements bizar-

res à tous les égards. En se faisant donner par l'Autriche un corps auxiliaire, Napoléon n'avait pas pour but de renforcer son armée, il croyait n'en avoir pas besoin, mais il voulait une garantie matérielle; il voulait forcer ainsi le reste de l'armée autrichienne à rester en deçà des frontières de l'Empire. De son côté, le Czar se disait qu'en restant en dehors de la lutte, l'Autriche serait un excellent rempart pour les provinces méridionales de l'Empire de Russie. Les deux adversaires reconnurent la neutralité de l'Autriche, malgré la présence d'un corps auxiliaire dans les rangs français.

Je n'en demandais pas davantage; car ce que je voulais avant tout assurer à mon pays, c'était la liberté de ses mouvements au moment où se déciderait la lutte qui allait s'engager.

Lorsqu'au printemps de 1812 Napoléon se rendit à Dresde pour mettre la dernière main à ses préparatifs contre la Russie, il manifesta le désir d'y rencontrer l'Empereur François. Le prince consentit à venir; il fit le voyage de Dresde avec l'Impératrice Louise, qui était notoirement hostile à Napoléon, et avec moi. L'attitude des deux souverains fut conforme à leur position respective, mais très-froide. Les rapports journaliers que j'eus avec Napoléon ne furent que la continuation de nos relations d'autrefois, du temps de mon ambassade à Paris et de mon séjour dans cette ville en 1810. Nos entretiens furent longs et fréquents; mais rarement il y fut question de politique.

C'est alors qu'il m'exposa aussi ses idées sur la meilleure forme de gouvernement qui conviendrait à la France. « La France, me dit-il, se prête moins aux formes représentatives que bien d'autres pays. En France, l'esprit court les rues; mais ce n'est que de l'esprit; il n'y a derrière lui rien qui ressemble à du caractère et bien moins encore à des principes. Tout le monde y court après la faveur, que celle-ci vienne d'en haut ou d'en bas, peu importe; on veut être remarqué et applaudi. Dans le Tribunat, on ne faisait que de la révolution; aussi y ai-je mis bon ordre : je l'ai dissous. J'ai mis un bâillon au Corps législatif. Faites taire une Assemblée qui, pour être quelque chose, devrait être délibérante, et vous l'aurez discréditée. Aussi n'aurai-je plus qu'à tirer la clef de la porte de la salle des

séances et à la mettre dans ma poche ; c'en sera fait du Corps législatif. Personne n'y pensera plus, car il est déjà oublié de son vivant. Je ne veux cependant pas le pouvoir absolu ; je veux plus que des formes. Je veux une chose toute d'ordre et d'utilité publique. Je donnerai une organisation nouvelle au Sénat et au Conseil d'État. Le premier remplacera la Chambre haute, le second celle des députés. Je continuerai à nommer à toutes les places de sénateurs ; je ferai élire un tiers du Conseil d'État sur listes triples ; le reste, je le nommerai. C'est là que se fera le budget et que seront élaborées les lois. J'aurai de cette manière une représentation véritable, car elle sera toute composée d'hommes rompus aux affaires. Pas de bavards, pas d'idéologues, pas de faux clinquant. Alors la France sera un pays bien gouverné, même sous un prince fainéant, car il y en aura. Il suffit pour cela de la manière dont on élève les princes. »

Je me permis de lui demander pourquoi il n'avait pas encore mis son projet à exécution. Le Sénat n'était-il pas déjà discrédité, et le Corps législatif n'était-il pas réduit à un rôle qui ne tentait personne ? Napoléon me répliqua :

« Chaque chose a son temps ; celui de la réforme n'est pas encore venu ; il me faut encore deux ou trois années d'attente. Et qui sait quand finira la guerre que je vais faire ? Ce sera après la paix. »

En somme, l'impression que j'emportai de ces entretiens familiers fut celle-ci : si, d'une part, Napoléon ne s'abusait pas sur la grandeur de l'entreprise qu'il allait tenter, et s'il en regardait le succès définitif comme la clef de voûte de l'édifice que ses rêves lui montraient comme une sorte d'Empire de Charlemagne sous une dynastie bonapartiste, d'autre part il était évident que cette entreprise serait exposée à de terribles hasards et dépendrait des chances de la guerre, sur lesquelles il se faisait de grandes illusions.

Comme preuve à l'appui de ma manière de voir, je dirai ce qui suit. Napoléon était convaincu que l'armée russe viendrait l'attaquer. Quant à moi, j'étais persuadé que l'Empereur Alexandre, au lieu de passer la frontière, attendrait les atta-

ques de l'armée française et qu'il les déjouerait en se retirant devant elle. J'exprimai cette opinion; Napoléon essaya de la réfuter en m'opposant des raisons stratégiques et en alléguant la manière de voir et d'agir du Czar, qu'il croyait connaître à fond; mais ses arguments étaient favorables à mes suppositions plutôt qu'aux siennes.

Quand il apprit par les éclaireurs de l'armée qu'il avait réunie dans le duché de Varsovie, et qui était prête à marcher, qu'il devait renoncer à être attaqué par le Czar, il m'exposa le plan de campagne qu'il avait arrêté, et se servit des paroles suivantes, que les événements ont rendues mémorables:

« Mon entreprise est une de celles dont la patience renferme la solution. Le triomphe appartiendra au plus patient. Je vais ouvrir la campagne en passant le Niémen. Elle aura son terme à Smolensk et à Minsk. C'est là que je m'arrêterai. Je fortifierai ces deux points et m'occuperai à Vilna, où sera le grand quartier général durant l'hiver prochain, de l'organisation de la Lithuanie, qui brûle d'impatience d'être délivrée du joug de la Russie. Nous verrons, et j'attendrai qui de nous deux se lassera le premier : moi de faire vivre mon armée aux dépens de la Russie, ou Alexandre de nourrir mon armée aux dépens de son pays. Peut-être irai-je de ma personne passer les mois les plus rigoureux de l'hiver à Paris. »

Je demandai à Napoléon ce qu'il ferait dans le cas où l'Empereur Alexandre ne consentirait pas à faire la paix à la suite de l'occupation de la Lithuanie; il me répondit :

« Dans ce cas, je m'avancerai l'année prochaine jusqu'au centre de l'Empire, et je serai patient en 1813 comme je l'aurai été en 1812. L'affaire, ainsi que je vous l'ai dit, est une question de temps. »

Le plan conçu par Napoléon pour la conduite de la campagne de 1812 était bien celui qu'il m'avait exposé, c'est un fait acquis à l'histoire; on en peut dire autant des influences qui l'entraînèrent jusqu'à Moscou.

L'entretien suivant fera connaître au lecteur, sous un autre point de vue, la marche de l'esprit de Napoléon.

« Je commence à être dérouté, me dit-il dans une autre

circonstance, sur la perfection de votre système militaire, que vous m'avez entendu qualifier comme digne de servir de modèle, et qu'à mon grand regret je ne puis m'approprier, parce que les deux Empires diffèrent trop dans leur organisation militaire. Vous avez composé le corps auxiliaire sous les ordres du prince de Schwarzenberg des cadres de vingt régiments. On a donc oublié chez vous que ce qu'il y a de plus précieux dans une armée, ce sont les cadres; pourquoi n'a-t-on pas composé ce corps de cinq ou six régiments qui eussent suffi pour atteindre sa force convenue? »

« — Je suis surpris, répondis-je, que Votre Majesté m'adresse cette question. L'armée impériale, qu'un article secret du traité de Vienne fixe à un maximum de 150,000 hommes, est aujourd'hui principalement composée de cadres; car l'Empereur, reconnaissant leur valeur, n'a point diminué depuis la paix le nombre des régiments. Il met aujourd'hui à votre disposition une partie de ce que vous lui avez laissé. »

« — Cela n'empêche pas, dit Napoléon en m'interrompant, que ce ne soit une faute. »

Si l'observation de Napoléon était juste, nous, de notre côté, nous n'avions pas tort. Pour former le corps du prince de Schwarzenberg, le feld-maréchal comte de Bellegarde avait pris plus de cadres qu'il n'était nécessaire; en remplissant ces cadres et en réunissant les régiments ainsi complétés au corps d'observation qu'on avait mis sur pied et envoyé en Bohême et en Galicie pour assurer la neutralité du territoire, on pouvait disposer de toutes les forces militaires de l'Empire. C'était là une mesure que le gouvernement impérial n'aurait pu réaliser par un autre moyen sans exciter l'attention à l'intérieur et au dehors.

Pendant la campagne de Napoléon, l'entente la plus cordiale ne cessa de régner entre les cabinets de Vienne et de Berlin. La marche que nous avons suivie valait-elle mieux que celle dont le baron de Stein et ses amis politiques ne se lassaient pas de parler au Roi Frédéric-Guillaume III? C'est une question à laquelle je ne répondrai pas; les événements qui se sont passés en 1813 et en 1814 parleront assez haut. Sans doute la situa-

tion eût été tout autre si l'Autriche n'avait opposé à la dernière folie de l'insatiable conquérant son attitude calme et réfléchie. Si nous avions écouté les impatients du parti prussien, nous aurions vu Napoléon, non pas dans les steppes glacés de la Russie, mais dans notre propre pays; nos provinces épuisées auraient été converties en champs de bataille, et nous aurions été impuissants à conjurer le péril. En tout cas, l'attitude de l'Autriche n'a pas contrarié l'action du destin (62).

La campagne de 1812 fut suivie de conséquences que dès le principe j'avais reconnues non-seulement comme possibles, mais encore comme étant les plus probables à cause des idées foncièrement erronées de Napoléon. Cependant j'avoue sans détour qu'il n'était pas entré dans mes calculs ni dans les calculs de personne que dès la première campagne Napoléon ferait cette chose si difficile que, suivant ses propres paroles, il avait réservée pour l'année 1813 dans le cas où la lutte se prolongerait. Si toute l'entreprise de Napoléon était fantastique, si c'était le va-tout d'un joueur enhardi par ses succès antérieurs, la marche en avant de l'armée française, poursuivant jusque sur les hauteurs de Smolensk un ennemi qui se retirait et ne voulait point livrer bataille, et sa persistance à s'avancer jusqu'à Moscou, fut une faute, et cette faute ne peut s'expliquer que par la conviction bien arrêtée dans l'esprit de Napoléon, que le Czar ne voudrait et ne pourrait pas livrer à l'ennemi la seconde et certainement la plus belle ville de son Empire.

En continuant de garder son attitude neutre après la guerre avec la Russie, l'Autriche disait assez haut qu'elle manquait de forces actives. Il va sans dire que l'Empereur et moi nous étions bien fixés sur l'état de nos ressources. La question se posait entre Sa Majesté et moi non pas sur ce point, mais sur la voie qu'il fallait suivre pour arriver à jouer un rôle actif. Le Roi de Prusse, qui dans la guerre franco-russe n'était pas resté neutre, mais qui avait pris part à la lutte en envoyant combattre dans les rangs français un nombre d'hommes relativement restreint, s'allia à la Russie à la suite de la dissolution de

l'armée française. Notre situation était toute différente de celle de la Cour de Prusse. Stein et consorts, les particularistes prussiens et les idéologues allemands, s'entendaient avec le cabinet russe pour pousser l'Autriche à déclarer la guerre à la France. Nous ne nous laissâmes ni troubler ni dérouter, demandant aux deux nouveaux alliés d'attendre les décisions que l'Empereur saurait prendre *au moment voulu.*

Depuis qu'un retour de fortune avait assigné à l'Autriche le rôle d'arbitre dans les destinées du monde, nous cherchions à établir sur de nouvelles bases la conduite politique de l'Empire. Ces bases se trouvent définies dans les considérations suivantes, que j'ai présentées à l'Empereur François ; je les résume brièvement, toute explication étant superflue.

« L'attitude politique de la Cour impériale est celle de la neutralité armée. Persister dans cette attitude serait rabaisser la puissance autrichienne à une négation. Elle ne peut être modifiée que par une brusque transition ou par des tempéraments qui assurent dans l'avenir la liberté des mouvements de l'Empereur. La brusque transition consisterait pour l'Autriche à entrer dans l'alliance des puissances du Nord ou à se rapprocher de la France. Cette dernière alternative ne saurait se réaliser, mais nous pouvons prendre le premier parti. Le passage de la neutralité à la guerre ne sera possible que par la *médiation armée.* »

L'Empereur se prononça en faveur de la médiation. Aux avantages moraux et politiques de cette situation se joignaient des considérations matérielles de la plus haute importance.

En racontant les conversations que j'avais eues avec Napoléon au mois de mai 1812, j'ai déjà dit que le corps de 30,000 hommes qui était sous les ordres du prince de Schwarzenberg avait été composé principalement de cadres. Ce corps, qui formait l'extrémité de l'aile droite de la grande armée française, n'avait pas été, pendant la courte durée de la campagne dans l'intérieur de la Russie, appelé par Napoléon à prendre part aux opérations de l'armée principale : cela tenait à des raisons que nous avons déjà exposées plus haut. Le prince de Schwarzenberg, dont le corps s'était grossi du contin-

gent saxon, ne reçut pas d'ordre de Napoléon pendant la campagne même. Aussi n'éprouva-t-il que des pertes insignifiantes. Après la retraite de l'armée française, Schwarzenberg conduisit ses troupes vers la frontière nord-ouest de la Galicie, où elles firent front au corps du prince Poniatowski qui s'était retiré dans la même direction. Dès le commencement de la guerre franco-russe, une faible partie seulement de l'armée impériale avait été chargée de garder la neutralité de l'Empire en Bohême. Le gros de l'armée était près de la Galicie ou dans cette province comme corps auxiliaire ou corps d'observation. La Galicie ne pouvait pas être dégarnie de troupes aussi longtemps que l'armée polonaise serait sous les armes dans la partie méridionale du grand-duché de Varsovie. Il n'y avait donc pas à songer à une concentration rapide d'une armée sur la frontière occidentale de notre Empire, car dans tous les cas la formation d'une armée en rapport avec les forces de l'Empire et capable de faire la grande guerre aurait demandé un certain temps. Napoléon allait profiter de l'hiver pour entreprendre une nouvelle campagne, nous en avions la conviction. Nous ne pouvions pas l'en empêcher; il était donc de notre devoir de nous préparer à frapper un coup décisif. Nous ne perdions pas cet objet de vue, et le cabinet évitait soigneusement, dans ses relations diplomatiques, de se trahir relativement à la marche qu'il comptait suivre dans un avenir prochain. Le rôle que l'Autriche allait avoir à remplir devait être décisif, cela ressortait de la situation générale et de la position géographique de notre Empire. Le problème à résoudre portait donc sur la question de savoir *quand* et *comment* il faudrait agir. L'Empereur François obéirait sans restriction à la voix de sa conscience, personne n'en pouvait douter. Relativement à la gravité du moment, nous ne fûmes pas trop pressés de nous déclarer d'une manière définitive. Même nous voulûmes attendre, pour nous prononcer sur la médiation, l'heure qui nous paraîtrait la plus convenable. Après la campagne de Russie nos forces militaires purent, dans l'espace de quelques mois, être augmentées, réunies et prêtes à marcher. La Bohême fut le lieu qu'on leur assigna pour prendre position. Le corps polonais sous les ordres de Poniatowski

était sur nos derrières et paralysait nos mouvements. De leur côté, les troupes impériales qui se trouvaient près de la frontière sud reçurent les renforts nécessaires.

Ma tâche se bornait, dans ces circonstances, à édifier l'Empereur sur la situation qui résulterait pour nous de la médiation armée.

Habitué à me faire toujours une idée bien nette du but que j'avais à poursuivre, et à me rendre compte du temps nécessaire pour assurer le succès, j'arrivai aux résultats suivants, que je formule d'une manière succincte :

« L'insuccès de Napoléon contre la Russie a changé la situation de l'Empereur des Français, ainsi que celle des autres puissances.

« Le dénoûment pour l'Europe sera la paix.

« Amener la paix, voilà la véritable tâche de l'Autriche.

« Quelle voie faut-il suivre pour arriver à la paix, à la paix sérieuse, non pas à un armistice déguisé comme l'étaient tous les traités antérieurs conclus avec la République française et avec Napoléon ?

« Le seul moyen, c'est de faire rentrer la France dans des limites qui permettent d'espérer une paix durable et de rétablir l'équilibre politique entre les grandes puissances *. »

La puissance envahissante de Napoléon venait d'être brisée par l'insuccès de sa dernière entreprise. Était-elle détruite? Non. Les campagnes de 1813 et 1814, et même sa courte campagne de 1815, ont prouvé le contraire. Nous étions persuadés que Napoléon ne considérait pas sa puissance comme anéantie par son dernier échec, mais nos prévisions étaient loin de concorder avec la manière de voir de ses adversaires déclarés. Ceux-ci voulaient poursuivre l'ennemi sans désemparer. *Jusqu'où ? Avec quoi?* Questions oiseuses qu'ils ne daignaient pas

* L'idée de l'*équilibre politique* a été souvent attaquée depuis la paix générale (1814-1815), et reprochée au cabinet impérial lui-même comme une folie patronnée par lui. L'idée, comprise comme elle doit l'être, n'en est pas moins la seule juste. Le repos sans l'équilibre est une chimère. Sur le terrain de la politique, l'équilibre absolu est impossible ; il n'est réalisable que dans une mesure qui offre le plus de garanties possible.

examiner. Irait-on perdre son temps à cela? J'étais beaucoup plus calme, je désirais avant tout une bonne solution qu'on pût calculer d'avance; qu'était-ce, au prix de cela, que la perte de quelques mois?

L'attitude de l'Autriche comme puissance *médiatrice armée,* me disais-je, est en harmonie avec la situation géographique de l'Empire comme avec ses forces, et permettra à l'Empereur François de dire le dernier mot dans la guerre comme dans la paix. Il faut travailler sans relâche à nous armer, à faire la guerre. Le rôle de l'Empereur lui sera assuré par le temps que nous gagnerons ainsi.

Mais au même moment deux questions de la plus haute importance se présentaient.

La première se rapportait à l'étendue à donner à l'Empire d'Autriche et à la Prusse. Tout d'abord cette étendue devait être fixée, aussi bien pour le cas où les deux puissances alliées ouvriraient une nouvelle campagne contre la France, que pour le cas où la paix se maintiendrait. Si l'on n'avait soin de déterminer à l'avance les limites des États des puissances alliées, la guerre prendrait le caractère d'une guerre *de conquête,* et dans le cas où la paix serait bientôt conclue, il manquerait à cette paix une de ses bases principales. Le terrain sur lequel nous nous placions pour régler la situation des deux États était, non pas celui d'un agrandissement, mais celui d'un *retour* aux limites de 1803 ou de 1805. L'Empereur était décidé à laisser au Roi de Prusse le choix entre ces deux années.

L'autre question, non moins grave, était celle-ci : Que faire de tout le territoire qui formait jadis l'Empire d'Allemagne et qui, après sa dissolution, se trouvait divisé en quatre lots dont trois appartenaient à l'Autriche, à la Prusse et aux États confédérés du Rhin, et dont le quatrième se composait de cette grande partie de l'Allemagne dont Napoléon avait fait des départements français? *L'Allemagne n'existait plus comme corps politique.*

Avant tout, il s'agissait de savoir si l'on devait, si l'on pouvait faire ressusciter un corps pareil.

Il en était de cette question comme il en a toujours été,

comme il en sera toujours de toutes les questions importantes. On peut les envisager avec le calme d'un esprit pratique, ou bien les considérer avec la passion qui ne réfléchit pas. Le cabinet impérial était dans le premier cas. L'Empire d'Allemagne, ce corps politique dix fois séculaire, s'était dissous en 1805 et 1806, et, tout bien considéré, il avait disparu aussi bien parce que sa constitution ne lui permettait pas de vivre, que par suite d'influences extérieures. Si dans le passé la force de l'*Empire* avait été paralysée par des défauts organiques, par contre les résultats de la médiation essayée à Ratisbonne en 1803 avaient rendu franchement impossible la prolongation de son existence. Non-seulement l'Empire d'Allemagne s'était éteint en 1805, mais même le *nom allemand* avait disparu de la carte.

A la question : *Doit-on faire revivre un corps politique allemand?* une seule réponse était possible : Oui ; car toutes les raisons morales et politiques imaginables se réunissaient pour la faire résoudre par l'affirmative. Par suite, la tâche du cabinet impérial se bornait à trouver le *moyen* d'amener ce résultat. Pour saisir sous leur vrai jour les idées qui dirigeaient le cabinet dans l'étude de cette grave question, il faut se rendre compte de la situation d'alors, situation qui plus tard a changé du tout au tout par suite du mouvement des esprits et des efforts des partis qui en étaient la conséquence, mais qui, à l'heure où j'écris ces lignes (1852), confirme pour la seconde fois la justesse des opinions que nous exprimions alors. Nous disions à cette époque que pour se prononcer sur ce point : « *Comment pourrait-on faire rentrer un corps politique allemand dans le concert européen?* » il fallait examiner les questions suivantes :

1° *Le Saint-Empire romain d'autrefois, l'Empire d'Allemagne, peut-il revenir à la vie?*

Nous ne pouvions que nous répondre à nous-même sans hésiter : *Non.* Car en Allemagne (même en ne donnant à ce nom que la valeur d'une dénomination géographique), les éléments nécessaires pour la reconstitution de l'Empire d'Allemagne sous son ancienne forme avaient disparu.

2° *Les fragments de l'ancien Empire auraient-ils pu être réunis et former un État ayant de l'unité?*

Nous répondions à cette question par la négative, en nous appuyant sur les considérations suivantes :

L'idée d'un État doit être basée sur l'idée d'unité de souveraineté, que la souveraineté réside dans un individu ou dans le peuple. Le Souverain personnel peut régner sur plusieurs pays, même s'ils diffèrent les uns des autres par leurs lois particulières et par leur administration locale; un gouvernement démocratique ne peut pas être le souverain d'un autre gouvernement démocratique. En ce temps-là il n'était pas question de l'idée de démocratie ; il était réservé à l'avenir de la faire pénétrer dans les pays allemands. Il n'était et il ne pouvait être question alors que de la puissance souveraine résidant dans un empereur ; or des obstacles insurmontables s'opposaient à ce qu'on la rétablît.

La Confédération du Rhin avait attribué aux princes des États confédérés les droits souverains qui, sous le Saint-Empire romain, résidaient dans l'*Empereur* et dans l'*Empire*. Il aurait fallu les forcer à restituer ces droits au chef de l'Empire ressuscité, et les conséquences morales de cette violence seraient venues s'ajouter à l'éternelle plaie de l'Empire d'autrefois, c'est-à-dire aux inévitables conflits entre le chef souverain et les chefs des États particuliers.

Le Roi de Prusse aurait-il consenti à subordonner sa souveraineté à celle de l'Empereur d'Allemagne? et de son côté l'Empereur d'Autriche se serait-il prêté à une combinaison de ce genre?

Pour ces raisons, nous ne voulions pas le rétablissement d'un Empire d'Allemagne et d'un Empire ayant de l'unité, et la formation d'une *Confédération germanique* était la seule solution pratique à nos yeux.

J'estimai que pour le moment le rôle de la médiation armée pouvait et devait se borner à poser ces principes. La guerre me semblait plus probable que la paix. J'avais la conviction que ce n'étaient pas des combats faciles qui attendaient les puissances, comme on le croyait à Berlin, mais que Napoléon

ferait les plus vigoureux efforts. Aussi m'appliquais-je avec ardeur à augmenter nos forces militaires. C'est là qu'était le salut dans le cas d'une guerre dont l'Autriche était appelée à décider l'issue. Les moyens d'arriver à la paix ne pouvaient se trouver que dans le développement naturel des faits; il fallait donc savoir attendre. Or j'ai toujours regardé comme une faute d'empiéter sur les droits du temps.

Un incident politique survint. Le Roi de Saxe, chassé de ses États par les armées russe et prussienne déjà réunies, se mit sous la protection de l'Autriche. Il déclara vouloir suivre la même ligne de conduite politique que la Cour impériale. Nous le reçûmes comme un des nôtres, et nous l'envoyâmes à Prague pour y attendre en paix les événements.

Napoléon employa l'hiver de 1812 à 1813 à se préparer à une prochaine campagne. La Prusse en faisait autant, pendant que l'armée russe se renforçait de nouvelles troupes envoyées de l'intérieur de l'Empire. L'Autriche, de son côté, rassemblait à la hâte ses forces en apparence épuisées, et les dirigeait sur leurs points de ralliement en Bohême et sur les frontières sud et ouest que la conquête avait reculées jusqu'au cœur de l'ancien Empire. Le succès répondit aux sages mesures que le comte de Bellegarde, président du Conseil aulique de la guerre, avait prises pour assurer le triomphe final. Dans les États de la Confédération du Rhin, on décréta de nouvelles levées pour combler les vides effrayants que la campagne de Russie avait faits dans leurs contingents. Toute l'Europe était sous les armes; elle attendait avec une anxiété fiévreuse que son sort se décidât.

Au milieu d'une agitation dont le résultat se dérobait à tous les calculs, l'Empereur François restait calme : il était fort de sa résolution et de sa conscience. Ce qui le rendait si sûr de l'avenir, c'était la force des principes, c'était l'idée qu'il était soutenu par un peuple fidèle et par une vaillante armée. L'événement a prouvé combien étaient solides les bases sur lesquelles il s'appuyait.

Le tableau que j'esquisse serait incomplet si je ne disais quelques mots sur la situation de l'esprit public dans les diffé-

rentes sphères et dans les différents pays. Les idées étaient très-partagées, selon les sentiments particuliers de chacun et l'influence de l'esprit de parti. L'état moral de la société m'apparaissait sous les traits suivants.

Tout le monde était fatigué, tout le monde aspirait au repos et à la fin de ces combats qui pendant vingt et un ans avaient inondé de sang tant de champs de bataille, désolé des États entiers, renversé des trônes, courbé sous le joug des républiques séculaires, et à la suite desquels les destinées de l'Europe semblaient livrées aux mains *d'un seul homme*. La soif de repos et l'angoisse étaient générales; malgré les différences d'opinion et les luttes de parti, tous partageaient ces sentiments. Si, d'un côté, vainqueurs et vaincus étaient fatigués, s'ils voulaient, les uns jouir du fruit de leurs victoires, les autres vivre au moins en paix et être sûrs de garder ce qui leur restait encore, d'autre part, la position de la Prusse formait un troisième élément de la situation générale, et cet élément était bien différent des deux autres. Aucun autre corps politique n'avait été éprouvé comme la Prusse. Si la dynastie des Hohenzollern avait été supprimée par Napoléon et remplacée par une autre, cette Maison serait tombée comme les Bourbons de France et d'Espagne, comme les Maisons de Hanovre, de Hesse-Cassel, d'Orange et autres. Si Napoléon avait rayé de la carte le nom de la Prusse, ce royaume aurait partagé le sort de l'Empire d'Allemagne, de la Hollande, du Piémont, des États de l'Église et de la Toscane. Mais Napoléon lui avait imposé une destinée plus dure. Il pesait sur ce pays de tout le poids d'un intolérable despotisme, et maintenait la Prusse tout entière en suspens entre une existence à peu près impossible et la mort finale.

La France n'était pas moins fatiguée de cette guerre interminable que les pays qui, depuis la malheureuse campagne de 1792, étaient inondés de sang, dévastés et rançonnés par le vainqueur. Cependant Napoléon avait rendu à la France même le repos intérieur qu'elle avait perdu, et elle lui savait gré de ce bienfait, pendant que l'esprit national français se complaisait dans les brillantes victoires de ses armées.

Les résultats de toutes les guerres passées avaient agi très-diversement sur l'esprit des gouvernements allemands et des peuples de la famille allemande. L'essai de médiation de 1803 avait eu pour effet de mêler au hasard les populations de l'Allemagne; aussi étaient-elles partagées entre plusieurs courants d'opinion. Les populations des États allemands à qui les traités de paix de Presbourg (1805) et de Vienne (1809) avaient valu des agrandissements de territoire, trouvaient des motifs de sécurité dans ces agrandissements mêmes et dans la protection du conquérant; le nord de l'Allemagne, au contraire, ne pouvait voir aucun motif d'apaisement dans la réunion des côtes maritimes à l'Empire français et dans l'érection d'États particuliers sous la souveraineté de membres de la famille Bonaparte mis à la place des princes héréditaires.

Le sentiment des différentes populations de l'Empire d'Autriche se prononçait nettement en faveur de la paix. L'Autriche avait supporté le poids de toutes les guerres antérieures, à l'exception de celle de 1806, si funeste pour la Prusse; les forces vitales de l'Empire semblaient épuisées, et le peuple avait renoncé à l'espérance de reprendre par la force des armes tout ce qu'il avait perdu. En ce qui concernait l'Autriche, ce pays, que ses alliés allemands avaient complétement abandonné, les uns depuis la paix de Bâle en 1795, les autres dans les guerres de 1805 et de 1809, le mot d'*esprit allemand* n'avait pour elle que la valeur d'un mythe, surtout dans l'acception que les classes élevées des populations du Nord lui donnaient depuis la catastrophe de la Prusse et des pays septentrionaux.

Une classe peu nombreuse, mais considérable par la situation des individus qui la composaient, poussait chez nous le cri de guerre. Ce parti n'avait de commun avec les hommes qui, dans l'Allemagne du Nord, demandaient à être délivrés du joug du conquérant qu'un sentiment de haine ardente contre la personne de l'oppresseur. Il avait pris pour devise : « Haine à Napoléon ! » mais ses appels restaient inutiles, et, quand même il eût été plus puissant, ses efforts et ses menées seraient

demeurés sans influence sur l'esprit de l'Empereur François et sur ce que me dictait ma conscience politique. Notre Souverain ne voulait pas voir se renouveler les épreuves que l'Empire venait de traverser à la suite des campagnes de 1805 et de 1809, et, l'eût-il même voulu, il ne m'aurait pas trouvé prêt à le suivre.

Tranquilles et inactifs en apparence, nous poursuivions dans l'ombre ce plan, que nous étions seuls à connaître (63). La certitude croissante qu'en 1813 Napoléon ouvrirait une nouvelle campagne en Allemagne justifiait l'importance de nos armements et de nos préparatifs de tout genre, et les faisait accueillir par la population tout entière comme une mesure indispensable pour assurer la paix à l'Autriche.

Ainsi se passa l'hiver de 1812 à 1813.

Les puissances qui étaient en guerre, la France et ses alliés d'une part, la Russie, la Prusse et la Grande-Bretagne de l'autre, envoyèrent aux premiers jours du printemps leurs troupes sur les lignes stratégiques où elles devaient opérer. La nôtre était tout indiquée, au point de vue politique comme au point de vue militaire : nous devions prendre position dans la Bohême. L'armée qui s'y réunissait fut placée par l'Empereur sous le commandement du prince Charles de Schwarzenberg. Il me laissa libre de lui désigner le moment que je regarderais comme le plus favorable pour faire connaître notre passage de la neutralité à la médiation armée, et pour demander aux puissances belligérantes de reconnaître notre nouvelle position.

Les victoires de Napoléon à Lutzen et à Bautzen m'avertirent que l'heure avait sonné*.

* Sur le chapitre VIII qui suit, voir la note 1, lettre C.
(*Note de l'Éditeur.*)

CHAPITRE VIII.

SUR L'HISTOIRE DES ALLIANCES (1813 ET 1814).

Introduction. — De la bataille de Bautzen au manifeste de guerre de l'Autriche. — Départ pour Gitschin. — Rencontre de Nesselrode. — Tentatives de Napoléon pour entrer directement en négociation avec ses deux adversaires. — Entrevue de Metternich avec l'Empereur Alexandre, à Opocno. — Bassano l'invite à une entrevue avec Napoléon, à Dresde. — Dernières dispositions de l'armée autrichienne. — Départ pour Dresde. — Entretien célèbre de Metternich avec Napoléon, dans cette ville. — Portrait de Maret. — La question de la prolongation d'armistice. — Deuxième entretien avec Napoléon, dans le jardin Marcolini. — Convention du 30 juin. — Retour à Gitschin. — Conférences de Prague. — Manifeste de guerre. — La guerre éclate. — Stipulations de Teplitz. — Administration des pays allemands conquis. — Le Roi de Saxe à Leipzig. — Séjour à Francfort-sur-le-Mein. — Séjour à Fribourg et à Bâle. — Séjour à Langres. — Congrès de Châtillon. — Le conseil de guerre de Bar-sur-Aube. — Séjour à Dijon. — Arrivée à Paris. — Entrée de Louis XVIII dans sa capitale. — Situation de la France après le retour des Bourbons.

INTRODUCTION.

En destinant ce travail à la publicité, nous regardons comme un devoir de nous expliquer sur le but que nous avons en vue. Une des époques les plus importantes de notre temps fut incontestablement celle qui vit la chute de l'Empire français et le retour de la famille des Bourbons dans le royaume de ses pères.

Beaucoup de détails sur cette révolution immense ont été consignés dans une foule de Mémoires. L'histoire proprement dite de ce drame final n'est pas encore écrite, et, bien que

nous n'ayons pas la prétention d'assumer cette lourde tâche, nous ne pouvons méconnaître qu'il serait impossible de bien faire connaître cette époque sans le secours des matériaux que fournit le présent ouvrage.

Notre conviction ne repose sur aucun calcul personnel. Pour la motiver, il suffit de présenter les considérations suivantes :

L'histoire se compose de deux éléments qu'il faut bien se garder de confondre. L'un, ce sont les faits matériels, que personne n'ignore. L'autre, c'est la partie secrète. Elle comprend les négociations entre les diverses Cours; c'est là qu'il faut chercher les ressorts dont le jeu a produit les événements. La partie que nous appelons secrète perd tôt ou tard ce caractère. Les communications officielles et confidentielles dorment dans les archives, mais un jour vient où on les tire de la poussière.

Il en est autrement de l'histoire de la grande alliance pendant les années 1813, 1814 et 1815.

Grâce à un concours de circonstances unique dans les annales du monde, les principaux acteurs de ce drame se sont trouvés réunis au même lieu. L'Empereur d'Autriche, le Czar, le Roi de Prusse et leurs trois cabinets ne se sont, pour ainsi dire, jamais quittés. De même, le chef du cabinet anglais s'est presque toujours trouvé en contact avec ses collègues d'Autriche, de Prusse et de Russie. Lors du Congrès de Vienne, la plupart des princes qui forment aujourd'hui la Confédération allemande assistaient eux-mêmes aux discussions. Comme les Souverains de l'Europe et leurs ministres se réunissaient en personne et sur les lieux mêmes, les usages diplomatiques durent se plier aux circonstances. Les affaires les plus difficiles, les questions les plus compliquées se traitèrent en quelque sorte d'une salle à l'autre : pas de courriers, pas d'échanges de notes écrites, pas d'intermédiaires entre les Cours. Toutes les lenteurs inévitables en temps ordinaire avaient disparu avec les distances. Mainte affaire qui, dans d'autres circonstances, n'aurait pu être élaborée que lentement, fut réglée dans une matinée. Cette manière de procéder eut deux résul-

tats : le premier et le plus heureux fut la réussite de notre colossale entreprise; le second, qu'il est permis de trouver regrettable, c'est qu'aujourd'hui les Cours directement intéressées aux négociations n'ont aucun document écrit qui puisse renseigner sur la marche des discussions les plus importantes.

Les besoins nouveaux créent toujours des formes nouvelles. C'est ainsi que surgirent celles qu'observèrent les cabinets dans leurs conférences. Les questions les plus graves étaient toujours agitées et discutées dans les entretiens familiers qui avaient lieu entre les trois Souverains aussi bien qu'entre les chefs de cabinet. Ce n'est que lorsque ces questions étaient arrivées à un certain degré de maturité que les ministres tenaient des conférences régulières et dressaient des protocoles. Il suffit de jeter un regard sur ces protocoles pour se convaincre qu'ils ne donnent pas les détails des discussions. Là où ils ne se bornent pas simplement à formuler les points sur lesquels on est tombé d'accord, ils donnent des analyses contenant les nuances d'opinion que révèle l'avis exprimé par chaque membre de la réunion, nuances qui n'empêchèrent jamais une résolution commune. De cette époque datent deux innovations dans la diplomatie : celle des mémoires comme annexes des protocoles, et celle des simples protocoles ayant la forme et la valeur de conventions définitives. Il est à souhaiter que cette manière de procéder soit adoptée définitivement, car il est incontestable qu'elle facilite extraordinairement l'expédition des affaires, et c'est précisément pour cela qu'elle convient le mieux pour traiter les grandes questions politiques.

En établissant ce fait que les Archives diplomatiques des Cours les plus intéressées aux négociations ne contiennent pas de documents écrits sur les délibérations les plus importantes des années 1813, 1814 et 1815, nous faisons toutefois une exception en faveur des Archives de l'Angleterre et de la France. Pendant toute la durée du Congrès de Vienne, lord Castlereagh et les ministres plénipotentiaires de l'Angleterre et de la France n'ont cessé de correspondre avec leurs gouvernements.

C'est donc avant tout parce que nous étions convaincu de l'impossibilité d'arriver autrement à asseoir sur des bases solides l'histoire de cette période d'une importance exceptionnelle, que nous nous sommes décidé à rassembler les présents matériaux. Mais un autre sentiment encore nous a guidé. Nous allons l'exposer avec une entière franchise.

Il est peu de Souverains qui aient fait honneur à leur couronne autant que l'Empereur François. Ses peuples ont rendu justice à sa valeur comme homme. Il était le père de ses sujets plutôt que leur maître; il réunissait en lui toutes les vertus de l'homme privé; toutefois, beaucoup de ses contemporains n'ont pas apprécié comme elles le méritaient les brillantes qualités qui le distinguaient comme Souverain. Remarquable par la pureté de ses mœurs, simple dans ses manières, ennemi de toute espèce de faste, et dédaignant même cette supériorité du rang qui éblouit toujours la foule et fait paraître souvent les princes ce qu'ils ne sont pas, n'aimant et ne recherchant en toutes choses que la vérité, ferme dans ses principes, d'une droiture à toute épreuve, ce prince a pu néanmoins, aux yeux de ses contemporains, paraître souvent jouer un rôle secondaire, alors même que les plus grands succès n'étaient dus qu'à sa résolution, à son énergie et à ses vertus. Les documents que nous livrons à l'impartialité des générations futures ne nous démentiront pas.

Il nous reste, quoi qu'il nous en coûte, à dire un mot de nous-même. Le rôle que nous avons eu à jouer personnellement dans l'histoire contemporaine, nous ne l'avons pas choisi, il nous a été dicté uniquement par le sentiment de nos devoirs. N'ayant d'autre ambition que celle de remplir consciencieusement la tâche multiple qu'une réunion de circonstances exceptionnelles nous avait imposée dès notre entrée au ministère, nous ne nous sommes jamais écarté du chemin qui nous semblait indiqué par le bon droit. Étranger aux aberrations de notre temps, aberrations qui conduiront toujours la société aux abîmes, nous avons eu la satisfaction de servir, à une époque pleine de périls, la cause de la paix et du bonheur des nations, qui ne saurait jamais gagner aux

révolutions politiques. Notre nom a une signification invariable dans les récits et dans les pamphlets de notre époque. Il nous a été impossible de nous reconnaître dans ces soi-disant portraits. C'est à la postérité qu'il appartiendra de nous juger sur nos actes, et pour la mettre à même de remplir cet office qui lui revient de droit, nous avons cru devoir établir avant tout les véritables bases du débat. A l'heure où nous écrivons ces lignes (1829), l'historien des innombrables événements de la première partie du dix-neuvième siècle est encore à naître. Raisonnablement, les contemporains ne peuvent pas avoir la prétention de faire autre chose, sinon de préparer les matériaux pour ceux qui auront dans l'avenir la haute mission de raconter fidèlement le passé, avec le calme et l'impartialité que n'ont jamais ceux qui ont pris une part personnelle et active aux événements.

Aussi n'attribuons-nous pas à notre œuvre une autre valeur que celle d'une collection de documents pour servir à l'histoire d'une période déterminée de notre temps.

Il nous reste à indiquer le plan de notre travail.

Comme nous l'avons dit, ce ne sont pas les événements des années 1813, 1814 et 1815 que nous entreprenons de raconter; nous ne prétendons pas même écrire des Mémoires réguliers. Ce que nous voulons, c'est noter avec une fidélité scrupuleuse les grands ressorts qui ont été mis en œuvre pour amener ces événements. Nous voulons ramener les faits connus à leurs vraies causes et rétablir entre eux ce lien qui est nécessaire pour l'intelligence des résultats produits; heureux si nous atteignons ce but!

DE LA BATAILLE DE BAUTZEN AU MANIFESTE DE GUERRE DE L'AUTRICHE, EN 1813.

Le 29 mai, à quatre heures de l'après-midi, j'appris par un courrier venu de Dresde la perte de la bataille de Bautzen. Je me rendis sur-le-champ à Laxenbourg, où se trouvait l'Empereur. Mon parti était pris. Il s'agissait d'arrêter Napoléon dans

sa marche en avant et de fixer l'Empereur Alexandre et le Roi Frédéric-Guillaume sur la résolution que prendrait l'Empereur mon maître. Dans l'armée russe régnait la plus grande démoralisation; elle n'avait plus qu'un désir, celui de se retirer derrière ses frontières.

L'Empereur Alexandre était décidé, il est vrai, à continuer la guerre, mais peut-être serait-il obligé finalement de céder à ses soldats rebutés. Les armées alliées avaient résolu d'opérer leur retraite vers la haute Silésie. Ce mouvement, habile au point de vue militaire, indiquait nettement, de la part de l'Empereur Alexandre, l'intention d'acculer l'Autriche et de la contraindre à se déclarer pour les alliés. En ne se montrant pas disposée à prendre part à la guerre contre Napoléon, l'Autriche aurait fourni au Czar un prétexte pour passer la Warta et pour mettre fin à la guerre.

Le quartier général du prince de Schwarzenberg était alors à Prague : pendant que son armée commençait à se réunir autour et près de cette ville, l'avant-garde occupait les cercles de Saaz et de Leitmeritz. Le comte de Bubna était arrivé au quartier général de Napoléon.

J'étais convaincu que la perte d'une seule bataille compromettrait tout si nous commencions la guerre sans avoir rassemblé des forces suffisantes pour pouvoir tenir la campagne à nous seuls; on ne pouvait guère compter, en effet, sur l'armée russe, mal organisée et démoralisée, ni sur l'armée prussienne, qui n'existait que de nom. Il s'agissait donc d'empêcher Napoléon de suivre sa tactique habituelle, c'est-à-dire de se tourner vers la Bohême en laissant un simple corps d'observation devant les armées alliées, afin de frapper contre nous un grand coup dont les suites auraient été incalculables pour l'Autriche, si l'on songe au découragement qui accablait alors l'immense majorité de nos peuples.

Je proposai à l'Empereur de partir le lendemain pour se rendre au point le plus central, entre Dresde et le quartier général des deux Souverains alliés. Nous cherchâmes sur la carte, et Gitschin nous parut être le point désiré. Sa Majesté se décida à partir le surlendemain; quant à moi, j'expédiai

sur-le-champ deux courriers, l'un à Dresde et l'autre en Silésie. Le premier remit au comte de Bubna l'ordre de presser Napoléon d'accepter la médiation offerte par l'Autriche. L'autre allait annoncer que l'Empereur rejoindrait l'armée sous peu. L'effet de ces mesures, ou plutôt le seul fait de l'arrivée de Sa Majesté au quartier général, me semblait devoir être décisif, et il le fut.

Le 1er juin, à cinq heures du matin, l'Empereur quitta Vienne avec une suite peu nombreuse (64). Le lendemain, nous rencontrâmes, près de Czaslau, le comte de Nesselrode, que l'Empereur Alexandre avait dépêché pour demander à l'Autriche de prendre une prompte résolution. Nesselrode m'apportait une copie de l'armistice signé à Poischewitz.

L'Empereur François chargea l'envoyé du Czar d'une mission fort simple. Il lui dit : « Retournez sur vos pas, et informez l'Empereur votre maître ainsi que le Roi de Prusse que vous m'avez trouvé en route pour aller en Bohême rejoindre le quartier général de mon armée. Je prie le Czar de vouloir bien me désigner un point de la frontière de Bohême et de Silésie où je puisse envoyer mon ministre des affaires étrangères pour lui communiquer mes résolutions. »

Des propositions de médiation avaient été envoyées à Dresde par l'entremise du comte de Bubna (65). Napoléon espérait battre encore une fois les armées russe et prussienne, et il comptait sur l'effet que produirait une nouvelle défaite sur l'esprit des deux Souverains et sur leurs armées, aussi bien que sur l'Autriche elle-même; il accueillit donc froidement et avec hauteur les propositions de notre envoyé. Cependant on pouvait prévoir qu'après la victoire de Bautzen il serait plus disposé à négocier; ce fut le cas, en effet : suivant son système habituel, il se mit en rapport direct avec les deux Souverains alliés.

L'aide de camp Flahault avait été envoyé sur les lieux en qualité de commissaire de démarcation; Napoléon pouvait compter sur le dévouement absolu de cet agent. Il s'était flatté de pouvoir agir directement sur le Czar, aussi bien par le choix du négociateur (Caulaincourt) que par l'influence personnelle qu'il croyait toujours avoir sur l'esprit de ce

prince. Il se trompait. Le seul résultat de ces tentatives fut de prouver aux Souverains que Napoléon voulait encore une fois raffermir par des négociations illusoires sa position ébranlée, et qu'il n'avait d'autre but que d'empêcher la quadruple alliance de se former, et de gagner le temps nécessaire pour combler les vides qu'avaient faits dans son armée les marches forcées et les batailles de Lützen et de Bautzen. L'Empereur Alexandre et le Roi Frédéric-Guillaume firent part à l'Empereur François de la ferme résolution qu'ils avaient prise de ne pas consentir à une négociation ; en même temps, ils assuraient Sa Majesté de leur pleine confiance dans sa loyauté et dans ses principes éclairés.

Le 3 juin, nous arrivâmes à Gitschin. J'instruisis aussitôt le duc de Bassano de l'arrivée de l'Empereur à son quartier général. En même temps, je lui demandai une entrevue, pour l'informer que Sa Majesté était fermement résolue à appuyer comme il convenait ses offres de médiation. J'étais convaincu que la réponse du ministre français serait évasive : je ne me trompais pas. Le refus déguisé de Bassano me fournit un prétexte tout trouvé pour tâcher de voir l'Empereur Alexandre; en effet, le jour même où j'avais reçu la réponse du ministre français, je demandai une entrevue au Czar. Opocno fut désigné comme le lieu du rendez-vous; j'avais choisi cet endroit à cause de sa proximité de la frontière et de son isolement. Pour n'avoir pas à s'y rendre avec moi, l'Empereur François prétexta des affaires qu'il avait à Gitschin. Le 16 juin, je partis de ce château, et le lendemain j'arrivai à Opocno, où je trouvai le Czar, qui m'avait précédé de quelques heures. La grande-duchesse Catherine, sœur de l'Empereur Alexandre, qui séjournait alors à Prague, était venue également. Dans la suite du Czar se trouvait le comte de Nesselrode avec quelques aides de camp. Le comte de Stadion et M. de Lebzeltern s'étaient aussi rendus à Opocno, à la suite des ordres qu'ils avaient reçus.

J'allai trouver immédiatement l'Empereur Alexandre. L'entretien que j'avais eu préalablement avec le comte de Nesselrode à Czaslau m'avait à peu près édifié sur les dispositions

de ce prince en ce qui concernait les affaires en général aussi bien qu'en ce qui avait rapport à ma personne. J'avais appris à connaître l'Empereur Alexandre pendant les négociations de Berlin en 1805, et il me témoigna beaucoup de bienveillance à cette époque. Je devais même, sur sa demande formelle, être envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1806. Les rapports que j'eus en 1807 et 1808 avec son ambassadeur à Paris fortifièrent encore les bons sentiments dont l'Empereur était animé à mon égard; plus tard seulement, lorsque le comte de Romanzow fut envoyé à Paris à la suite des conférences d'Erfurt, une divergence complète entre les vues de ce ministre et les miennes amena un premier refroidissement entre l'Empereur Alexandre et moi. Le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise et le refus, trop justifié par la nécessité, du cabinet autrichien de conclure une alliance secrète avec la Russie en 1811 firent le reste. Le Czar, qui n'admettait pas de nuances dans la conduite des autres, parce qu'à cette époque sa politique allait toujours d'un extrême à l'autre et ne connaissait pas encore les moyens termes, me soupçonna d'avoir tout à fait passé à la France et de nourrir de graves préjugés à l'égard de la Russie. Dans cette première entrevue, je devais donc m'attendre à rencontrer chez l'Empereur ces préventions personnelles dont l'influence est toujours puissante, et à me heurter contre toutes les difficultés que présentait l'attitude politique et militaire de l'Autriche.

J'abordai l'Empereur sans aucun embarras. Je ne commençai pas par combattre ses préjugés, mais je ne fis pas mystère toutefois de la conviction où j'étais que la seule ancre de salut pour les alliés, c'était la confiance absolue dans une puissance qui pouvait être très-facilement suspectée, si l'on ne connaissait à fond le caractère de l'Empereur François ainsi que les principes et la conduite de son cabinet. Je lui affirmai en même temps que rien ne pourrait nous faire dévier de notre route, qu'amenés à une situation qui faisait de nous les sauveurs de l'Europe, nous la sauverions.

L'Empereur Alexandre me répondit que je ne devais pas douter de sa confiance, mais que si l'Autriche ne faisait con-

naître sur-le-champ ses véritables intentions, c'en était fait à ses yeux de la cause commune.

Comme je ne pouvais ni ne voulais abandonner la marche que je m'étais proposé de suivre, et qui seule, selon moi, pouvait assurer notre salut, je déclarai à l'Empereur que j'étais prêt à lui exposer tout notre plan, mais que je ne voudrais pas lui donner l'espérance trompeuse que nous consentirions jamais à y renoncer ou même à le modifier dans ses parties essentielles. Je persistai à maintenir la nécessité absolue de la médiation de l'Autriche, et je lui demandai de la reconnaître formellement.

« Que deviendra notre cause, me demanda le Czar, si Napoléon, de son côté, accepte la médiation?

« — S'il la décline, répondis-je, l'armistice cessera de plein droit, et vous nous trouverez dans les rangs de vos alliés; s'il l'accepte, la négociation nous montrera, à n'en pouvoir douter, que Napoléon ne veut être ni sage ni juste, et le résultat sera le même. En tout cas, nous aurons ainsi gagné le temps nécessaire pour pouvoir établir notre armée dans des positions où nous n'aurons plus à craindre une attaque contre un seul d'entre nous, et d'où nous pourrons, de notre côté, prendre l'offensive. »

Ce premier entretien dura plus de deux heures, et nous nous séparâmes sans avoir rien conclu. Cependant, bientôt après j'eus la preuve que le Czar ne fermait plus tout à fait les yeux à la lumière, bien que sa vieille défiance persistât toujours. Le lendemain, je réussis à le gagner entièrement à nos projets. Je lui proposai d'envoyer un officier intelligent au quartier général du prince de Schwarzenberg, qui désormais ne ferait plus qu'un avec celui de l'Empereur François. Cet officier devait avoir pour mission de constater l'état et les positions des armées alliées et de nous communiquer le résultat de ses observations. Il n'en devait pas moins entendre notre général en chef et arrêter avec lui le plan des opérations suivant l'alternative dont j'ai parlé ci-dessus.

L'Empereur Alexandre me parut très-satisfait de cette proposition; il y voyait un gage de notre sincérité. Le bon

esprit dont le comte de Nesselrode ne cessait de donner des preuves dans la direction de son département, et l'appui que lui prêtaient le prince Wolkonski, chef d'état-major général du Czar, et le maréchal du palais comte de Tolstoy, lui permirent d'arriver plus facilement à son but. A cette époque, Tolstoy possédait encore l'oreille de son maître et parlait avec une liberté qui le fit plus tard tomber en disgrâce. Le 20 juin, je me séparai de l'Empereur Alexandre, le laissant satisfait de nos vues et parfaitement tranquille sur l'avenir (66).

Pour charmer les loisirs du Czar, on avait concentré près d'Opocno deux régiments de cavalerie que Sa Majesté fit manœuvrer à plusieurs reprises pendant les deux jours que l'Empereur resta encore après mon départ.

Je retournai directement à Gitschin, où je trouvai une invitation très-pressante du duc de Bassano à me rendre à Dresde. Napoléon avait eu vent de mon entrevue avec l'Empereur de Russie, et à partir de ce moment il voulait aussi se ménager un entretien avec moi. Cette démarche, que j'avais prévue, me prouva que Napoléon ne se sentait pas assez fort pour rompre ouvertement avec nous. Je demandai à l'Empereur mon maître l'autorisation de me rendre à l'appel de Bassano, et, sans tarder, j'informai de ce fait les cabinets de Russie et de Prusse réunis à Reichenbach, en Silésie. Je prévoyais beaucoup de découragement de leur part. Dans la plus forte position qu'un ministre ait jamais occupée, je songeais uniquement à convaincre les deux cabinets que désormais le salut de l'Europe ne dépendrait que de la ligne de conduite que suivrait l'Autriche. Comme dans le cours de mon ministère je ne me suis jamais aidé que des ressources de mon pays, que de la force d'âme et des solides principes de l'Empereur François, j'étais bien loin de craindre d'assumer une trop grande responsabilité en prenant une attitude qui devait finalement nous relever et assurer le triomphe de la cause commune.

L'Empereur régla, avec le prince de Schwarzenberg et moi, toutes les dispositions nécessaires pour hâter la marche et l'arrivée de nos troupes. Sa Majesté donna les instructions les plus formelles. Autant ce prince penchait ordinairement

à ménager ses provinces, autant cette fois il y songea peu dans ses calculs. Il était uniquement absorbé par la grande œuvre de la délivrance qu'il devait accomplir. Il s'agissait de sauver le monde; ses peuples trouveraient leur dédommagement dans cet immense bienfait! On fit disparaître du théâtre de la guerre tout ce qui aurait pu profiter à l'ennemi; on fortifia les points les plus importants; les lignes de Prague furent fermées, cette ville devant servir de place d'armes; on se mit à élever des têtes de pont sur l'Elbe et sur la Moldau; on créa de vastes magasins afin de pouvoir suffire aux besoins de l'armée autrichienne et des armées alliées qui devaient être appelées en Bohême; on réunit tous les vivres qu'on put trouver et tous les autres objets pouvant servir à la guerre. L'esprit de la population répondit à l'attente de l'Empereur; il se releva à mesure que grandissait la confiance dans les mesures prises par le gouvernement. L'est et le nord de la Bohême présentaient en quelque sorte l'aspect d'un vaste camp.

Le 24 juin, je partis de Gitschin pour arriver le lendemain à Dresde, où je descendis chez le comte de Bubna. En ce moment Napoléon n'était pas dans la ville, mais il y revint le soir de mon arrivée. Ce n'est donc que le jour suivant, 26 juin, que je reçus l'invitation de me rendre chez lui. Son quartier général se trouvait dans le jardin Marcolini, près de l'Elsterwiese. Il n'osait pas demeurer dans la ville; plus de vingt mille hommes de son armée étaient entassés dans le faubourg de Frédéric et en dehors des lignes de ce faubourg.

La position de Napoléon vis-à-vis de son armée et du peuple français était alors fort critique. La nation, jadis divisée en différents partis, n'en présentait plus que deux : l'un était le parti des hommes de la Révolution, auquel se rattachait la foule innombrable des individus dont le sort était lié au maintien de l'Empire ou qui tenaient à conserver le régime impérial pour ne pas perdre leur position, le fruit de leurs services passés et leur fortune qui se composait en grande partie de biens nationaux; l'autre était le parti royaliste et *bourbonien*. Les premiers gémissaient sur la situation pré-

caire que l'ambition dévorante de Napoléon avait faite à leurs intérêts; les seconds n'osaient pas encore lever la tête, mais ils attendaient avec anxiété les résultats de la nouvelle campagne en vue de laquelle la nation faisait alors de gigantesques préparatifs.

L'armée française soupirait après la paix. Les généraux, sans exception, avaient peu de confiance dans une lutte qui devenait plus qu'inégale, du moment où de nouveaux alliés venaient se joindre aux Russes et aux Prussiens. Les efforts des gouvernements de la Confédération du Rhin pouvaient à peine contenir la haine du peuple allemand pour Napoléon; la conduite de ces gouvernements eux-mêmes commençait à devenir équivoque; l'Europe n'en tournait que plus avidement ses regards vers l'Autriche.

Dans de pareilles conjonctures, l'apparition du ministre des affaires étrangères autrichien au quartier général de Napoléon ne pouvait être regardée par les chefs de l'armée française que comme un événement décisif par les résultats qu'il amènerait. Voilà l'impression que je pus constater en arrivant à Dresde. Il me serait difficile de rendre l'expression d'inquiétude douloureuse qui se lisait sur le visage de ces courtisans et de ces généraux chamarrés d'or, qui étaient réunis dans les appartements de l'Empereur. Le prince de Neuchâtel (Berthier) me dit à demi-voix : « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de paix, la France surtout, elle qui ne veut que la paix. » Je ne me crus pas tenu de répondre, et j'entrai dans le salon de service de l'Empereur.

Napoléon m'attendait, debout au milieu de son cabinet, l'épée au côté, le chapeau sous le bras. Il s'avança vers moi avec un calme affecté et me demanda des nouvelles de la santé de l'Empereur. Bientôt ses traits s'assombrirent, et se plaçant devant moi, il me parla en ces termes :

« Ainsi, vous voulez la guerre : c'est bien, vous l'aurez. J'ai anéanti l'armée prussienne à Lützen; j'ai battu les Russes à Bautzen; vous voulez avoir votre tour. Je vous donne rendez-vous à Vienne. Les hommes sont incorrigibles, les leçons de l'expérience sont perdues pour eux. Trois fois j'ai rétabli l'Em-

pereur François sur son trône; je lui ai promis de rester en paix avec lui tant que je vivrais; j'ai épousé sa fille; je me disais alors: Tu fais une folie; mais elle est faite. Je la regrette aujourd'hui. »

Ce préambule me fit sentir mieux encore combien ma situation était forte; à ce moment décisif, je me regardai comme le représentant de la société européenne tout entière. Le dirai-je? Napoléon me parut petit.

« La paix et la guerre, répondis-je, sont entre les mains de Votre Majesté. L'Empereur mon maître a à remplir des devoirs devant lesquels s'effacent toutes les autres considérations. Le sort de l'Europe, son avenir et le vôtre, tout cela dépend de vous seul. Entre les aspirations de l'Europe et vos désirs, il y a un abîme. Le monde a besoin de la paix. Pour assurer cette paix, il faut que vous rentriez dans les limites qui sont compatibles avec le repos commun, ou que vous succombiez dans la lutte. Aujourd'hui, vous pouvez encore conclure la paix; demain il serait peut-être trop tard. L'Empereur mon maître ne se laisse guider dans sa conduite que par la voix de sa conscience; à votre tour, Sire, de consulter la vôtre.

« — Eh bien! qu'est-ce donc qu'on veut de moi? me dit brusquement Napoléon. Que je me déshonore? Jamais! Je saurai mourir, mais je ne céderai pas un pouce de territoire. Vos Souverains, nés sur le trône, peuvent se laisser battre vingt fois et rentrer toujours dans leurs capitales; moi, je ne le puis pas, parce que je suis un soldat parvenu. Ma domination ne survivra pas au jour où j'aurai cessé d'être fort, et, par conséquent, d'être craint. J'ai commis une grande faute en ne tenant pas compte de ce qui m'a coûté une armée, la plus belle qu'on eût jamais vue. Je puis me battre contre des hommes, non contre les éléments; c'est le froid qui m'a vaincu et ruiné. Dans une seule nuit j'ai perdu trente mille chevaux. J'ai tout perdu, sauf l'honneur et la conscience de ce que je dois à un brave peuple qui, après ces revers inouïs, m'a donné de nouvelles preuves de son dévouement et de la conviction qu'il a que moi seul je puis le gouverner. J'ai réparé les pertes de

l'année dernière; voyez donc mon armée après les batailles que je viens de gagner. Je la passerai en revue devant vous.

« — Et c'est précisément l'armée, lui répliquai-je, qui désire la paix.

« — Non, ce n'est pas l'armée, dit Napoléon en m'interrompant vivement, ce sont mes généraux qui veulent la paix. Je n'ai plus de généraux. Le froid de Moscou les a démoralisés. J'ai vu les plus braves pleurer comme des enfants. Ils étaient brisés physiquement et moralement. Il y a quinze jours, je pouvais encore faire la paix; aujourd'hui, je ne le puis plus. J'ai gagné deux batailles; je ne ferai pas la paix.

« — Dans tout ce que Votre Majesté vient de me dire, lui fis-je observer, je vois une preuve de plus que l'Europe et Votre Majesté ne peuvent arriver à s'entendre. Vos traités de paix n'ont jamais été que des armistices. Les revers comme les succès vous poussent à la guerre. Le moment est venu où vous allez vous jeter réciproquement le gant, l'Europe et vous; vous le ramasserez, vous et l'Europe; mais ce ne sera pas l'Europe qui succombera dans la lutte.

« — Pensez-vous, par hasard, me renverser par une coalition? reprit Napoléon. Combien d'alliés êtes-vous donc? Quatre, cinq, six, vingt? Plus vous serez nombreux, plus je serai tranquille. J'accepte le défi. Mais je puis vous assurer, continua-t-il avec un rire forcé, qu'au mois d'octobre prochain nous nous verrons à Vienne. Alors on verra ce que seront devenus vos bons amis les Russes et les Prussiens. Comptez-vous sur l'Allemagne? Voyez ce qu'elle a fait en 1809. Pour tenir en bride les populations allemandes, mes soldats me suffisent, et quant à la fidélité des princes, la peur qu'ils ont de vous m'en répond. Si vous vous déclarez neutres, et si vous observez votre neutralité, alors je consentirai à négocier à Prague. Voulez-vous une neutralité armée? Soit! Mettez trois cent mille hommes en Bohême, et que l'Empereur me donne sa parole qu'il ne me fera pas la guerre avant la fin des négociations, cela me suffira.

« — L'Empereur, répondis-je, a offert aux puissances sa médiation, non la neutralité. La Russie et la Prusse ont

accepté sa médiation; c'est à vous à vous prononcer aujourd'hui même. Ou bien vous accepterez la proposition que je viens de vous faire, et nous fixerons un temps pour la durée des négociations; ou bien vous la refuserez, et l'Empereur mon maître se considérera comme libre dans ses résolutions et dans son attitude. La situation nous presse, il faut que l'armée vive; dans quelques jours il y aura deux cent cinquante mille hommes en Bohême; ils pourront y rester cantonnés pendant quelques semaines, mais non pendant des mois entiers. »

A ce moment Napoléon m'interrompit une seconde fois pour s'engager dans une longue digression sur la force possible de notre armée. D'après ses calculs, nous pourrions tout au plus mettre en ligne soixante-quinze mille hommes en Bohême. Il se basait sur le chiffre normal de la population de l'Empire, sur l'évaluation des pertes en hommes que nous avions faites dans les dernières guerres, sur notre système de conscription, etc. Je me montrai très-étonné de l'inexactitude de ses renseignements, et lui dis qu'il lui aurait été cependant bien facile de se procurer des données plus exactes et plus sûres.

« Je m'engage, lui déclarai-je, à vous dresser la liste complète de vos bataillons, et Votre Majesté serait moins bien renseignée sur la force de l'armée autrichienne?

« — Je suis bien informé, répliqua Napoléon; j'ai des rapports très-circonstanciés sur l'état de vos forces, et je suis sûr de ne pas me tromper sur le chiffre de votre effectif. M. de Narbonne, ajouta-t-il, a mis en campagne une masse d'espions, et ses informations s'étendent jusqu'aux tambours de votre armée; mon quartier général en a fait autant; mais je connais mieux que personne la valeur qu'on peut attacher à des renseignements de cette espèce. Mes calculs s'appuient sur des données mathématiques, voilà pourquoi ils sont sûrs; en fin de compte, on n'a jamais plus qu'on ne peut avoir*. »

* Un détail curieux, que plus d'un fait a confirmé, ce sont les nombreuses illusions que Napoléon s'est faites depuis l'ouverture de la campagne de l'année précédente sur tout ce qui avait rapport à l'importance des forces de ses adversaires.

Napoléon me conduisit dans son cabinet de travail et me montra les rôles de notre armée, tels qu'il les recevait journellement. Il les vérifia avec le plus grand soin et, pour ainsi dire, régiment par régiment. Notre discussion sur ce sujet dura plus d'une heure.

Quand nous fûmes rentrés dans son salon de réception, il ne parla plus de la question politique, et j'aurais pu croire qu'il voulait détourner mon attention de l'objet de ma mission, si l'expérience du passé ne m'avait appris combien ces omissions calculées lui étaient familières. Il parla de l'ensemble de ses opérations en Russie et s'étendit en longs et minutieux détails sur l'époque de son dernier retour en France. Tout ce qu'il dit là-dessus me montra clairement que son but constant était de faire croire que sa défaite de 1812 devait être mise uniquement sur le compte de la saison, et que jamais son prestige n'avait été plus grand en France qu'à la suite de ces mêmes événements. « C'était une rude épreuve, me dit-il, mais je m'en suis parfaitement tiré. »

Après l'avoir écouté pendant plus d'une demi-heure, je l'interrompis en lui faisant observer que dans ce qu'il venait de dire je voyais une preuve frappante de la nécessité de mettre un terme à ces perpétuelles vicissitudes. « La fortune, ajoutai-je, peut vous trahir comme elle l'a fait en 1812. En temps ordinaire, les armées ne forment qu'une faible partie de la population; aujourd'hui, c'est le peuple tout entier que vous appelez sous les armes. Votre armée actuelle n'est-elle pas une génération prise d'avance? J'ai vu vos soldats, ce sont des enfants. Votre Majesté est convaincue qu'Elle est absolument nécessaire à la nation; mais n'avez-vous pas besoin de la nation à votre tour? Et quand cette armée d'adolescents que vous appelez sous les armes aura disparu, que ferez-vous? »

A ces mots, Napoléon se laissa emporter par la colère; il pâlit, et ses traits se contractèrent. « Vous n'êtes pas soldat, me dit-il rudement, et vous ne savez pas ce qui se passe dans l'âme d'un soldat. J'ai grandi sur les champs de bataille, et un homme comme moi se soucie peu de la vie d'un million

d'hommes*. » En disant, ou plutôt en criant ces mots, il jeta dans un coin du salon le chapeau que jusqu'alors il avait tenu à la main. Je restai calme, m'appuyai contre une console entre les deux fenêtres, et, profondément ému de ce que je venais d'entendre, je lui dis : « Pourquoi vous adressez-vous à moi? pourquoi me faire, entre quatre murs, une pareille déclaration? Ouvrons les portes, et puissent vos paroles retentir d'un bout de la France à l'autre! Ce n'est pas la cause que je représente qui y perdra. »

Napoléon, se contenant, me dit alors d'un ton plus calme les paroles suivantes, qui ne sont pas moins remarquables que celles de tout à l'heure : « Les Français ne peuvent pas se plaindre de moi; pour les ménager, j'ai sacrifié les Allemands et les Polonais. J'ai perdu trois cent mille hommes dans la campagne de Russie, mais dans le nombre il n'y avait pas plus de trente mille Français.

« — Vous oubliez, Sire, m'écriai-je, que vous parlez à un Allemand. »

Napoléon se remit à se promener avec moi dans le salon; au second tour, il ramassa son chapeau. En même temps, il en vint à reparler de son mariage. « Oui, dit-il, j'ai fait une bien grande sottise en épousant une archiduchesse d'Autriche.

« — Puisque Votre Majesté veut connaître mon opinion, répliquai-je, je dirai très-franchement que Napoléon *le Conquérant* a commis une faute.

« — Ainsi, l'Empereur François veut détrôner sa fille?

« — L'Empereur, lui répondis-je, ne connaît que ses devoirs, et il les remplira. Quoi que la fortune réserve à sa fille, l'Empereur François est avant tout Souverain, et l'intérêt de ses peuples tiendra toujours la première place dans ses calculs.

« — Oui, dit Napoléon en m'interrompant, ce que vous me dites là ne me surprend pas, tout me confirme dans l'opinion que j'ai commis là une faute impardonnable. En épousant une

* Je n'ose pas répéter ici l'expression bien plus crue dout se servit Napoléon.

archiduchesse, j'ai voulu unir le présent et le passé, les préjugés gothiques et les institutions de mon siècle; je me suis trompé, et je sens aujourd'hui toute l'étendue de mon erreur. Cela me coûtera peut-être mon trône, mais j'ensevelirai le monde sous ses ruines. »

L'entretien s'était prolongé jusqu'à huit heures et demie du soir. Il faisait déjà nuit noire. Personne n'avait osé entrer dans le cabinet. Pas un instant de silence n'interrompit ces vives discussions : à six reprises différentes mes paroles eurent tout à fait la valeur d'une déclaration de guerre. Mon but ne saurait être de reproduire ici tout ce que Napoléon m'a dit durant cette longue entrevue. Je ne me suis arrêté que sur les points les plus saillants, sur ceux qui se rapportaient directement à l'objet de ma mission. Vingt fois nous nous en étions fort éloignés*; ceux qui ont connu Napoléon et traité des affaires avec lui ne s'en étonneront pas.

Lorsque Napoléon me congédia, son ton était devenu calme et doux. Je ne pouvais plus distinguer les traits de son visage. Il me reconduisit jusqu'à la porte du salon de service. En mettant la main sur le bouton de la porte, il me dit : « Nous nous reverrons, je l'espère.

« — A vos ordres, Sire, lui répondis-je; mais je n'ai pas l'espoir d'atteindre le but de ma mission.

« — Eh bien! reprit Napoléon en me frappant sur l'épaule, savez-vous ce qui arrivera? vous ne me ferez pas la guerre.

« — Vous êtes perdu, Sire, m'écriai-je vivement; j'en avais le pressentiment en venant ici; maintenant que je m'en vais, j'en ai la certitude. »

Dans les antichambres, je retrouvai les mêmes généraux que j'avais vus en entrant. Ils m'entourèrent afin de lire sur mon visage l'impression que j'emportais de cet entretien qui avait duré près de neuf heures. Je ne m'arrêtai pas, et je ne crois pas avoir donné satisfaction à leur curiosité.

* Le récit de la campagne de 1812 a rempli à lui seul plusieurs heures; une foule d'autres questions tout à fait étrangères à la mission dont j'étais chargé l'occupèrent aussi fort longtemps.

Berthier m'accompagna jusqu'à ma voiture. Il profita d'un moment où personne ne pouvait nous entendre pour me demander si j'avais été content de l'Empereur. « Oui, lui répondis-je, il m'a donné tous les éclaircissements désirables; c'en est fait de lui (67). »

J'appris dans la suite que, le même soir, en se retirant dans sa chambre, Napoléon avait dit à son entourage : « J'ai eu un long entretien avec M. de Metternich. Il s'est vaillamment comporté; treize fois je lui ai jeté le gant, et treize fois il l'a relevé. Mais le gant restera finalement dans mes mains. » J'ai tout lieu de croire qu'aucun des assistants ne fut rassuré par ce propos. Les courtisans les plus dévoués de Napoléon commençaient à douter de l'infaillibilité du maître. A leurs yeux, comme aux yeux de l'Europe, son étoile commençait à pâlir.

Un seul homme avait gardé pour l'Empereur le dévouement le plus fanatique et persistait dans l'aveuglement le plus opiniâtre que l'histoire ait peut-être jamais enregistré : c'était M. Maret (duc de Bassano). Ce ministre s'obstinait à vivre dans un monde idéal qu'il s'était créé, et dont le centre était le génie de Napoléon; c'est *à lui* que le monde doit en grande partie son salut. M. de Bassano était alors détesté dans l'armée. L'incompréhensible opération de Napoléon contre Moscou lui avait procuré une position militaire; c'est à lui qu'étaient adressés les rapports des chefs des différents corps, dont les communications avec l'Empereur avaient été coupées. Ce qu'il pouvait faire pour eux n'était pas à dédaigner. Il disposait des ressources matérielles de la Lithuanie et de ce qui restait de celles du grand-duché de Varsovie. Pour le moment, il s'agissait moins de se battre que de vivre. M. Maret se crut tout-puissant; il était persuadé qu'il ne pouvait que s'élever davantage, grâce au génie de son maître. Je pus facilement le deviner dans une conversation que j'eus avec lui le lendemain de mon long entretien avec Napoléon. Je le trouvai dans mon salon, où il m'attendait depuis huit heures du matin. Quand je vis qu'il n'avait d'autre but que de paraphraser ce qu'avait dit Napoléon, je me bornai à lui faire observer que je lui adresserais incessamment une note officielle contenant la pro-

position de la médiation de l'Autriche, et que, mes moments étant comptés, je fixerais mon départ pour la Bohême au surlendemain.

J'avais quitté le quartier général au moment où nos différents corps d'armée ne songeaient qu'à se réunir. Le noyau de l'armée autrichienne comptait, toutes les armes comprises, à peine..... hommes. Je voulus m'assurer d'un fait qui devait avoir une influence considérable sur l'issue de la campagne; mon entretien avec Napoléon avait fait naître des doutes dans mon esprit; je me demandais s'il ne serait pas à désirer de gagner quelques semaines pour arriver à compléter notre ordre de bataille. Sans attendre le lendemain, j'expédiai un courrier au prince de Schwarzenberg; je posais à ce dernier les deux questions suivantes :

« La prolongation de l'armistice conclu entre les Français et les alliés peut-elle nous servir à atteindre le but que je viens d'indiquer?

« Quel serait, au point de vue pratique, le dernier terme possible, et partant, le seul terme admissible de cette prolongation? »

Je priais le prince de me répondre sur-le-champ; je fixais un délai de trente-six heures pour le retour du courrier, et demandais des renseignements catégoriques. L'aide de camp que j'avais envoyé revint au bout de trente-deux heures avec une lettre du prince de Schwarzenberg. La réponse était fort courte : « D'ici à vingt jours, m'écrivait le prince, mon armée se trouvera renforcée de soixante-quinze mille hommes; je m'estimerai heureux d'obtenir ce délai, mais un seul jour de plus me mettrait dans l'embarras. »

A partir de ce moment, tous mes efforts ne tendirent plus qu'à gagner ces vingt jours. La chose n'était pas facile; car Napoléon devait plus ou moins faire les mêmes calculs que nous. Et, d'autre part, comment faire accepter ce délai à deux princes soupçonneux, dont l'un voyait son existence liée à la résolution que prendrait l'Autriche, et dont l'autre devait chercher à frapper un grand coup pour maintenir dans le devoir son armée mécontente et vaincue? Comment enfin

triompher de l'impossibilité où se trouvaient les armées russe et prussienne de vivre dans une province épuisée? Comment suffire aux besoins de ces armées en mettant à leur service les ressources de la Bohême et de la Moravie? Ne risquerait-on pas de voir Napoléon trancher la question en tombant sur la Bohême? Ne pourrait-il, de son côté, nous demander d'appliquer à la Saxe le principe de l'égalité dans le traitement, et de venir au secours de ce pays, encore plus épuisé que ne pouvait l'être la Silésie? Je me rendis compte de ces difficultés; je cherchai les moyens d'y parer, et je les trouvai.

Pendant les trois jours qui suivirent mon entretien avec Napoléon, je fus continuellement en rapport avec l'Empereur des Français, le duc de Bassano, les maréchaux et les généraux. Dans nos conversations, Napoléon évitait de nouvelles discussions sur l'objet qui m'amenait; il me renvoyait au duc de Bassano, qui, de son côté, disait n'avoir pas d'instructions et m'engageait à prendre patience, tandis que j'entendais les chefs de l'armée exprimer leurs inquiétudes toujours plus vives et se prononcer de plus en plus pour la paix.

Le soir du dernier jour de mon séjour à Dresde, je reçus du ministre des affaires étrangères un projet d'arrangement écrit, qui n'avait rien de commun avec ma demande; aussi je me hâtai d'y répondre en avertissant le ministre que je partirais incessamment de Dresde. Je fixai mon départ au lendemain matin sept heures, et je commandai des chevaux de poste. Quelques minutes avant l'heure que j'avais fixée, le duc de Bassano m'envoya un billet dans lequel il me disait simplement que l'Empereur désirait me parler avant mon départ, et qu'il me recevrait à huit heures, en costume de voyage.

Ma voiture était prête; je la fis dételer, et j'envoyai prévenir la poste que je fixerais plus tard le moment où je partirais. A l'heure dite, je me rendis au jardin Marcolini, où je trouvai Napoléon se promenant. Là nous eûmes ensemble une conversation qu'il est difficile de reproduire. Les premiers mots que me dit Napoléon furent ceux-ci : « Eh bien! vous faites semblant d'être fâché; pourquoi donc? » Je répondis brièvement que mon devoir me défendait de perdre mon temps à Dresde.

Ensuite Napoléon se mit à parler du projet d'arrangement que son ministre m'avait envoyé, et finit par déclarer qu'il n'en voulait pas. « Peut-être, ajouta-t-il, nous entendrons-nous mieux à nous deux; venez dans mon cabinet, nous allons tâcher de nous arranger. »

Quand nous fûmes dans son cabinet, il me demanda si j'avais quelque objection à faire contre la présence de M. de Bassano; toute négociation, disait-il, demande un secrétaire; il voulait confier ce rôle à un ministre. Il sonna et fit appeler M. de Bassano, qui parut immédiatement.

Nous nous assîmes près d'une petite table, sur laquelle le ministre apporta ce qu'il fallait pour écrire. Napoléon me dit alors : « Formulez les articles comme vous l'entendrez. »

Je résumai mes demandes en peu de mots; voici ce que je proposais :

1° L'Empereur des Français accepte la médiation armée de l'Empereur d'Autriche;

2° Les plénipotentiaires des puissances belligérantes se rendront le 10 juillet à Prague pour conférer avec le plénipotentiaire de la Cour médiatrice;

3° Le 10 août est fixé comme dernier terme des négociations;

4° Jusqu'audit jour, toutes les opérations militaires seront suspendues.

Lorsque j'eus présenté mes demandes, Napoléon dit : « Mettez ces articles par écrit, je les approuverai. »

Jamais grande affaire n'a été expédiée plus promptement.

Lorsque M. de Bassano et moi nous eûmes rédigé l'acte et que Napoléon y eut apposé sa signature, il me dit : « Qui veut la fin veut les moyens. Il n'y a plus qu'une petite difficulté à lever; il s'agit de l'article 4. L'armistice que j'ai conclu avec les Russes et les Prussiens expire au milieu du mois de juillet; il faut donc qu'il soit prolongé jusqu'au terme solennel du 10 août. Pouvez-vous prendre sur vous de prolonger l'armistice actuel? »

Je répondis que je n'avais pas les pouvoirs nécessaires pour cela, que cependant j'étais prêt à garantir l'acceptation d'une

prolongation d'armistice par les deux Souverains alliés, mais que j'étais forcé d'y mettre une condition. Voici comment je m'exprimai sur ce point :

« Pour maintenir sa neutralité armée, l'Empereur François a, depuis l'ouverture de la campagne de 1813, interdit toute exportation de vivres de Bohême et de Moravie. Les troupes russes et prussiennes entassées dans la haute Silésie ne peuvent rester dans l'état actuel au delà de l'expiration de l'armistice conclu (20 juillet), si on ne leur accorde les moyens matériels d'atteindre un terme plus éloigné. Votre Majesté vient d'indiquer ce qu'il faut faire en disant : Qui veut la fin veut les moyens. Pour trancher la difficulté, l'Empereur d'Autriche ne peut absolument faire qu'une chose, c'est de lever l'interdiction qui empêche la sortie des vivres par les frontières de la Silésie aussi bien que par celles de la Saxe. Votre Majesté veut-Elle me donner l'assurance qu'Elle ne regardera pas la levée de l'interdiction sur la frontière de Bohême, de Silésie et de Moravie, comme une rupture de la neutralité autrichienne?

« — Je vous la donne sans difficulté », répondit l'Empereur.

Une heure après ce dernier entretien, je quittai Dresde.

Après mon retour à Gitschin (1er juillet), on prit toutes les mesures nécessaires pour assurer la subsistance des troupes russes et prussiennes cantonnées en Silésie et pour renforcer les troupes autrichiennes en Bohême; pour cette dernière opération, il fallait rappeler le corps d'armée que nous avions envoyé à la frontière polonaise. En même temps, Poniatowski demanda l'autorisation de passer sur notre territoire neutre, pour aller dans la direction de la Saxe. L'Empereur François accéda à sa demande. De mon côté, je préparai la réunion des plénipotentiaires des puissances belligérantes qui devaient se rencontrer à Prague sous la médiation de l'Autriche. L'Empereur quitta le quartier général de Gitschin et se rendit à Brandeis, pour se rapprocher du théâtre des négociations (68).

A l'heure fixée, les plénipotentiaires de la Russie et de la Prusse arrivèrent à Prague. L'ambassadeur français accrédité près la Cour impériale. le comte de Narbonne, que Napoléon

avait nommé son second plénipotentiaire, n'avait pas été moins exact au rendez-vous. Le duc de Vicence (Caulaincourt), désigné comme premier plénipotentiaire, se faisait seul attendre. Il ne vint qu'après le jour fixé pour l'ouverture des négociations, et se rendit aussitôt chez moi. Je lui demandai de me remettre ses pleins pouvoirs; il répondit qu'il les attendait encore, mais se déclara néanmoins prêt à prendre part aux conférences. Je lui répliquai que je ne les ouvrirais pas avant la remise des pleins pouvoirs. Il me pria de passer outre; c'était, me disait-il, une simple question de forme. Je lui répétai que cela m'était impossible, et que je regardais comme un devoir d'éviter, jusqu'à l'arrivée des pleins pouvoirs pour les plénipotentiaires français, toute réunion qui pourrait avoir l'air d'une conférence. « L'Empereur votre maître, lui dis-je, connaît trop bien les formalités à remplir pour n'avoir pas omis à dessein de conférer ses pleins pouvoirs à ses représentants. » Caulaincourt protesta qu'il n'en était pas, qu'il ne pouvait pas en être ainsi. « Ce n'est pas moi, ajouta-t-il, que l'Empereur aurait choisi pour une mission équivoque. Il sait que sous de pareils auspices je ne l'aurais pas acceptée. » Je répétai encore une fois que les autres plénipotentiaires et moi nous étions décidés à refuser toute espèce de conférence si les formes diplomatiques n'étaient pas rigoureusement observées, d'autant plus qu'il y avait encore entre les plénipotentiaires des Cours alliées d'une part, et Napoléon de l'autre, des divergences d'opinion sur la marche à suivre dans les négociations. Il ne restait plus que douze jours jusqu'au 10 août, terme extrême de la durée des négociations. Le temps s'écoula sans que les plénipotentiaires français eussent reçu leurs pouvoirs, et sans qu'il eût été question une seule fois de l'objet même des négociations.

Je fis préparer les passe-ports du comte de Narbonne comme ambassadeur à la Cour impériale, et mis la dernière main au manifeste de l'Empereur (69). Dans la nuit du 10 au 11 août, à l'heure même de minuit, je lançai ces documents; en même temps je fis allumer les signaux qu'on tenait tout prêts, de Prague jusqu'à la frontière silésienne, pour annoncer que les

négociations étaient rompues et que les armées alliées pouvaient franchir la frontière de Bohême.

Dans la matinée du 12 arriva à Prague un courrier qui venait de Dresde pour apporter aux plénipotentiaires français leurs pleins pouvoirs. Aussitôt le duc de Vicence et le comte de Narbonne se rendirent chez moi. Je leur déclarai qu'il n'était plus possible de faire usage de ces pouvoirs, que le sort en était jeté, et que c'était aux armes qu'il appartiendrait encore une fois de décider du sort de l'Europe.

Cette fois cependant la partie était changée, et, comme la suite l'a prouvé, une part bien moins large avait été laissée aux caprices de la fortune.

STIPULATIONS DE TEPLITZ.

Du moment que les dernières espérances d'un arrangement à l'amiable entre les puissances avaient disparu, l'attitude de l'Autriche était toute tracée. La médiation, qui était une sorte de pont jeté d'une rive à l'autre, entre la paix et la guerre, et pouvant conduire à l'une ou à l'autre, avait échoué. Et cependant on ne pouvait accuser de cet insuccès ni la puissance médiatrice ni les adversaires de Napoléon. Notre place était désormais à côté des alliés. Pour l'occuper effectivement, il fallait sans tarder arrêter les bases de l'alliance ainsi élargie.

J'exposerai à grands traits les vues et les sentiments qui nous guidaient, l'Empereur et moi, et dans lesquels nous nous accordions à trouver des règles inviolables pour la conduite à suivre dans un avenir prochain comme dans un avenir plus éloigné.

Le but que nous poursuivions était le *rétablissement de la tranquillité basée sur l'ordre*. Comme moyen d'y arriver, j'indiquai à l'Empereur ce qui suit :

1° A l'égard des projets des alliés, exclusion de toute idée de conquête, et, par suite, retour de la France, de l'Autriche et de la Prusse à leurs anciennes limites;

2° Prise en considération de la différence établie par le droit des gens entre les *conquêtes consommées* et les *incorporations*

de territoire via facti, sans que les anciens possesseurs aient formellement renoncé à leurs droits en faveur du conquérant; par suite, restitution immédiate et sans condition des territoires incorporés à leurs anciens possesseurs, tandis que les conquêtes consommées devaient être regardées comme des pays délivrés de la domination française par les puissances alliées, comme un bien commun dont la disposition serait réservée auxdites puissances.

Les pays qui rentraient dans la catégorie des simples *incorporations via facti* étaient :

Les possessions de la Maison de Hanovre;

Les parties des États de l'Église non désignées dans le traité de Tolentino;

Les possessions continentales du roi de Sardaigne;

Les possessions de la Maison d'Orange en Allemagne;

Les possessions de la Hesse électorale.

3° Ajournement, jusqu'à la conclusion de la paix, de toutes négociations relativement aux décisions à prendre au sujet des pays qui formeraient le bien commun des alliés; renvoi du règlement définitif du sort de ces pays à un congrès européen qui se réunirait après la paix.

Indépendamment de leur valeur absolue, les trois mesures ci-dessus offraient dans la pratique un avantage incalculable : c'était le moyen d'écarter de notre grande entreprise les dangers d'un désaccord inévitable entre les alliés.

Nous examinâmes aussi un autre objet de la plus haute importance, la question du *Quid faciendum des territoires allemands?* Conformément aux vues de l'Empereur et aux miennes sur ce sujet, vues que j'ai déjà exposées plus haut, nous étions contraires à l'idée d'une reconstitution de l'ancien Empire, et favorables à celle d'une confédération.

Ce projet ne manquerait pas de rencontrer des adversaires dans les partis les plus divers et même dans les camps les plus hostiles les uns aux autres; on ne pouvait se faire aucune illusion à cet égard. Il fallait combattre maint appétit de conquête, restreindre le champ de plus d'un intérêt particulier; nous en étions convaincus. Toutes les considérations de ce

genre furent subordonnées par nous au but que poursuivait l'Empereur François : ce but, on le sait, était d'assurer à l'Europe et à son propre Empire les bienfaits de la paix politique pour une suite d'années aussi longue que possible. On ne saurait discuter avec l'esprit de parti sur un tel projet; aussi ne le fîmes-nous pas entrer en ligne de compte.

Après la bataille de Lützen, le Roi de Saxe, effrayé de la menace que lui avait faite Napoléon de le déclarer déchu de son trône, avait annulé son alliance avec l'Autriche et avait quitté Prague pour revenir à Dresde. Si cette démarche, qui peut s'expliquer par la situation de la Saxe, a coûté au Roi la moitié de son royaume, l'autre moitié doit l'avantage de s'être maintenue comme État indépendant à ce même prince, qui se distinguait par de rares qualités comme souverain, mais que la fortune avait durement éprouvé. D'ailleurs, il n'aurait jamais appartenu qu'à l'Autriche d'élever une plainte contre son parjure.

Après la campagne de 1812, dont l'issue fut si funeste pour Napoléon et pour ses alliés, le Roi de Bavière fit des ouvertures à l'Autriche pour s'entendre avec elle. Nous acceptâmes ces avances, à cause des renforts que ce nouvel allié amènerait à nos armées dans le cas où l'on continuerait la guerre; nous y voyions aussi un acheminement vers l'établissement de la Confédération germanique, qui rentrait dans nos plans.

Après l'avortement du congrès de Prague, les Souverains de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse se réunirent, avec leurs chefs de cabinet, à Teplitz, où le feld-maréchal prince de Schwarzenberg avait établi son quartier général. La tâche qui s'imposait aux cabinets réunis était d'arrêter et d'assurer autant que possible les bases de la quadruple alliance, et de tracer la marche à suivre pour les opérations militaires. Pour nous, nous désignions les trois points ci-dessus comme base et en même temps comme condition *sine qua non* de l'entrée de l'Autriche dans l'alliance. De plus, pour assurer, dans les limites du possible, le succès de nos armes, nous demandions la réunion des troupes des trois puissances continentales sous le commandement en chef du feld-maréchal prince de Schwar-

zenberg, et la division des opérations militaires en *campagnes* déterminées.

Nous désignions comme devant former la *première* campagne, l'ensemble des opérations depuis le commencement de la guerre *jusqu'à la réunion des armées alliées aux bords du Rhin;* à ce moment les trois Souverains, assistés de leurs chefs de cabinet et des généraux en chef, auraient à se prononcer sur l'entreprise et sur la délimitation d'une nouvelle campagne. D'après ma conviction, il n'y avait à demander ni plus ni autre chose; mais il ne fallait pas non plus en faire moins. L'événement a prouvé que j'avais raison (70).

Les éléments dont se composaient les trois armées alliées différaient essentiellement entre eux.

L'armée autrichienne brûlait du désir de venger les nombreuses défaites qu'elle avait subies pendant les longues guerres de la Révolution. Habituée de tout temps à l'obéissance et à une discipline sévère, elle attendait néanmoins sans impatience les ordres qu'elle devait recevoir.

L'armée russe était animée de deux sentiments qui, bien que dérivant de la même source, se traduisaient de deux manières différentes. Elle avait une haute idée d'elle-même (défaut qui chez les Russes dégénère facilement en jactance); les succès qu'elle avait remportés dans la campagne de 1812 l'avaient exaltée. D'autre part, elle éprouvait une répugnance prononcée à chercher de nouveaux combats dans des pays lointains, lorsqu'à ses yeux une conquête facile et immanquable à son sens, savoir, la réunion de toute la Pologne sous le sceptre de son empereur, semblait n'exiger de sa part aucun nouvel effort. Il est plus que probable que le maréchal Kutusow, s'il eût encore vécu, aurait opposé à son maître une résistance énergique, peut-être invincible, s'il lui eût ordonné de franchir l'Oder.

L'armée prussienne, par contre, ne songeait qu'à tirer vengeance d'une longue et cruelle oppression. Rassemblée à la hâte, formée d'éléments essentiellement nationaux que le Tugendbund avait préparés et travaillés de longue main, comprenant de nombreux bataillons de volontaires fanatiques,

comme l'étaient alors les étudiants et leurs professeurs, les hommes de lettres et les poëtes de toute valeur, elle brûlait du désir de se ruer à une guerre d'extermination.

Je ne puis omettre dans ce tableau les portraits des Souverains et ceux de leurs généraux.

L'Empereur François, mûri à l'école de l'expérience, ne perdant jamais son sang-froid naturel dans les résolutions à prendre, jugeant tout avec un calme qui ne se démentait jamais, admettait et pesait en toutes choses les raisons pour et contre. Dirigeant d'une main ferme son armée, qu'il faisait marcher ou arrêter au premier signe, ce prince resta toujours élevé au-dessus des visées d'un ordre inférieur et du jeu des passions.

L'Empereur de Russie était animé d'un noble amour de la gloire, mais il reconnaissait fort bien qu'il ne possédait pas les qualités nécessaires pour faire un général en chef. Résolu d'une part à accomplir une grande œuvre de restauration, mais se laissant influencer par les sentiments de son peuple et de son armée, qu'il savait hostiles à son entreprise, il cherchait avant tout, dans des opérations rapides et décisives, les moyens d'assurer le succès.

Le Roi de Prusse, tranquille au milieu d'un peuple surexcité, et peu porté par son caractère à croire à des victoires faciles, tandis que son armée voyait le triomphe assuré d'avance, critiquait sévèrement tous les plans de ses alliés, mais sans faire lui-même des propositions relativement aux opérations à décider.

S'il y avait de grandes dissemblances entre les trois Souverains, celles qui existaient entre les commandants des trois armées n'étaient pas moins prononcées.

Il est incontestable que le prince de Schwarzenberg possédait les qualités essentielles d'un grand général ; mais il n'est pas moins certain que le général Barclay de Tolly en était dépourvu.

Le général Blücher était courageux jusqu'à la témérité ; c'était un homme d'une activité dévorante, mais l'histoire impartiale lui refusera une foule d'autres qualités sans lesquelles un

général en chef ne peut inspirer une confiance sérieuse. Quoi qu'il en soit, il était, à cette époque, le vrai représentant de l'esprit national prussien, et le Roi ne pouvait donner un meilleur chef à son armée.

Derrière les coulisses étaient deux acteurs de trempe toute différente. Le général Jomini avait déserté les drapeaux de l'armée française et venait d'être reçu dans les rangs des Russes. Le général Moreau avait été appelé par l'Empereur Alexandre; il venait de rejoindre ce prince à Prague. Se défiant de ses propres talents militaires, le Czar s'était fait de ces deux hommes une sorte de conseil secret, et n'avait pas tardé à se familiariser avec l'idée qu'il pourrait, avec leur secours, prendre le commandement de toutes les armées alliées. Ce plan fut cependant abandonné aussitôt que conçu.

L'Empereur d'Autriche insista pour faire donner le commandement suprême au feld-maréchal prince de Schwarzenberg, et l'Empereur Alexandre y consentit.

Néanmoins, c'est sur les instances du Czar et malgré l'opposition du général en chef que fut résolue et exécutée l'attaque intempestive contre Dresde. Le grand quartier général fut transféré de Teplitz à Komotau, et l'armée alliée franchit la frontière saxonne. L'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse suivirent ce mouvement; l'Empereur François, qui s'était déclaré contre cette opération, resta à Teplitz.

Peu de jours après que l'armée alliée eut passé la frontière, je reçus du Czar l'invitation pressante de me rendre auprès de lui. Je le trouvai à Sæchsisch-Altenburg.

L'Empereur me déclara nettement que les choses ne pouvaient aller ainsi, et qu'il fallait prendre un autre arrangement à la place de celui qui avait été conclu à Teplitz. Je lui demandai en quoi le changement devait consister. Il me répondit qu'il était décidé à confier la conduite de la guerre au général Moreau. Il ajouta que sa qualité de Français empêcherait Moreau d'avoir la confiance des armées alliées, et qu'il ne se faisait aucune illusion à cet égard. Pour obvier à cet inconvénient, il avait l'intention de prendre lui-même le titre de généralissime ; mais, sachant bien qu'il n'avait pas les qua-

lités requises pour exercer le commandement réel, il suivrait en tout les conseils du général, qu'il aurait constamment à ses côtés comme son lieutenant. L'Empereur de Russie se disait que la grande réputation de Moreau serait bientôt justifiée aux yeux de l'armée par de nouveaux succès, et que la difficulté même qui l'excluait encore de la haute direction de la campagne, deviendrait infailliblement un moyen d'action d'une puissance incalculable. Il avait, disait-il, la certitude que la seule présence de Moreau à la tête des armées alliées produirait un effet magique sur l'armée ennemie.

Je déclarai sur-le-champ que si Sa Majesté Impériale persistait dans ce projet, l'Empereur mon maître se retirerait de l'alliance. Je combattis non moins vivement les espérances que le Czar fondait sur l'apparition de Moreau à la tête des alliés ; je lui dis que, d'après mon intime conviction, fondée sur la parfaite connaissance de l'esprit français, le choix de Moreau comme général de nos troupes produirait un effet tout opposé et ne servirait qu'à exaspérer l'armée française.

Après une longue pause, pendant laquelle il sembla réfléchir profondément, l'Empereur rompit enfin le silence et me dit : « Eh bien ! nous ajournerons la question, mais je vous rends responsable des malheurs qui pourront résulter de votre opposition. »

Deux jours après, le général fut mortellement blessé à côté de l'Empereur Alexandre. Lorsque celui-ci me vit le lendemain, il me dit : « Dieu a prononcé, son avis a été le vôtre. »

Une considération dont des politiques passionnés, comme M. de Stein et d'autres, ne sentaient pas assez l'importance, était celle-ci, qui préoccupait constamment le cabinet impérial : pour assurer le succès de l'alliance autant qu'il était au pouvoir de ceux qui dirigeaient cette grande entreprise, il fallait avoir l'œil sur les alliés non moins que sur l'adversaire. S'il est difficile de maintenir l'union entre des associés ordinaires travaillant à un but commun, et de leur faire accepter les sacrifices nécessaires pour l'atteindre, si le problème est surtout compliqué dans des alliances politiques, jamais on ne le vit mieux

qu'en présence de cette guerre nouvelle. Elle allait être faite en commun par des puissances qui ne différaient pas moins entre elles par leur situation géographique et politique que par la position particulière qu'elles occupaient alors en face de l'ennemi commun. Combien cette différence paraissait profonde quand on examinait la situation de l'Angleterre, de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche et des princes de la Confédération du Rhin qui devaient leur agrandissement aux guerres de Napoléon! A tous ces éléments venait s'en ajouter un nouveau qui différait essentiellement de tous les autres : c'était l'élément suédois, représenté par Bernadotte, alors prince royal de Suède, et qui devint plus tard le Roi Charles-Jean.

Le Prince Royal avait des vues personnelles sur la couronne de France, cela est hors de doute. Si ses opérations dans les campagnes de 1813 et de 1814 n'avaient pas fourni la preuve matérielle de l'existence de ses projets, certaines paroles qu'il a prononcées suffiraient à elles seules pour constituer un aveu. Lorsqu'il vit à Zerbst les égards particuliers que des soldats suédois témoignaient à des prisonniers de guerre français, il dit, comme on le raconte, aux assistants : « C'est inconcevable avec quelle tendresse le soldat suédois soigne les prisonniers français. Quel instinct! » Et dans une autre circontance, — c'était après la bataille de Grossbeeren, — lorsqu'un aide de camp du général prussien Bülow apporta la nouvelle de la victoire au Prince Royal, qui chevauchait sur la route en compagnie du général Pozzo di Borgo, remplissant alors auprès de lui les fonctions de commissaire de la Russie, Bernadotte s'écria avec feu : La France au plus digne! — Grands dieux! répliqua Pozzo, la France est à moi. » Le Prince Royal se tut.

Le détail des opérations militaires des armées alliées ne rentre pas dans le plan de ce travail. Je ne ferai donc que les effleurer, et je me bornerai à remarquer que l'attitude encore douteuse de Napoléon, après la défaite essuyée à Kulm par le corps de Vandamme, qui avait pénétré dans la Bohême, provoqua un brusque changement dans la situation. Le prince de Schwarzenberg profita de ce moment favorable pour exé-

cuter son premier plan d'opération, et la victoire de Leipzig couronna ses efforts par un éclatant succès*.

Cette bataille, justement désignée par la voix publique sous le nom de *bataille des Nations,* avait brisé la force de Napoléon au delà des frontières de son Empire; pour achever leur *première campagne,* les puissances alliées n'avaient plus qu'à chasser les Français des pays allemands situés entre la Pleisse et le Rhin (71).

ADMINISTRATION DES PAYS ALLEMANDS CONQUIS.

L'esprit révolutionnaire, qui, en 1807, s'était caché sous le manteau du patriotisme prussien, et qui, plus tard, avait

*Le 18 octobre 1813, à onze heures du matin, je me suis rendu au milieu de la suite des trois Souverains alliés et en même temps qu'eux à l'endroit que le feld-maréchal prince de Schwarzenberg avait choisi pour lui-même et pour les monarques comme étant le plus favorable pour voir et suivre la bataille. Je n'ai quitté ce poste d'observation qu'à six heures du soir, après la fin de cette sanglante journée, en compagnie des trois Souverains. Il était inutile de leur annoncer l'heureuse nouvelle, car ils venaient d'assister eux-mêmes à la victoire, placés comme ils l'étaient sur un point d'où l'on pouvait embrasser cette immense ligne de bataille. Dès midi l'issue de la journée était décidée (en ne tenant pas compte d'incidents peu probables, comme il peut s'en produire dans toutes les affaires). L'attitude prise par les troupes françaises après les premières heures de la matinée n'était et ne pouvait être que défensive ; Napoléon devait songer à s'assurer le passage des rivières qui coulent à l'ouest de Leipzig et qui formaient un obstacle très-sérieux à la retraite de son armée. Une attaque sur Schönefeld (?), le point le plus avancé qui fût encore au pouvoir de l'ennemi, et la prise de cette position par la garde impériale du Czar, n'ont rien de commun avec les causes qui décidèrent de la journée. Comme je l'ai dit, la victoire était assurée depuis plusieurs heures, et les dispositions du général en chef n'avaient plus trait qu'à la poursuite de l'ennemi et à la prise de Leipzig, qui devait être enlevé le lendemain matin.

Il suffit de connaître les sentiments religieux des trois Souverains pour être convaincu que c'est avec une profonde reconnaissance que leur âme s'éleva dans cette journée solennelle vers l'Arbitre de toutes les destinées, et qu'ils lui firent à lui seul hommage de leur triomphe. Mais ajouter, comme on l'a fait, que le 18 octobre, en recevant la grande nouvelle, ils s'agenouillèrent sur la colline qui leur servait de point d'observation, et que là, en présence des armées, ils adressèrent au ciel leurs actions de grâces, ce n'est là qu'une fiction poétique.

arboré les couleurs teutoniques, fut introduit en 1812 et en 1813 dans les conseils de l'Empereur de Russie par le baron de Stein, le général Gneisenau et d'autres transfuges prussiens et allemands. On n'a qu'à lire attentivement quelques-unes des proclamations lancées par le Czar pendant la campagne de 1812 pour ne garder aucun doute à cet égard. Le même esprit présida aux négociations qui eurent lieu entre la Russie et la Prusse à Kalisch. Toutefois, l'intérêt direct des deux puissances ne fut pas négligé. Elles promirent de s'assister mutuellement dans la conquête du duché de Varsovie pour la Russie, et du royaume de Saxe pour la Prusse. Les arrangements conclus sous ce rapport entre les deux Souverains les mirent plus tard dans une fausse position, quand il s'agit de poursuivre la grande œuvre de la restauration politique de l'Europe, et ils furent la source de grandes et nombreuses difficultés entre ces deux Cours et l'Autriche.

Dès l'année 1812, après la retraite de Napoléon, l'Empereur Alexandre avait jeté les yeux sur le baron de Stein pour en faire l'arbitre futur des destinées de l'Allemagne. Celui-ci joua un rôle considérable dans les conférences de Kalisch, et son influence ne cessa de se faire sentir jusqu'à la deuxième paix de Paris, en 1815. Pourtant ce n'est qu'à Leipzig que le Czar mit pour la première fois le baron de Stein en face du cabinet autrichien.

Le lendemain de l'entrée des alliés dans cette ville (19 octobre), l'Empereur Alexandre me fit appeler pour me faire part de la nécessité de mettre le baron de Stein à la tête de l'administration des pays allemands reconquis et à reconquérir, administration dont il fallait s'occuper aux termes de la convention arrêtée à Teplitz, relativement à la situation provisoire de ces conquêtes. Comme je connaissais de longue date les travers d'esprit du baron de Stein, j'opposai à ce choix une vive résistance. L'Empereur François appuya personnellement mes efforts. Ils restèrent infructueux. Le Czar finit par m'avouer qu'il avait fait des promesses formelles au baron de Stein, et qu'il lui faudrait absolument les tenir sous peine d'être taxé de faiblesse excessive. Il n'y avait plus qu'à céder.

On constitua le comité d'administration sous la présidence du baron de Stein; mais je constatai, en présence du Czar, que je prévoyais les suites fâcheuses qu'aurait forcément pour la constitution future de l'Allemagne l'influence d'un homme qui relevait directement du parti révolutionnaire. Les événements n'ont que trop justifié mes prévisions. L'administration, dont l'organisation fut réglée à Leipzig, a servi d'appui et de levier aux factieux, et c'est à son influence directe qu'il faut attribuer en grande partie l'essor révolutionnaire que, dans les années suivantes, l'esprit public prit en Allemagne. Cette administration était formée des gens qui étaient à la tête du parti populaire; c'est elle qui organisa la révolution qui n'aurait pas manqué d'éclater en Allemagne sans les efforts que firent plus tard les princes alliés pour se sauver eux-mêmes et pour sauver leurs peuples. Il suffit de citer les noms de Jahn, d'Arndt, même de Görres et de beaucoup d'autres, pour ne laisser aucun doute à cet égard.

LE ROI DE SAXE A LEIPZIG.

Lors de l'entrée des Souverains alliés dans Leipzig (19 octobre 1813), le Roi de Saxe s'était mis à la fenêtre de l'hôtel qu'il habitait pour les voir passer. Aucun des trois princes ne l'honora d'un regard.

Les trois monarques se réunirent chez l'Empereur d'Autriche pour décider du sort de ce prince. Nous voulions lui assigner la ville de Prague comme résidence momentanée; mais l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse avaient déjà résolu de l'envoyer à Berlin. Il fut convenu que les Souverains ne verraient pas le Roi de Saxe, et que je serais chargé de l'éclairer sur sa position et de lui annoncer son sort. Je me rendis au palais du prince et fus introduit sur-le-champ. Le Roi était debout dans son salon, où il m'attendait; il me reçut avec affabilité. Je remplis ma pénible mission avec autant de ménagement que possible. Le Roi m'écouta, non sans émotion, mais avec un air parfaitement résigné. Il dit quelques mots et chercha à me faire comprendre que sa position était

telle qu'elle lui défendait de prendre toute autre attitude. Je lui répondis qu'en ma qualité de chef du cabinet qui naguère lui avait tendu la main pour le sauver lui et son pays, je me croyais obligé de lui faire observer que tout son malheur n'était que la suite d'une première faute. Le Roi voulut me remettre son épée. Je lui répondis que je ne pensais pas avoir le droit de l'accepter.

Pendant notre entretien, la Reine de Saxe entra dans le salon. En apprenant le but de ma visite, elle entra dans une violente colère. Elle me fit de vifs reproches de m'être déclaré contre la cause de Napoléon, qu'elle appelait la cause de Dieu. Je lui répondis avec calme que je n'étais pas venu trouver le Roi pour discuter ce point avec elle. Le Roi partit aussitôt après pour Berlin et Freienwalde.

SÉJOUR A FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.

Francfort était indiqué par sa situation comme le lieu où devaient être arrêtées nécessairement les opérations futures (72). Jusqu'alors les Souverains n'avaient fait que suivre les mouvements de l'armée après la bataille de Leipzig.

Entre le 18 octobre et le 6 novembre, jour de l'arrivée de l'Empereur d'Autriche à Francfort, il n'y eut pas d'autre acte diplomatique que la paix de Fulda, que je signai, le 2 novembre, avec le Roi de Wurtemberg. Les princes de la Confédération du Rhin avaient envoyé en toute hâte des plénipotentiaires à Francfort pour s'entendre avec les alliés. Les cabinets réunis chargèrent des délégués de signer les actes relatifs à ces négociations. Ces délégués furent : pour l'Autriche, le baron de Binder; pour la Russie, M. d'Anstett; et pour la Prusse, le baron de Humboldt. Ils signèrent en un jour vingt et un traités.

La grande question politique était d'arrêter le plan d'une nouvelle campagne, au point de vue moral et matériel. L'Allemagne était délivrée de la présence de l'ennemi; en fait de troupes françaises, il n'y restait plus que la garnison des places fortes de l'Oder et de l'Elbe. Les armées alliées, victorieuses sur tous les points, allaient se grossir encore des con-

tingents allemands. Le but de la guerre de 1813 était atteint, Napoléon était rejeté de l'autre côté du Rhin. Quelle devait être la tâche de l'année suivante? C'était là-dessus qu'il fallait s'entendre.

Voici les bases générales qui furent adoptées :

1° Porter la guerre de l'autre côté du Rhin, au cœur de la France ;

2° Par ce fait même, porter à l'existence de Napoléon un coup qui serait décisif pour la suite ;

3° Attendre l'effet que les revers des deux dernières campagnes et l'invasion du territoire français produiraient sur l'esprit de la nation ; de plus,

4° Il fut résolu sur ma demande qu'une fois les hauteurs des Vosges et des Ardennes occupées, on arrêterait le plan des opérations militaires qui formeraient la troisième campagne, et qui décideraient du sort futur de la France, et partant du triomphe définitif de la quadruple alliance. Les raisons les plus graves me déterminaient à proposer cette mesure. Elles seront développées plus loin sous la rubrique : « Séjour à Langres ».

Mais avant de franchir le Rhin, il fallait prendre des résolutions dictées par des raisons morales et par des considérations stratégiques. L'entreprise n'était pas facile.

L'Empereur de Russie, imbu d'idées révolutionnaires, entouré de conseillers tels que Laharpe, Stein, Jomini, nourrissait des projets qui auraient conduit le monde à sa perte. L'armée russe était muette : elle regardait son but comme atteint. Si le maréchal Kutusow eût encore vécu, elle se serait arrêtée à l'Oder. L'armée prussienne dominait le cabinet. Elle n'aspirait qu'à se venger. Blücher et les corps francs ne rêvaient que de détruire et de piller Paris. La semence révolutionnaire, qui depuis 1808 avait porté tant de fruits en Prusse, germait ici sur un vaste champ et promettait une riche moisson. Les Arndt, les Jahn et les hommes qui depuis ont joué un si triste rôle, se trouvaient tous à Francfort, soit dans l'armée, comme fonctionnaires, soit dans l'entourage des ministres.

En toutes choses, l'Empereur d'Autriche n'avait en vue que le bien. Il me chargea donc, tout en réservant la plus large part aux événements, de la difficile mission d'amener la réalisation du vrai bien, que des menées coupables auraient peut-être empêchée, et de prévenir ainsi une situation qui n'aurait que trop sûrement compromis l'avenir de la société elle-même.

En première ligne, je proposai d'adresser au nom des Souverains alliés un manifeste au peuple français, afin d'éclairer la nation sur les motifs et sur le but de l'invasion.

Connaissant à fond l'esprit public en France, j'étais convaincu que pour ne pas l'aigrir, pour lui présenter plutôt un appât qui serait saisi par tout le monde, on ferait bien de flatter l'amour-propre national, et de parler, dans la proclamation, du Rhin, des Alpes et des Pyrénées comme étant les frontières naturelles de la France. Dans le but d'isoler encore davantage Napoléon, et d'agir en même temps sur l'esprit de l'armée, je proposai en outre de rattacher à l'idée des frontières naturelles l'offre de négociations immédiates. L'Empereur François ayant approuvé mon projet, je le soumis à LL. MM. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse. Tous deux eurent peur que Napoléon, confiant dans les hasards de l'avenir, ne prît une résolution prompte et énergique, et n'acceptât cette proposition afin de trancher ainsi la situation. Je réussis à faire passer dans l'esprit des deux Souverains la conviction dont j'étais animé moi-même, que jamais Napoléon ne prendrait volontairement ce parti. La proclamation fut décidée en principe, et je fus chargé de la rédiger (73).

Le baron de Saint-Aignan, envoyé de France près des Cours ducales de Saxe, avait été arrêté à Gotha par les troupes des alliés et emmené en Bohême. Je proposai de réparer cette injustice, si contraire au droit des gens, de faire venir M. de Saint-Aignan à Francfort, et de profiter de sa présence pour faire parvenir à Napoléon des communications dans le sens du plan que nous avions arrêté. M. de Saint-Aignan fut appelé à Francfort; j'eus avec lui un long entretien en présence du

comte de Nesselrode et de lord Aberdeen, puis nous le laissâmes partir aussitôt pour Paris. En même temps, vingt mille exemplaires du manifeste furent jetés au delà du Rhin et répandus sur tous les points de la France par tous les moyens qui étaient en notre pouvoir. Plus tard, j'appris par le prince de Neuchâtel que le premier exemplaire que l'on vit affiché sur les murs de Paris fut apporté par Savary, alors ministre de la police, à Napoléon, qui dit en le lisant : « Il n'y a que Metternich qui puisse avoir écrit cela. Pour parler du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, il faut être passé maître en fait de ruse. Une pareille idée ne peut venir qu'à un homme qui connaît la France aussi bien que lui. »

Napoléon avait offert de renouer des négociations en vue du rétablissement de la paix. La Prusse s'opposait formellement à ce qu'on entrât en pourparlers. L'Empereur Alexandre penchait à croire, avec le cabinet autrichien, que même au plus fort de la lutte il ne fallait jamais rejeter une démarche inspirée par des sentiments pacifiques. L'Empereur François croyait à la sincérité des intentions de Napoléon, tandis que j'étais convaincu du contraire. J'étais persuadé que l'homme qui avait brûlé ses vaisseaux ne pouvait songer à terminer la lutte à des conditions acceptables ; cependant je me disais qu'il était du devoir des puissances d'écouter au moins les conditions que Napoléon croirait devoir formuler.

Les trois Cours répondirent aux ouvertures de Napoléon avec le calme de la force ; elles se déclarèrent prêtes à ouvrir une conférence et à envoyer des délégués à Manheim ; mais elles déclinèrent d'avance toute proposition tendant à obtenir une suspension des opérations militaires. Mes pressentiments se confirmèrent bientôt : Napoléon ne songeait pas à faire la paix. Il n'insista pas sur la réunion de Manheim.

Il ne s'agissait donc plus que d'arrêter le plan des opérations militaires. Ce n'était pas facile.

Le feld-maréchal prince de Schwarzenberg proposa une attaque générale sur trois lignes d'opération. L'aile droite de la grande armée, composée des forces prussiennes sous les ordres du général Blücher, devait passer le Rhin entre Mayence

et Cologne, s'avancer vers les Pays-Bas et se diriger vers la Lorraine et les Ardennes. Le centre de l'armée, formé de troupes autrichiennes et russes, devait franchir le Rhin de Manheim jusqu'à Bâle et faire passer par la Suisse la principale ligne d'opération de l'armée autrichienne. Un corps autrichien, sous les ordres du général de Bubna, aurait eu pour mission de déboucher de l'Italie par la route du Simplon, d'occuper le Valais, de s'emparer de Genève et de Lyon, et de former ainsi l'extrémité de l'aile gauche.

Par contre, l'impatience de l'armée prussienne et son violent désir d'arriver à Paris le plus tôt possible, dût-elle y aller seule, avaient décidé le maréchal Blücher à proposer une opération ayant Verdun pour objectif, opération dans le genre de celle qui avait si mal réussi en 1792. Soutenu par les forces russes et autrichiennes, il ne craignait pas le même échec; en outre, cette manœuvre aurait eu pour avantage de le placer sur la ligne la plus courte pour atteindre Paris.

Une circonstance secondaire, mais de la nature de celles qui n'avaient que trop souvent influé sur les résolutions de l'Empereur de Russie, poussa le Czar à proposer un moyen terme entre le plan de Schwarzenberg et celui de Blücher. L'Empereur Alexandre, prenant pour base le respect de la neutralité suisse, avait en vue un mouvement général et simultané des armées alliées pour franchir le Rhin sur plusieurs points de son cours, depuis Vieux-Brisach jusqu'à Cologne. Voici quel était le motif secret de ce plan :

Laharpe, Jomini et quelques autres révolutionnaires suisses avaient vivement insisté auprès du Czar sur ce qu'ils appelaient le respect de la neutralité helvétique. Cette démarche leur avait été inspirée par plusieurs considérations. Laharpe et les Vaudois craignaient le retour de l'ancien ordre de choses, qui aurait pu coûter aux nouveaux cantons leur existence politique. En sauvant cette existence, ils espéraient arriver plus tard à faire triompher dans les anciens cantons le système démocratique pur. Enfin, Laharpe et ses amis voulaient que la Suisse fût un asile toujours ouvert pour les révolutionnaires de la France et de tous les autres pays occupés par les alliés ou qui le

seraient dans la suite. L'Empereur de Russie avait pris des engagements envers eux; mais ils firent encore jouer d'autres ressorts pour être sûrs du succès. Ils provoquèrent l'envoi à Francfort d'une députation suisse pour obtenir la confirmation de la neutralité. Le Czar ne voulut pas s'engager positivement, comme il l'avait fait vis-à-vis de certains individus qui possédaient sa confiance; toutefois, il congédia la députation en lui faisant espérer que la neutralité de la Suisse ne recevrait aucune atteinte. A tout cela vint s'ajouter un fait qui eut une influence bien plus décisive sur l'attitude d'Alexandre.

Une dame ***, Vaudoise d'origine*, qui avait été l'institutrice de la grande-duchesse Marie, alors grande-duchesse de Weimar, avait été envoyée par le canton de Vaud à Francfort pour implorer l'appui de Son Altesse Impériale ; elle avait été écoutée favorablement par la princesse. Le Czar, de son côté, avait donné à sa sœur sa parole que jamais il ne souffrirait que les armées alliées missent le pied sur le territoire suisse. Il l'avait même autorisée à mentionner cette promesse dans une lettre que la grande-duchesse écrivit à son ancienne institutrice, et où elle lui permettait d'une manière formelle de montrer confidentiellement cette pièce à ses amis de Lausanne.

Les chefs des différentes armées perdirent plusieurs jours en délibérations stériles. Chacun d'eux défendait son plan d'opération. La raison parlait pour celui du feld-maréchal prince de Schwarzenberg. Ce plan était d'autant plus logique, qu'après avoir sondé le terrain en Suisse, j'étais absolument sûr que la partie saine du peuple helvétique ferait bon accueil aux soldats autrichiens, les seuls qui pussent mettre le pied sur le territoire suisse, et qu'elle les saluerait comme des libérateurs.

Lorsque le Czar eut perdu toute espérance de convertir à son plan les chefs des armées autrichienne et prussienne, il m'envoya un soir, à dix heures, son chef d'état-major, le prince

* Le nom manque dans l'original. (*Note de l'Éditeur.*)

Déméter Wolkonski, avec l'invitation de me rendre immédiatement auprès de lui.

Je fus introduit dans le cabinet de Sa Majesté Impériale, où je trouvai réunis les chefs des trois armées. L'Empereur prit aussitôt la parole et me dit que le conseil de guerre, après de vains efforts pour arriver à s'entendre sur le plan à suivre dans les opérations, avait fini par décider de remettre à un tiers le soin de trancher la question, et que son choix était tombé sur moi. Bien que n'hésitant pas sur ce que j'avais a faire, je demandai que l'on me donnât connaissance de la discussion qui avait eu lieu. L'Empereur en personne se chargea de m'exposer les différents plans proposés.

Je commençai par faire ressortir l'analogie des idées de Sa Majesté Impériale avec celles du général en chef autrichien, aussi bien que les raisons sérieuses qui militaient en faveur du choix de la Suisse comme base d'opération. L'Empereur me laissa développer tous les arguments politiques et militaires que je pouvais faire valoir pour appuyer mon raisonnement; mais finalement il déclara que, tout en reconnaissant la valeur de mes raisons, il ne pourrait jamais consentir à laisser violer la neutralité suisse. Je répliquai à l'Empereur Alexandre qu'une mesure de ce genre entrait tout aussi peu dans mes calculs, mais que j'avais les meilleures raisons du monde pour croire qu'à notre apparition sur le territoire de la Confédération nous serions accueillis comme des libérateurs. Sa Majesté me répondit que des motifs particuliers et des considérations peut-être toutes personnelles lui défendraient toujours de s'exposer au danger ou même à la possibilité de rencontrer de la résistance chez les cantons. Le Czar finit cependant par dire que si l'on obtenait des Suisses, sans exercer aucune pression sur eux, la permission de disposer du pont de Bâle, il n'aurait plus d'objection à faire. Cette concession me permit d'entrer plus avant dans le sujet, et, sans décliner l'offre du Czar, j'exprimai ma conviction que les Suisses ne feraient pas plus de difficultés pour nous laisser passer par leur pays tout entier que pour nous permettre le passage par le pont de Bâle exclusivement; dans les deux cas, disais-je, les champions de la prétendue

neutralité se plaindraient de la violation du principe qu'ils invoquaient. Je mis fin à la discussion en me prononçant pour le plan du prince de Schwarzenberg; mais je demandai, comme il était juste, qu'on tînt compte des vœux de S. M. l'Empereur Alexandre, et qu'on usât de tous les ménagements possibles à l'égard de la Confédération helvétique.

SÉJOUR A FRIBOURG ET A BALE.

Pendant les négociations de Francfort, j'avais pris toutes mes mesures pour gagner la Suisse et pour l'amener à accorder aux troupes impériales le libre passage sur son territoire. Le baron de Lebzeltern se trouvait à Zurich, près du directoire de la Confédération, et le comte de Senfft était à Berne. Le prince de Schwarzenberg s'était mis directement en rapport avec les chefs militaires des contingents suisses. Nous pouvions être absolument certains que l'armée serait bien reçue en Suisse, et que dès son apparition les troupes de la République se joindraient à elle.

Le plan du maréchal Blücher étant écarté, les quartiers généraux de l'armée russe, de l'armée autrichienne et des trois Souverains furent transportés à Fribourg en Brisgau.

Le prince de Schwarzenberg avait devancé Leurs Majestés de quelques jours. Il établit son quartier général à Lörrach. A Francfort, je reçus de lui une lettre par laquelle il m'avertissait de l'impossibilité de remettre le passage du Rhin au delà de la fin de l'année, parce qu'il n'avait pas les moyens de nourrir plus longtemps les nombreuses troupes qui étaient sur pied depuis Schaffhouse jusque sur les hauteurs de Fribourg. En même temps, il me faisait savoir qu'il avait pris, de concert avec les généraux suisses, les mesures nécessaires pour passer le Rhin, de Schaffhouse jusqu'à Bâle, sur tous les points voulus.

Je me rendis chez l'Empereur pour prendre ses ordres, et je partis sans retard pour Fribourg, emportant l'autorisation de Sa Majesté de concerter avec le général en chef toutes les dispositions à prendre pour mener l'opération à bien.

L'Empereur de Russie avait quitté Francfort depuis deux jours. Il était allé à Carlsruhe voir la famille de l'Impératrice. Je m'arrangeai de manière à passer par cette ville à deux heures du matin. L'Empereur François me suivit vingt-quatre heures plus tard. Dès mon arrivée à Fribourg, je trouvai les dernières nouvelles; elles semblaient de nature à me commander d'arrêter mon plan diplomatique, qui devait appuyer le plan militaire du feld-maréchal. La même nuit, j'envoyai un courrier au baron de Lebzeltern à Zurich, avec le projet de la note officielle qu'il devait remettre à la diète réunie dans cette ville. Le prince de Schwarzenberg fit effectuer le passage du Rhin, et, à l'arrivée de l'Empereur à Fribourg, j'eus le bonheur de pouvoir lui annoncer que les troupes de la Confédération s'étaient jointes aux siennes, et que nos soldats avaient reçu partout l'accueil le plus favorable.

Restait encore la difficulté de faire connaître au Czar la manière dont s'était passé un événement qu'il avait regardé comme impossible. L'Empereur François m'ordonna de m'acquitter de cette mission le lendemain, jour où l'on attendait l'arrivée de son allié.

Le 22 décembre, l'Empereur alla au-devant du Czar jusqu'à une demi-lieue de la ville. J'accompagnais Sa Majesté. Au moment où les deux princes se rencontrèrent, le Czar se tourna vers moi en me demandant s'il y avait du nouveau. Je lui dis que je ne serais en mesure de lui répondre qu'après notre arrivée à l'hôtel. L'Empereur François accompagna le Czar jusque dans ses appartements, puis il le quitta. L'Empereur Alexandre me fit venir aussitôt dans son cabinet. « Votre Majesté, lui dis-je, m'a adressé une question à laquelle il m'eût été impossible de répondre en présence d'un si grand nombre de témoins. Je ne sais pas encore comment Votre Majesté prendra, maintenant que nous sommes en tête-à-tête, la nouvelle que j'ai à Lui annoncer. Dans la nuit d'avant-hier à hier l'armée autrichienne a passé le Rhin sur plusieurs points, entre Schaffhouse et Bâle. »

Ces paroles affectèrent vivement l'Empereur. Il se remit pourtant, et me demanda comment l'armée avait été reçue :

« Sire, par des acclamations en l'honneur des alliés; toutes les troupes de la Confédération se sont jointes aux nôtres, et les populations accourent de toutes parts pour apporter à nos soldats des vivres que nous payons comptant (74). »

Tandis que je lui faisais cette communication, il ne me fut pas difficile de lire sur les traits du Czar les sentiments divers entre lesquels son esprit était partagé. Après une pause assez longue, il me prit la main et me dit : « C'est le succès qui couronne toute entreprise; c'est à lui de justifier ce que vous avez fait. Comme Souverain allié, je n'ai pas à vous en dire davantage; mais, comme homme, je vous déclare que vous m'avez fait un mal irréparable. »

Je restai calme et répliquai à Sa Majesté que sa gloire me tenait à cœur autant que cette grande cause qui n'était pas moins la sienne que celle de l'Europe, et que ma conscience ne me reprochait rien.

« Vous ne savez pas quelle peine vous m'avez faite, continua l'Empereur avec vivacité. Vous ne connaissez pas la situation particulière où je me trouve.

« — Je la connais, repartis-je; je crois que pas un seul détail de votre situation ne m'est caché. Ce n'est pas à vous, Sire, à me faire des reproches; c'est plutôt à moi qu'il appartiendrait d'avoir des regrets. Pourquoi Votre Majesté ne m'a-t-Elle pas initié à ce que j'avais besoin de savoir, ne fût-ce que pour redresser l'erreur? Votre Majesté se serait épargné à Elle-même et à l'Empereur son ami plus d'un chagrin.

« — Ce qui est fait est fait, dit le Czar calmé; au point de vue militaire, l'opération est bonne ; que les considérations personnelles s'effacent donc devant l'intérêt commun. Marchons droit au but, et ne parlons plus de cela. »

En effet, il ne fut plus question entre nous de cet incident, et jamais le Czar n'y a fait allusion devant l'Empereur François.

On prit aussitôt les dispositions voulues pour poursuivre les opérations militaires. L'Empereur de Russie demanda comme une faveur que sa garde, qui formait la tête des colonnes russes, passât le pont de Bâle le premier jour de l'année grecque

(13 janvier 1814). On accéda à son désir, bien que par ce fait l'opération générale subît un retard aussi sensible qu'inutile.

Notre séjour à Bâle ne fut signalé par rien de remarquable, sauf l'arrivée de lord Castlereagh. Quelques heures d'entretien suffirent pour fonder entre cet homme d'État aussi loyal qu'éclairé et moi une union que les années suivantes, si remplies d'événements, n'ont fait que cimenter et rendre plus intime.

Je trouvai lord Castlereagh médiocrement initié à la situation du continent. Plein de droiture, étranger à toute prévention et à tout préjugé, aussi juste que bienveillant, il savait du premier coup distinguer la vérité en toutes choses. Je ne tardai pas à me convaincre que ses idées sur la reconstitution de la France dans un sens conforme aux intérêts généraux de l'Europe ne différaient en aucun point des miennes. Le séjour de Bâle ne servit donc que de prélude à la scène politique qui devait bientôt se jouer à Langres.

SÉJOUR A LANGRES.

D'après les résolutions prises à Francfort, le plateau de Langres qui couronne les débouchés des Vosges du côté de la plaine française et les hauteurs des Ardennes avaient été désignés comme la ligne stratégique sur laquelle devait commencer la troisième opération. Le 25 janvier 1814, nous entrâmes à Langres, et les jours suivants furent remplis par des délibérations de la plus haute importance. Elles resteraient à jamais inconnues si je ne les rapportais ici.

Comme les Souverains et leurs cabinets se trouvaient réunis et qu'on ne rédigeait pas de protocoles, il n'existe aucune trace écrite de ces débats, si considérables par leurs suites. La correspondance de lord Castlereagh avec son cabinet peut en contenir des fragments, mais elle ne saurait les reproduire dans leur entier, parce que les questions principales ne furent agitées qu'entre l'Empereur de Russie et moi.

Bientôt après l'arrivée des Souverains à Langres, j'appris par les hommes éclairés et bien pensants qui formaient le cabinet

de l'Empereur Alexandre, que ce prince était très-agité, parce qu'il fallait prendre une résolution relativement à la forme du gouvernement à donner à la France. C'était la première de toutes les questions. La chute de Napoléon était décidément inévitable. Les tentatives faites pour arriver à un traité de paix qui l'aurait maintenu sur le trône étaient restées sans résultat, et cela par sa faute. Jamais d'ailleurs elles n'auraient pu conduire au but que s'était proposé la grande alliance; jamais elles n'auraient servi à rétablir un état de paix fondé sur l'équilibre entre les puissances et devant durer autant qu'on peut l'attendre d'une création politique.

Toute paix qui aurait rejeté Napoléon dans les anciennes limites de la France ou qui lui aurait seulement enlevé les conquêtes antérieures à son avénement au pouvoir, n'aurait été qu'un armistice ridicule et eût été repoussée par lui-même. Il ne restait donc que trois solutions possibles : le rappel des Bourbons; la régence jusqu'à la majorité du fils de Napoléon; l'élévation d'un tiers au trône de France.

Le bon droit aussi bien que la raison, l'intérêt particulier de la France aussi bien que l'intérêt général de l'Europe, tout parlait en faveur de la première solution. Aussi l'Empereur d'Autriche n'eut-il pas un moment d'hésitation à cet égard.

Il n'en était pas de même de S. M. l'Empereur de Russie. Les révolutionnaires qui entouraient ce prince, et qui en ce temps-là exerçaient une influence si funeste et si décisive sur la direction de son esprit, avaient travaillé depuis longtemps dans un sens opposé aux prétentions légitimes de la Maison de Bourbon; ils ne cessaient de présenter le retour de la famille dépossédée comme une impossibilité absolue. Le Czar partageait cette conviction. Pour le fils de Napoléon, qui n'était encore qu'un faible enfant, son établissement sur le trône de France présentait des difficultés faciles à comprendre. L'homme qui avait le plus de chances si le troisième cas se réalisait, c'était le Prince Royal de Suède. Ses intrigues et celles de ses agents n'étaient pas restées sans résultat. Son existence passée et ses débuts dans la carrière devaient le faire accepter

du parti révolutionnaire, et il est certain que Laharpe lui-même l'aurait élevé sur le trône, si cet ardent républicain n'avait préféré le retour à la forme de gouvernement qui répondait le mieux à ses idées.

Je laissai passer les premiers jours; ils furent consacrés à prendre des dispositions purement militaires. Le zèle excessif des généraux prussiens avait besoin d'être modéré. On finit par s'arrêter au plan qui promettait le plus de succès en face de la résistance qu'il fallait s'attendre à rencontrer dans le talent de Napoléon forcé dans ses derniers retranchements. On avait décidé que l'armée autrichienne et une grande partie de l'armée russe avec la garde prussienne formeraient un seul corps d'armée. Un autre corps comprenait l'armée prussienne renforcée de deux corps russes. Paris devait être le but de toutes les opérations. Le prince de Schwarzenberg avait à opérer dans la direction de la Seine, le général Blücher du côté de la Marne. Chaque fois que Napoléon offrirait la bataille à l'une ou à l'autre des deux armées, l'armée attaquée la refuserait, et attendrait que les autres alliés vinssent à son secours. Le corps du général de Bubna avait pour mission de s'emparer de Lyon, de tenir en échec et de battre l'armée d'Augereau qui lui faisait face.

Un soir, toutes ces dispositions étant arrêtées, l'Empereur de Russie me fit appeler. Il commença par m'exposer les raisons majeures qui l'avaient empêché jusqu'alors de s'expliquer vis-à-vis de ses alliés sur ses idées relativement à l'installation du gouvernement futur de la France. Parmi ces motifs il me cita particulièrement le désir qu'il avait d'apprendre à connaître sur les lieux mêmes les véritables sentiments de la nation française. « Elle est hostile aux Bourbons, me dit l'Empereur. Vouloir les ramener sur un trône qu'ils n'ont pas su garder, ce serait exposer la France et l'Europe à de nouvelles révolutions dont les suites seraient incalculables. Choisir un nouveau Souverain, c'est pour l'étranger une grave entreprise. Aussi mon parti est-il pris. Il faut que les opérations contre Paris soient poussées vigoureusement; nous nous emparerons de la ville. A l'approche de cet événement qui doit

couronner les succès militaires de l'alliance, il faudra adresser au peuple français une déclaration par laquelle nous lui ferons connaître notre ferme résolution de ne nous mêler ni de la forme de son gouvernement ni du choix de son Souverain. En même temps nous convoquerons les assemblées primaires pour leur demander d'envoyer à Paris le nombre de députés voulu; ceux-ci auront à se prononcer sur ces deux questions au nom et comme représentants de la nation entière. »

Je ne jugeai pas à propos de réfuter immédiatement un plan qui évidemment n'avait pas été conçu par l'Empereur tout seul. Comme il m'importait avant tout de connaître ce plan dans tous ses détails, je me bornai à exprimer le doute que le résultat répondît jamais à l'attente de Sa Majesté. « Bonaparte, fis-je observer au Czar, a dompté la Révolution; le projet de consulter la nation sur les bases à donner à l'édifice social en France, et de provoquer par là comme une deuxième édition de la Convention, déchaînerait la Révolution pour la seconde fois; or ce ne peut être là ni le but de l'alliance ni le sens de ses engagements. »

L'Empereur répliqua vivement que mes observations seraient justes si les Souverains n'avaient pas tous les moyens voulus pour empêcher l'invasion du mal révolutionnaire. « Nous sommes en France, continua-t-il, et nos armées sont nombreuses; elles intimideront les agitateurs. Les députés de la nation n'auront à se prononcer que sur deux questions : la forme du gouvernement et le choix du Souverain. La République a vécu. Elle est tombée par ses propres excès. Le prince que la nation se donnera elle-même est celui qui aura le moins de difficultés pour établir son autorité. Celle de Napoléon n'existe plus, et personne ne voudra plus en entendre parler. Un point essentiel sera de bien diriger l'Assemblée. J'ai sous la main l'homme qu'il faut, l'homme le plus capable de conduire une affaire qui serait peut-être au-dessus des forces d'un novice. Nous chargerons Laharpe de cette tâche délicate. »

Je crus le moment venu d'entrer au cœur de la question.

« Ce plan, répliquai-je, ne sera jamais accepté par l'Empe-

reur mon maître, et si par hasard Sa Majesté faiblissait dans sa résistance, je mettrais immédiatement ma démission à ses pieds. L'exécution de ce plan préparerait à la France et à l'Europe un long avenir de confusion et de larmes. Si M. de Laharpe croit pouvoir garantir le succès, il est dans l'erreur, et je ne parle en ce moment que des inconvénients matériels : en effet, que deviendra l'Europe par suite de l'invocation du principe sur lequel repose cette idée? La confiance que Votre Majesté vient de me témoigner en me révélant ses vues sur la plus grande question du moment, continuai-je, exige que je vous réponde avec une entière franchise. Ce que je vais exprimer devant vous, Sire, est la pensée même de l'Empereur François. La puissance de Napoléon est brisée; elle ne se relèvera plus. C'est là le sort des puissances factices, quand vient l'heure d'une crise. Le jour de la chute de l'Empire, il n'y aura de possible que le retour des Bourbons, venant reprendre possession de leur droit imprescriptible. Ils reviendront par la force des choses, et conformément au vœu de la nation, qui ne saurait être douteux, selon moi. Jamais l'Empereur François ne soutiendra un autre gouvernement que le leur. »

Le Czar me congédia en me priant de rendre compte à mon maître de notre entretien. Il était minuit. Je trouvai chez moi le comte de Nesselrode et le général Pozzo di Borgo. Ils savaient que j'avais passé la soirée chez l'Empereur Alexandre. Je leur rapportai confidentiellement toute notre conversation. Mon récit les émut au plus haut point; ils me supplièrent de tenir bon contre des idées qu'ils jugeaient absolument comme moi, tant sous le rapport de leur valeur absolue qu'au point de vue de la source d'où elles devaient nécessairement provenir.

Je fus autorisé par l'Empereur François à aller jusqu'à la menace d'une retraite immédiate de l'armée autrichienne.

Le lendemain soir, j'allai revoir l'Empereur de Russie. J'avais appris dans la journée qu'il était dans un grand état de surexcitation, mais qu'il n'avait parlé à aucun de ses ministres de sa conversation avec moi. Sa Majesté me demanda quelle était la manière de voir de l'Empereur d'Autriche.

« Pour vous la dire en peu de mots, Sire, répondis-je, je dois vous répéter mes paroles d'hier. L'Empereur est opposé à tout appel à la nation; un peuple ainsi consulté et délibérant en présence de sept cent mille baïonnettes étrangères serait dans une situation tout à fait fausse. D'autre part, l'Empereur ne voit pas trop quel pourrait être l'objet de la délibération : le Roi légitime est là. »

Le Czar se contint et me dit : « Je ne persiste pas dans mon projet, du moment qu'il est contraire au vœu de mes alliés. J'ai parlé selon ma conscience; le temps fera le reste : il nous apprendra aussi qui des deux avait raison. »

En voyant l'Empereur dans des dispositions aussi favorables, je donnai un libre cours à mes pensées. J'exposai les dangers qu'il y aurait à poursuivre un plan qui n'aurait laissé d'autre alternative que celle-ci : ou rompre l'alliance au moment où ses efforts allaient être couronnés de succès, ou saper les fondements de l'ordre social et précipiter l'Europe dans des convulsions bien autrement terribles que celles qui avaient signalé les débuts de la Révolution. L'Empereur suivit pas à pas mes développements; il combattit celles de mes idées qui heurtaient le plus les siennes; nous finîmes pourtant par nous quitter bons amis.

Je n'aurais pas tant insisté sur cet incident, si des historiens, ignorants ou égarés par l'esprit de parti, n'avaient, dans la grande question de la reconstitution de la France, prêté à l'Empereur François et à son cabinet des vues et des projets qui ne reposent sur aucun fondement, et s'ils n'avaient montré l'attitude de l'Autriche et de ses alliés sous un jour complétement faux. L'Autriche ne marchait pas au hasard, elle avait mûrement choisi sa voie; étrangère à toute convoitise, à toute passion, elle n'avait en vue que le but de l'entreprise commune : elle ne voulait que ramener et assurer la paix au continent européen. Voilà ce que voulait, ce que poursuivait le cabinet autrichien sur le terrain de la politique comme sur le terrain militaire.

La fin de notre séjour à Langres fut consacrée à arrêter définitivement les opérations de l'armée. Il était évident que

dès le principe Napoléon bornerait la défense aux abords de Paris, et que, par suite, la campagne s'ouvrirait le long de l'Aube.

Toutes les nouvelles qui nous arrivaient des départements de la France situés en arrière des armées alliées, aussi bien que d'autres points du pays, sur les sentiments de la nation, se trouvaient confirmées par les observations que nous étions à même de faire sous ce rapport aux endroits où étaient les quartiers généraux. Le sentiment qui dominait dans le peuple, c'était le désir de voir bientôt se terminer la guerre, et la grande majorité des Français était favorable au retour des Bourbons.

La question politique ne fut plus agitée entre l'Empereur de Russie et ses alliés. La suite des événements montrera combien il aurait été sage de déterminer à l'avance l'attitude à prendre et d'arrêter un plan raisonné, basé sur le principe de la restauration du pouvoir légitime. Cependant l'avantage d'avoir écarté pour le moment une idée aussi funeste était trop grand pour ne pas nous satisfaire. Si nous avions essayé d'aller plus loin, nous aurions échoué, et nous aurions compromis l'union nécessaire entre les puissances qui poursuivaient au cœur de la France une entreprise encore exposée à tous les hasards de la guerre.

Il n'y avait aucun danger que la nation se prononçât pour le maintien du régime impérial. Nos soins se bornaient à bien mener la guerre et à remettre le succès final entre les mains de Celui qui est plus puissant que les hommes.

CONGRÈS DE CHATILLON.

Dans le cours des événements de 1814, peu de négociations sont mieux connues du public que celles de Châtillon. Les actes du Congrès ont été livrés à la publicité et discutés par les historiens de tous les partis. Ce qui suit est l'expression de la vérité relativement à l'esprit qui dirigea les cabinets dans cette conjoncture.

Malgré la bonne intelligence qui régnait entre les quatre

puissances alliées, il y avait entre elles des divergences secrètes sur plusieurs points d'une importance considérable et décisive.

L'Empereur d'Autriche n'avait en vue, ne désirait qu'un ordre de choses qui lui permît d'assurer la paix de l'Europe en rétablissant une équitable pondération des forces ainsi que l'équilibre politique qui avait été complétement détruit par les conquêtes de la France sous la Révolution et sous l'Empire. A l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire après la concentration des opérations entre la Seine et la Marne, la chute prochaine de l'Empire français était indubitable pour tout homme politique qui ne se payait pas d'illusions. La restauration des Bourbons et le retour de la France à ses anciennes limites semblaient à l'Empereur François et à son cabinet la seule solution possible, car elle seule pouvait garantir une paix durable : toute paix reposant sur un autre principe que celui de la légitimité eût été précaire. Sur ce point fondamental, l'Autriche était parfaitement d'accord avec le gouvernement britannique.

Comme on l'a vu, tantôt les idées de l'Empereur Alexandre flottaient dans le brouillard d'un libéralisme vague, tantôt elles étaient régies par des influences personnelles ou accidentelles.

La Prusse nourrissait des projets de conquête et des idées de vengeance qui pouvaient s'expliquer par ce qu'elle avait souffert dans les dernières années. Néanmoins, le Roi et le prince de Hardenberg étaient plus près de partager notre manière de voir et celle du cabinet britannique sur la famille à placer sur le trône de France, que de s'associer aux idées romanesques de l'Empereur de Russie.

Napoléon, par contre, sentait qu'il ne lui était plus permis de négliger les dernières chances d'accommodement.

La pensée qui me guidait quand je demandais l'ouverture de *négociations sérieuses,* n'était autre que celle qui avait dirigé mes calculs et mon attitude politique depuis le commencement de l'année 1813. Je connaissais trop les sentiments de la masse du peuple français et l'esprit de l'armée française, d'autre part je lisais trop bien dans la pensée de Napoléon

pour ne pas voir de grands avantages dans toute tentative d'arrangement, sans risquer d'ajourner le retour d'un meilleur ordre de choses par un accommodement intempestif.

J'usai donc de mon influence pour donner suite aux différentes déclarations faites par les puissances à Francfort depuis le commencement de l'année. Je trouvai un appui sincère dans lord Castlereagh, dont les vues et les calculs étaient en parfaite harmonie avec mes idées personnelles.

Je fis nommer le comte de Stadion plénipotentiaire de l'Autriche. Les autres cabinets suivirent cet exemple, et leurs chefs restèrent au quartier général des Souverains, à l'exception de lord Castlereagh ; celui-ci ne pouvait renoncer à la mission si importante de représenter la Grande-Bretagne à un congrès où l'on discutait les bases de la paix générale.

On ne tarda pas à voir que, malgré les effroyables dangers de sa situation, Napoléon ne songeait pas sérieusement à faire la paix.

Ce qui nous prouva avec quelle facilité il se reprenait à espérer, ce fut l'importance extraordinaire qu'il attribua à l'insignifiante journée de Montereau. Le lendemain de cette affaire, il écrivit à l'Empereur d'Autriche dans le ton qu'il aurait pu prendre jadis après une de ses grandes victoires. Il eut notamment la faiblesse d'énumérer dans cette lettre les pertes essuyées par les alliés à Montereau, en poussant l'exagération et la jactance bien plus loin que dans ses fabuleux bulletins d'autrefois.

Les événements militaires mirent un terme aux conférences de Châtillon.

LE CONSEIL DE GUERRE DE BAR-SUR-AUBE.

A la suite de l'affaire de Montereau, la grande armée autrichienne s'était éloignée de l'armée de Blücher. Forcés de quitter Troyes et de se retirer jusqu'à Bar-sur-Aube, les trois Souverains tinrent une conférence à laquelle assistèrent, outre Leurs Majestés et leurs ministres, plusieurs généraux des armées alliées. On y discuta très-vivement les mesures militaires à prendre.

Le Roi de Prusse demandait avec instance qu'on réunît immédiatement les trois armées et qu'on marchât sans désemparer sur Paris. L'Empereur François, le prince de Schwarzenberg et moi nous défendions un plan tout opposé. La marche que nous avions suivie jusqu'à ce jour avec tant de succès, et qui avait pour but d'épuiser peu à peu les dernières forces de Napoléon au lieu de faire dépendre l'issue de la campagne de la perte d'une bataille générale, semblait trop se recommander par elle-même pour devoir être abandonnée à la légère. Ce plan, qui donnait des résultats lents, mais sûrs, nous paraissait devoir conduire infailliblement au succès définitif : les événements ont prouvé combien il était juste. Une raison secondaire venait s'ajouter à l'impatience du parti prussien. L'armée du maréchal Blücher se trouvait la plus rapprochée de la capitale; elle ne rêvait que d'occuper Paris la première. L'exaspération des troupes prussiennes et de leurs chefs était telle, que ces derniers ne reculaient pas devant la perspective de voir Paris livré à la fureur des soldats, qu'il aurait été impossible de contenir après la victoire. Nous ne pouvions pas négliger dans nos calculs une considération de cette importance; quand même la simple prudence ne nous eût pas défendu de faire dépendre l'issue de la campagne des hasards d'une grande bataille, que d'ailleurs Napoléon appelait de tous ses vœux, les projets que la Prusse nourrissait contre Paris, et qui n'étaient un mystère pour personne, auraient suffi à eux seuls pour nous empêcher de céder.

La séance fut très-animée; le Roi de Prusse discuta même avec une certaine aigreur. L'Empereur Alexandre hésitait à se prononcer. Ce ne fut qu'à la suite d'une déclaration énergique de l'Empereur François, que j'appuyai avec autant de force que de liberté, que le Czar se convertit à nos idées. Il s'offrit à faire l'office de secrétaire, et je lui dictai les points convenus. Voici ce qui fut écrit :

1° On ne livrera pas la bataille près de Bar-sur-Aube;

2° Blücher continuera son mouvement séparé;

3° La grande armée continuera son mouvement par Chaumont et sur Langres;

4° La continuation de ce mouvement dépendra des circonstances;

5° Avertir Blücher des mouvements décidés pour la grande armée et des ordres qu'on a donnés à Wintzingerode et à Bülow d'être sous son commandement;

6° Donner à Wintzingerode et à Bülow les ordres en conséquence;

7° Donner à Blücher une latitude dans ses mouvements, pourvu toutefois qu'une certaine prudence militaire soit observée (75).

Aussitôt le conseil de guerre se sépara, mais le parti prussien se montrait fort peu satisfait.

Je n'ai pas le dessein d'entrer dans le détail des opérations militaires; je me bornerai donc à enregistrer ici ce qui a trait à la partie politique. La bataille que le prince de Schwarzenberg était décidé à accepter près d'Arcis se réduisit à un simple combat d'avant-postes; Napoléon fit cesser l'engagement dès qu'il se fut convaincu que les armées autrichienne et russe réunies consentiraient à entrer sérieusement en lutte. A son grand étonnement, le général en chef vit, des hauteurs situées derrière Arcis, que l'armée française battait en retraite et se dirigeait vers l'Est.

L'Empereur d'Autriche était resté à Bar-sur-Aube; il ne comptait quitter cette ville pour Arcis que si la bataille s'engageait. Tous les ministres, à l'exception du comte de Nesselrode, étaient auprès de Sa Majesté.

Dans l'intervalle, un aide de camp du prince de Schwarzenberg, le comte de Paar, arriva au quartier général de l'Empereur. Il venait faire part à Sa Majesté des nouvelles dispositions prises par le général en chef. Après avoir passé sur la rive droite de l'Aube, ayant acquis la certitude que Napoléon continuait son mouvement vers l'Est, le prince de Schwarzenberg proposa au Czar et au Roi de Prusse de marcher sur Paris avec toutes les forces des alliés; mais, par suite de ce mouvement, l'armée autrichienne et une partie de l'armée russe couraient le risque d'être coupées de leurs lignes d'opération. Napoléon pouvait avoir deux plans : ou bien se porter sur nos der-

rières et attaquer la queue de l'armée qui venait par Nancy; ou bien se jeter dans les places fortes de l'Est, et, renforcé par leurs garnisons, entreprendre une nouvelle guerre en se plaçant entre le Rhin et les armées d'invasion.

Le feld-maréchal prévenait l'Empereur qu'en cas de succès il s'emparerait de Paris et s'y établirait solidement, et qu'en cas d'échec il se retirerait sur la Belgique. Il priait en même temps Sa Majesté d'avertir la ligne d'étapes militaires des dangers qui la menaçaient. Le comte de Paar apportait aussi à l'intendant général de l'armée russe, resté à Bar-sur-Aube, l'ordre de rejoindre immédiatement le quartier général du Czar. Le premier mouvement de l'Empereur fut de courir sur l'heure au quartier général. Le simple calcul des distances lui montra que ce n'était pas à tenter. Lors de l'arrivée de l'aide de camp comte de Paar, l'armée s'était déjà avancée vers Paris d'une journée de marche; ce n'est donc qu'à la troisième étape que l'Empereur aurait pu rejoindre le quartier général. Or, le pays à traverser était ouvert aux coureurs français. Sa Majesté dut, à son grand regret, se résigner à attendre les événements. Je fus longtemps à me demander si je ne devais pas essayer, à mes risques et périls, de rejoindre le quartier général. L'impossibilité de m'assurer les relais nécessaires pour faire sans m'arrêter l'équivalent de trois journées de marche, m'empêcha de réaliser mon désir. Le comte de Paar avait eu la précaution d'assurer ses relais à l'avance; il arriva heureusement au quartier général et y apporta le message aux termes duquel l'Empereur adhérait pleinement au plan du feld-maréchal.

Le lendemain de son départ, l'intendant général russe fut pris par les détachements de cavalerie française qui harcelaient les derrières de la grande armée alliée. La même nuit, vers deux heures du matin, nous reçûmes l'avis que Napoléon avait poursuivi son mouvement vers l'est jusqu'à Saint-Dizier, et qu'en apprenant la marche hardie des armées alliées sur Paris il s'était jeté sur la route de Bar-sur-Aube. On reconnut alors que le mouvement excentrique de Napoléon n'avait d'autre but que de provoquer la retraite du général en chef de l'armée autrichienne en menaçant sa ligne de communica-

tion. Napoléon s'était trompé. A la nouvelle que l'armée alliée s'avançait droit sur Paris, il s'écria : « C'est un beau coup d'échecs ! je n'aurais jamais cru qu'un général de la coalition fût capable de le faire. »

Aussitôt on s'apprêta à quitter Bar-sur-Aube, et à quatre heures du matin l'Empereur et ses ministres se mirent en route pour Dijon, protégés seulement par la présence de quelques bataillons qui allaient rejoindre la Grande Armée, et dont l'un était par hasard arrivé à Bar-sur-Aube la veille au soir. Nous nous rapprochions ainsi de l'armée du prince héritier de Hesse-Hombourg, dont quelques détachements se trouvaient à Dijon.

SÉJOUR A DIJON.

Comme l'Empereur François ne voulait pas s'arrêter en route, il prit la poste à Châtillon pour arriver plus vite à Dijon. Nous fîmes le chemin dans deux chaises de poste, au milieu d'une population fort étonnée de la présence de Sa Majesté Impériale et de la confiance que lui témoignait l'Empereur en voyageant sans escorte. L'arrivée inattendue de l'Empereur François à Dijon provoqua des sentiments pareils à ceux qui venaient de se manifester sur son passage. Nous entrâmes dans cette ville à quatre heures du matin, et nous descendîmes au palais de la préfecture. Il fallut nommer l'Empereur pour qu'on le laissât entrer. Au bout de quelques heures, une masse de peuple accourut sur la place de la préfecture ; ce fut l'occasion d'une grande manifestation royaliste. Sa Majesté fit inviter la multitude à se tenir tranquille et défendit toute démonstration. L'ordre ne fut pas troublé un seul instant.

Quelques jours plus tard nous vîmes arriver le baron de Wessenberg, tombé entre les mains du général Piré au retour d'une mission en Angleterre.

Le pays à l'ouest de Dijon n'était pas sûr : le général Alix y commandait un corps de gardes nationaux mobilisés. Quelques troupes appelées de différents points et réunies à celles qui

étaient venues avec nous de Bar suffirent pour protéger notre séjour. Nous restâmes à Dijon jusqu'au moment où nous apprîmes la capitulation de Paris. A peine avions-nous reçu cette nouvelle qu'on nous annonça le duc de Cadore (Champagny) : il était porteur d'un message de Napoléon à l'Empereur. Je n'eus pas le temps de le voir, Sa Majesté m'ayant ordonné de partir sans retard pour Paris. Sa mission resta sans résultat.

La nouvelle de la capitulation de Paris mit la population de Dijon en émoi. La cour de l'hôtel que j'habitais se remplit de curieux. Une députation vint me demander s'il était permis d'arborer les couleurs royales. Sa Majesté y consentit, ce dont je fis part à la foule assemblée. Une heure après, le drapeau royal flottait dans toutes les rues. Je partis en compagnie de lord Castlereagh et du chancelier Hardenberg.

ARRIVÉE A PARIS.

Le 10 avril, j'arrivai à Paris : je ne tardai pas à me rendre auprès du Czar. Il s'était installé dans l'hôtel du prince de Talleyrand. Sa Majesté me fit part des notes échangées avec Napoléon depuis l'entrée des alliés à Paris, et m'instruisit de la présence des maréchaux Ney et Macdonald, auxquels Napoléon avait conféré ses pleins pouvoirs à l'effet de signer avec les puissances le traité par lequel il renonçait à la couronne de France et acceptait la souveraineté de l'île d'Elbe.

Je témoignai au Czar l'étonnement que me causait le dernier point de cette convention. Je lui représentai combien d'inconvénients entraînerait l'exécution de la clause en vertu de laquelle l'Empereur déchu était appelé à résider si près des États dont il avait été le chef. Il ne me fut pas difficile d'expliquer mes appréhensions par des considérations puisées dans le caractère de Napoléon, et par d'autres qui ressortaient de la force des choses. L'Empereur chercha à me réfuter par des arguments qui faisaient honneur à sa générosité autant qu'ils étaient peu faits pour me rassurer sur l'avenir. Il me dit entre autres choses qu'on ne pouvait douter de la parole d'un soldat et

d'un Souverain sans lui faire injure. Je déclarai à Sa Majesté que je ne me croyais nullement autorisé à prendre sur moi de trancher une question d'une si haute importance pour le repos futur de la France et de l'Europe, sans avoir pris d'abord les ordres de l'Empereur mon maître.

« Cela n'est plus possible, répliqua vivement le Czar; comme j'attendais votre arrivée et celle de lord Castlereagh, j'ai déjà reculé de plusieurs jours la signature de la convention; il faut que tout soit terminé ce soir, afin que les maréchaux puissent remettre l'acte à Napoléon cette nuit même. S'il n'était pas signé aujourd'hui, les hostilités recommenceraient demain, et Dieu sait où elles pourraient nous conduire. Napoléon est à la tête de son armée à Fontainebleau; il n'ignore pas que le Roi de Prusse et moi nous sommes d'accord sur les clauses de la convention; je ne puis pas retirer ma parole. D'autre part, je ne puis pas vous forcer d'apposer votre nom au bas de l'acte tout rédigé que Nesselrode vous présentera; mais, en ne signant pas, vous assumerez une lourde responsabilité. »

Je déclarai à Sa Majesté qu'avant de prendre un parti je désirais discuter la question avec le prince de Schwarzenberg et lord Castlereagh.

Après en avoir conféré avec eux, je revins trouver l'Empereur Alexandre. Je lui dis : « La convention projetée entre Votre Majesté, le Roi de Prusse et Napoléon est trop avancée pour que ma résistance puisse en empêcher l'exécution. Le prince de Schwarzenberg a pris part aux discussions préliminaires; la conférence où ce traité doit être signé est réunie. Je m'y rendrai, je mettrai mon nom au bas d'un traité qui en moins de deux ans nous ramènera sur le champ de bataille. »

Les événements ont montré que je ne m'étais trompé que d'une année. Le traité fut signé dans la soirée même.

Les clauses de cet acte ont été appréciées très-diversement, et cela devait être. La vérité est que la générosité était très-déplacée dans cette circonstance, et que la facilité de l'Empereur Alexandre à se payer d'illusions a été la cause première d'un arrangement que d'ailleurs Napoléon, dans sa détresse, ne pou-

vait pas repousser. Je compterai toujours au nombre des scènes les plus curieuses de ma vie publique la conférence entre les plénipotentiaires qui précéda la signature de la convention. Dès l'ouverture de la séance les articles étaient arrêtés, sauf quelques détails de rédaction. Je ne cachai pas à mes collègues l'impression que me faisait l'installation de Napoléon à l'île d'Elbe. Il n'y en avait pas un qui ne partageât ma manière de voir, et le langage des deux plénipotentiaires de Napoléon ne différait guère du nôtre. Les sentiments qu'ils exprimèrent à ce sujet étaient parfaitement corrects; ils ne se faisaient aucune illusion. A mon retour de la conférence, j'expédiai un courrier à l'Empereur François, qui partit aussitôt de Dijon pour se rendre à Paris, où l'hôtel de la princesse Borghèse avait été disposé pour le recevoir (76).

Des commissaires des alliés accompagnèrent Napoléon à sa nouvelle résidence. Le général autrichien baron de Koller remplit cette mission au nom de l'Empereur. Dans le midi de la France, il eut à faire acte de présence d'esprit et de courage pour sauver le prince confié à sa garde et pour défendre la vie de l'Empereur contre les dangers dont il était menacé au milieu des populations ardentes et passionnées de la Provence.

L'Impératrice Marie-Louise et le Roi de Rome furent placés par les Souverains sous la protection de leur père et grand-père. Marie-Louise se rendit à Schœnbrunn.

ENTRÉE DE LOUIS XVIII A PARIS.
SITUATION DE LA FRANCE APRÈS LE RETOUR DES BOURBONS.

Le 4 mai, le Roi Louis XVIII fit son entrée à Paris. Je m'étais placé avec le prince de Schwarzenberg à une fenêtre dans la rue Montmartre pour voir passer le cortége. Ce spectacle fit sur moi une impression pénible. Entre l'air sombre des soldats de la garde impériale qui précédaient et suivaient la voiture du Roi, et l'air aimable que celui-ci s'était efforcé de prendre, il y avait un contraste qui semblait être l'image fidèle de ce qui se passait alors dans l'âme de la population. L'attitude de la foule

dans les rues complétait cette image. Les sentiments les plus opposés se lisaient sur les visages; ils éclataient dans le cri de : « Vive le Roi! » poussé par les royalistes, et ne se révélaient pas moins dans le morne silence des ennemis de la royauté. Je trouvais presque que le Roi s'était trop hâté de répondre par ses saluts à des manifestations aussi opposées.

Les trois Souverains allèrent presque aussitôt faire leur visite au Roi. Un peu plus tard, je me présentai moi-même aux Tuileries. Louis XVIII me reçut dans son cabinet. Dans le cours de la conversation, je ne pus m'empêcher de lui faire cette remarque que j'avais passé bien des heures avec Napoléon dans cette même pièce, assis au même bureau, entouré des mêmes meubles et des mêmes objets. « Et cependant, dis-je au Roi, Votre Majesté a l'air d'être tout à fait chez elle.

« — Il faut avouer, répliqua le prince, que Napoléon était un bon locataire; il m'a tout arrangé à la perfection. »

Je passai deux heures avec Sa Majesté, et je quittai les Tuileries en emportant de ma visite des impressions qui n'étaient nullement faites pour me rassurer sur l'avenir de la France. J'avais parlé au Roi de la Charte qui venait d'être publiée, des difficultés qui, selon moi, s'opposaient à son succès, de l'opinion publique, etc., etc. J'avais pu me convaincre que le Roi avait des vues bien arrêtées sur toutes ces questions, mais qu'elles différaient des miennes sur plus d'un point essentiel.

Le temps a justifié, au delà même de ce que j'aurais désiré, celles qu'alors déjà je regardais comme les plus justes.

La question de savoir si le retour des Bourbons en France répondait aux vœux du pays a été diversement résolue. Pour moi, je n'hésite pas à affirmer que l'immense majorité de la population a vu revenir ces princes avec satisfaction. La cause de ce sentiment est tellement naturelle que cela devait arriver fatalement *.

* En 1825, pendant mon séjour à Paris où m'avait appelé un deuil de famille, je fus reçu par le Roi Charles X. Après le dîner, nous parlâmes longuement du passé, et les lieux où nous nous trouvions me rappelèrent de bien vifs souvenirs. « Je me souviens, dis-je entre autres choses au Roi, qu'un jour, en 1810, j'étais assis avec Napoléon dans ce même salon, à cette même

La France avait mis un temps relativement très-court à parcourir les diverses phases de sa révolution sociale. Ces phases peuvent se diviser en trois époques, qui embrassent vingt-cinq années (1789-1814) : la première, de 1789 à 1792, a vu tomber des institutions séculaires et naître un État libre modelé d'après les utopies du dix-huitième siècle ; la seconde, de 1792 à 1804, a été remplie par l'essai du gouvernement républicain ; enfin l'Empire, de 1804 à 1814, a réalisé le projet qu'avait formé le vaste génie de Napoléon et rétabli la France sur des bases monarchiques.

A l'exception d'un petit nombre de fanatiques incorrigibles, la forme républicaine ne comptait plus de partisans dans le pays. Ils avaient disparu, d'abord à la suite de la Terreur, qui s'était élevée sur les ruines du trône, des anciennes institutions, de tout ce qui avait survécu aux règnes de Louis XIII et de Louis XIV, à la décadence morale et aux troubles de la Régence et de la période de Louis XV ; en second lieu, à la suite de l'état de déconsidération et de faiblesse où était tombé le Directoire. La forme de gouvernement introduite par Napoléon convenait parfaitement à la France ; mais le pays était fatigué de toutes ces guerres qui semblaient ne devoir jamais finir. On désirait le retour des Bourbons, il est vrai ; mais ce sentiment n'avait nullement le caractère que lui prêtaient les royalistes, ce parti si singulièrement réduit par les vingt-six dernières années. Ceux qui voulaient la restauration des princes légitimes, c'étaient les amis de l'ordre public et de la paix politique, c'est-à-dire l'immense majorité de la nation, qui en tout temps et dans tout pays a mis en première ligne dans ses calculs les véritables intérêts de la patrie.

Ce n'est donc pas dans l'esprit public que se rencontraient les vraies difficultés pour les Bourbons lorsqu'ils remontèrent sur le trône ; elles étaient dans la ligne de conduite que la

place ; nous vînmes à parler des Bourbons, et il me dit : « Savez-vous pourquoi Louis XVIII n'est point assis ici en face de vous ? Ce n'est que parce que j'y suis assis, moi. Tout autre n'aurait pas pu s'y soutenir, et si jamais je devais disparaître par suite d'une catastrophe, nul autre qu'un Bourbon ne pourrait s'asseoir à cette place ! »

royauté avait adoptée. Le retour à ce qu'on appelait « l'ancien régime » était impossible; car du régime d'autrefois il ne restait plus que le souvenir des causes de sa chute. Aussi les Bourbons n'ont-ils jamais songé à le rétablir; je dirai plus : cette dénomination n'a jamais été qu'une sorte de flétrissure imaginée par les ennemis des Bourbons dans le but d'effrayer les masses*.

*Ici se termine le manuscrit ayant pour titre : *Sur l'histoire des alliances.* Le chapitre IX qui suit est emprunté comme les précédents au texte de *La Clef, etc.*

(*Note de l'Editeur.*)

CHAPITRE IX.

COMMENCEMENT DE L'ÈRE DE PAIX.

Caractère de la première paix de Paris. — Voyage en Angleterre. — Retour à Vienne. — La Confédération germanique. — Le Congrès de Vienne. — Fuite de Napoléon de l'île d'Elbe. — Coup d'œil rétrospectif sur le Congrès de Vienne. — Épisode des Cent-Jours. — Projet d'élever le Roi de Rome au trône impérial de France. — Bataille de Waterloo. — Le bonapartisme. — Louis XVIII. — La deuxième paix de Paris. — Histoire de l'origine de la Sainte-Alliance. — Tableau de l'Autriche. — On ne trouve pas de nom à donner à l'Empire. — Couronnement de l'Empereur. — Renonciation de l'Autriche aux Pays-Bas autrichiens et à ses anciennes possessions en Brisgau. — Pentarchie morale.

Je dépasserais les limites que je me suis tracées en entreprenant ce travail, si j'entrais dans le détail des négociations qui précédèrent la conclusion de la paix du 30 mai 1814.

Le traité lui-même portait le cachet de la modération des Souverains et de leurs cabinets, d'une modération qui n'était pas l'effet de la faiblesse, mais du ferme désir d'assurer à l'Europe une paix durable. La situation était de celles où il est plus dangereux de dépasser le but que de ne pas l'atteindre.

Il n'y a qu'un calcul basé sur des données sérieuses qui puisse assurer la réussite d'une entreprise. La paix à conclure avec la France ne pouvait être envisagée que sous deux points de vue : ou bien elle serait dictée par le désir de se venger de la France, ou bien elle serait inspirée par le dessein d'établir un équilibre politique aussi parfait que possible entre les puis-

sances. L'Empereur François partageait entièrement ma conviction, et poursuivait la solution du grand problème en ne s'inspirant que de l'intérêt commun : c'était la conséquence logique des conditions auxquelles l'Autriche avait accédé à l'alliance. La condamnation du système *de conquête* et l'admission du principe *des restitutions et des équivalents* pour le rétablissement des anciens Royaumes et États ne pouvaient laisser aucun doute à cet égard. En envisageant ainsi la tâche commune, le cabinet impérial aurait à lutter contre tous les intrigants politiques et à combattre les aspirations particularistes que certains gouvernements ne manqueraient pas de manifester. Je m'y étais bien attendu, sans toutefois me laisser dérouter par les difficultés que je prévoyais. De même que l'entrée de l'Autriche dans la quadruple alliance avait formé la base primitive de la paix de Paris, de même cet instrument de paix indiquait à son tour les principes à suivre pour accomplir la lourde tâche qui était réservée au Congrès de Vienne.

Après la signature du traité de Paris (77), je me rendis en Angleterre avec l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse, afin de porter au Prince régent les excuses de l'Empereur François, qui ne pouvait entreprendre ce voyage. J'étais d'ailleurs appelé dans ce pays par une invitation personnelle du Prince régent. Vingt ans s'étaient écoulés depuis mon premier voyage en Angleterre et le commencement de mes relations personnelles avec celui qui n'était alors que le prince de Galles. Je désirais revoir l'Angleterre et me rendre compte par moi-même de l'impression qu'avait dû faire nécessairement dans ce pays le changement de la situation politique du continent européen; je voulais par la même occasion conférer avec le cabinet anglais au sujet des négociations auxquelles allait donner lieu le Congrès de Vienne.

Après une absence de plusieurs mois, je rentrai à Vienne le 18 juillet (78). L'état des esprits dans l'Empire n'était guère de nature à m'enthousiasmer; je me trouvai cependant, jusqu'à un certain point, récompensé de mes efforts, car je pouvais constater que la ligne politique que je suivais ne laissait rien à désirer, tant sous le rapport de la situation particulière de

l'Autriche que parce que nous pouvions espérer assurer une longue paix à l'Europe. L'Autriche était meurtrie ; elle souffrait encore d'une guerre de vingt-deux ans, et se sentait attaquée dans les sources mêmes de la vie. L'esprit toujours si remarquablement positif des populations autrichiennes avait cru voir un gage de paix dans l'union d'une fille de l'Empereur avec Napoléon, et ne s'était résigné qu'avec peine aux maux d'une nouvelle guerre. La véritable fin de la lutte n'apparaissait à ces populations que sous la forme d'une deuxième édition, revue et modifiée, de la paix précédente.

Quel contraste frappant la situation de la Prusse ne présentait-elle pas sous ce rapport avec celle de l'Autriche ! Des rêveurs seuls pouvaient trouver que la situation était la même pour les deux pays ; or je n'ai jamais été un rêveur. L'élément qui, à l'origine du Congrès, offrait aux hommes de cette espèce le champ le plus vaste, c'était l'élément allemand. Convaincu de cette vérité, je ne cessai de tourner mes regards et mon attention de ce côté, pendant les quelques semaines qui précédèrent l'ouverture du Congrès.

J'ai déjà parlé de cette opinion de l'Empereur, qu'il y aurait lieu de créer un corps politique allemand, sous la forme d'une confédération, et j'ai fait ressortir à ce propos comment, dans la réalité, la création d'une confédération germanique devint une *conditio sine qua non* de l'entrée de l'Autriche dans l'alliance. Mon chemin était donc tout tracé. Il ne s'agissait plus que de choisir les moyens d'arriver au but : tâche difficile, que la résistance des puissances germaniques rendit plus difficile encore. Il y avait en première ligne les menées particularistes de la Prusse ; ensuite la crainte des princes allemands de voir restreindre leurs droits de souveraineté ; enfin, dans l'Allemagne du Nord et dans les provinces du Rhin, ces aspirations que l'année 1806 avait vues naître. C'étaient ou bien des idées nettement démocratiques, ou bien des tendances qu'on ne pouvait désigner que sous le nom d' « aspirations de la teutomanie ». Dans la lutte qui s'ouvrit, les idées à la fois aristocratiques et démocratiques qui partageaient l'esprit du baron de Stein (79) jouèrent un rôle particulier et considérable. De tous les partis,

c'était bien le plus divisé : on s'y entendait aussi peu sur le but à poursuivre que sur les moyens de l'atteindre. Les suggestions des partis n'avaient aucune influence sur ma conduite; seulement je ne les perdais pas de vue : elles étaient pour moi un motif de plus de persévérer dans la voie que je m'étais tracée.

Je consultai sur les questions allemandes les quelques hommes rompus aux affaires du temps de l'Empire d'Allemagne, qui vivaient encore à Vienne; mais je ne tardai pas à me convaincre qu'ils ne pourraient pas m'en apprendre plus que les archives. Je résolus donc de m'en tenir jusqu'à nouvel ordre aux éléments essentiels de la Confédération, et d'attendre, pour me prononcer sur la forme particulière à lui donner, la réunion du Congrès et les débats qui s'engageraient entre les délégués allemands.

Le 3 novembre 1814, le Congrès s'ouvrit par une simple et modeste conférence, qui fut loin de satisfaire la curiosité du public*.

Les plénipotentiaires des différents États et pays me prièrent de me charger de la haute direction des débats. J'acceptai cette tâche, persuadé que les questions à résoudre par le Congrès ne pouvaient être tranchées qu'à la condition de procéder avec une régularité, avec un ordre parfaits, d'écarter rigoureusement tous les détails inutiles, et de bien se pénétrer de tout ce qu'exigeaient les circonstances. Je proposai un programme qui devait comprendre :

Les délibérations entre les membres de la quadruple alliance et les représentants français réunis sous la dénomination de Comité des cinq puissances ;

La réunion plus complète des plénipotentiaires de ces cinq puissances et de ceux d'Espagne, de Portugal et de Suède sous la dénomination d'Assemblée des huit Cours, et leurs rapports avec les représentants des autres États;

* Le bruit s'était répandu dans le public que les séances des plénipotentiaires du Congrès auraient lieu au château impérial, dans la grande salle de la Redoute, et que les galeries qui entourent cette salle seraient ouvertes aux curieux.

La formation d'une commission spécialement chargée de régler la situation de l'Allemagne, commission qui serait composée de plénipotentiaires des États allemands.

Ce programme fut adopté; grâce à lui, la lourde tâche qui s'imposait à l'Assemblée put être menée à bonne fin.

L'histoire du Congrès est tout entière dans ses actes officiels et dans les changements matériels qu'il a décidés; je n'ai donc pas à la faire ici (80). Si son œuvre a eu le sort de toutes les grandes choses de ce monde; si elle n'a pas échappé à la critique d'esprits prévenus et aux attaques d'esprits superficiels, il suffira peut-être, pour apprécier les travaux du Congrès à leur valeur réelle, de se dire qu'il a jeté les fondements d'une paix politique qui dure depuis trente-huit ans, et que ses principaux arrêts n'ont pas seulement défié les orages qui se sont élevés dans l'intervalle, mais qu'ils ont même pu survivre aux bouleversements de l'année 1848 *.

Le 7 mars 1815, nous apprîmes que Napoléon était parti de l'île d'Elbe. Cette nouvelle contribua beaucoup à activer les discussions qui occupaient le Congrès, et surtout à hâter l'entente des Cours allemandes au sujet du pacte fédéral. Voici comment la chose se passa. Si je la raconte, c'est qu'il n'a guère fallu plus de temps pour décider la guerre qu'il ne m'en faut pour écrire cette page d'histoire.

La première nouvelle du départ de Napoléon de l'île d'Elbe m'est arrivée de la manière suivante. Dans la nuit du 6 au 7 mars, il y avait eu chez moi une réunion des plénipotentiaires des cinq puissances, et la conférence s'était prolongée jusqu'à trois heures du matin. Comme les cabinets étaient réunis à Vienne, j'avais défendu à mon valet de chambre de venir

* Le mot du maréchal prince de Ligne : « Le Congrès danse, mais ne marche pas », a fait le tour des journaux du temps. Pendant le Congrès, Vienne comptait dans ses murs un grand nombre de princes avec une suite considérable et une foule de touristes. C'était un devoir pour la Cour impériale de procurer à ses hôtes les distractions et les plaisirs de la société; mais les fêtes (81) n'avaient rien de commun avec les travaux du Congrès et ne les entravaient en rien : on en trouve la preuve matérielle dans la courte durée du Congrès, qui termina son œuvre dans l'espace de cinq mois.

troubler mon sommeil dans le cas où il arriverait des courriers à une heure avancée de la nuit. Malgré ma défense, ce domestique m'apporta, vers six heures du matin, une dépêche apportée par un exprès, et qui portait la mention : *Pressée.* Je lus sur l'enveloppe ces mots : « De la part du consulat général I. R., à Gênes. » Comme il y avait à peine deux heures que j'étais couché, je mis la dépêche, sans l'ouvrir, sur ma table de nuit, et j'essayai de me rendormir. Mais une fois dérangé dans mon repos, je ne pus retrouver le sommeil. Vers sept heures et demie, je me décidai à décacheter le pli. Il ne contenait que ces six lignes : « Le commissaire anglais Campbell vient d'entrer dans le port pour s'informer si l'on n'a pas vu Napoléon à Gênes, attendu qu'il a disparu de l'île d'Elbe. La réponse ayant été négative, la frégate anglaise a, sans plus tarder, regagné le large. »

Je fus habillé en un clin d'œil, et avant huit heures j'étais chez Sa Majesté. L'Empereur lut l'avis ci-dessus ; puis il me dit, avec ce calme parfait qui ne le quittait jamais dans les grandes circonstances : « Napoléon semble vouloir courir les aventures, c'est son affaire ; la nôtre est d'assurer au monde le repos, qu'il a troublé pendant de si longues années. Allez sans retard trouver l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse ; dites-leur que je suis prêt à donner l'ordre à mon armée de reprendre le chemin de la France. Je ne doute pas que les deux Souverains ne marchent d'accord avec moi. »

A huit heures un quart j'étais chez l'Empereur Alexandre, qui me tint le même langage que l'Empereur François. A huit heures et demie, le Roi Frédéric-Guillaume III me fit la même déclaration. A neuf heures j'étais rentré. J'avais déjà prié le feld-maréchal prince de Schwarzenberg de se rendre chez moi. A dix heures, les ministres des quatre puissances, se rendant à mon invitation, se réunirent dans mon cabinet. A la même heure, des aides de camp couraient déjà dans toutes les directions pour porter aux corps d'armée qui se retiraient l'ordre de faire halte.

C'est ainsi que la guerre fut décidée en moins d'une heure.

Lorsque les ministres vinrent chez moi, ils ignoraient encore l'événement. Talleyrand entra le premier; je lui fis lire l'avis que j'avais reçu de Gênes. Il resta impassible, et nous eûmes ensemble la conversation laconique que voici :

TALLEYRAND : « Savez-vous où va Napoléon ? »

MOI : « Le rapport n'en dit rien. »

TALLEYRAND : « Il débarquera sur quelque côte d'Italie et se jettera en Suisse. »

MOI : « Il ira droit à Paris. »

Voilà l'histoire dans toute sa simplicité.

Au Congrès de Vienne, il y avait eu une pierre d'achoppement dans le règlement des questions territoriales de l'Allemagne : c'était la convention de Kalisch, entre l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse, relativement à l'incorporation du royaume de Saxe à la monarchie prussienne (82).

L'accord avait fini par se faire entre les puissances sur cette importante question; il ne restait plus qu'à obtenir le consentement du Roi de Saxe, lorsqu'on apprit à Vienne la fuite de Napoléon, dont je viens de parler. Le Congrès chargea le duc de Wellington, le prince de Talleyrand et moi, de faire accepter au Roi Frédéric-Auguste, qui se trouvait alors à Presbourg, la décision du Congrès. Nous nous rendîmes auprès de ce malheureux prince, et au bout de quelques heures nous eûmes accompli notre mission.

Comme trait caractéristique, je citerai le fait suivant, qui peint bien cette époque : le jour où nous repartîmes pour Vienne, le duc de Wellington assista, à Presbourg, au défilé d'un régiment de cuirassiers qui s'en allait vers le Rhin, et que le duc avait également vu traverser Vienne pour se rendre en Hongrie (83).

Je viens de jeter un coup d'œil impartial sur les travaux et sur les résultats du Congrès; qu'il me soit permis d'ajouter en toute sincérité ces quelques mots :

La Révolution française a été avant tout sociale; c'est là le caractère particulier qu'elle a eu dès l'origine. Son caractère politique, qui trouve sa plus haute expression dans Napoléon, était nul au début. Tandis que Napoléon s'efforçait de rétablir

l'ordre matériel à l'intérieur de la France, son ambition ne connaissait pas de bornes.

La résistance que lui opposa la force des choses dans cette guerre contre la Russie qu'il entreprit en partant de suppositions erronées, résistance qu'il oublia de faire entrer en ligne de compte, amena entre les puissances une entente qui n'avait pu se faire dans les guerres antérieures contre la République et contre l'Empire français, et que Napoléon regardait absolument comme irréalisable. Les événements ont prouvé que l'Empereur François ne s'était pas laissé aveugler par l'issue de la campagne de Russie, fatale au conquérant, sur l'imporportance et sur la difficulté du problème qu'il fallait résoudre pour parvenir à assurer la paix politique du continent. L'idée qu'après la chute de Napoléon nous aurions à remplir une lourde tâche, c'est-à-dire à reconstruire l'édifice politique de l'Europe, s'imposait à l'Empereur aussi bien qu'à moi-même. D'autre part, nos vues et nos sentiments étaient trop sérieux, nous avions de trop puissantes raisons de condamner rigoureusement toute entreprise uniquement inspirée par des passions personnelles, pour ne pas donner à l'œuvre dont les victoires des alliés avaient été le prélude et dont la paix de Paris avait été le couronnement, ce même caractère de calme et de sagesse qui nous avait distingués alors que nous préparions le succès futur.

Enfin, l'œuvre du Congrès était destinée à subir de nombreuses attaques si elle se renfermait dans les limites d'un froid calcul : cela ne faisait pas pour nous l'objet d'un doute. Cependant la plus longue période de paix dont l'Europe ait jamais joui suffirait pour mettre en repos la conscience de l'Empereur défunt et de son collaborateur, lors même que l'œuvre du Congrès n'aurait pas subi victorieusement l'épreuve décisive des années 1848 et 1849.

L'histoire des Cent-Jours ne fut qu'un épisode. Pour la mettre en lumière, je n'en détacherai qu'un seul incident.

Après son retour à Paris, Napoléon avait rétabli l'ancien ministre de la police Fouché dans ses fonctions d'autrefois. Fouché reprit ses errements, et fit voir pour la seconde fois ce

singulier mélange de soumission aux volontés de l'Empereur et d'insubordination qui le caractérisait. Ce ministre, on ne saurait le nier, voyait parfaitement clair dans la situation de Napoléon et de la France; il savait on ne peut mieux ce que voulaient et pouvaient les puissances alliées; aussi ne croyait-il pas à la victoire finale de Napoléon revenu sur le trône impérial de France. Il m'envoya donc à Vienne un agent secret chargé de proposer à l'Empereur François de laisser proclamer empereur le Roi de Rome ; en même temps, il me faisait prier d'expédier un affidé à Bâle, pour qu'on pût s'entendre sur les moyens d'exécuter l'entreprise. L'Empereur François était incapable de se prêter à une démarche pareille ; le ministre de la police française pouvait seul se faire illusion à cet égard. L'Empereur me dit de communiquer l'affaire au Czar et au Roi Frédéric-Guillaume, et de leur laisser le soin de décider, non pas s'il fallait donner suite à cette idée, mais si l'on devait envoyer un homme de confiance à Bâle pour s'édifier sur les vues et les desseins de l'auteur de la proposition. Les deux Souverains conseillèrent de faire cette démarche. Je chargeai de cette mission un employé de mon département; je lui indiquai les signes auxquels il reconnaîtrait l'agent français, et lui recommandai de tout écouter sans rien répondre. Les agents se rencontrèrent à l'heure fixée et se séparèrent après une courte entrevue, parce qu'ils n'avaient rien à se dire. Plus tard on a découvert que Napoléon avait eu connaissance de la démarche de son ministre, et qu'à la place du délégué de Fouché il avait envoyé un de ses propres agents à Bâle (84). Ce fait a trouvé place dans les Mémoires du temps et donné naissance au bruit d'un projet d'entente entre Napoléon et l'Empereur François. Et voilà comment s'écrit l'histoire !

La bataille de Waterloo avait prononcé en dernier ressort sur la destinée de Napoléon; lors même que cette bataille n'aurait pas eu l'issue favorable que sut lui donner l'inébranlable fermeté du général anglais, secondée par la vaillance du feld-maréchal Blücher, la cause de Napoléon n'en eût pas moins été perdue sans retour. Les armées autrichiennes et russes,

grossies des contingents de la Confédération germanique qui franchissaient le Rhin pour rentrer en France, auraient inondé le pays sans trouver de résistance ; car la force que la France avait eue sous l'Empire était complétement brisée par suite des concessions subversives que Napoléon fut obligé de faire à la Révolution pendant les Cent-Jours. En France, le *bonapartisme* n'existait plus que dans l'armée et chez quelques fanatiques de l'ordre civil. En 1815 comme en 1814, le pays ne soupirait qu'après le repos. Si Louis XVIII avait été animé d'un autre esprit, le règne des Bourbons aurait duré plus longtemps. Mes sentiments à cet égard ne m'ont pas été inspirés par les événements ultérieurs ; déjà, après le premier retour de Louis XVIII, je les exprimais en face du Roi lui-même, auquel je ne disais que ces mots : « Votre Majesté croit fonder la Monarchie : elle se trompe ; c'est la Révolution qu'elle prend en sous-œuvre ! »

Je me permis de reparler au Roi dans le même sens, après son second retour. Louis XVIII était doué de beaucoup d'intelligence, mais c'était un esprit plus spéculatif que pratique. Lorsqu'il monta sur le trône en 1814, il était encore sous l'empire des idées qui lui avaient fait jouer un rôle comme président d'une fraction de l'assemblée des notables ; pendant son séjour sur la terre étrangère, elles s'étaient mélangées de principes empruntés à cette école anglaise qui, depuis Montesquieu, a brouillé tant d'esprits en France.

La deuxième paix de Paris forme le complément de la première. La seule différence entre les deux traités, c'est que les puissances alliées voulurent donner une leçon à la France en lui enlevant quelques points de la frontière, en restituant à leurs propriétaires les objets d'art qui avaient été enlevés à l'étranger pendant les guerres de la Révolution, en imposant au pays une contribution de guerre et l'occupation temporaire de quelques départements, dans le but d'assurer l'ordre et le repos à l'intérieur et d'affermir en France le trône des anciens Rois, autant que cela était possible avec l'appui des forces étrangères.

Pendant les négociations qui amenèrent la deuxième paix

de Paris, l'Empereur Alexandre me pria de me rendre auprès de lui. Il me dit qu'il était occupé d'une grande entreprise qu'il lui fallait discuter avant tout avec l'Empereur François. « Il y a des questions, continua le Czar, qu'il appartient au sentiment de trancher; or les sentiments obéissent à l'influence de conditions et de situations toutes personnelles. Celles-ci agissent fatalement sur les individus. S'il s'agissait d'une affaire, je vous demanderais conseil; mais la chose dont je parle est d'un ordre tel, que les ministres ne peuvent m'être d'aucun secours; c'est aux Souverains seuls qu'il est possible de se prononcer. Dites à l'Empereur François que je désire l'entretenir d'un sujet dont je ne puis m'ouvrir qu'à lui-même. Quand je lui aurai parlé, il sera dans son droit en vous consultant, mon cher prince. »

Quelques jours après, l'Empereur François me fit appeler et m'informa que le même jour, de très-bonne heure, il était allé voir le Czar, qui l'avait prié de venir s'entretenir seul à seul avec lui d'un sujet de la plus haute importance. « Le sujet, ajouta Sa Majesté, vous le connaîtrez par l'écrit qu'il m'a remis pour que je l'examine à fond. Vous savez que je n'aime pas à me prononcer sur un objet avant d'en avoir exactement pesé la valeur. J'ai donc accepté l'écrit autographe que le Czar m'a présenté, et je me suis réservé de le juger plus tard. Lisez, examinez-le, puis vous me direz votre opinion sur cette pièce. Quant à moi, je ne la goûte nullement, et les idées que j'y ai trouvées me font plutôt faire des réflexions très-sérieuses. »

Pour ma part, je n'eus pas besoin d'un examen très-approfondi pour reconnaître que cet écrit n'avait d'autre valeur et d'autre sens que ceux d'une aspiration philanthropique déguisée sous le manteau de la religion; je trouvai qu'il ne pouvait fournir la matière d'un traité à conclure entre les Souverains, et qu'il contenait plus d'une proposition qui pourrait être mal interprétée au point de vue religieux.

Ainsi, le jugement que je portais sur le projet de traité s'accordait avec celui de l'Empereur François. Comme le Czar avait dit à ce dernier qu'il communiquerait aussi cette pièce

au Roi de Prusse, Sa Majesté m'ordonna d'aller trouver le Roi et de lui demander son avis sur l'écrit en question. Le Roi parla dans le même sens que l'Empereur François; seulement, il hésitait à rejeter absolument les idées du Czar. Nous pûmes toutefois nous entendre sur l'impossibilité de rédiger l'acte sans faire dans le texte quelques changements indispensables. Même avec des modifications, le traité ne souriait qu'à moitié à l'Empereur François.

A la suite de ces pourparlers, les deux Souverains me chargèrent d'aller trouver le Czar, comme leur plénipotentiaire commun. Après un entretien qui dura plus d'une heure, je réussis, mais non sans peine, à convertir en partie l'auteur du projet, et à lui faire sentir qu'il fallait absolument changer plusieurs phrases et laisser entièrement de côté certains passages.

Je rendis compte à Sa Majesté, mon auguste maître, des objections que je n'avais pas craint de faire au Czar contre cette entreprise au moins inutile; je lui répétai aussi ma prédiction relativement à l'interprétation malveillante à laquelle le traité n'échapperait pas.

L'Empereur François m'approuva; mais, malgré l'éloignement naturel que lui inspirait le projet, même avec des modifications, il se décida à signer le traité ainsi retouché, et cela par des raisons auxquelles je n'avais rien à opposer pour ma part.

Voilà l'histoire de la Sainte-Alliance, qui, même dans l'esprit prévenu de son auteur, ne devait être qu'une manifestation morale, tandis qu'aux yeux des autres signataires de l'acte elle n'avait pas même cette signification; par conséquent, elle ne mérite aucune des interprétations que l'esprit de parti lui a données dans la suite.

La preuve la plus irréfutable de l'exactitude de ce que j'avance se trouve, à mon avis, dans ce fait qu'ultérieurement il n'a jamais été question, entre les cabinets, de la « Sainte-Alliance », et que jamais il n'aurait pu en être question. Les partis hostiles aux Souverains ont seuls exploité cet acte, et s'en sont servis comme d'une arme pour calomnier les intentions les plus pures de leurs adversaires.

La « Sainte-Alliance » n'a pas été fondée pour restreindre les droits des peuples ni pour favoriser l'absolutisme et la tyrannie sous n'importe quelle forme. Elle fut uniquement l'expression des sentiments mystiques de l'Empereur Alexandre et l'application des principes du christianisme à la politique.

C'est d'un mélange d'idées religieuses et d'idées politiques libérales qu'est sortie la conception de la « Sainte-Alliance » ; elle est éclose sous l'influence de madame de Krüdener et de M. Bergasse. Personne ne connaît mieux que moi tout ce qui se rapporte à ce monument « vide et sonore ».

Pour finir, qu'on me permette de jeter un coup d'œil rapide sur la Monarchie autrichienne et d'esquisser en quelques traits le tableau de cet Empire qui, sous le rapport de sa constitution intérieure, avait aux yeux de l'étranger le caractère d'une *terra incognita*.

Cet Empire, qui n'a pris le nom d'Empire d'Autriche que depuis 1806, ne ressemble à aucun autre ni dans sa formation ni dans son développement ultérieur. Sous la Maison de Habsbourg, le pays s'est agrandi dans sa partie orientale d'un grand nombre de provinces qui étaient séparées par la nationalité et par l'histoire ; à part quelques rares exceptions, ces provinces ont été annexées non par voie de conquête, mais par voie de succession, par des mariages et par suite d'une renonciation volontaire à leur autonomie, et c'est ainsi que dans la suite des générations elles ont apporté à la dynastie régnante de vastes possessions, tout en réservant leurs droits et leurs privilèges particuliers. En général, ces droits et ces réserves ont été respectés par les Souverains de l'Empire, sauf le cas de déchéance ; c'est là une vérité que l'esprit de parti et les menées de la politique étrangère peuvent bien attaquer, mais non détruire. Si cela est vrai, en général, pour les Souverains de la Maison de Habsbourg-Lorraine, d'autre part la période du règne de l'Empereur Joseph II constitue une exception dans l'histoire de l'Autriche, et il en est résulté des conséquences qui non-seulement ne répondaient pas aux vues de ce prince, mais qui ont même créé pour l'Empire et pour son gouverne-

ment des difficultés que ce Souverain avait précisément pour but de prévenir (85).

La manière particulière dont s'étaient réunies les différentes parties de l'Empire, et cette longue succession de Souverains qui pendant des siècles avaient occupé le trône du Saint-Empire romain et gouverné un pays formé d'éléments si complexes, avaient fait naître un singulier inconvénient : cet *ensemble,* ce corps politique n'avait pas de nom ; il y avait là dans la langue usuelle un vide, un défaut qui se révélait par la dénomination de « Maison de Habsbourg » ou de « Maison d'Autriche » qu'on donnait à la famille régnante. Le cas est unique dans l'histoire des États : nulle part on ne s'est jamais servi, dans la vie ordinaire et encore moins dans les relations diplomatiques, *du nom de la famille régnante* au lieu du nom du pays même. Ce n'est qu'en 1806, en même temps que disparaissait la dignité d'Empereur d'Allemagne, que l'Empereur François a donné à son Empire le nom d'« *Empire d'Autriche* ». Cette dénomination, il ne l'a pas prise au hasard ; elle lui a été imposée par la force des choses, et elle a empêché le lien qui rattachait les diverses parties au tout, et qui reliait ces parties entre elles, de paraître ne reposer que sur une *union personnelle.*

Le couronnement de l'Empereur devait être la clef de voûte du nouvel édifice. Cette condition, prévue par les lettres patentes de 1806, ne put être observée par suite du malheur des temps. Plus tard, deux moments se sont présentés qui permettaient de ressaisir l'occasion perdue : lors de la paix générale, et lors de l'avénement du premier successeur de celui qui avait fondé l'Empire d'Autriche. En 1815 comme en 1835, j'ai élevé la voix en faveur du couronnement de l'Empereur. Selon moi, des députations de tous les États devaient venir de toutes les parties de l'Empire pour assister au couronnement du Souverain, et par là accomplir un acte d'hommage commun envers le chef commun de l'État ; par contre, ils recevraient ainsi l'assurance que les droits constitutionnels de chaque pays seraient respectés et maintenus.

L'Empire d'Autriche, sans être un État fédératif, n'en avait

pas moins les avantages et les inconvénients des confédérations. Si le chef de la Maison régnante était absolu dans le sens moderne du mot, il n'en est pas moins vrai que si l'on considère les diverses couronnes qu'il réunissait sur sa tête, sa puissance souveraine était diminuée en raison des différents droits constitutionnels qu'avait chaque pays. Cette situation était des plus extraordinaires, cela est incontestable; ce qui n'est pas moins certain, c'est qu'elle n'aurait pas pu durer si elle n'avait été maintenue par une force supérieure, c'est-à-dire par l'intérêt que les parties composant l'Empire avaient à être réunies. Ces faits, que l'Empereur et moi nous nous représentions vivement, exercèrent une influence décisive sur la reconstitution de l'Empire de 1813 à 1815.

La reprise des ci-devant Pays-Bas autrichiens et des territoires allemands (le Brisgau) connus autrefois sous le nom d'Autriche antérieure, et l'annexion de ces pays à l'Empire d'Autriche, n'auraient soulevé aucune difficulté à l'époque dont je viens de parler. Je dirai plus : les puissances alliées, guidées par des raisons politiques toutes naturelles, désiraient que la Belgique fût de nouveau réunie à l'Autriche. Nous refusâmes ces agrandissements, non-seulement par des considérations relatives à l'Empire en particulier, mais encore parce que nous voulions surtout assurer le succès de l'*œuvre de paix*. Nous voulions éviter de mettre notre Empire en contact direct avec la France, et par là terminer les luttes qui pendant plus de trois siècles s'étaient prolongées entre les deux États voisins, précisément parce qu'ils étaient voisins. Car la France est le pays où les nouveautés de tout genre savent le mieux s'introduire, il est vrai; mais c'est aussi le pays où les vieilles impressions durent le plus longtemps. C'est pour cette dernière raison que les changements effectués dans la situation de l'Autriche et de la France après la restauration des princes légitimes passèrent, pour ainsi dire, inaperçus aux yeux du peuple et même à ceux des cabinets; beaucoup d'esprits en étaient toujours aux luttes entre la France et la Maison d'Autriche, comme si la position géographique des deux États était encore la même qu'à l'époque de François Ier et de Louis XIV...

Le Congrès avait assis sur des bases solides les possessions des Empires et des États. Les quatre puissances qui, grâce à leur entente victorieusement prolongée jusqu'au bout, avaient fait rentrer la France dans ses anciennes limites, admirent dans leur association le Roi de France rétabli dans ses anciens droits. A la place de la Quadruple Alliance, qui n'avait plus de raison d'être une fois qu'on eut atteint le but politique poursuivi en commun, se forma une pentarchie morale, dont le Congrès d'Aix-la-Chapelle détermina plus tard les attributions, en même temps qu'il délimitait en principe ses pouvoirs et réglait sa manière de procéder.

Ainsi l'Europe était assurée, autant qu'il était possible, d'une paix solide et durable (86).

NOTES DE L'ÉDITEUR.

(1) Page 5. — L'Autobiographie se compose de deux ou plutôt de trois parties ou fragments. Il a suffi de réunir et d'intercaler les différents textes originaux pour former un ensemble complet qui embrasse la première époque de la vie de Metternich, c'est-à-dire une période qui s'étend de l'année 1773 à l'année 1815. Ces parties sont :

A. *Matériaux pour servir à l'histoire de ma vie publique;* ce sont des Mémoires écrits par le prince chancelier d'État pour les archives de sa famille en l'année 1844. Ces Mémoires s'arrêtent brusquement à l'année 1810. (V. page 5 jusqu'à la page 106.) La suite qui s'y rattache est

B. *La Clef de ma manière de voir et d'agir pendant la durée de mon ministère, de* 1809 *à* 1848. Ce sont également des Mémoires écrits par Metternich pour les archives de sa famille en 1852. On doit les considérer comme la suite des « *Matériaux* » que l'auteur avait laissés incomplets en 1844; ils pouvaient se rattacher facilement à ces derniers, il suffisait pour cela de supprimer la répétition de faits déjà connus. (Voir page 106 jusqu'à la page 134, puis page 200 jusqu'à la fin.)

C. L'*Histoire des alliances,* de 1813 à 1815, manuscrit de Metternich remontant à l'année 1829, qui était primitivement destiné à la publicité, mais qui ne fut pas livré au public. Bien que ce récit n'ait pas été achevé (l'année 1815 manque), ce document est cependant, en ce qui concerne les années si

importantes de 1813 et de 1814, beaucoup plus complet que la partie correspondante de la *Clef,* etc. C'est ce qui nous a déterminé à nous en servir à la place de ce dernier écrit et à l'insérer dans le texte de l'Autobiographie sous la forme d'un chapitre spécial (le huitième), en gardant le titre primitif. Nous avons conservé aussi l'Introduction, où l'auteur expose les motifs particuliers qui l'avaient engagé à publier une histoire spéciale de l'époque restreinte, mais décisive, qui va de 1813 à 1815. (Voir page 135 jusqu'à la page 199.) — Des notes de l'éditeur permettent de reconnaître dans le texte, aux endroits voulus, le commencement et la fin des différentes parties de l'Autobiographie.

(2) Page 7. — *Marie-Béatrice, comtesse de Kagenegg,* née le 8 décembre 1755, morte le 23 novembre 1828, mariée depuis le 9 janvier 1771 avec François-Georges de Metternich-Winneburg, comte et plus tard prince de l'Empire (principauté d'Ochsenhausen), mère de l'auteur de l'Autobiographie.

(3) Page 7. — Nous ne pouvons nous refuser la satisfaction de communiquer à nos lecteurs une lettre qui remonte à la première jeunesse de Metternich. Elle a été écrite en 1785 par François-Georges de Metternich à son fils : elle se rapporte à la manière d'écrire du jeune Clément, alors âgé de douze ans ; les critiques, les conseils et la prédiction qu'elle contient la rendent particulièrement remarquable, et lui donnent une valeur tout à fait caractéristique. Cette lettre a été écrite à Mayence, le 9 avril 1785 ; elle est conçue dans les termes suivants : « Mon cher Clément, j'ai reçu tes deux lettres. J'ai été heureux de voir l'intérêt que tu prends à la santé de ta chère maman, et de constater que tu as eu l'attention de m'en informer. Tu me prouves la bonté de ton cœur et ta reconnaissance en songeant surtout à ce que les enfants doivent à leurs parents ; de tels sentiments trouvent toujours leur récompense. Je suis satisfait aussi de ton style et de ton écriture. Seulement je te recommanderai d'éviter la *répétition des mêmes pensées et des mêmes expressions,* et d'autre part je te conseillerai d'écrire en plus gros caractères. Le temps ne nous porte que trop à rapetisser les lettres, et comme ton écriture est déjà très-menue, tu

finiras certainement par devenir illisible. Ce serait dommage, car j'espère que *Clément écrira des choses qui mériteront d'être lues.* » — Dans une lettre postérieure, écrite alors que le jeune Metternich suivait les cours de l'Université, François-Georges de Metternich engage son fils à correspondre avec lui en allemand, et donne à son cher étudiant de bons conseils sur la conduite à tenir pendant qu'il est sur les bancs. Il lui écrit de Coblentz, à la date du 30 décembre 1790 : « Une condition essentielle pour un bon Allemand, c'est non-seulement de savoir parler et écrire sa langue maternelle, mais de posséder cette langue dans la mesure que comporte une éducation soignée ; c'est par la connaissance approfondie de sa langue qu'il doit s'élever au-dessus de la foule. Celui qui lit et qui écrit beaucoup étend ses facultés intellectuelles ; aussi, pour t'aider à obtenir ce résultat, je continuerai de t'écrire en allemand. D'ailleurs, tu pourras, comme par le passé, correspondre avec ta mère en français... Je vous recommande spécialement, à toi et à ton frère, de ne jamais perdre de vue le but de votre séjour à l'Université: cultivez avec ardeur les hautes études ; sachez mériter l'estime et l'affection de tous par votre bonne tenue et par votre politesse. J'ai reçu des lettres qui contiennent de très-bons témoignages sur votre compte. Il faut donc que vous tâchiez de conserver la bonne réputation que votre début vous a faite, car tout est là. »

(4) Page 16. — C'est à cette époque que remontent les premiers essais de Metternich comme publiciste. Il a débuté par un « *Appel à l'armée* » ; c'est l'exécution de Marie-Antoinette qui lui a mis la plume à la main. Dans cet écrit respire un noble et ardent sentiment de vengeance ; nous ne savons pas s'il a franchi l'enceinte du cabinet, ou s'il faut simplement le considérer comme un exercice où le patriote de vingt ans essaye sa plume. Bientôt après, en 1794, nous trouvons une brochure intitulée : « *De la nécessité d'un armement général du peuple sur les frontières de la France, par un ami de la paix publique.* » Cet opuscule a été imprimé et a paru sous le voile de l'anonyme ; Metternich reconnaît en être l'auteur par une note écrite de sa main et que nous avons sous les yeux. Les deux

écrits en question figurent sous les titres indiqués avec les numéros 1 et 2 en tête du « *Recueil de documents* » que renferme le livre III, et qui est destiné à compléter et à éclaircir l'histoire de la première période de la vie de Metternich. Les pièces qui composent le livre III étant désignées par des numéros qui se suivent, afin de faciliter les citations, il importe de remarquer que, dans les renvois, les lettres R. D. désignent le Recueil de documents du livre III, et que le chiffre arabe qui les suit est le numéro d'ordre de chaque pièce.

(5) Page 16. — A la prise de Valenciennes, le lieutenant général comte Ferraris (né en 1726, mort en 1807), grand-père de la troisième femme de Metternich, Mélanie, comtesse de Zichy-Ferraris, joua un rôle très-actif.

(6) Page 17. — Le procès d'Hastings, ainsi nommé d'après sir Warren Hastings, gouverneur général du Bengale, décrié pour sa tyrannie. Burke produisit contre lui, en 1787, un acte d'accusation qui remplissait 460 pages d'un Mémoire imprimé. Ce procès monstre, devenu célèbre par l'éloquence que déployèrent à cette occasion Pitt et Fox en parlant *pro* et *contra,* commença le 13 février 1788 et se termina le 23 avril 1795 par l'acquittement de Hastings sur les vingt-deux chefs d'accusation.

(7) Page 23. — Nous complétons ces courtes données sur Rastadt par des extraits de lettres de Metternich à sa femme, qui habitait Vienne à ce moment. La correspondance « De Rastadt » (R. D., 3 à 53) se borne à raconter la vie de l'auteur pendant son séjour dans cette ville. Celui qui ne s'attend pas à trouver des révélations politiques s'intéressera à ces détails, notamment à ceux qui concernent les plénipotentiaires de la République française.

(8) Page 24. — La princesse Charles de Liechtenstein, née princesse d'OEttingen-Spielberg, est la même dont Adam Wolf a publié des fragments de lettres dans l'ouvrage intitulé : « *La Princesse Éléonore de Liechtenstein* ». Dans le chapitre IV de ce même livre se trouve une description détaillée du salon des cinq princesses, dont il est question ici.

(9) Page 28. — Le jugement sur Thugut est certainement

emprunté à un écrit que Metternich avait déjà rédigé en 1806, alors qu'il était ministre plénipotentiaire à Berlin ; à ce titre, il est fort remarquable, car il indique le courant d'opinion qui entraînait alors même les plus intelligents parmi les contemporains et les collègues de ce ministre. Il était réservé aux historiens plus récents, non-seulement de laver le caractère privé de Thugut de mainte accusation hasardée, mais encore de juger plus équitablement ses qualités d'homme d'État. Lire là-dessus l'ouvrage de Vivenot : *Thugut, etc.*

(10) Page 29. — C'est certainement au vœu exprimé ici par le chancelier d'État qu'il faut surtout attribuer la formation du Recueil d'actes qu'il a fait. La partie du Recueil relative à la période qui finit en 1815 se trouve dans le livre III de cet ouvrage. Bien qu'il soit incomplet si on le compare au trésor des Archives de l'État, ce recueil d'actes permet de voir plus clair dans les événements considérables de l'époque, et met le lecteur à même de mieux apprécier la part d'action de l'auteur de l'Autobiographie.

(11) Page 32. — La première pièce émanant du nouveau ministre plénipotentiaire près la Cour de la Saxe électorale à Dresde, contenait les instructions que le comte de Metternich avait rédigées pour lui-même et écrites de sa propre main. Cela seul suffirait à rendre cette pièce remarquable ; mais ces instructions, où l'auteur examine la situation de toute l'Europe à ce moment-là, présentent aussi un intérêt historique général. Le caractère volumineux de cet écrit nous a déterminé à laisser de côté les faits historiques connus de tous et à nous contenter d'en faire un extrait sous le titre : *Entrée de Metternich au service de l'Empire*. (R. D. 54.) La pièce qui vient immédiatement après : *Fin de la légation à Dresde* (R. D. 55), marque le terme de sa mission, qui avait à peine duré trois ans.

(12) Page 40. — La grande affaire à laquelle on voulait gagner la Prusse n'était autre que le traité secret conclu à Vienne, le 6 novembre 1804, entre l'Autriche et la Russie, dans le but de se protéger mutuellement contre l'influence prépondérante de la France. Aplanir la voie à la Prusse et lui faciliter son entrée dans la coalition austro-russe,

voilà la tâche à laquelle Metternich se vouait exclusivement à Berlin. Voilà pourquoi les pièces contenues dans le livre III, et remontant à l'époque de la légation de Metternich à Berlin, se rapportent pour la plupart à cet objet. Sur les premières démarches faites par Metternich dans ce but, on trouvera de plus amples renseignements dans les pièces de l'appendice intitulé : *Premières Démarches de Metternich pour amener la Prusse à entrer dans la coalition* (R. D. 56-61), et dans l'article : *Mission de Wintzingerode à Berlin.* (R. D. 62-64.)

(13) Page 45. — Aux faits relatés ici se rapportent les articles suivants : *Entrée imminente des troupes russes sur le territoire prussien* (R. D. 65-66), et *Irruption des Français dans le pays d'Anspach.* (R. D. 67-73.)

(14) Page 45. — Voir *Première Entrevue de Metternich avec l'Empereur Alexandre à Berlin.* (R. D. 74-75.)

(15) Page 46. — Voir le *Traité d'alliance de Potsdam.* (R. D. 76-80.)

(16) Page 47. — Voir la *Bataille d'Austerlitz* (R. D. 83-85), et les documents précédents qui s'y rattachent, *Sur les bulletins français* et les *Idées sur la création d'un journal* (R. D. 81-82); voir de plus *Impression produite par la paix de Presbourg.* (R. D. 88-89.)

(17) Page 47. — Voir la *Mission de Haugwitz.* (R. D. 86-87.)

(18) Page 47. — Voir *Revirement de la politique de la Prusse après la bataille d'Austerlitz.* (R. D. 90-91.)

(19) Page 48. — Voir l'*Alliance de la Prusse et de la France.* (R. D. 92-94.)

(20) Page 50. — A propos de la nomination de Metternich, qui était envoyé de Berlin à Saint-Pétersbourg, l'*Abeille du Nord,* journal paraissant à Saint-Pétersbourg, contenait, dans le numéro 23, la correspondance suivante : « Vienne, 12 mars 1806. M. le comte Clément de Metternich-Winneburg, ministre plénipotentiaire de l'Empereur d'Autriche à Berlin, vient d'arriver ici. C'est un jeune homme plein de talent et qui fera le plus grand chemin. Il a, en général, tout ce qu'il faut pour réussir. »

(21) Page 54. — Voir le *Traité de Tilsit.* (R. D. 95.)

(22) Page 56. — Il a déjà été question, dans une autre circonstance, de la manière dont Napoléon savait agir sur l'opinion publique et la faire pencher en sa faveur. Le lecteur trouvera de plus amples détails à ce sujet dans les documents déjà cités plus haut : *Sur les bulletins français* et dans les *Idées sur la création d'un journal.* (R. D. 81-82.) Metternich avait à cœur de parer les coups de Napoléon, ce redoutable joueur d'échecs, même sur le terrain de la publicité : on en trouve une preuve frappante dans la dépêche de l'ambassadeur autrichien au comte de Stadion, « sur la nécessité d'influencer la presse ». (R. D. 110.) Il est intéressant de voir comment Napoléon lui-même s'exprimait sur le compte des journalistes. Au commencement du mois de décembre 1807, plusieurs journaux avaient répandu la nouvelle que Metternich était rappelé de Paris et envoyé à Saint-Pétersbourg. Quelques jours avant le retour de Napoléon à Paris, le *Journal de l'Empire* démentit cette nouvelle en quelques lignes écrites en style de police. A la première réception du corps diplomatique, Napoléon profita de l'occasion pour s'approcher de Metternich et pour lui dire : « J'espère que les journaux n'ont pas dit vrai sur votre compte. » Metternich lui ayant fait observer qu'il avait peine à croire que la Cour d'Autriche fût instruite de ce changement de destination, qu'il ignorait lui-même, Napoléon répliqua : « Je vous prie d'être convaincu que je serais personnellement très-fâché de votre départ, mais ces diables de journalistes forment un État dans l'État. » Metternich répondit par un sourire d'approbation, et dit qu'en effet il devait être difficile de tenir en bride ces gens-là ; alors l'Empereur lui dit : « Bien plus, ils essayent souvent de me donner la loi à moi-même. »

(23) Page 58. — Voir *Réception des diplomates après le retour de Napoléon de Tilsit,* dans les *Détails caractéristiques destinés à compléter le portrait de Napoléon.* (*Portraits de quelques contemporains célèbres,* livre II, p. 295.)

(24) Page 58. — Voir le *Traité de Fontainebleau.* (R. D. 96-98.)

(25) Page 59. — Voir *Arrivée de l'ambassadeur russe Tolstoy à Paris* et les *Rapports de la Russie avec la France.* (R. D. 100.) Relativement au bruit qui se répandit à cette époque, de la rupture du mariage de Napoléon avec Joséphine et d'une alliance de l'Empereur des Français avec une grande-duchesse russe, voir les documents (R. D. 101-102).

(26) Page 60. — On trouvera de plus amples détails à ce sujet dans les documents suivants : la *Réunion des Souverains à Erfurt* (R. D. 118-121), la *Question de la reconnaissance des Rois d'Espagne et de Naples,* qui s'y rapporte (R. D. 122-124), et le *Retour de Napoléon d'Erfurt* (R. D. 126).

(27) Page 61. — Voir la *Mission de Romanzow à Paris.* (R. D. 134-136).

(28) Page 63. — Voir *Premiers Indices des intentions belliqueuses de Napoléon contre l'Autriche* (R. D. 108-109), et *Bruit que font les armements de l'Autriche* (R. D. 111-113). Les dépêches de Metternich au comte de Stadion, qui se trouvent sous cette rubrique, parlent d'une correspondance qui s'était engagée entre le ministre des affaires étrangères français et l'ambassadeur d'Autriche à Paris, notamment des lettres écrites par Champagny : de Bayonne, le 16 juillet; de Toulouse, le 27 juillet, et de Bordeaux, le 30 juillet, ainsi que des réponses envoyées par Metternich, de Paris, le 22 juillet et le 3 août. Comme cette correspondance figure dans la collection des pièces que Napoléon fit présenter au Sénat, à Paris, dans la séance du 15 avril 1809, afin de prouver, par des faits, l'hostilité de l'Autriche; comme elle a été publiée, le 24 avril de la même année, par le *Moniteur,* et, par suite, portée à la connaissance de tous, sous forme d'annexe à un rapport adressé par le ministre Champagny à l'Empereur Napoléon, rapport qui devait en même temps servir de manifeste de guerre français, nous nous dispenserons de reproduire ces volumineux documents, et, pour faciliter l'intelligence des dépêches échangées, nous nous bornerons à une courte analyse du contenu des pièces qui les accompagnaient.

Cet échange de notes fut amené par plusieurs faits particu-

liers que la France imputait au gouvernement autrichien et dans lesquels elle voyait un manque d'intentions pacifiques. Tels sont, entre autres : l'arrestation d'un lieutenant polonais, nommé Young, en Galicie; l'approvisionnement de la flotte anglaise, à Trieste; l'achat, à Lussin, des prises faites par des croiseurs anglais; la permission donnée à des navires américains d'entrer dans le port de Trieste pour y mettre en sûreté leurs denrées coloniales; les propos belliqueux tenus dans les cafés de certaines villes d'eaux, telles que Marienbad, Franzensbad, Carlsbad, etc.; mais avant tout les bruits de mouvements extraordinaires de troupes en Bohême et en Galicie, et l'appel des milices des villes et des campagnes sur divers points de l'Empire. Champagny demandait des éclaircissements sur tout cela, et Metternich les lui donnait dans le sens des explications contenues dans les dépêches à Stadion; naturellement, il n'en disait pas plus qu'il n'en savait lui-même.

(29) Page 64. — On trouvera de plus amples détails dans les documents suivants : *Audience solennelle chez Napoléon, le* 15 *août* 1808 (R. D. 114-115), et *Audience particulière accordée par Napoléon à Metternich.* (R. D. 116-117.)

(30) Page 66. — Voir *Sur les éventualités d'une guerre avec la France* (R. D. 127-128), deux Mémoires rédigés par Metternich pendant son séjour à Vienne. Un troisième Mémoire a été remis en même temps que les deux autres; nous l'avons laissé de côté, parce qu'il ne jette aucune lumière sur le résultat de l'activité de Metternich et sur la situation; de plus, ce qu'il dit relativement à la personnalité de Tolstoy est déjà connu d'après d'autres documents.

(31) Page 66. — A cet endroit manque une feuille entière dans le manuscrit. Par suite de cette lacune, les considérations de l'auteur sur la funeste issue de la campagne de 1809 sont malheureusement interrompues. On peut deviner toutefois ce que contenait la feuille manuscrite qui manque; il suffit, pour cela, de prendre en main un opuscule que le comte de Metternich a écrit lui-même sous ce titre : *Observations historiques sur la lettre adressée par le général de Grünne au prince de Ligne, à la date du* 27 *et du* 28 *septembre* 1809.

Voici ce qui y est dit : « Les armements furent donc décidés ; on y ajouta l'élément que fournissait l'exaltation du sentiment national tel qu'il s'était produit dans l'Allemagne du Nord, depuis les revers de la Prusse, en 1806. L'événement a prouvé combien cette ressource était illusoire. D'autre part, le Cabinet impérial qui dirigeait alors les affaires ne voyait pas qu'on n'y pourrait recourir sans créer un danger permanent. A la tête de l'entreprise étaient le frère du comte Philippe de Stadion, ministre plénipotentiaire de l'Empereur près la Cour royale de Bavière, Hormayer et quelques autres personnages engoués des idées de Stein et de Scharnhorst. J'occupais alors le poste d'ambassadeur d'Autriche en France. Le Cabinet s'enveloppait de mystère vis-à-vis de moi, et en cela il a eu tort. Néanmoins je ne lui cachai point mes sentiments sur l'entreprise qu'il méditait, et j'insistai pour être appelé à Vienne. En effet, j'y arrivai au mois de novembre 1808. Étant parvenu, grâce à cette circonstance, à connaître le plan de campagne, j'exprimai à l'Empereur et au comte de Stadion les inquiétudes que je partageais avec l'archiduc Charles relativement au succès de notre levée de boucliers. J'affirmai qu'on s'abusait sur l'insuffisance des forces dont Napoléon pourrait disposer contre nous, bien qu'il eût dû renoncer à l'idée de soumettre l'Espagne sans coup férir ; je déclarai illusoires les espérances fondées par le Cabinet sur le secours de la Prusse et de la Russie ; je dis qu'il ne fallait pas compter davantage sur l'appui efficace du sentiment national qui s'était réveillé dans l'Allemagne du Nord chez un certain nombre d'individus, mais qui, dans l'Allemagne du Sud, se tournerait contre l'Autriche et non contre Napoléon, si la guerre venait à débuter sous de fâcheux auspices. » — Voilà comment s'exprime le comte de Metternich dans l'écrit en question. Du reste, dans le cours de ce chapitre (page 80), l'Autobiographie revient sur les causes de l'issue malheureuse de la levée de boucliers faite par l'Autriche en 1809, ce qui rend la lacune moins sensible.

En ce qui concerne le changement du plan de campagne primitif, dont il est question quelques lignes avant la regret-

table lacune du manuscrit, on pourra trouver quelques éclaircissements dans ce qui suit. Relativement à l'armée principale qui devait opérer en Allemagne sous les ordres de l'archiduc Charles, les idées étaient partagées parmi les hommes compétents de l'état-major de l'archiduc. D'après les uns, la Bohême devait être le point de départ : l'armée se jetterait sur Baireuth, battrait isolément les Français qu'elle trouverait disséminés dans la Saxe, la Franconie et le haut Palatinat, et, par son apparition soudaine et ses rapides succès, elle exciterait les populations allemandes à se soulever. Ce plan hardi, qui devait conduire les Autrichiens par Baireuth et Würzbourg jusqu'aux portes de Mayence et les faire arriver au Rhin par le chemin le plus court, était défendu par le général Mayer. Le second plan, plus modeste, mais plus sûr en apparence, consistait à prendre la route ordinaire le long du Danube, celle que les Français suivraient tout naturellement à cause de la facilité des communications, de marcher à leur rencontre par cette ligne avec toute l'armée principale, et de les battre avant qu'ils fussent devenus assez forts pour nous disputer la victoire. C'était le plan du général comte de Grünne. L'Empereur François ayant tout à coup éloigné Mayer, le plan de Grünne l'emporta. Adopté trop tard, il ne put être exécuté qu'à moitié ; une partie de l'armée dut prendre la Bohême comme point de départ.

(32) Page 66. — Voir le *Retour de Metternich à Paris* (R. D. 129), et le *Retour de Napoléon d'Espagne* (R. D. 130-132).

(33) Page 68. — Voir les *Dernières Dépêches de l'ambassadeur d'Autriche à Paris* (R. D. 141-144). Sur les faits qui ont signalé l'activité de Metternich comme ambassadeur d'Autriche près la Cour de Napoléon, on trouvera, outre les pièces déjà indiquées, quelques autres documents dans le Recueil. Le texte de l'Autobiographie ne nous ayant pas amené à les citer, nous y renvoyons le lecteur, maintenant qu'il est arrivé à la fin du récit de l'ambassade de Metternich. Ces documents sont : *La Guerre de Napoléon contre le Portugal et le Blocus continental* (R. D. 99), les *Plans de Napoléon relativement au*

partage de la Turquie (R. D. 103-106), *Nécessité d'une alliance austro-russe* (R. D. 107), la *Paix entre l'Angleterre et la Porte* (R. D. 137), *Pourquoi Napoléon a-t-il tant tardé à faire la guerre?* (R. D. 138), et *Sur la question de garanties* (R. D. 139, 140).

(34) Page 68. — Voir l'*Aristocratie créée par Napoléon,* dans les *Détails caractéristiques destinés à compléter le portrait de Napoléon* (livre II, p. 298).

(35) Page 71. — Le lecteur se rendra mieux compte du caractère de Talleyrand et de sa situation en France s'il consulte, dans le Recueil de documents du livre III, les pièces suivantes : *Situation de Talleyrand et les partis* (R. D. 125), *Disgrâce de Talleyrand* (R. D. 133), et le Mémoire déjà cité *Sur les éventualités d'une guerre avec la France* (R. D. 127).

(36) Page 71. — Le Mémoire indiqué dans la note précédente (R. D. 127) contient aussi des détails intéressants sur Fouché.

(37) Page 74. — La maison de campagne dont il est question ici, et qui a cessé d'appartenir à notre famille, existe encore aujourd'hui. Maintenant comme alors, elle porte encore sur la façade principale l'inscription grecque Χαῖρε (*Salve*).

(38) Page 76. — Il est probable qu'il s'agit ici de la proclamation adressée par Napoléon à son armée lors de l'occupation de Vienne, où il parle de la manière la plus outrageante des princes de la Maison de Lorraine (BOURRIENNE, *Mémoires contemporains,* tom. VIII, p. 191).

(39) Page 80. — L'histoire militaire a constaté depuis que l'inaction de l'armée autrichienne après la victoire d'Aspern n'a été que la conséquence inévitable de l'épuisement des troupes après ce combat de géants, et des marches forcées qui avaient précédé l'action. Elle s'explique et se justifie encore par d'autres faits, tels que le manque de munitions, l'absence des pontons, qui avaient été perdus en grande partie à Ratisbonne, enfin les renforts considérables que Napoléon fit venir après la journée d'Aspern.

(40) Page 80. — En puisant à la même source, on verra

que Napoléon a profité de l'absence du corps de l'archiduc Jean, qu'on attendait depuis vingt-quatre heures à une lieue de Presbourg, pour tourner, vers midi, notre aile gauche avec des forces qui étaient de plus d'un tiers supérieures aux nôtres.

(41) Page 85. — Sous la rubrique choisie par l'auteur lui-même : « Faits qui ont précédé la négociation d'Altenburg », nous présentons au lecteur une série de rapports adressés par Metternich à l'Empereur François, avec une ordonnance de Sa Majesté, qui devait en même temps servir d'instructions pour la négociation du traité de paix. Abstraction faite de la valeur de leur contenu, ces rapports offrent un intérêt particulier : c'est qu'ils sont les premières pièces écrites par le nouveau ministre correspondant directement avec son Souverain. (R. D. 145-148.) Quant aux sentiments dont Metternich était animé lorsqu'il aborda ses nouvelles fonctions, on en trouvera l'expression dans les lettres qu'il a écrites à cette époque. Le 25 juillet 1809, il adresse de Komorn les lignes suivantes à sa mère :

« Vous avez bien raison de me plaindre dans ma position, et vous êtes loin de la connaître en entier. Le comte de Stadion, par un mouvement infiniment généreux et noble, a donné à Znaïm sa démission à l'Empereur. Il suppose que, dans une négociation, sa présence au ministère pourrait faire plus de mal que de bien. Sa Majesté m'a sur-le-champ confié sa place, que je n'ai que très-conditionnellement acceptée. Je serais, d'un côté, très-fâché de voir perdre à l'État un serviteur tel que M. de Stadion ; je ne me sens, d'un autre, pas la force morale de mener à la longue la barque dans un sens qui peut se trouver tellement opposé à mes principes et à ma manière de sentir. Tout ce à quoi je me suis engagé pour le moment, c'est à ne pas quitter l'Empereur, qui mérite sous tous les rapports possibles autant de bonheur qu'il en manque. Je me suis chargé du département des affaires étrangères près de sa personne. M. de Stadion, qui conserve encore le titre de ministre de ce département, est resté au quartier général de l'archiduc. Je ne veux d'aucune manière paraître comme chef

du département lors de la négociation. Si je parviens à engager Stadion à conserver ses fonctions, je serai le plus heureux homme du monde ; — mais j'en désespère. Veuillez ne souffler mot de tout ceci vis-à-vis de personne, ni de la famille de Stadion, ni d'aucun autre individu ; la négociation elle-même en souffrirait.

« Vous concevez, ma bonne maman, que la position dans laquelle je me trouve est la plus compliquée possible. Trois mois d'interruption dans les affaires me les ont rendues étrangères. Je suis placé entre toutes les anciennes affaires et la besogne courante ; se préparer à une négociation comme la présente, seul, sans aide quelconque, est une besogne terrible dans un moment de crise comme jamais il n'en fut. Le monde pend à un fil ; la position de l'homme qui en tient le bout est affreuse, et elle serait insoutenable si nos moyens n'étaient pas aussi immenses qu'ils le sont. Je vous parle de *négociations ;* je ne vous parlerai pas de *capitulation ;* — car tout autre pourrait s'en charger, — si nous n'avions pas ces moyens. Vous verrez incessamment une armée de deux cent cinquante mille hommes, *troupes de ligne,* soutenir ma négociation, et ces deux cent cinquante mille hommes forment la plus belle armée du monde. Ajoutez à céla toute l'insurrection, la disposition de tous nos peuples de la Monarchie, la descente de vingt-cinq à trente mille Anglais sur le Weser, — descente effectuée, — et vous ne nous nierez pas des moyens matériels de négociation. Si nous avions le quart de moyens moraux, eh ! bon Dieu, où irions-nous ? »

Le 1er août 1809, il écrit :

« Il est de fait que ce n'est pas nous qui traînons, que c'est nous qui voulons la paix, mais une paix qui nous dispense de veiller à chaque heure du jour et de la nuit à notre sûreté, qui nous permette de jouir des bienfaits de la paix, — de désarmer, de nous flatter de la possibilité de rester tranquilles quelque temps. Si nous ne voulons pas périr, d'un autre côté, de mort certaine dans six mois ; si nous ne voulons pas jeter la Monarchie par la fenêtre, et par une fenêtre dont, sous peu, le saut serait également la dernière ressource de l'Empereur,

il ne faut pas nous en vouloir. Si Napoléon veut la destruction de l'Autriche, au moins vaut-il mieux le combattre avec trois cent mille hommes qu'avec cinquante mille. Voilà le résumé de notre politique, qui, à ce qu'il me paraît, est simple et claire. J'ai la satisfaction de lire de temps en temps sur mon compte des articles dignes de l'an II ou III de la République. Ne vous en fâchez pas et ne vous en inquiétez pas, ma bonne maman; je connais cette tactique. On me fait beaucoup d'honneur, et beaucoup plus que je ne mérite, — sauf mon attachement pour mon maître — et mon envie de bien faire. Je serai l'homme du monde le plus heureux le jour où je n'aurai qu'à soigner mes champs et l'éducation de mes enfants; mais d'ici là j'irai si droit mon chemin, je suivrai si fort l'impulsion de ma conscience, que rien n'arrêtera ma marche. »

(42) Page 86. — On ne lira peut-être pas sans intérêt quelques notices sur le séjour et la vie de Metternich à Altenburg; nous les empruntons à des lettres de l'ambassadeur à sa mère. Il écrit de cette ville.

Le 17 août :

« Vous voyez, ma bonne amie, que je suis rendu au lieu de ma destination. Altenburg est une petite ville dont vous ignorez sans doute l'existence, et qui est située entre Vienne et Raab, à une poste et demie de Presbourg. Nous sommes à peu près seuls ici; M. de Champagny, le général Nugent, moi, nos employés et deux généraux français, un petit nombre d'officiers français et quelques employés du pays : voilà les seules ressources sociales. Le pays est sain, et, sous ce rapport, infiniment préférable à Raab, dont il avait été un moment question pour le lieu de la négociation. J'ai ici avec moi Paul Esterhazy, Floret, Hopé, et quelques autres employés du département. J'avais envoyé Mier à Prague, en quittant Znaïm. Je lui ai écrit, depuis, pour le rapprocher du lieu actuel de notre séjour. Nous partageons notre journée entre le travail et la table; nous n'avons aucun autre genre de distraction : le mot de *plaisir,* je crois, n'a jamais été prononcé à Altenburg, et je ne suis pas assez novateur de mon métier pour l'y introduire. »

Le 23 août :

« Je suis accablé de travail, d'abord par ce que j'ai à faire ici, et puis, étant chargé de tout le département des affaires étrangères, j'ai, loin de l'Empereur, trois fois plus de besogne que si je me trouvais près de lui. Ce que je finirais en moins d'une demi-heure de rapport verbal, me coûte cinq ou six heures d'écriture. Notre train de vie est bien régulier et uniforme. Je travaille depuis huit heures du matin jusqu'à une heure. Nous conférons depuis une heure jusqu'à quatre ou cinq heures. Je retravaille depuis cinq heures jusqu'à sept. Nous dînons à sept heures et demie, et j'expédie mon courrier à minuit ou une heure. Il me serait bien difficile de vous dire comment et quand nous finirons. Je ne serais pas embarrassé de cette solution si je voyais autant de bonne volonté chez la partie adverse que chez nous. Enfin, ma bonne maman, tenez-vous prête à tout, car je ne puis répondre de rien. »

Le 3 septembre :

« Nous sommes toujours fort occupés ici de notre difficile besogne. Je défie toutefois que personne puisse se prononcer sur le résultat d'une négociation qui, de manière ou d'autre, décidera du sort de l'Europe et de l'Autriche. Ce n'est assurément qu'avec un caractère très-fort et une volonté bien prononcée qu'il est possible de travailler dans une besogne de ce genre, où le monde entier, les générations présentes et futures, ont les yeux fixés sur nous, où une fausse démarche peut faire crouler cet ancien édifice, si fort encore et si menacé, si grand et si petit. Ce n'est assurément pas chose facile que de couvrir sa responsabilité et sa conscience. Le jour toutefois où j'en serais *effrayé,* je ne ferais plus que des sottises. J'occupe maintenant une place que le seul amour du bien a pu me donner la force de ne pas fuir. J'ai hésité longtemps; je me suis dit, en dernier résultat, que moi je n'étais rien et la cause tout, — et je tiendrai bon, si faire se peut. »

(43) Page 92. — Les assertions des contemporains, même de ceux qui ont été sur le théâtre des événements, varient sur le moment du départ de Napoléon de Schœnbrunn. C'est ainsi que le ministre français Champagny, qui était chargé person-

nellement de négocier la paix à Schœnbrunn, dit, dans une lettre adressée par lui à Bourrienne et imprimée par ce dernier dans les *Mémoires contemporains,* que Napoléon ne partit pour Munich que le 17 octobre; d'autre part, dans un Mémoire secret de ce temps, qu'on attribue non sans de bonnes raisons au comte de Stadion, alors ministre autrichien, et qui depuis a été publié par C. de Klinkowstrœm dans les *Anciens Documents de la chancellerie d'État,* l'auteur, généralement très-bien informé, parle du 16 octobre comme du jour où Napoléon partit de Schœnbrunn. Par contre, Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire,* fait partir Napoléon dans la nuit du 15 au 16 octobre, bien que la *Correspondance de l'Empereur Napoléon* présente plusieurs lettres écrites encore de Schœnbrunn et datées du 16 octobre. D'après le récit de Metternich, Napoléon aurait *quitté* Schœnbrunn le jour de la publication du traité de paix, par conséquent le 14 octobre. L'expression *quitté* employée par l'auteur ne dit pas nettement si Napoléon est parti définitivement ou s'il n'a fait qu'une absence momentanée, pour aller à la chasse ou pour inspecter un corps de troupes. Quoi qu'il en soit, l'exactitude des faits allégués reste entière. En effet, que Liechtenstein soit reparti pour Totis dès le 14, immédiatement après que les deux parties contractantes eurent signé les articles projetés du traité de paix, cela est très-probable, vu le caractère pressant et l'importance de la mission dont il avait à faire connaître le résultat à l'Empereur son maître. De même on peut regarder comme positif que le négociateur autrichien avait l'intention de protester formellement contre la publication prématurée d'un traité de paix dont la validité dépendait encore de la sanction de son souverain. Il est aussi permis de considérer comme certain qu'au moment où Napoléon avait donné l'ordre de tirer des salves de canon, il devait s'attendre à une protestation énergique de la part de Liechtenstein. Aussi ne serait-ce peut-être pas trop s'aventurer que de croire que non-seulement Napoléon prévoyait cette démarche, mais encore qu'il a eu recours à la ruse, et qu'il a voulu échapper à une rencontre, fort désagréable pour lui, avec le général autrichien,

en imaginant un départ soi-disant anticipé ou bien l'excuse banale : « Il n'y a personne. » Pour ne laisser subsister aucun doute, il ne sera pas hors de propos de faire entrer en ligne de compte un fait d'une importance peut-être décisive : nous voulons parler de l'attentat de Staps (13 octobre), qui poussa Napoléon à signer la paix au plus vite, le décida à abaisser notablement le chiffre de la contribution de guerre qu'il avait imposée à l'Autriche, et qui pourrait bien avoir hâté son départ de plusieurs jours, départ effectué, du reste, sans bruit et sous le voile du plus profond mystère. Ne serait-il pas possible d'expliquer par cette dernière circonstance les hésitations et les divergences des contemporains relativement à la date en question?

L'ombre et le mystère planaient sur les négociations ; c'est ce qui ressort des aveux que Metternich, parlant de la conclusion de la paix, laissait échapper dès le 26 octobre, lorsqu'il écrivait de Totis à sa femme : « Que d'inepties et de bêtises se sont passées ! Vous ne pouvez rien y comprendre, personne ne peut y comprendre et n'y comprendra jamais rien, à moins d'en avoir la clef, *que, hors moi peut-être, n'ont pas deux individus au monde !* »

(44) Page 93. — Sur son arrivée à Vienne, Metternich écrit à sa femme :

« Vienne, 28 novembre 1809.

« Je suis arrivé ici hier, peu d'heures après l'Empereur ; je n'ai donc plus été témoin de l'enthousiasme extrême qui régnait sur son passage : il a dans toute la force du terme été *porté* dans ses appartements. Ce n'est pas une petite besogne que celle d'être ministre des affaires étrangères d'Autriche en 1809. L'Empereur est, d'un autre côté, si parfait pour moi, il m'honore d'une confiance si exclusive, que je serais l'homme du monde le plus ingrat si je ne me vouais entièrement à son service. J'ai beaucoup fait jusqu'à présent, mais il reste encore terriblement à faire ! Que de choses se sont passées autour de moi depuis quelques années, que de faits, de circonstances dans lesquelles j'ai été appelé à jouer le premier rôle ! Et moi,

tout juste, qui serais l'être le plus heureux si, avec une existence aisée, mais indépendante, je pouvais suivre mes penchants, bien opposés au mouvement affreux dans lequel je me trouve constamment englobé! »

(45) Page 94. — Voir *Organisation de la chancellerie intime de Cour et d'État.* (R. D. 149.) Sur le même sujet, Metternich écrit à sa femme, le 14 novembre 1809, les lignes suivantes, datées de Totis :

« Je viens d'organiser de nouveau le bureau; je lui ai donné une tournure plus analogue aux temps et aux circonstances; je ferai le triple de besogne et avec moins de temps que bien d'autres et que tous mes prédécesseurs ne l'ont fait. J'ai remis beaucoup sur le pied sur lequel se trouvait le département sous votre grand-père. »

(46) Page 97. — Le livre III renferme à ce sujet des documents sous ce titre : *le Mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec Napoléon.* (R. D. 150-155.) Une partie de ces documents a déjà été livrée à la publicité par Helfert dans son excellent ouvrage : *Marie-Louise.*

(47) Page 100. — L'impression favorable produite à Vienne par le mariage de Marie-Louise a été décrite par Metternich, dans une lettre à sa femme, de la manière suivante :

« Tout Vienne n'est occupé que de la question du mariage; il serait difficile de se faire une idée du mouvement que ce fait donne à l'esprit public, et de l'extrême popularité de la chose. Si j'étais le sauveur du monde, je ne pourrais recevoir ni plus de félicitations ni plus de véritables hommages sur la part que l'on est sûr que je dois y avoir prise. Dans les promotions qui auront lieu, j'aurai la Toison. Si elle m'arrive à cette époque, ce ne sera pas à propos de bottes; mais il n'est pas moins vrai qu'il aura fallu des circonstances bien extraordinaires et bien peu calculables pour me faire arriver bien au delà de ce que j'avais ambitionné, moi surtout qui n'ambitionne jamais rien. Les fêtes ici seront très-belles, et malgré qu'il faille faire chercher les objets nécessaires au bout du monde, tout s'y trouvera. J'ai envoyé dernièrement le programme à Paris. Schwarzenberg vous l'aura montré. La nouvelle Impé-

ratrice plaira à Paris, et doit y plaire par sa bonté et sa grande douceur et simplicité. Plutôt laide que jolie de visage, elle a une très-belle taille, et quand elle sera un peu arrangée, habillée, etc., elle sera tout à fait bien. Je l'ai fort priée de prendre dès son arrivée un maître de danse, et de ne pas danser avant qu'elle le sache bien. Elle a la meilleure envie de plaire, et on plaît avec cette envie-là. »

(48) Page 101. — On trouvera de plus amples détails sur le premier entretien de Metternich avec Napoléon dans les documents suivants : *Arrivée de Metternich à Paris et son entretien avec Napoléon à Compiègne.* (R. D. 156, 157.)

(49) Page 101. — Voir à ce sujet les pièces portant la rubrique : *Metternich prenant le rôle de médiateur entre Pie VII et Napoléon.* (R. D. 158-164.)

(50) Page 104. Voir *Napoléon au bal donné par le prince de Schwarzenberg. Issue tragique de la fête,* dans les *Détails caractéristiques destinés à compléter le portrait de Napoléon,* livre II, *Portraits de quelques contemporains célèbres,* page 301.

(51) Page 104. — Sous le nom de « Négociations ayant pour objet d'assurer l'exécution de certaines clauses du dernier traité de paix », il faut entendre les deux conventions qui furent arrêtées toutes deux grâce à la coopération directe de Metternich : l'une se rapporte au commerce de transit de l'Autriche et à la création de commandites sur la côte de l'Adriatique, l'autre a pour objet la levée du séquestre sur les biens des ci-devant États de l'Empire allemand. (R. D. 172.)

(52) Page 104. — Les affaires de détail confiées aux soins personnels de Metternich se rapportaient à la destruction des faux billets de la Banque de Vienne émis par la France pendant la guerre de 1809 (R. D. 165-167), et à la négociation d'un emprunt autrichien sous les auspices de Napoléon. (R. D. 171.)

(53) Page 108. — Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur ce sujet dans les documents intitulés : *Sur les rapports de la Russie avec la France* (R. D. 168), et : *les Principautés danubiennes et la Serbie.* (R. D. 169, 170.)

(54) Page 108. — Voir l'entretien de Metternich avec Napoléon au sujet du trône de Suède. (R. D. 173, 174.)

(55) Page 112. — Sur cet entretien si intéressant du 20 septembre, les écrits posthumes contiennent une note en allemand rédigée par Metternich lui-même. Écrite sous l'impression toute fraîche du fait, elle était destinée à l'Empereur François, à qui, du reste, Metternich la remit bientôt (à Cilli.) Le texte de l'Autobiographie suit cette note si littéralement, que nous avons pu nous dispenser de la faire entrer dans le recueil du livre III.

(56). Page 112. — Voir *Audience de congé de Metternich.* (R. D. 175.)

(57) Page 113. — Les idées émises par Metternich, dont il est question ici, semblent avoir été contenues dans un rapport verbal adressé à l'Empereur François; quant au rapport écrit, il ne fut remis par Metternich que le 17 janvier 1811. Voir *Rapport principal sur les résultats de la mission de Paris.* (R. D. 177.)

(58) Page 113. — Voir *Proposition d'alliance de Schouwalow.* (R. D. 176.)

(59) Page 118. — Voir *Organisation d'un Conseil de l'Empire en Autriche.* (R. D. 183.)

(60) Page 118. — L'installation de Metternich comme curateur de l'Académie des beaux-arts, à Vienne, eut lieu le 10 janvier 1811. A cette occasion, le président de Sonnenfels, aussi nouvellement nommé, reçut le nouveau curateur à la tête de l'Académie réunie en corps, et lui adressa une allocution dont nous extrayons le passage suivant : « Le moment solennel où Votre Excellence aborde la magistrature des beaux-arts, comme je crois pouvoir la nommer, autorise l'Académie à concevoir les plus grandes espérances. Les destinées des arts, leur développement et leur prospérité, l'encouragement, la protection des talents pleins d'avenir, la considération que revendiquent à juste titre les artistes accomplis, l'influence puissante de l'art sur les progrès de toutes les branches de l'industrie humaine, en un mot la gloire et le bien-être que la perfection chez l'artiste fait rejaillir sur la nation; tout cela est entre vos mains, et nous sommes convaincus que notre confiance sera justifiée,

que notre amour pour les arts ne nous a pas fait faire fausse route, et que nous ne tarderons pas à ressentir les heureux effets de votre féconde activité. » Metternich répondit en ces termes : « Je suis heureux d'employer le premier moment qui me conduit au milieu de l'Académie des beaux-arts à vous remercier de la confiance dont vous m'honorez. En m'appelant à vous, vous m'imposez des devoirs dont je sens toute l'étendue. Nous sommes réunis désormais afin de poursuivre un noble but et de nous rendre utiles à la nation tout entière. Le domaine de l'art est immense; toutes les branches de l'industrie nationale s'y rattachent. Chaque pas en avant est un gain pour le tout. Il faut que les arts fleurissent sous le gouvernement du meilleur des Souverains; l'Empire d'Autriche réunit tout pour cela : il a des artistes, des amis du beau; il protége les arts, il produit sans cesse. Il dépendra de nous, messieurs, de faire beaucoup de bien; pour chaque négligence on pourra nous faire les plus justes reproches. Rien n'est plus vivant que l'art : ou bien il continue de s'élever vers la perfection, ou bien il tombe en un moment et périt. Entretenir cette vie féconde, diriger utilement ces progrès, voilà quel doit être le but de nos constants efforts. » (*L'Observateur*, 17 janvier 1811, n° 15.) — Un an plus tard, le 12 février 1812, le jour anniversaire de la naissance de l'Empereur François, les nouveaux statuts de l'Académie furent proclamés solennellement. A cette occasion, Metternich fit le grand discours d'inauguration; il jeta un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire des résultats obtenus jusqu'à ce jour, et traça en quelque sorte le programme des travaux futurs de l'Assemblée. On trouvera le texte complet de ce discours dans le livre III (R. D. 184). Dans cette séance solennelle eut lieu aussi la proclamation des artistes et des hommes de science marquants de l'étranger qui avaient été nommés membres honoraires de l'Académie. Parmi ces nominations figuraient celles de G. de Humboldt, à Berlin; de Bœttiger, à Dresde; de Raphaël Morghen, à Florence; de Thorwaldsen, à Rome; de Schelling, à Munich; de David et de Gérard, à Paris; de Kœhler, à Saint-Pétersbourg; de Danneker, à Stuttgart, etc. Gœthe, à Weimar, avait aussi été élu

membre honoraire. Nous reproduisons textuellement la lettre de remercîments qu'il adressa de Weimar à Metternich, le 16 mars 1812 : « Malgré la distance, je ne pouvais ignorer que Votre Excellence, tout en dirigeant les affaires les plus sérieuses et les plus pressantes, s'occupe aussi des sciences et des arts en homme qui les connaît. Je savais cela depuis fort longtemps, et je m'en réjouissais tout bas au point de vue du bien général. Cependant je n'aurais guère pu m'attendre au bonheur de voir votre haute faveur s'étendre jusque sur moi, et d'avoir à vous en témoigner ma profonde reconnaissance. Si nous consacrons notre vie à des travaux particuliers, si l'exercice de quelques facultés spéciales nous fait arriver à une certaine perfection, il est naturel que nous désirions donner carrière à notre activité, et, par là, devenir utiles à d'autres. Le moyen le meilleur et le plus sûr d'y parvenir, n'est-ce pas, pour des hommes qui ont fait leurs preuves dans les genres les plus divers, de nous appeler au milieu d'eux et de nous associer à des avantages qui ne peuvent être obtenus que par une réunion d'hommes poursuivant le même but? Ainsi chacun trouve un stimulant, ainsi toutes les facultés que la paresse humaine, les circonstances défavorables, la mauvaise volonté pourraient avoir endormies, amoindries ou même paralysées, se réveillent et redeviennent actives. Aussi Votre Excellence rend-elle à l'art un service immense en appuyant de sa haute faveur les sociétés de ce genre, en travaillant à les créer, à les faire revivre, à les soutenir, à les développer et à les rendre fécondes. Je ne manquerai pas d'exprimer ma profonde reconnaissance à l'Académie impériale et royale des beaux-arts réunis, bien que les mots me manquent pour dire avec assez de force combien je suis heureux de la distinction flatteuse que l'illustre corps veut bien m'accorder en ce jour solennel, combien je suis fier de voir ainsi s'ouvrir une nouvelle époque dans ma carrière. Comme je ne puis méconnaître en cela votre haute influence, comme je sens combien il est glorieux pour moi d'apprendre par Votre Excellence l'insigne faveur dont je suis l'objet, je dois me borner à dire en peu de mots à quel point ces témoignages de votre

bienveillance me sont précieux, et combien je souhaiterais de pouvoir y répondre par des actes. »

(61) Page 119. — Voir *la Position et l'attitude de l'Autriche dans la guerre qui menace d'éclater entre la France et la Russie;* ce sont quatre rapports adressés par Metternich à l'Empereur François et les résolutions prises par Sa Majesté relativement à ces faits. (R. D. 178-182.) C'est à cette époque de graves et sérieuses négociations, qui rendaient de jour en jour les rapports du Souverain avec son ministre plus actifs et plus intimes, que remonte un incident assez insignifiant, qui n'a rien de politique, mais que nous ne voulons cependant pas passer sous silence, parce qu'il sert à mettre mieux en lumière le caractère de l'Empereur François. On sourirait peut-être de la sévérité un peu pédantesque dont l'Empereur fit preuve dans cette circonstance, si le principe du maintien de l'égalité devant la loi, rigoureusement observé par lui, ne rehaussait cet incident. Nous reproduisons les pièces relatives au fait en question. Le rapport de Metternich, daté du 25 juin 1812, est ainsi conçu : « Le président de la chambre des finances me refuse l'autorisation de faire entrer un petit fût de vin de France qui m'appartient et qui depuis plusieurs mois est emmagasiné à Ulm, et cela sous prétexte que la quantité, au lieu d'être indiquée en muids, n'est désignée que par le poids de quatre cent cinquante-six livres (environ quatre muids). Cette observation étant basée sur la manipulation, je n'ai donc aucune objection à faire sous ce rapport. Ce n'est pas là une difficulté sérieuse. Mais on m'oppose une fin de non-recevoir d'un autre genre. Le président de la chambre des finances invoque un ordre de Sa Majesté, d'après lequel *une même personne* ne pourrait faire entrer, *par an, qu'un muid et demi de vin étranger.* Je regarde comme une des charges attachées à mes fonctions l'obligation onéreuse de traiter le corps diplomatique et les étrangers. *Un muid et demi* de vin étranger, cela équivaut en pareil cas à *rien;* aussi je crois qu'il ne serait conforme ni *au but de mes réceptions* ni même aux *convenances* de me refuser l'autorisation de servir dorénavant des vins étrangers à cette

classe d'hôtes qui sont habitués à n'en pas boire d'autres. Je prends la liberté de m'exprimer à cet égard avec d'autant plus de franchise que, dans le cas présent, mon intérêt privé est en contradiction flagrante avec les sacrifices devant lesquels je n'ai jamais reculé, quand il s'agissait de faire honneur au service de Sa Majesté ou de me rendre utile à mon pays. Mon humble requête a donc pour objet d'obtenir que Sa Majesté daigne m'ordonner formellement de ne plus faire servir à l'avenir de vins étrangers, bien que les observations ci-dessus soient une protestation anticipée contre un ordre pareil; ou bien qu'elle consente à adresser au président de la chambre des finances des instructions à peu près conçues en ces termes : « *Au président de la chambre des finances*. Mon cher « comte de Stadion, mon ministre des affaires étrangères m'a « exposé respectueusement que la libre consommation de « vins étrangers est pour lui une nécessité absolue, vu les « exigences de sa position, et qu'il demande à la chambre « des finances d'être dispensé d'obéir à la loi commune, d'après « laquelle on ne peut recevoir par an qu'un muid et demi de « vins venant du dehors. Comme la situation du ministre des « affaires étrangères est exceptionnelle, vous aurez désor- « mais à le traiter selon les règles existant avant la restriction « susdite. » Le 9 juillet 1812, l'Empereur répondit de Strakonitz par ces lignes écrites de sa main : « Il ne saurait y « avoir d'exception aux règles que j'ai établies en ce qui con- « cerne l'introduction de vins étrangers; comme elles sont « applicables à tous, vous aurez à vous y conformer ponc- « tuellement, ainsi que chacun de mes sujets. FRANÇOIS. » Comme on le voit, l'influence du ministre, déjà très-puissant alors, sur son Souverain, était rigoureusement limitée; c'est là un fait dont il faut tenir compte en jugeant l'ascendant de Metternich sur l'Empereur. D'autre part, les rapports de ce ministre avec son maître, notamment en tout ce qui était étranger au service, avaient le caractère d'une familiarité patriarcale, s'il est permis d'employer cette expression : témoin un autre petit incident qui date de 1812. C'est un fait relatif à la vie intime de Metternich, et qui ne sera pas déplacé ici.

La femme de Metternich étant sur le point d'accoucher, l'Empereur François avait promis à son ministre qu'il serait le parrain de l'enfant, dans le cas où ce serait un garçon. Mais madame de Metternich donna le jour à une fille. Écoutons ce que le père écrit à l'Empereur, et ce que Sa Majesté lui répond :

« Vienne, 18 juin 1811.

« Sire,

« Les couches extrêmement laborieuses de ma femme, qui ont eu lieu dans le cours de l'après-midi, m'ont empêché d'entreprendre la course de Baden, comme je l'avais projeté. Je tâcherai de partir demain soir ou après-demain matin au plus tard, selon que j'aurai terminé l'expédition pour Saint-Pétersbourg. Comme ma femme a mis au monde une fille, il ne me reste plus qu'à déposer aux pieds de Votre Majesté l'humble expression de ma profonde reconnaissance pour la bonté avec laquelle Elle a daigné m'offrir d'être le parrain de mon garçon, si le Ciel m'en avait donné un. Je me serais estimé infiniment heureux de faire d'un second fils un fidèle serviteur de Votre Majesté. A présent, toutes mes espérances se concentrent sur mon fils unique, qui certainement n'oubliera jamais les devoirs qui lui sont imposés à un double titre envers Votre Majesté et l'auguste Maison impériale. » L'Empereur répondit de sa propre main : « Je souhaite que la santé de madame de Metternich n'ait pas été atteinte. Je regrette de n'avoir pas de filleul et de n'avoir pu tenir ma promesse; je compte que vous ferez de votre fils un sujet et un serviteur de l'État aussi accompli et aussi fidèle que vous. François. » Il ne nous appartient pas de dire que le prince Victor, le premier fils de Metternich, dont il est question ici, a répondu aux espérances qu'on avait fondées sur lui. Il mourut à la fleur de l'âge, en 1828, en fidèle serviteur de son Empereur et maître, aimé et estimé de tous ceux qui l'avaient connu, profondément regretté de ceux qui avaient été à même d'apprécier les brillantes qualités intellectuelles et morales du jeune diplomate. La fille qui naquit à la place du garçon qu'on

attendait reçut au baptême le nom de Léontine; en 1835, elle épousa le comte Maurice de Sándor; elle mourut en 1861. Elle était la mère de la princesse Pauline, épouse de l'éditeur.

(62) Page 124. — Lorsque la guerre éclata entre la Russie et la France, Gentz écrivit, le 24 juillet 1812, au comte de Metternich, les lignes suivantes : « Tout ce que Votre Excellence avait prévu depuis huit mois et plus semble s'être réalisé même au delà de vos prévisions. *Tous vos calculs sont justifiés*. Car, même les maux qui peuvent résulter des événements actuels pour nous et pour le monde étaient compris dans vos calculs; ceux qui n'ont été qu'à moitié dans le secret des négociations antérieures sont obligés de reconnaître que Votre Excellence a tenté et fait l'impossible pour détourner ces malheurs. » — Ces lignes sont accompagnées de la note suivante, écrite en 1851 de la main du prince de Metternich : « Les maux dont il est question ici étaient le commencement providentiel de la fin de Napoléon! L'histoire me rendra ce témoignage que j'ai usé de tous les moyens en mon pouvoir pour seconder la main de Dieu. Ai-je trouvé les secours nécessaires pour accomplir l'œuvre de délivrance? »

(63) Page 134. — Le 23 avril 1813, Metternich écrivait à Nesselrode : « Je ne veux pas arrêter le départ du présent courrier; je vous prie cependant de me conserver amitié et surtout beaucoup, beaucoup de confiance. Si Napoléon veut faire la folie de se battre, tâchez que l'on ne se démonte pas par un revers que je ne crois pas trop possible. Une bataille perdue par Napoléon, et toute l'Allemagne est sous les armes.»

(64) Page 141. — Si l'on veut connaître l'impression produite par le départ soudain de l'Empereur François allant à Gitschin en compagnie de Metternich, et se rendre compte des craintes et des espérances que cet événement inattendu provoqua dans les cercles influents, on lira avec fruit quelques lignes intéressantes adressées par Gentz à Metternich peu de temps avant son départ pour la Bohême, où il devait se rendre. En même temps, le découragement qui perce dans les réflexions de l'auteur forme un singulier contraste avec la fermeté et la prévoyance de l'Empereur François et de son ministre. La

lettre, datée de Vienne, est ainsi conçue : « ..... Au fond, il n'y a plus du tout d'opinion publique. La masse des simples, c'est-à-dire de ceux qui ne savent absolument rien, est étourdie et écrasée par des problèmes qu'elle comprend de moins en moins. Ceux qui se flattent de pouvoir formuler un jugement ne se demandent plus, quand ils voient prendre une nouvelle mesure, jusqu'à quel point elle pourrait être utile ou funeste; ils se préoccupent uniquement de savoir si elle cadre avec leurs vues. C'est ce qui est arrivé pour le voyage de Gitschin. La foule ne trouve rien à en dire, parce que c'est pour elle une énigme. Les deux partis extrêmes le désapprouvent. Ceux qui veulent la guerre n'y voient que négociations de paix honteuses, entrevues pleines de dangers avec Napoléon ou ses ministres, mystifications, pertes de temps, vains faux-fuyants, irrésolution. Les trembleurs le regardent comme le signal de la guerre immédiate, et donnent à entendre (autant que cela se peut faire de nos jours entre gens de bonne compagnie) que ceux qui, par ce voyage, ont provoqué la guerre, assumaient là une terrible responsabilité. Votre Excellence sait que, Dieu merci, je n'appartiens à aucun de ces deux partis. C'est à mes rapports avec vous, c'est à eux seuls que je dois de me trouver aujourd'hui placé sur une hauteur où aucune des illusions *vulgaires* ne peut m'atteindre. Mais l'air qu'on respire sur cette hauteur n'en est pas moins chargé de soucis; aussi, après avoir fait les réflexions les plus profondes et les plus pénibles sur les redoutables questions du moment, je me contente presque toujours de remercier le Ciel de n'avoir pas à les trancher. Quand j'entends parler des hommes comme Langenau, Nugent (dont l'opinion en matière militaire n'est pas à dédaigner), Wartensleben, Merveldt lui-même, et d'autres de cette catégorie, je me sens parfois porté à croire qu'après tout il ne s'agirait que de prendre une résolution virile pour trancher le nœud d'un seul coup; que la simple marche en avant d'une armée autrichienne jetterait Napoléon dans un embarras inextricable; que son entreprise avait, encore une fois, été si follement conduite, que la situation actuelle, comparée à celle des alliés et de l'Autriche, était si terriblement compro-

mise qu'un miracle pourrait à peine le sauver si les trois puissances marchaient véritablement d'accord pendant huit jours seulement. Quand, d'autre part, je songe à ce que des hommes animés des mêmes sentiments disaient, il y a trois ou quatre mois, des avantages et des désavantages réciproques avec lesquels les alliés et Napoléon ont ouvert la campagne; quand je vois tout cela démenti, effacé par les événements d'un seul mois; quand je me représente l'immense supériorité militaire de Napoléon et l'impossibilité de prévoir s'il ne trouvera pas dans son génie un moyen de déjouer les combinaisons les plus menaçantes pour lui; quand je me figure les armées russe et prussienne et la conduite des opérations telle qu'elle est, et telle que nous la connaissons de reste; quand je considère l'armée autrichienne telle qu'elle sera selon toutes les probabilités, telle qu'elle est forcément avec tout ce qui lui manque; quand se présente à mon imagination l'éventualité d'un de ces coups de foudre familiers à Napoléon, qui lui permettrait de disperser les forces alliées, de les poursuivre et de les détruire isolément; quand je calcule ce qu'on pourrait encore faire et espérer *dans cette extrémité,* etc., etc.; — je me dis souvent que j'accepterais les yeux fermés la paix, même à des conditions très-médiocres. »

Inspiré par le désir de la paix et partant de la supposition que le choix entre la guerre et la paix était encore possible, Gentz écrit quelques jours plus tard (10 juin) une lettre datée de Kœniggrætz et adressée à Metternich, dans laquelle il exprime ses vœux et ses convictions de la manière suivante : « Ce que je désire par-dessus tout, c'est que le problème qui se pose en cet instant solennel soit résolu par des négociations et non par les armes. En dehors des raisons de tout genre que je partage, ou du moins que je devrais partager avec d'autres, j'ai, pour former ce vœu, un motif tout particulier que je ne pourrais confier qu'à Votre Excellence et à quelques personnes animées des mêmes sentiments que moi. J'aime l'armée autrichienne infiniment plus que toutes les autres armées; je serais bien heureux si elle avait la gloire d'avoir préparé l'heureux dénoûment de la crise actuelle. Mais —

que Dieu me le pardonne! — je vous aime encore plus que l'armée autrichienne. Aussi la plus belle victoire me causerait-elle moins de joie qu'une paix amenée par vos efforts et par votre habileté, qu'une paix sérieuse et honorable, ne le serait-elle que d'après *ma* manière de voir. Heureusement mes convictions les plus profondes concordent parfaitement avec ce vœu que je caresse en secret. — Tout d'abord je nie formellement qu'il s'agisse à cette heure de l'existence politique ou morale tout entière de notre État, que la question soit pour lui d'être ou de ne pas être; tous ces grands mots n'ont rien à faire ici. L'Autriche n'est pas menacée directement dans sa vie, quoi qu'il puisse advenir; toutes ces prédictions contradictoires qui annoncent l'inévitable ruine de l'État si l'on ne fait telle ou telle chose, je les mets tout simplement sur la même ligne que ces grandes phrases vides par lesquelles on tâche aujourd'hui de jeter le gouvernement dans la peur ou même dans la confusion. La domination de Napoléon est ébranlée, minée dans sa base, non pas à la suite de la campagne de Russie ou depuis cette campagne; un édifice qui n'a point de fondements du tout croule à partir du jour où on l'élève; à l'époque de la paix de Tilsit, c'est-à-dire à l'époque incontestablement la plus brillante de la carrière de Napoléon et la plus terrible pour l'Europe, les signes d'une chute prochaine éclatèrent déjà, du moins aux yeux de ceux qui voyaient clair et qui ne tremblaient pas; lors de la guerre de 1809, on ne pouvait plus guère les méconnaître. La campagne de 1812 et les événements qui l'ont suivie les ont dévoilés à tous les yeux, même aux moins clairvoyants. Si — ce que je regarderais certainement comme un grand mal — Napoléon gardait, aux termes d'une paix qu'on signerait maintenant, toute l'étendue de sa puissance nominale, l'Autriche n'en resterait pas moins debout, invulnérable et assurée de survivre pendant des siècles à cette domination éphémère. Si, d'autre part, — ce dont le ciel veuille également nous préserver! — la guerre avait une issue funeste, notre existence n'en serait pas plus compromise, et nous n'aurions à regretter que la perte des hommes sacrifiés inutilement. Car la situa-

tion est telle aujourd'hui que Napoléon, même après une victoire remportée sur notre armée, ne pourrait pénétrer dans notre pays sans s'exposer aux plus graves périls. Il importe, à mon avis, de ne pas perdre cela de vue, car c'est le meilleur moyen d'assurer la plus grande liberté à nos calculs et à nos délibérations, quel qu'en soit l'objet; ce malheureux « être ou ne pas être », au contraire, les embrouille, les complique et les envenime sans nécessité. Il ne s'agit aujourd'hui que d'une chose : par quel moyen l'Autriche peut-elle espérer, avec le plus de raison, hâter la chute d'une puissance vouée d'avance à une ruine inévitable par sa propre fragilité? Est-ce par la guerre ou par la paix? Toute paix qui ne mettrait pas fin à la domination directe et indirecte de la France (son influence, ce serait trop dire) sur la rive droite du Rhin et dans l'Italie orientale et centrale au moins, serait une paix incomplète et purement provisoire; car il est impossible de rétablir l'équilibre, tant que ces conditions au moins ne seront pas remplies. Toute paix qui ne les remplit pas, sur quelque base qu'elle soit conclue d'ailleurs, ne peut être considérée que comme un armistice. Par conséquent, la question se présente ainsi : lequel des deux est le plus profitable : la chute de la puissance de Napoléon (inévitable par elle-même) sera-t-elle accélérée par un *armistice avantageux,* ou bien le sera-t-elle par la *participation directe de l'Autriche* à la guerre? Voici quelle serait ma réponse : La guerre donnerait peut-être des résultats *plus considérables;* l'armistice permettrait de compter sur des résultats *plus sûrs.* La guerre nous assurerait-elle des avantages de premier ordre, un armistice meilleur que nous ne pourrions l'obtenir par la voie des négociations? nous mènerait-elle peut-être même à une paix sérieuse? Cela est très-douteux dans tous les cas, après tout ce que nous savons des forces, des moyens et des revers passés de ceux qui deviendraient nos alliés; car, il faut bien le dire, nous ne pouvons agir seuls. Par contre, si la guerre tourne mal, même après notre entrée dans l'alliance, nous aurons assuré pour quelques années de plus la durée de la toute-puissance de Napoléon

ou (pour faire disparaître une bonne fois ce mot malencontreux) de sa prépondérance. D'autre part, tout avantage que nous obtiendrons par la paix, c'est-à-dire par l'armistice, sera toujours autant de gagné pour nos dispositions et pour nos entreprises *futures;* les forces qui nous restent encore, à nous et à ceux qui ont les mêmes intérêts que l'Autriche, nous les organiserons en vue de ces entreprises à venir; or cette considération a bien sa valeur. Sans doute il faut bien avoir soin de mettre en ligne de compte le plus ou moins d'avantages que nous offrira la paix à obtenir en ce moment; mais il n'en est pas moins vrai que notre calcul principal reste le même. Si nous pouvions arriver à la suppression du duché de Varsovie, au rétablissement de la Prusse (qui, selon moi, consisterait, non pas dans un agrandissement de territoire, mais uniquement dans la reprise de Magdebourg et dans la déclaration de Hambourg comme ville libre), enfin à la restitution de quelques pays qui nous ont été enlevés, au moins à celle des provinces illyriennes, je regarderais cet armistice comme très-favorable, et j'y souscrirais des deux mains. Si même nous ne devions réussir qu'à faire renoncer Napoléon à la Pologne, je dirais : Autant de gagné! Mais je laisse à de plus grands calculateurs que moi le soin de décider si, en bonne logique, nous pouvons espérer mieux en faisant la guerre; si vous dites « oui », je n'hésite pas à me prononcer pour la voie des armes. C'est ainsi, seulement ainsi, que j'entends le problème; tout le reste n'est que chimères et paroles creuses. — Au surplus, la paix, quelles qu'en soient les conditions, nous offrira un avantage énorme, si dans la suite l'Autriche, la Russie et la Prusse restent indissolublement unies. Et comme l'Autriche s'est prononcée pour les principes qui lui ont inspiré son système politique tout entier, comme elle l'a fait d'une manière si correcte, si franche, si noble, si sage, les proclamant si nettement en face de Napoléon lui-même, une alliance pareille, à moins que nous ne la manquions par de grossières maladresses ou par des fautes voulues, nous est commandée par la nature même de la situation actuelle. Il y a quelque temps, j'ai communiqué ces idées

à quelqu'un que Votre Excellence et moi nous estimons tous deux, et à mon inexprimable satisfaction j'ai appris que vous aussi vous aviez cette alliance en vue, ce qui serait pour moi la plus haute garantie de l'utilité d'un tel projet. En somme, le point capital, le point décisif est atteint, irrévocablement atteint. Le monde *et* Napoléon savent que le Cabinet autrichien considère l'état actuel de l'Europe comme inadmissible, comme étant en contradiction avec toutes les idées d'ordre, de repos et de justice, par suite comme un état absolument anormal et insupportable! Cela est plus important que si nous avions arraché six provinces à la domination française. Quant à l'opinion publique, sans être complétement tranquillisé sur cette question, j'avouerai sans détour que ces trois derniers jours de calme et sage réflexion m'ont rendu beaucoup plus indifférent que je n'ai pu le paraître à Votre Excellence dans ma dernière lettre. Cependant, tout bien considéré, je sens un bien plus grand besoin de dominer ou de réformer l'opinion publique que de me laisser dominer par elle. Elle ne *doit* pas rester telle qu'elle est, si l'on ne veut en faire sortir une prépondérance encore plus funeste que la prépondérance française. Il faut qu'on se remette à *croire*, à *obéir;* il faut qu'on raisonne mille fois moins, ou bien il deviendra impossible de *gouverner*. Le mal a pris des proportions gigantesques : il nous menace d'une complète dissolution. Nous nous en moquons trop souvent, nous le dédaignons trop; nous sommes trop indifférents aux criailleries des agitateurs; leur folie nous amuse, et, quand leurs menées deviennent plus sérieuses, cela nous ennuie ou nous fâche tout au plus; mais leurs attaques paralysent, minent, discréditent les gouvernements; c'est ce que les hommes d'État, entraînés par les affaires, voient moins que les observateurs attentifs et connaissant la situation. J'ai étudié tout cela, et pourtant je tremblerais si je devais indiquer des remèdes efficaces contre cette maladie mortelle. Dans les classes élevées, le mal est à son plus haut période; là, il a, d'une part, tué les plaisirs de la société; d'autre part, il a créé un tribunal usurpateur qui condamne *toutes, oui, toutes* les mesures prises par le gouvernement. Je dis souvent à ces

gens-là : Mais, messieurs et mesdames, en savons-nous donc *plus* que le gouvernement? Sommes-nous *plus* instruits que l'Empereur? Avons-nous *plus* de moyens que son ministre? Ils sont tous convaincus que cela est, et ils continuent d'instruire leur monde; aussi,

Hoc fonte derivata clades
In patriam populosque fluxit.

« Ces considérations diminuent naturellement l'importance que le jugement du public devrait avoir de droit, et j'en suis venu petit à petit à trouver suspecte toute mesure que je vois accueillie avec faveur et patronnée par le public. »

Nous ne savons si les deux lettres que nous venons de citer ont été suivies ou non d'une réponse. Du moins nous n'en avons pas trouvé. En tout cas, on peut conjecturer l'opinion de Metternich sur les confidences du spirituel et savant conseiller privé, d'après la note marginale suivante : « Gentz a de tout temps été porté à voir les choses sous les couleurs les plus tranchées et à passer d'un extrême à l'autre, de la confiance absolue dans le succès à la peur exagérée d'un échec. Tout ce qui touche aux opérations militaires était au-dessus de sa portée; même il craignait d'envisager des opérations de ce genre, comme s'il avait dû recevoir des coups de feu sur le terrain de la pensée abstraite. » Ces lignes ont été écrites de la main de Metternich, sur un Mémoire de Gentz qui remonte à cette époque. Elles font connaître en même temps la nature des rapports de service qui existaient entre Metternich et Gentz, rapports dont on s'était fait jusqu'à ce jour une idée tout à fait fausse. Les historiens des derniers temps ont les premiers jeté un peu plus de lumière sur ce point; même les documents que nous venons de reproduire servent à montrer combien Gentz était peu initié aux vues secrètes de Metternich, bien que ce dernier sût d'ordinaire très-bien apprécier les rares aptitudes du conseiller aulique et tirer un excellent parti de son talent d'écrivain pour des travaux relatifs à des questions de droit public, des comptes rendus de séances de congrès et des articles de journaux.

(65) Page 141. — Les propositions de médiation que Bubna devait porter à Napoléon étaient les suivantes : 1° Suppression de l'existence politique du duché de Varsovie et agrandissement des puissances intermédiaires par la répartition du territoire dont il se compose actuellement; 2° restitution des provinces illyriennes à l'Autriche avec une bonne frontière du côté de l'Italie; 3° renonciation de la France aux départements allemands d'outre-Rhin. Dans les écrits laissés par Metternich ne se trouvent pas de documents relatifs à la mission de Bubna. Nous avons cru pouvoir nous dispenser de combler cette lacune au moyen de pièces empruntées aux Archives de l'État, attendu que les matériaux qui s'y trouvent ont été publiés pour la première fois, dans un but historique, par Onken, dans son récent ouvrage : *l'Autriche et la Prusse pendant la guerre de l'indépendance.* C'est à ce livre que nous avons emprunté les trois points ci-dessus du projet de médiation. Comme les sources des Archives publiques de l'Autriche étaient ouvertes à M. Onken pour ses travaux littéraires, on s'explique, d'autre part, ce fait que bien des documents relatifs à la même époque, que nous avons empruntés aux écrits laissés par Metternich, sont identiques avec ceux qu'il a publiés; nous le faisons observer une fois pour toutes, sans le rappeler chaque fois en particulier. Mais cela même est une raison pour nous d'appeler l'attention des lecteurs sur cette œuvre parallèle; en même temps, nous regardons comme un devoir de constater que l'auteur a frayé une voie nouvelle, et nous sommes heureux de lui offrir publiquement le témoignage de notre reconnaissance; car il est un des premiers qui, sans parti pris d'embellir la vérité, mais aussi sans idées préconçues (comme on n'en voit encore que trop, même chez les historiens autrichiens les plus récents), se soit livré à l'étude positive, approfondie, d'une des périodes les plus fécondes et les plus brillantes dè la vie du chancelier d'État, qui soit remonté scrupuleusement aux sources authentiques, et qui, en publiant les résultats de ses travaux, ait répandu une lumière nouvelle sur l'histoire de Metternich.

(66) Page 145. — Dans les deux jours qui suivirent, Gentz,

qui se rendait de Ratiborschitz à Opocno, eut un entretien des plus intéressants avec l'Empereur Alexandre. Voici ce qu'il écrit à ce sujet au chancelier, le 22 juin 1813 : « En somme, je trouvai le Czar juste, équitable et sensé ; cependant, à certains moments de la conversation, je le vis très-monté. Je remarquai bien que l'idée de renoncer à la guerre sans avoir atteint les grands résultats qu'on se flattait d'obtenir le tourmentait comme un ver rongeur, et que, selon ses sentiments, il donnerait un empire s'il pouvait amener l'Autriche à prendre les armes *sans* faire la moindre tentative de conciliation. Mais, d'un autre côté, il semble fort bien reconnaître que ce serait de la folie pure de vouloir continuer la guerre sans la coopération de l'Autriche. Au commencement de l'entretien, je me bornai à le rendre attentif à la différence capitale des points de vue auxquels la Russie, l'Autriche et la Prusse devraient se placer pour examiner et traiter cette affaire. Voici comment je raisonnai : Pour la Prusse, la guerre est indispensable, c'est presque une guerre de désespoir ; pour la Russie, c'est à moitié une question d'honneur, à moitié une question d'intérêt politique ; pour l'Autriche, c'est *exclusivement* une affaire de calcul, non pas qu'elle ait en vue des intérêts vulgaires et égoïstes : ce qui la fait agir, ce sont les questions les plus vastes qui touchent à la fois au présent et à l'avenir. L'Autriche *peut* encore et *doit* par conséquent délibérer pour tous, non pas seulement pour elle ; elle doit calculer avec soin si ce qu'elle aventurerait en prenant part à la guerre sous des auspices favorables, ne ferait pas pencher la balance de la raison et du bon sens du côté d'une paix qui satisferait tous les alliés, leur accorderait des améliorations très-positives (quand même ce ne seraient pas celles que nous avons tous ardemment désirées), leur donnerait de nouvelles garanties et lui ouvrirait des perspectives plus heureuses pour l'avenir. Un tel calcul, je le sentais bien, devait être pénible et douloureux pour lui, l'Empereur ; mais l'Autriche était dans une situation à pouvoir le faire sans en être mortifiée ; il était donc de son devoir de débarrasser ses amis de cette affaire désagréable. C'est ainsi seulement que je le priais d'expliquer ce qui peut-être lui

paraîtrait souvent être de l'irrésolution ou de la faiblesse. L'Autriche lui rendait certainement pleine et entière justice : « Si « M. de Metternich était ministre de Votre Majesté et placé par « conséquent comme un ministre de Votre Majesté l'est aujour- « d'hui, Votre Majesté trouverait peut-être en lui un des avocats « les plus ardents de la guerre » ; comme ministre autrichien, il est obligé de penser et d'agir autrement ; du reste, l'Empereur était trop juste et trop généreux pour ne pas le reconnaître. Ce raisonnement me fit gagner passablement de terrain. Mais mes grands arguments furent ceux-ci : Deux grands résultats, deux résultats immenses sont acquis dès cette heure. L'un, c'est l'union étroite et l'entente cordiale entre les deux grandes puissances germaniques et la Russie. L'autre, c'est l'état de *protestation permanente* contre tout système d'envahissement et de prépondérance, dans lequel ces trois puissances doivent désormais *persister,* quel que soit le dénoûment *momentané* de la crise. Obtenir et conserver ces deux avantages incalculables, voilà quelle devrait être aujourd'hui, selon moi, la loi fondamentale de toute politique antinapoléonienne ; ce serait là un moyen presque infaillible de rétablir peu à peu l'équilibre et l'ordre en Europe. Je continuai en ces termes :

« Si Sa Majesté l'Empereur d'Autriche me faisait aujour- « d'hui l'honneur de me consulter sur le parti à prendre dans « le cas où la Russie et la Prusse seraient *inébranlablement* « décidées pour la continuation de la guerre, je dirais : Plutôt « la guerre, — quand même Votre Majesté ne l'approuverait « pas, — qu'une marche qui nous séparerait de nouveau de la « Russie et de la Prusse. Mais de même, si Votre Majesté me « demandait mon avis dans le cas où l'Autriche croirait avoir « des motifs péremptoires pour éviter la guerre, je n'hésiterais « pas à lui dire : Plutôt la paix, — quelque répugnance qu'elle « inspire à Votre Majesté, — que de vous séparer de nouveau « de l'Autriche. »

« Ce raisonnement sembla le frapper vivement ; il l'écouta avec une attention soutenue (comme il fit en général pour chacune de mes paroles), et me répondit : « C'est très-vrai, « c'est très-beau ; voilà ce qui s'appelle parler en homme

« d'État! L'union est plus nécessaire que tout le reste, etc. » La conversation roula en grande partie sur Votre Excellence personnellement. Le Czar m'avoua franchement qu'on avait tâché maintes fois de le prévenir contre vos principes et contre votre caractère politique (il me donna à entendre que cela venait principalement de Romanzow), et que par suite il s'était longtemps défié de vous. Mais, ajouta-t-il, ces impressions fâcheuses ont été effacées par les événements des derniers mois, et surtout par ses récentes conversations avec vous; à cette heure, il croyait fermement que Votre Excellence avait fait et *ferait* tout ce qu'elle pourrait. »

(67) Page 154. — Le récit de ce qui s'est passé au palais Marcolini, à Dresde, est à peu près la reproduction textuelle des notes que Metternich a écrites de sa main sur son entretien avec Napoléon, et qu'il a insérées dans un Mémoire rédigé par lui en 1820 et publié depuis (dans *Marie-Louise,* par HELFERT). Il va de soi qu'en écrivant plus tard l'*Histoire des alliances* (en 1829), Metternich a tiré parti du manuscrit qu'il avait rédigé en 1820. Cependant il s'était glissé une petite erreur chronologique dans ce dernier opuscule. Il avait indiqué le 22 juin comme étant le jour du départ de Gitschin, et le 23 juin comme celui de l'entretien avec Napoléon, tandis qu'en réalité le départ a eu lieu le 24 juin et l'entretien le 26. L'exactitude de ces dates est absolument incontestable, car elles concordent avec les indications qui se trouvent dans le rapport adressé par Metternich à l'Empereur François le soir même de l'entretien avec Napoléon. Ce rapport, écrit sous l'impression immédiate de ce grand fait qui devait avoir de si graves conséquences, et accompagné d'un « Précis sommaire d'une conversation avec l'Empereur Napoléon », le lecteur le trouvera dans le Recueil de documents du livre III (R. D. 185, 186). Non-seulement ces pièces établissent d'une manière définitive les dates en question, mais encore elles redressent bien d'autres erreurs qui se sont introduites relativement à la matière de ce célèbre entretien dans l'ouvrage de Fain, et, sur la foi de cet auteur, dans le livre de Thiers et dans les œuvres d'autres historiens français et allemands, comme M. Onken l'a

victorieusement démontré depuis peu. Du reste, il ne sera peut-être pas sans intérêt de lire les observations critiques de Metternich sur les écrivains qui se sont occupés spécialement de l'histoire de cette importante période. Tout d'abord, en ce qui concerne Fain, dont le « Manuscrit » est la source exclusive où ont puisé les auteurs venus après lui, nous possédons un jugement très-concis, mais décisif, de Metternich. Voici ce que le chancelier écrit en 1833 à M. de Gagern : « Dans ce que Fain raconte de mes négociations personnelles avec Napoléon en juin 1813, il n'y a *rien de vrai*. Fain faisait partie du cabinet de Napoléon, et il obéissait fidèlement aux ordres du maître. C'est sous cette inspiration qu'il écrivait et qu'il voulait faire *croire* les choses; *apprécié* sous ce point de vue, son ouvrage présente un vif intérêt. » — « Un livre tout aussi substantiel, continue Metternich dans le même écrit, ce sont les *Mémoires de Bourrienne,* en ce qui concerne la personnalité de Napoléon. Quant à l'*Ambassade de Varsovie,* par DE PRADT, et à la *Campagne de* 1812, par SÉGUR, ces ouvrages ont une véritable valeur *historique*. Tout le reste est de la menue paille, où l'on ne peut trouver que quelques grains épars; ce sont des spéculations d'auteurs et de libraires, qui ne servent qu'à obscurcir la vérité des faits. » — Quand parut le tome XV de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* par THIERS, qui embrasse l'époque comprise entre le mois de mai 1812 et le mois de juin 1813, Metternich prit la plume (mars 1857) pour mettre sur le papier les premières impressions que produisit sur lui la lecture de ce volume. Nous allons reproduire *in extenso* les lignes qu'il a écrites à ce sujet, et qui d'ailleurs offrent un certain intérêt, parce qu'il y est question des rapports personnels des deux hommes d'État. Voici ce que raconte Metternich : « Pour expliquer les premières impressions que je ressentis à la lecture du tome XV de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* il faut que je remonte à la situation respective de M. Thiers et à la mienne. J'ai eu deux fois des relations *personnelles* avec M. Thiers. En 1838, il s'était rendu à Côme sous le prétexte d'assister au couronnement de l'Empereur Ferdinand comme roi de l'État lombard-vénitien ; c'est là que

je le rencontrai. Il m'avoua que le vrai motif de son voyage, c'était le désir de faire ma connaissance. Sorti depuis peu du ministère, il s'efforça de me faire accroire qu'il avait renoncé à reprendre jamais le portefeuille, et qu'il avait l'intention de consacrer le reste de sa vie à des travaux littéraires. Sans ajouter foi à ses affirmations, je ne changeai rien au dessein tout naturel que j'avais de ne m'engager avec Thiers que dans des conversations très-superficielles, et d'éviter avec soin toute discussion politique. L'entretien que nous eûmes à Côme se borna à des politesses générales et ne dura pas plus d'une heure. Quelques mois plus tard, M. Thiers prit la direction des affaires étrangères, que primait alors la question d'Orient, question durant les phases de laquelle mes vues politiques se trouvèrent en opposition directe avec celles du Cabinet français. Au printemps de l'année 1850, pendant que j'étais à Bruxelles, M. Thiers me fit demander si je serais disposé à lui fournir, dans l'intérêt de l'œuvre historique qu'il était en train de composer, quelques éclaircissements *sur des faits* accomplis en 1809 et 1810. Je me déclarai prêt à le faire, et M. Thiers vint à Bruxelles. Il me posa douze questions auxquelles je pus répondre immédiatement, sans hésitation, sauf à deux qui se rapportaient à des paroles *officielles*. A propos de ces deux questions, je fis consulter les Archives de la chancellerie d'État à Vienne, et je communiquai à M. Thiers le résultat des recherches faites. Notre entretien, à Bruxelles, se borna à l'histoire des deux années 1809 et 1810, et à la situation de la France à cette époque. Quant à la fin du règne de Napoléon Ier, M. Thiers m'en parla d'après l'idée qu'on peut suivre, de même qu'un fil rouge, à travers son ouvrage historique tout entier. Mes réponses furent courtes et réservées. — Ce fait donne au contenu du tome XV une valeur particulière, que je crois déterminer par la note ci-dessus. »

En ce qui concerne le théâtre du célèbre entretien de Metternich avec Napoléon, on montre encore aujourd'hui dans le palais Marcolini, actuellement converti en hôpital civil, les deux pièces où eut lieu cette entrevue, qui eut de si graves conséquences. Ces pièces sont situées au rez-de-

chaussée et communiquent directement avec le jardin. La porte par laquelle Metternich est entré et sorti jadis est murée maintenant, parce que l'espace alors occupé par des antichambres, peut-être aussi par des salons de réception, a été utilisé, de nos jours, pour faire des salles de malades.

(68) Page 158. — Sur les communications écrites échangées à Brandeis entre l'Empereur François et Metternich, voir *Instructions de Metternich pour les conférences de Prague*. (R. D. 187, 188.) A cette époque, Metternich adressa à son père, sur la question : *Est-ce la guerre? est-ce la paix?* la lettre suivante, datée de Prague :

« Aurons-nous la guerre ou non? Personne ne peut, avant le 10 août, résoudre cette question, et je dis personne, *inclusivement* Napoléon. Mais arrive que voudra, j'aurai fait mon devoir, et si j'épuise toutes les chances de paix, il n'est pas moins sûr que la guerre se fera avec des chances de réussite *bien au delà* de tout ce que vous pouvez vous figurer. Il faut être au centre des affaires, il faut se trouver placé comme je le suis, voir *tout* ce qui se passe *partout,* savoir ce qu'il y a de moyens d'un côté et de manque de moyens de l'autre; — en un mot, il faut être dans le foyer même pour se faire une idée juste de la véritable position des choses. Jamais il n'y en a eu une plus compliquée, et jamais rôle d'une puissance quelconque n'a été comparable au nôtre. Nous sommes si complétement le foyer de tout, *que toutes les paroles,* — il n'est pas question de négociations, — passent par nous. Napoléon se trouve si singulièrement placé, qu'aussi souvent qu'il lui arrive de frapper à une porte, il reçoit pour toute réponse : Allez demander au Cabinet autrichien. — Il est possible que Caulaincourt arrive cette nuit. Tout cela n'est rien; Prague est pour le public, et tout ce qui se fait hors de Prague est *la chose.* »

(69) Page 159. — Au sujet du célèbre manifeste de guerre de 1813, dont l'auteur est Gentz, comme chacun le sait, ce dernier s'exprime de la manière suivante dans la lettre qu'il écrit à Metternich le 4 septembre 1813 : « Le manifeste ne pouvait et ne devait avoir qu'*un* mérite, celui d'offrir une vue d'en-

semble de l'administration politique des trois dernières années, et d'en montrer le caractère à la partie intelligente des contemporains. Le mot que m'écrivit Ancillon : « Vous avez parlé « comme le ministère autrichien a agi, voilà votre plus bel « éloge », fut la première goutte de baume qui coula dans mon cœur. Lorsque j'appris plus tard qu'on regardait le manifeste absolument comme un verre à travers lequel on voyait ce système politique que je n'aurais pas su inventer, mais que je suis fier d'avoir saisi et exposé tel qu'il était; lorsque Frédéric Schlegel lui-même m'écrivit : « A présent je vois, je sens que tout de« vait être conduit *exactement* comme on l'a fait; que rien, abso« lument rien ne pouvait marcher *autrement* », mon succès me fit ressentir une satisfaction, une joie comme je n'en avais plus connu depuis 1806, alors que j'avais réussi dans une entreprise motivée par les besoins de ce temps-là. Car *mon* triomphe ne consiste que dans une chose : c'est que j'aide à rendre plus glorieux *votre* triomphe *à vous;* celui-là seul est vrai, parce qu'il est actif. La parole ne peut en donner qu'un pâle reflet, mais le monde et la postérité sauront le sentir et le reconnaître. »

(70) Page 162. — Au milieu de l'action, Metternich était animé d'une confiance inébranlable, témoin la lettre qu'il a adressée à son ancien précepteur l'abbé Hœhn, alors curé à Tajax en Moravie. Voici ce qu'il lui écrit de Teplitz, le 3 octobre 1813 : « Merci, mon cher abbé, pour votre lettre. Je suis sûr de la part que vous prenez à tous les grands événements; je ne le suis pas moins de votre sollicitude tout amicale en ce qui concerne mon salut politique; aussi je puis avec confiance vous demander d'être sans inquiétude. J'ai entrepris une œuvre immense; j'ai avancé lentement, pas à pas; il fallait réunir toutes nos forces et attendre le moment favorable. Il nous fallait avoir raison *moralement*, afin de pouvoir faire triompher notre droit *matériellement*. Le ciel a béni notre entreprise; il nous aide parce que nous nous aidons nous-mêmes, et bientôt la puissance colossale de la France tombera comme le cèdre du Liban. La force vitale de Napoléon est paralysée; l'édifice gigantesque s'écroule sans que rien puisse

arrêter sa chute. Sans soldats, le meilleur général du monde ne saurait faire la guerre; or, les troupes de Napoléon ne méritent plus le nom d'armée. Notre nombre est plus de trois fois supérieur à celui des Français; nos forces sont rajeunies, trempées pour la lutte; celles de notre adversaire sont usées et brisées sans retour. Nous marchons *lentement,* parce que nous voulons marcher *sûrement;* nous voulons, non pas un mieux passager, mais une guérison radicale; il nous faut des moyens, non pas héroïques, mais infaillibles. Si Dieu m'accorde la vie et la santé, je mènerai l'entreprise à bout, soyez sans crainte à cet égard. Le plus fort est fait; à présent, il s'agit de persévérer, d'avoir une volonté ferme et de marcher droit devant nous; or, nous avons la persévérance, et la volonté ne nous manque pas. »

Quelques jours auparavant, Metternich écrivait à son père :

« Nos affaires vont bien, et cela sur la plus large échelle. L'Europe sera sauvée, et je me flatte que l'on finira par ne pas m'en attribuer le plus faible mérite. Dieu m'a doué de patience et de force. Depuis des années ma marche politique a été la même, et une grande puissance telle que l'Autriche doit essentiellement vaincre tous les obstacles, si elle est bien dirigée, et surtout si sa marche est uniforme et toujours tendant au même but. Ce n'est pas pour rien que j'ai voulu, avant d'entreprendre la grande œuvre, bien connaître mon adversaire et nos forces. Je connais mieux le premier que personne en Europe, et j'ai porté les dernières à un point auquel personne ne les croyait plus susceptibles d'arriver après tant d'années de défaites et de malheurs. Il ne restait plus que le moment à trouver, où il serait possible d'entreprendre la chose sans risques excessifs. J'ai préparé cette époque par l'armistice du 4 juin, et je l'ai atteinte par le coup le plus hardi possible, par une prolongation de l'armistice de vingt jours, que j'ai pris sur moi de stipuler au nom des puissances, sans leur en dire un mot; car, de leur su, la chose devenait impossible. Les résultats ont prouvé que mes calculs étaient justes. Les armées russes et prussiennes sont venues à temps couvrir le nord de la Bohême et fixer l'attention principale de Napoléon

sur la gauche de l'Elbe. Blücher et le Prince Royal ont eu le temps d'être prêts; ils sont restés assez éloignés pour forcer Napoléon à diviser ses forces en trois. *Elles ont été battues partout,* et il est difficile de ne pas évaluer le minimum de sa perte, depuis l'ouverture de la campagne, à plus de cent cinquante mille hommes et à plus de trois cents pièces de canon. Son armée est entièrement démoralisée; elle se meurt de fatigue et de faim. Les nôtres sont dans le meilleur état et animés d'un esprit rare. J'ai vu, il y a deux jours, des bataillons crier d'impatience de ne pas voir *l'armée française descendre* des montagnes. Nous allons redevenir très-actifs, et Dieu couronnera la fin de la sainte entreprise. Napoléon n'a plus de réserve, et nous en avons une de plus de deux cent mille hommes. L'armée de Benningsen vient d'entrer en ligne. Celles de Labanoff et de Tolstoy s'approchent de l'Oder. Nous aurons plus de monde, à la fin de chaque mois, que nous ne pouvons en perdre. Toute la Prusse est sous les armes, et toute l'Allemagne va l'être. »

Le 1er octobre 1813, Metternich écrivait, de Teplitz, à sa fille Marie :

« Tout prouve que l'heure a sonné, et que ma mission de mettre fin à tant de maux est arrêtée par les décrets du Ciel. Napoléon pense à moi, j'en suis sûr, à toute heure; je dois lui apparaître comme une espèce de *conscience personnifiée;* je lui ai tout dit et prédit à Dresde; il n'a voulu croire à rien, et le proverbe latin : *Quos Deus vult perdere dementat,* — que vous pourrez faire traduire par Victor, — s'est de nouveau vérifié. »

(71) Page 168. — Dans un Mémoire de ce temps, qui porte la date du 11 novembre 1813, et qui n'a pas encore été publié que nous sachions, Gentz rend un juste hommage aux hommes qui ont glorieusement contribué à l'heureux succès de la *bataille des nations* livrée à Leipzig. Voici ce qu'il dit :

« Le plan de campagne, — qui n'a pas été, comme on l'a gratuitement répandu, l'ouvrage du général Moreau, puisque au moment de l'arrivée de ce général à Prague ce plan avait déjà reçu sa dernière sanction, — était concerté avec beaucoup

d'intelligence, et a été exécuté avec beaucoup de précision et de vigueur. Le prince de Schwarzenberg n'ayant jamais commandé de grandes armées, ne pouvait pas, dès son début, inspirer cette confiance absolue qu'on n'accorde qu'à l'habitude des succès. C'est un homme, d'ailleurs, d'une grande modestie, d'une simplicité et d'une douceur extrêmes. Lorsque, pendant tout le mois de septembre, on le vit décidé à ne rien donner au hasard et à attendre le moment propice, les esprits inquiets et les frondeurs téméraires commençaient déjà à condamner sa prudence et à parler de lui comme d'un général au-dessous de la tâche qui lui était imposée. Il s'est vengé bien glorieusement de ces propos. Tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'il fallait exactement un homme tel que lui pour modérer la fougue des uns, pour contenir la jalousie des autres, pour réunir dans un même cadre les vues et les plans de trois Souverains et d'une demi-douzaine de généraux soutenus, comme Barclay, Wittgenstein, Benningsen, Kleist, etc., par une ancienne et brillante réputation. La sagesse et la fermeté avec lesquelles le prince de Schwarzenberg a poursuivi ses opérations, sans jamais céder ni aux clameurs de la multitude ni aux importunités des grands, sont une victoire de plus qu'il a remportée, et le vrai fondement de toutes les autres. — L'éclat des services rendus par ce général rejaillit en grande partie sur M. le prince de Metternich, qui a le mérite de l'avoir désigné pour le commandement, et de l'avoir soutenu contre tous les mécontents et tous les détracteurs. Sans M. de Metternich, le prince de Schwarzenberg n'aurait ni accepté ni gardé le commandement en chef; de sorte que le même ministre qui a été l'âme de toutes les combinaisons politiques, a encore directement assuré le succès des opérations militaires. Il a même suivi de sa personne tous les mouvements de l'armée, et s'est toujours trouvé à côté du prince de Schwarzenberg pendant l'action. Après celui-ci, on doit incontestablement assigner le premier rang, en fait de mérite militaire, au chef de l'armée de Silésie, le respectable vétéran Blücher. Le plan d'opération formé par le chef de son état-major, le général Gneisenau, était un chef-d'œuvre, et l'exécution de ce plan dans

tous ses détails, depuis Breslau jusqu'à Leipzig, la partie la plus ingénieuse, la plus savante et la plus brillante de la campagne. On n'est pas également content du Prince Royal de Suède. L'opinion générale est que les beaux faits d'armes qui ont amené et suivi la bataille de Dennewitz et les différents passages de l'Elbe, ont été beaucoup plus l'ouvrage des quelques excellents généraux prussiens et russes, tels que Bülow, Tauenzien, Czerniczeff et Tettenborn, servant sous ses ordres, que le sien. »

(72) Page 171. — Sur les brillants résultats obtenus jusqu'alors, Metternich écrit à son père, le 17 novembre 1813, une lettre, datée de Francfort, qui est ainsi conçue :

« Je vous réponds de la fin la plus glorieuse de tout ce que nous avons entrepris. Le Ciel a couronné nos efforts bien au delà de ce qu'il en apparaît aux yeux du public. Il faut être initié, comme moi, dans les détails de l'intérieur de la France, voir d'aussi près que moi, pour pouvoir se placer tout juste au véritable point entre la crainte et l'espoir, entre la vérité et l'illusion. J'ai la douce jouissance de voir l'Empereur reconnaître que mon zèle pour son service n'a pas été sans succès ; il sent qu'il me doit une partie du bonheur dont il jouit à la suite de vingt années de malheurs. Il me le dit, et je ne le flatte pas en lui répondant par l'expression la plus vraie de ma conviction, que Lui, sa fermeté et cette qualité si précieuse et de laquelle on ne le croyait guère susceptible, — sa confiance, — ont sauvé l'Europe, et l'Autriche ne se sauvait pas sans l'Europe. Je sais bien que cette dernière vérité va être taxée d'être *toute vulgaire;* chacun a de l'esprit après coup ; même ceux qui ont prêché pour le *rien faire,* ou pour le parti tout à fait opposé, voudront avoir tout prédit. Moi, je me borne à ma conviction de ne pas m'être trompé dans mes moyens, et c'est beaucoup en 1813. »

Metternich raconte une anecdote qui remonte à l'époque du séjour des Souverains alliés à Francfort, et qui peint l'Empereur François; nous ne voulons pas en priver le lecteur. « En 1812, écrit Metternich, le prince primat d'Allemagne baron de Dalberg avait fondé l'ordre de la « Concorde » . Lorsqu'après la victoire de Leipzig nous arrivâmes à Francfort, un

des nouveaux chevaliers de l'ordre vint se présenter à l'Empereur d'Autriche pour solliciter de Sa Majesté l'autorisation de continuer à porter les insignes de l'ordre susdit de la « Concorde ». « Si vous n'en rougissez pas, lui dit l'Empereur François, cela m'est bien égal que vous portiez cette décoration. »

(73) Page 173. — Dans la déclaration de Francfort, du 1er décembre, déclaration célèbre et à jamais mémorable (qu'on attribue à tort à la plume de Gentz), les puissances alliées promettent de laisser à la France une étendue de territoire supérieure à tout ce qu'elle avait possédé sous ses anciens Rois.

« Les puissances confirment à l'Empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses anciens Rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir, à son tour, éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée. »

Cette expression générale ne reçoit sa signification particulière que si l'on se reporte aux propositions de médiation faites par les alliés et portées par M. de Saint-Aignan à Napoléon, propositions où il était question des Pyrénées, des Alpes et du Rhin comme frontières naturelles de la France. La proclamation elle-même se contentait d'une indication alors très-claire pour qui voulait lire entre les lignes.

(74) Page 180. — Relativement à l'accueil fait à nos troupes en Suisse, de même qu'à l'impression produite par les pièces officielles sorties de la plume de Metternich, ce dernier écrit de Fribourg, le 26 décembre 1813, une lettre particulière, à laquelle nous empruntons le passage suivant :

« La Suisse nous a reçus à merveille ; nous sommes en pleine marche vers l'intérieur de la France, et c'est une chose assez plaisante qu'une conférence comme celle que j'ai tenue hier chez moi, pour régler la manière d'administrer les départements que nous occupons déjà en partie et que nous allons occuper encore. Vous verrez dans les feuilles une Note que j'ai fait adresser par Lebzeltern et Capo d'Istria au landamman de la Suisse, et vous vous convaincrez que, si nous

d'après
a tenu
263.)

Bulow

savons bien *faire*, nous savons aussi bien *parler*. Je me suis en général établi *en conversation avec l'Europe* depuis quelque temps, et c'est chose assez difficile. Ce qui me fait plaisir, c'est que je vois toujours que les pièces qui sortent de ma plume sont celles que le public goûte le plus. Je suis convaincu que ma petite proclamation aux Français, et cette Note aux Suisses, seront généralement approuvées. »

(75) Page 191. — Parmi les écrits laissés par Metternich s'est trouvé le brouillon de la minute, écrit au crayon par l'Empereur Alexandre lui-même; nous l'insérons ici comme fac-simile de l'écriture de ce prince. L'en-tête du protocole de la conférence tenue à Bar-sur-Aube le 25 février 1814, dont l'autographe d'Alexandre est l'annexe, a été écrit par Metternich; voici ce qu'il contient :

Présents :

Sa Majesté Impériale l'Empereur d'Autriche.
Sa Majesté Impériale l'Empereur de Russie.
Sa Majesté le Roi de Prusse.
Son Altesse le prince de Schwarzenberg, maréchal des armées de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, général en chef des armées alliées.
Son Altesse le prince de Metternich, ministre des affaires étrangères d'Autriche.
Son Excellence Mylord Viscount Castlereagh, principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour le département des affaires étrangères.
Son Excellence le comte de Nesselrode, secrétaire d'État de Sa Majesté l'Empereur de Russie.
Son Excellence le baron de Hardenberg, chancelier d'État de Prusse.
Son Excellence le comte de Radetzky, quartier-maître général de l'armée autrichienne.
Son Excellence le prince Wolkonski, chef de l'état-major général de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.
M. le général de Diebitsch, quartier-maître général de l'armée russe.

M. le général de Knesebeck, aide de camp général de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Le protocole a été tenu par Sa Majesté l'Empereur de Russie, dont l'original ci-inclus.

En foi de quoi j'ai signé le présent acte.

LE PRINCE DE METTERNICH.

(76) Page 196.— Voir l'*Abdication de Napoléon et l'arrivée du comte d'Artois à Paris.* Ce sont deux rapports de Metternich à l'Empereur François; il y a de plus une réponse de ce dernier. (R. D. 189-191.)

(77) Page 201. — Après la conclusion de la première paix de Paris, l'Empereur François adressa au feld-maréchal prince Charles de Schwarzenberg, au glorieux vainqueur, une lettre autographe dont nous offrons le brouillon au lecteur comme un fac-simile très-caractéristique de l'écriture de Metternich, qui l'a rédigé, et de celle de l'Empereur François, qui l'a corrigé.

(78) Page 201.—Le retour de Metternich à Vienne fut célébré par une sérénade organisée par le comte de Palffy sur la place, devant le palais de la chancellerie d'État. Les artistes réunis des théâtres de la Cour et du théâtre de la Wien exécutèrent l'ouverture du *Prométhée* de Beethoven; le flûtiste Bayer et le violoniste Spohr déployèrent leur admirable talent dans des morceaux choisis pour la circonstance. Pour couronner la fête, on chanta une cantate, dont les paroles avaient été composées par le docteur Veith et la musique par Kinsky. Le sujet de cette cantate, excellente de tout point, c'est, d'après le *Wanderer,* à qui nous empruntons ces détails, « un hommage rendu aux mérites de l'illustre homme d'État dont les sages calculs et l'infatigable persévérance, soutenue par la confiance de l'Empereur qui l'avait choisi, dont la circonspection, la modération et la prudence extraordinaires avaient amené un résultat qu'on aurait à peine osé rêver un an plus tôt; de cet homme d'État qui, indifférent aux clameurs de la foule impatiente, avait su temporiser et différer le recours à la voie des

Traduction de la pièce ci-contre * :*

Mon cher Prince, la paix est conclue. Le monde devra de longues années de paix au courage, à la persévérance des armées alliées. Je sens vivement, et *mes peuples* (la patrie) comme l'Europe reconnaissent avec moi combien vous avez contribué par l'habile direction de l'armée qui vous était confiée, combien ma vaillante armée elle-même a contribué à amener l'heureuse fin de vingt années de souffrances. Exprimez ma reconnaissance à l'armée; dites-lui que son bien *sera ma préoccupation constante* (sera toujours l'objet de ma pensée). Grâce à l'esprit qui anime les peuples dont la conduite m'a été confiée par la Providence, ainsi que mon armée *mon Empire* (la patrie) est invincible.

En vous réitérant l'expression de ma reconnaissance, je vous charge de publier les récompenses suivantes, que j'ai cru devoir accorder pour leurs services à quelques membres de l'armée.

* Les mots qui, dans l'original, sont écrits de la main de l'Empereur François, sont imprimés en italiques dans la traduction; les mots entre parenthèses indiquent les expressions modifiées par l'Empereur.

M

armes jusqu'au jour où il désespéra de vaincre l'intraitable obstination de son adversaire et put se dire que les armements de l'Empire étaient complets, et que la guerre pouvait être entreprise sérieusement, poussée avec vigueur et terminée de même. C'est ce qui explique les applaudissements sincères et unanimes que provoquèrent toutes les strophes de la cantate qui célébrait les immortels services rendus par le ministre. »

— Le texte de cette cantate avait été composé par un tout jeune docteur en médecine qui devint célèbre plus tard comme poëte et comme savant, comme théologien aussi bien que comme médecin, par l'illustre prédicateur Jean-Emmanuel Veith. Voici la poésie en question :

« Salut à toi, grand prince, à toi dont la Prudence guida la main loyale, afin qu'elle nous conduisît à la délivrance, nous et tous nos frères!

« Salut à toi, dont la bouche ne s'ouvrait que pour prononcer de douces paroles de paix, à toi dont la vigilance a empêché la Discorde, hostile à l'alliance des princes, de railler tes efforts et de déployer ses ailes!

« Salut à toi, qui as aidé le glaive à nous assurer le plus beau des triomphes! Aujourd'hui la terre acclame ton nom et bénit la maturité, la sagesse et la vigueur de tes conseils.

« Jette les yeux autour de toi! Dans l'éclat de cette fête, dans l'ivresse de son récent bonheur, Vienne te crie et la foule immense répète d'une seule voix : Tu es une des colonnes de l'État!

« Et l'Empereur, nous le voyons, dans l'aurore d'un avenir bienheureux pour nous, poser sur ton front, d'une main tranquille, la plus belle couronne que puisse décerner la confiance.

« Quand toutes les blessures seront cicatrisées, quand les villes et les villages sortiront de leurs ruines, quand nous verrons des gerbes dorées et des jardins fertiles aux lieux où gisaient des cadavres;

« Quand sur les vagues des mers lointaines l'Orient et l'Occident se salueront de nouveau, quand les arts, qui se plaisent tant auprès de toi, recevront les baisers fraternels de l'Abondance,

« Alors tu pourras, justement fier de tes succès, reposer tes regards sur nos fronts radieux, et dans un lointain avenir, au déclin de ta vie, tu pourras encore, brillant d'une gloire immortelle, sourire à ton œuvre et la contempler.

« Que l'histoire te montre à la postérité comme le modèle des grands hommes, et que, vainqueur du temps, ton monument se dresse intact au milieu des ruines des monuments de la gloire. »

(79) Page 202.— Le contraste politique entre les tendances progressistes du baron de Stein, ce chef du parti national allemand, et les principes conservateurs de Metternich se montre partout où il est question de M. de Stein; toutefois le lecteur ne trouve dans les Mémoires aucune indication sur les rapports personnels qui ont existé entre ces deux hommes d'État. Une lettre, écrite en 1833 par Metternich au baron de Gagern, nous renseigne à cet égard; d'ailleurs elle est intéressante encore sous d'autres rapports. Metternich écrit :

« Votre ami (Stein) m'a détesté; c'était la conséquence de son caractère; il appartenait à cette classe d'hommes que désigne fort bien le mot anglais « impressionable ». Je n'ai jamais détesté le baron de Stein, car l'affection et la haine des individus sont des faiblesses qui n'exercent aucune influence sur mes relations d'affaires; or je n'ai jamais eu que des relations d'affaires avec celui qui n'est plus. Sur ce terrain nous avions sans doute de la peine à nous entendre; car lorsque nous ne poursuivions pas un but différent, la divergence se produisait fréquemment dès qu'il s'agissait de choisir les moyens. Personne n'appréciait plus que moi chez le baron de Stein les remarquables qualités de son cœur et de son intelligence. Je doute fort qu'en ce qui concerne ma personne, il m'ait connu autrement que d'une manière superficielle. S'il a jamais cru devoir prendre la peine d'étudier ce que pouvaient bien valoir l'homme et ses entreprises (tâche que je m'impose toujours comme un devoir quand je crois que cela en vaut la peine), il ne m'a pas compris et m'a cherché là où je n'étais point. Ce qui le prouve, c'est notre influence à tous deux sur la marche des événements accomplis de 1812 à 1820. Les lettres qu'il vous a écrites après 1830 me font voir qu'après la révolution de Juillet, l'auteur s'était placé sur un terrain où nous aurions pu facilement nous rencontrer. Une fois réunis, en serions-nous venus à nous séparer de nouveau? J'ai peine à le croire. Il est arrivé à Stein ce qui arrive fatalement aux caractères extrêmement mobiles : même dans les cas les plus graves, ils s'abandonnent facilement à l'influence de simples impressions; par suite, ils prennent souvent l'apparence pour la

réalité, jusqu'à ce que la force des choses tranche violemment le nœud. »

Dans les papiers laissés par Metternich ne se trouvent que trois lettres de Stein, deux qui remontent à 1810, et une qui date de 1830. Les lettres de 1810 ont été écrites à l'époque où Stein, banni de la Prusse par Napoléon, avait trouvé un asile en Autriche; elles ont rapport au désir qu'il éprouvait d'échanger le séjour de Brünn contre celui de Prague, faveur qui, sur la recommandation de Metternich, fut accordée immédiatement à M. de Stein, et à laquelle il répondit par l'expression de la plus vive reconnaissance. La lettre de 1830 est plus importante, parce qu'elle montre jusqu'à quel point la conduite de Metternich à l'égard de son adversaire politique était exempte de toute prévention personnelle. La lettre de Stein atteste ce fait de la manière la plus formelle. Elle a été écrite à Cappenberg, le 25 janvier; en voici la teneur :

« Le déni formel et positif que Votre Altesse a bien voulu donner à l'assertion calomnieuse de M. de Bourrienne, l'expression d'indignation dont elle l'accompagne, détruisent complétement l'impression que les phrases patelines et astucieuses de l'auteur pourraient faire sur les lecteurs les plus disposés à croire le mal, et les plus ignorants des circonstances de l'époque et du caractère des personnes. — Il m'importait essentiellement que cet effet fût produit; comme les Mémoires de Bourrienne resteront une source historique pour les générations futures, et que mes contemporains, qui peuvent me juger avec connaissance de cause, disparaissent dans une progression rapide, Votre Altesse a bien voulu accorder son attention à un objet d'un intérêt si majeur pour moi à une époque où sa sensibilité a été mise à une si cruelle épreuve par la perte des personnes les plus chères à son cœur, et où la situation politique de l'Europe exige toute l'attention et l'application de la vigueur de son esprit. — Que Votre Altesse veuille donc être convaincue que je saurai apprécier toute l'étendue de sa bonté, qu'Elle m'a profondément pénétré de la reconnaissance la plus vive, la plus sincère, la plus constante, et

qu'Elle ne l'attribue qu'à l'égard que je crois devoir à l'immense poids des affaires dont Elle est chargée, si je me borne à ajouter à l'expression de ces sentiments l'hommage du dévouement respectueux avec lequel j'ai l'honneur d'être,

« De Votre Altesse,

« Le très-humble et très-obéissant serviteur,

« CH. B. STEIN. »

(80) Page 204. — Pour compléter l'histoire du Congrès de Vienne, nous offrons au lecteur un Mémoire encore inédit de Frédéric Gentz. Il s'est trouvé parmi les papiers laissés par le prince; il est accompagné d'une Note critique du chancelier d'État, qui montre ce travail sous son vrai jour et atteste en même temps que *le récit dans son ensemble est rigoureusement exact.* — Nous ne pensons pas qu'il faille invoquer d'autres motifs pour donner la parole à un contemporain aussi autorisé que Gentz sur ce grand événement que l'auteur de l'Autobiographie n'a fait qu'effleurer, et pour admettre à titre d'exception, dans ce Recueil de documents, un écrit dû à une plume étrangère, mais émanant d'un homme si bien instruit des faits. Voir le *Congrès de Vienne* (R. D. 192-194).

(81) Page 204. — Au nombre des fêtes les plus imposantes qui eurent lieu pendant le Congrès de Vienne, il faut compter la fête de la Paix qui fut célébrée dans la villa Metternich, et à laquelle tous les Souverains, les princes régnants et toutes les notabilités présentes avaient été invités. Nous reproduisons ci-après le programme qu'avait composé un inspecteur général de l'Académie royale de musique de Paris, et qui fut exécuté dans tous ses détails.

Programme de la fête de la Paix, pour être exécutée dans les jardins de Son Excellence le prince de Metternich, auprès de Vienne.

1. Salle pour la réception de Leurs Majestés les Empereurs, le Roi de Prusse, les Impératrices et Reines, et autres princes et princesses invités.

2. Ballon enlevant dans les airs un soleil d'artifice formé de lances à feu avec les armes des Souverains, au bruit des trompettes et tambours, pour annoncer le commencement de la fête.

3. Départ des Souverains, précédés de deux directeurs de la fête qui indiqueraient la marche et la promenade dans les jardins, les pauses et repos nécessaires pour faire jouir des points de vue, des scènes, des trophées, des danses, des différentes musiques vocales et instrumentales, solos, duos, trios, masqués dans les bosquets aux temples de Mars, d'Apollon et de Minerve.

Après cette promenade, qui demande beaucoup de soins et d'ordre, pour que personne ne précède Leurs Majestés et ne masque ces tableaux mouvants, il faudra conduire les Souverains au grand amphithéâtre.

4. Grand amphithéâtre qui fera face à la pelouse.

5. Pelouse qui servira de théâtre : trois temples décoreront ce vaste théâtre; le plus considérable occupera le milieu et sera dédié à la Paix; les deux autres, placés à quelque intervalle, auront pour inscription : *Aux Arts, A l'Industrie*. Derrière ces deux temples, on apercevra une partie des fortifications et des habitants de deux grandes villes.

La pantomime suivante s'exécutera au feu d'artifice. *Scène première*. La Discorde, escortée de divinités infernales et traînée sur un char attelé de trois chevaux noirs, parcourt le théâtre en secouant ses torches; elle va d'une ville à l'autre et disperse sur sa route les groupes des peuples qui fuient devant elle; des troupes de diverses nations s'attaquent; le siége des villes commence; des pelotons de cavalerie se chargent, l'infanterie se mêle, les chefs se défient au combat singulier, le bombardement des villes continue, les créneaux des remparts sont renversés, les tours s'écroulent, un incendie général embrase les maisons, les femmes se sauvent emportant leurs enfants, et vont se réfugier dans les temples. Un bruit de victoire se fait entendre, des chants plus doux viennent frapper l'oreille, l'espérance renaît; le temple de la Paix, fermé jusqu'alors, s'ouvre de nouveau : les divers habi-

tants sortent des asiles où ils s'étaient réfugiés et forment des groupes. Ensuite, une marche générale où chaque nation est représentée par un officier général monté sur un char tiré par deux chevaux blancs et portant des drapeaux et attributs caractéristiques de chaque puissance. Ce cortége, entourant un autel élevé à la Paix, entonnera les chants de la Concorde et prononcera un serment d'alliance. Pendant ce temps, des feux de joie, tirés des deux villes, couronnent ce tableau et terminent la pantomime.

Pendant cette pantomime, il faut servir le souper sur nombre de tables rondes qui contiennent dix à douze couverts. Celles des puissances auraient fort bon effet si l'on dressait les tables sur des caisses de très-grands orangers dont le tronc passerait au centre des tables : rien n'est plus aisé en faisant la table de deux morceaux.

6. Après le souper, bal général dans tous les appartements.

(82) Page 206. — En ce qui concerne la brouille assez longue que cette question amena entre l'Empereur Alexandre et le prince de Metternich, le lecteur trouvera de plus amples détails dans le *Portrait de l'Empereur Alexandre*. (*Portraits de quelques contemporains célèbres*, livre II, p. 315 et suiv.) L'Empereur François était franchement opposé aux prétentions de la Prusse sur la Saxe; c'est ce qui ressort des mots suivants, écrits par l'Empereur lui-même dans un petit billet en réponse à une courte demande de Metternich : « J'ai fait déclarer au Roi de Prusse que je ne consentirai jamais à la réunion totale de la Saxe à son royaume, et je me suis offert comme médiateur entre la Prusse et le Roi de Saxe! »

(83) Page 206. — Par suite de la guerre qui avait recommencé avec Napoléon, Metternich alla rejoindre l'Empereur François au quartier général, à Heidelberg. Sur ce voyage, qui le conduisit à Paris, nous avons une intéressante correspondance privée de Metternich, que nous communiquons au lecteur; on y trouvera une lettre adressée à Talleyrand et deux lettres à l'Impératrice Marie-Louise; les sept autres ont

été écrites à des membres de la famille du prince. Voir *Voyage à Paris* (R. D. 197-207).

(84) Page 208. — L'agent secret de Metternich était le baron d'Ottenfels, alors secrétaire aulique à la chancellerie d'État. Il avait reçu l'ordre de se rendre incognito à Bâle, sous le pseudonyme de Henri Werner, et de s'y rencontrer à l'hôtel des Trois Rois avec l'affidé de Fouché. A la place de ce dernier, ce fut un agent de Napoléon qui vint dans la personne d'un M. Fleury. Dès la seconde entrevue, la mystification devint si évidente, que les pourparlers furent tout simplement rompus. Les intéressantes instructions écrites pour Ottenfels, que le lecteur trouvera sous la rubrique : *Mission d'Ottenfels à Bâle,* démontrent clairement qu'il n'y avait rien moins qu'une entente entre l'Empereur François et Napoléon. (R. D. 195, 196.) Le jugement sévère porté par Metternich sur la manière dont cette question a été traitée par les historiens ne peut pas s'appliquer à l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* par Thiers, dont le tome XIX, où il est question de cet incident, n'a paru qu'en 1861, par conséquent après la mort de Metternich. Dans cet ouvrage, le fait est raconté assez fidèlement ; cela s'explique peut-être par la circonstance que Thiers a puisé ses renseignements sur ce point à la véritable source, c'est-à-dire auprès de Metternich lui-même. Encore dans les dernières années de la vie du prince, Thiers a adressé à ce dernier un grand nombre de questions, avec prière d'y répondre par écrit. Il s'y trouve notamment la suivante : « La mission de M. Werner (Ottenfels) à Bâle est certaine ; quels en étaient l'objet et l'importance? Ce point a de la gravité, car cette mission, en brouillant Napoléon avec Fouché, eut des conséquences assez sérieuses. » La réponse que Metternich a pu faire à cette lettre de Thiers, qui porte la date de mai 1859, ne se trouve pas dans les écrits du prince.

(85) Page 213. — La description sommaire de la situation particulière de l'Empire d'Autriche ne permettait à l'auteur qu'une critique rapide et superficielle du règne de Joseph II. Nous allons la compléter et l'appuyer par un jugement plus

étendu que Metternich a porté sur ce prince. Il est emprunté à un écrit datant de 1849; voici comment il est conçu :

« Le règne si court de l'Empereur Joseph II porta le cachet d'un gouvernement exclusivement personnel; il fut dominé par l'influence de l'esprit philosophique du dix-huitième siècle, qui ne se révéla pas moins dans les résolutions spontanées de ce Souverain que dans les conseils des hommes qui entouraient sa personne. Sous le règne de Marie-Thérèse, le terrain manquait encore pour la propagation de théories philosophiques. Sans doute l'essor qu'elles prirent plus tard s'explique surtout par le caractère particulier de son successeur; mais l'exemple de Frédéric II et de Catherine II contribua aussi à faire marcher Joseph II sur leurs traces, bien qu'à vrai dire ces Souverains ne fissent que se jouer des tendances philosophiques, dont ils savaient se préserver. A partir du jour de son avénement, l'Empereur Joseph II entra dans une voie qu'il poursuivit dans un sens tout autre que ne le comportait l'esprit des philosophes du dix-huitième siècle et des révolutionnaires de notre temps. Il ne songeait qu'à fortifier le pouvoir central, qu'il s'efforçait de consolider en centralisant l'administration de l'Empire et en germanisant les races dont il est peuplé. Pour atteindre ce but, l'Empereur s'entoura de conseillers dont il forma son cabinet, — institution gouvernementale calquée sur celle de Frédéric II, — où les hommes qu'il appela dans son conseil étaient tous bien plus avancés que l'Empereur dans les idées philosophiques du temps!

« L'action gouvernementale de Joseph II se divise en trois époques distinctes. La première, de 1780 à 1783, peut être considérée comme une période exclusivement remplie par des tentatives avortées; la seconde, qui dure également trois ans, fut consacrée à *des réformes gouvernementales vraiment utiles;* enfin la troisième, qui a la même durée, est marquée d'abord par la guerre avec la Porte, qui fut mal conduite et qui avait été entreprise au profit de la Russie plus que dans l'intérêt véritable de l'Autriche, puis par le revirement forcé du Souverain, qui se traduisit par le retrait de maintes fausses mesures prises dans le passé, surtout dans les premiers jours

de son règne. La dernière année de la vie de Joseph II est signalée par la révocation des décrets contraires aux droits constitutionnels des différents pays, qui avaient irrité les masses populaires dans les Pays-Bas, et fait naître en Hongrie le danger d'une révolte à une époque où la paix politique était déjà gravement menacée par l'explosion de la Révolution française.

« Si le règne tout entier de Joseph II a exercé une grande influence sur ses successeurs, la période qui eut les suites les plus considérables est certainement celle où l'Empereur désavoua les atteintes qu'il avait portées à l'antique constitution hongroise. Ce désaveu produisit l'effet d'un véritable changement de constitution, en ce que les résolutions prises par la Diète en 1790 et 1791, qui furent confirmées par celle de 1792, lors de l'avénement de l'Empereur François, introduisirent une nouvelle législation à la place de l'ancienne.

« En appliquant même à la Hongrie les idées de germanisation et de centralisation, l'Empereur blessa le sentiment national; en même temps il viola la constitution légale de ce royaume. Par là, il déchaîna le magyarisme et fit naître des velléités séparatistes chez le peuple hongrois. L'entreprise aurait-elle eu plus de chances de réussir si l'Empereur Joseph, au lieu de poursuivre son plan, tantôt par des voies directes, tantôt par des voies détournées, avait marché droit au but sans hésiter sur le choix des moyens; si, au lieu de se soustraire à l'acte du couronnement qui, d'après l'esprit de la constitution et les coutumes du pays, avait la valeur d'un principe de droit, il avait pris l'initiative d'une révision de la constitution existante; si enfin, au lieu de dissimuler ses idées de réforme sous des scrupules de conscience motivés par le serment du couronnement, il avait agi au grand jour, s'il avait proposé à la Diète ses projets d'amélioration, et si, dans l'intérêt bien entendu du pays, il avait ouvert un vaste champ à des réformes utiles? C'est une question que nous ne voulons pas examiner; il nous suffira, d'une part, de rappeler l'insuccès du système suivi par Joseph II; d'autre part, de faire ressortir les difficultés que l'Empereur a léguées à ses succes-

seurs sur le trône de Hongrie, précisément par cette conduite et surtout par les revirements subits de sa politique.

« Ce sont les premiers actes du gouvernement de Joseph II qui obtinrent l'approbation de tous les novateurs; leurs suffrages restèrent acquis à ce prince même pour des actes postérieurs à la première période de son règne, qui n'avaient plus rien de commun avec ses tendances révolutionnaires de jadis, parce que ces mêmes approbateurs ne voulaient pas s'avouer que l'Empereur s'était détourné d'eux. La plupart des concessions qu'il fit à l'esprit du temps ne furent que passagères. La liberté de la presse notamment ne fut effective que pendant quelques mois. La licence, qui débordait sans contrainte, provoqua des mesures préventives plus rigoureuses qu'elles ne l'avaient jamais été même avant le règne de Joseph II. On peut en dire autant de l'abolition de la peine de mort, qui fut remplacée par des peines à côté desquelles la mort est un bienfait.

« Ce qui nous est resté de l'époque de Joseph II, ce sont, outre les conséquences morales de tant de tentatives avortées, quelques lois organiques d'une valeur incontestable. Le royaume de Bohême, où ces lois furent appliquées plus sérieusement que dans d'autres pays de la Monarchie, leur doit les progrès rapides et considérables qu'il fit par suite du règlement des rapports de dépendance, des questions industrielles et d'autres branches de l'administration. Mais c'est surtout dans l'organisation militaire que le gouvernement de Joseph II a introduit l'ordre et la vie, grâce à la direction du feld-maréchal Lascy; l'armée impériale a donné en toute circonstance des preuves brillantes de ces qualités nouvelles, à tel point que Napoléon lui-même regardait sa constitution comme la meilleure possible. Grâce à ces améliorations et à d'autres, on verra toujours sous un jour favorable un Souverain qui, bien qu'il ait été souvent égaré par des idées fausses, était pourtant animé d'un esprit créateur. Aucune de ses erreurs n'avait sa racine dans les idées subversives; cela n'est contesté que par ceux qui voient dans ces idées mêmes quelque chose de méritoire.

« Joseph II se laissa guider par des principes autocratiques ; il voulait réunir dans sa main tous les éléments de la puissance et, à cet effet, écarter tous les obstacles dont les constitutions particulières des pays et la différence des nationalités qui se trouvaient dans son Empire embarrassaient son chemin. Libéral dans ses paroles et non dans ses actes, il ne l'était assurément pas dans le sens du libéralisme moderne. Ami de l'ordre, il chercha le moyen de l'affermir dans un pouvoir affranchi de toute entrave gênante. Dans tous les cas, Joseph II était plus organisateur que législateur. »

(86) Page 215. — La suite de l'Autobiographie est renvoyée, en raison des matériaux que nous avons sous la main, à la seconde partie de cet ouvrage, qui embrasse la période comprise entre 1816 et le mois de mars 1848.

LIVRE II.

PORTRAITS DE QUELQUES CONTEMPORAINS CÉLÈBRES.

I.

NAPOLÉON BONAPARTE.

PORTRAIT TRACÉ PAR LE PRINCE DE METTERNICH EN 1820.

Parmi les individus placés dans une situation indépendante de cet homme extraordinaire, il en est peu qui aient eu avec lui autant de points de contact et de relations directes que moi.

Mon opinion sur Napoléon n'a pas varié dans les différentes phases de ces relations. Je l'ai vu et étudié dans les moments de son plus grand éclat; je l'ai vu et suivi dans ceux de son déclin, et quoi qu'il ait pu tenter pour m'induire en erreur sur son compte, ce que dans bien des occasions il eut grand intérêt à faire, il n'y a point réussi. Je puis donc me flatter d'avoir saisi les traits essentiels de son caractère et de l'avoir jugé avec impartialité, pendant que l'immense majorité des contemporains n'a vu encore qu'à travers un prisme et les côtés brillants et les côtés défectueux ou sinistres d'un homme que la force des choses, jointe à des qualités individuelles émi-

nentes, avait porté au faîte d'un pouvoir sans exemple dans l'histoire moderne.

Appliqué avec une rare sagacité et une persévérance infatigable à recueillir ce qu'un demi-siècle d'événements semblait avoir préparé en sa faveur; animé d'un esprit de domination également actif et clairvoyant; habile à apprécier tout ce que les circonstances du moment offraient de moyens à son ambition; sachant avec une adresse remarquable faire tourner à son avantage les fautes et les faiblesses des autres, Bonaparte est resté seul sur un champ de bataille que des passions aveugles et des factions féroces ou en délire s'étaient disputé pendant dix ans. Ayant fini par confisquer à son profit la Révolution tout entière, il m'a paru dès lors le point indivisible sur lequel devaient se concentrer les regards d'un observateur, et ma nomination à l'ambassade en France m'a fourni à cet égard des facilités particulières que j'ai eu soin de ne pas négliger.

Le jugement est souvent influencé par de premières impressions. Je n'avais jamais vu Napoléon avant l'audience qu'il me donna à Saint-Cloud pour la remise de mes lettres de créance. Je le trouvai placé debout au milieu de l'un des salons, avec le ministre des affaires étrangères et six autres personnages de sa Cour. Il portait l'uniforme de l'infanterie de la garde et avait le chapeau sur la tête. Cette dernière circonstance, inconvenante sous tous les rapports, puisque l'audience n'était point publique, me frappa comme une prétention déplacée et sentant le parvenu; elle me fit même hésiter un moment si je ne me couvrirais pas à mon tour. Je débitai cependant une courte harangue, dont le texte serré et précis différait essentiellement de celles qui étaient devenues habituelles à la nouvelle Cour de France.

Son attitude me parut annoncer de la gêne et même de l'embarras. Sa figure courte et carrée, une tenue négligée et néanmoins une recherche marquée à se rendre imposant, achevèrent d'affaiblir en moi le sentiment de grandeur que l'on attachait naturellement à l'idée de l'homme qui faisait trembler le monde. Cette impression ne s'est jamais entièrement effacée de mon esprit; elle m'a été présente dans les

entrevues les plus importantes que j'ai eues avec Napoléon, aux différentes époques de sa carrière. Il est possible qu'elle ait contribué à me montrer l'homme tel qu'il était, à travers les masques dont il savait se couvrir. Dans ses boutades, dans ses accès de colère, dans ses brusques interpellations, je m'étais accoutumé à voir autant de scènes préparées, étudiées et calculées sur l'effet qu'il voulait produire sur l'interlocuteur.

Ce qui dans mes relations avec Napoléon, relations que dès mon début je tâchai de rendre fréquentes et confidentielles, ce qui, dis-je, me frappa d'abord le plus, ce fut la perspicacité éminente et la grande simplicité de la marche de son esprit. La conversation avec lui a toujours eu pour moi un charme difficile à définir. Saisissant les objets par leur point essentiel, les dépouillant des accessoires inutiles, développant sa pensée et ne cessant de l'élaborer qu'après l'avoir rendue parfaitement claire et concluante, trouvant toujours le mot propre à la chose, ou l'inventant là où l'usage de la langue ne l'avait pas créé, ses entretiens étaient toujours pleins d'intérêt. Il ne causait pas, mais il parlait; moyennant l'abondance de ses idées et la facilité de son élocution, il savait adroitement s'emparer de la parole, et l'une de ses tournures de phrase habituelles était celle de vous dire : « Je vois ce que vous voulez; vous désirez arriver à tel but; eh bien, allons droit à la question. »

Cependant il n'en écoutait pas moins les remarques et les objections qu'on lui adressait; il les accueillait, les débattait ou les repoussait, sans sortir ni du ton ni de la mesure d'une discussion d'affaires, et je n'ai jamais éprouvé le moindre embarras à lui dire ce que je croyais la vérité, lors même qu'elle n'était pas faite pour lui plaire.

De même que dans ses conceptions tout était clair et précis, ce qui réclamait de l'action ne lui présentait ni difficulté ni incertitude. Les règles reçues ne l'embarrassaient guère. Dans la pratique comme dans la discussion il marchait vers son but, sans s'arrêter à des considérations qu'il traitait comme secondaires, et dont trop souvent peut-être il dédaignait l'importance. La ligne la plus droite pour arriver à l'objet qu'il tenait

en vue, était celle qu'il choisissait de préférence et qu'il poursuivait jusqu'au bout, tant que rien ne l'engageait à s'en écarter; mais aussi, sans être l'esclave de ses plans, il savait les abandonner ou les modifier du moment que son point de vue venait à changer, ou lorsque de nouvelles combinaisons lui offraient le moyen de l'atteindre plus efficacement par des voies différentes.

Il possédait peu de connaissances scientifiques. Ses partisans se sont appliqués plus spécialement à accréditer l'opinion qu'il était profond mathématicien. Ce qu'il connaissait des sciences mathématiques ne l'eût point élevé au-dessus de tout officier formé, comme lui, pour l'arme de l'artillerie; mais ses facultés naturelles suppléaient au savoir. Il est devenu législateur et administrateur, comme grand capitaine, par suite de son seul instinct. La trempe de son esprit le conduisait toujours vers le positif; il repoussait les idées vagues, il abhorrait également les rêves des visionnaires et les abstractions des idéologues, et il traitait de rabâchage tout ce qui ne lui présentait pas des aperçus clairs et des résultats utiles. Il n'accordait réellement la valeur de sciences qu'aux seules connaissances que l'usage des sens peut servir à contrôler et à vérifier, à celles qui s'appuient sur des observations et des expériences. Il avait voué un profond mépris à la fausse philosophie comme à la fausse philanthropie du dix-huitième siècle. Parmi les coryphées de ces doctrines, Voltaire était surtout l'objet de son aversion, et il poussait ce sentiment au point d'attaquer même, à tout propos, l'opinion générale sur son mérite littéraire.

Napoléon n'était pas irréligieux dans le sens ordinaire de ce terme. Il n'admettait pas qu'il eût jamais existé un athée de bonne foi; il condamnait le déisme comme fruit d'une spéculation téméraire. Chrétien et catholique, ce n'est qu'à la religion positive qu'il reconnaissait le droit de gouverner les sociétés humaines. Il regardait le christianisme comme la base de toute civilisation véritable, le catholicisme comme le culte le plus favorable au maintien de l'ordre et de la tranquillité du monde moral, le protestantisme comme une source de

troubles et de déchirements. Indifférent quant à sa personne aux pratiques religieuses, il les respectait trop pour jamais se permettre des plaisanteries sur ceux qui les suivaient. Il est possible que la religion ait été en lui moins une affaire de sentiment que le résultat d'une politique éclairée; mais, quel qu'ait été à cet égard le secret de son âme, il eut soin de ne point le trahir. Ses opinions sur les hommes se concentraient dans une idée qui, malheureusement pour lui, avait acquis dans sa pensée la force d'un axiome. Il était persuadé que nul homme, appelé à paraître sur la scène publique ou engagé seulement dans les poursuites actives de la vie, ne se conduisait ni ne pouvait être conduit par un autre ressort que celui de l'intérêt. Il ne niait pas la vertu et l'honneur, mais il prétendait que ni l'un ni l'autre de ces sentiments n'avait jamais servi de principal guide qu'à ceux qu'il qualifiait de rêveurs et auxquels, à ce titre, il refusait dans sa pensée toute faculté requise pour prendre part avec succès aux affaires de la société. J'ai passé bien des moments à discuter avec lui cette thèse que repoussait ma conviction, et dont je tâchais de lui démontrer la fausseté, du moins dans la latitude qu'il donnait à son application. Je n'ai jamais réussi à le faire fléchir sur cet article *.

Il était doué d'un tact particulier pour reconnaître les hommes qui pourraient lui être utiles. Il découvrait bien vite en eux le côté par lequel il en tirerait le plus de parti. N'oubliant cependant jamais de rechercher le gage de leur fidélité dans un calcul d'intérêt, il avait soin de les lier à sa propre

* Ce qui est dit ici des motifs peu louables auxquels Napoléon attribuait toutes les actions humaines, rappelle le jugement que Montaigne a porté sur le célèbre historien italien Guicciardini. Le passage suivant pourrait s'appliquer mot pour mot à Napoléon : « J'ai remarqué que de tant d'actes et d'effets qu'il juge, de tant de mouvements et conseils, il n'en rapporte jamais un seul à la vertu, religion et conscience, comme si ces parties-là étaient du tout éteintes au monde; et de toutes les actions, pour belles par apparence qu'elles soient d'elles-mêmes, il en rejette la cause à quelque occasion vicieuse ou à quelque profit. Il est impossible d'imaginer que, parmi cet infini nombre d'actions de quoi il juge, il n'y en ait eu quelqu'une produite par la voie de la raison : nulle corruption ne peut avoir saisi les hommes si universellement, que quelqu'un n'échappe à la contagion. Cela me fait craindre qu'il y ait un

fortune, en les compromettant de manière à ce que tout retour à d'autres engagements leur fût coupé. Il avait surtout étudié le caractère national des Français, et l'histoire de sa vie a prouvé qu'il l'avait bien saisi. Il regardait en particulier les Parisiens comme des enfants, et comparait souvent Paris au grand Opéra. Lui ayant reproché un jour les faussetés palpables dont fourmillaient la plupart de ses bulletins, il me dit en riant : « Ce n'est pas pour vous que je les écris ; les Parisiens croient tout, et je pourrais leur conter de bien autres choses encore, qu'ils ne se refuseraient pas à les admettre. » Il lui arrivait fréquemment dans ses entretiens de se livrer à des discussions historiques. Ces discussions décelaient ordinairement chez lui une connaissance imparfaite des faits, mais une sagacité extrême à apprécier les causes et à prévoir les conséquences. Il devinait ainsi plus qu'il ne savait, et, tout en prêtant aux personnes et aux événements la couleur de son propre esprit, il les expliquait d'une manière ingénieuse. Comme il revenait toujours sur les mêmes citations, il devait avoir puisé dans un petit nombre d'ouvrages, et particulièrement d'abrégés, les points les plus saillants de l'histoire ancienne et de l'histoire de France. Il portait cependant dans sa mémoire un recueil assez riche de noms et de faits, pour en imposer à ceux dont les études étaient moins solides encore que les siennes. Ses héros étaient Alexandre, César, et surtout Charlemagne. La prétention d'être le successeur de fait et de droit de celui-ci l'occupait singulièrement. Je l'ai vu se perdre avec moi dans des discussions interminables pour soutenir cet étrange para-

peu du vice de son goût ; et il peut être advenu qu'il ait estimé autrui selon soi. » (*Essais*, I, II, chap. x.) Je crois avoir lu quelque part que Napoléon faisait grand cas de Guicciardini. Ce qui est certain, c'est qu'il admirait sincèrement Machiavel. Or, il y a entre Guicciardini et Machiavel, quoique tous les deux vrais enfants de leur siècle, cette différence notable, que l'un se contentait de peindre la dépravation générale de ses contemporains sous les couleurs hideuses de la vérité, sans avoir l'air d'y applaudir, tandis que l'autre en était le plus zélé et le plus impudent panégyriste ; tout ce que l'on a fait pour absoudre Machiavel de ce reproche n'est qu'un tissu de mauvais sophismes. Il était l'homme de son temps, voilà tout ce que l'on peut dire pour l'excuser.

doxe par les plus faibles raisonnements. Ce fut apparemment ma qualité d'ambassadeur d'Autriche qui me valut son obstination sur ce chapitre.

Un de ses regrets les plus vifs et les plus constants était de ne pas pouvoir invoquer le principe de la légitimité comme base de sa puissance. Peu d'hommes ont plus profondément senti que lui combien l'autorité, privée de ce fondement, est précaire et fragile, et combien elle prête le flanc aux attaques. Toutefois il ne manquait aucune occasion pour protester envers moi, avec empressement, contre ceux qui pourraient s'imaginer qu'il occupait le trône en qualité d'usurpateur. « Le trône de France, m'a-t-il dit plus d'une fois, était vacant. Louis XVI n'a pas su s'y maintenir. Si j'eusse été à sa place, la Révolution — malgré les progrès immenses qu'elle avait faits dans les esprits sous les règnes précédents — ne se serait jamais consommée. Le Roi tombé, la République s'est emparée du sol de la France; c'est elle que j'ai déplacée. L'ancien trône était enseveli sous ses décombres; j'ai dû en fonder un nouveau. Les Bourbons ne sauraient régner sur cette création ; ma force consiste dans ma fortune; je suis nouveau comme l'Empire ; il y a donc entre l'Empire et moi homogénéité parfaite.»

Cependant j'ai souvent pensé qu'en s'exprimant ainsi, Napoléon ne cherchait qu'à s'étourdir ou à dérouter l'opinion, et la démarche directe qu'il fit envers Louis XVIII, en 1804, semble confirmer ce soupçon. Me parlant un jour de cette démarche, il me dit : « La réponse de Monsieur était noble, elle était pleine de fortes traditions. Il y a dans les *légitimes* quelque chose qui ne tient pas au seul esprit. Si Monsieur n'avait consulté que son esprit, il se serait arrangé avec moi, et je lui aurais fait un sort magnifique. »

Il était de même très-frappé de l'idée de ramener à la Divinité l'origine de l'autorité suprême. Il me dit un jour à Compiègne, peu après son mariage avec l'Archiduchesse : «Je vois que l'Impératrice, en écrivant à son père, met sur l'adresse : *A Sa Sacrée Majesté Impériale*. Ce titre est-il d'usage chez vous ? » Je lui dis qu'il l'était, par la tradition de l'ancien Empire germanique qui portait le titre de Saint-Empire, et

parce qu'il était également attaché à la Couronne apostolique de Hongrie. Napoléon me répliqua alors d'un ton solennel : « L'usage est beau et bien entendu. Le pouvoir vient de Dieu, et c'est par là seulement qu'il peut se trouver placé hors de l'atteinte des hommes. D'ici à quelque temps j'adopterai le même titre. »

Il attachait beaucoup de prix à la noblesse de sa naissance et à l'antiquité de sa famille. Plus d'une fois il a pris à tâche de me démontrer que l'envie et la calomnie seules avaient pu jeter du louche sur sa noblesse. « Je suis placé, me dit-il, dans une position singulière. Je trouve des généalogistes qui voudraient faire remonter ma race jusqu'au déluge, et il existe des partis qui prétendent que je suis né roturier. La vérité est entre les deux. Les Buonaparte sont de bons gentilshommes corses, peu illustres, puisque nous ne sortions guère de notre île, mais bien meilleurs que beaucoup de freluquets qui s'avisent de nous ravaler. »

Napoléon se regardait comme un être isolé dans le monde, fait pour le gouverner et pour diriger tous les esprits à son gré. Il n'avait d'autre considération pour les hommes que celle que peut avoir un chef d'atelier pour ses ouvriers*. L'un de ceux auxquels il paraissait le plus attaché était Duroc. « Il m'aime comme un chien aime son maître. » C'est la phrase dont il se servit en me parlant de lui. Il comparait le sentiment de Berthier pour sa personne à celui d'une bonne d'enfant. Ces comparaisons, loin d'être étrangères à sa théorie des mobiles qui font agir les hommes, en étaient une conséquence naturelle ; là où il rencontrait des sentiments auxquels il ne pouvait pas appliquer son calcul de pur intérêt, il en cherchait la source dans une espèce d'instinct.

* Le maréchal Lannes fut blessé à mort à la journée d'Aspern. Les bulletins de l'armée française relatent les paroles qu'il aurait prononcées. Voici ce que m'en a dit Napoléon lui-même : « Vous avez lu la phrase que j'ai mise dans la bouche de Lannes, — il n'y a pas pensé ! Quand le maréchal prononça mon nom, on vint me le dire, et sur-le-champ je le déclarai mort. Lannes me détestait cordialement. Il m'a nommé, comme les athées nomment Dieu quand ils arrivent à l'article de la mort. Lannes m'ayant nommé, j'ai dû le regarder comme décidément perdu. »

On a beaucoup parlé de la superstition de Napoléon et presque autant de son manque de bravoure personnelle. L'une et l'autre de ces accusations reposaient, ou sur des notions fausses, ou sur des aperçus mal dirigés. Napoléon croyait à la fortune, et qui plus que lui en avait fait l'essai? Il aimait à vanter son étoile ; il était fort aise que le vulgaire ne répugnât pas à le croire un être privilégié ; mais il ne se trompait pas sur lui-même, et, qui plus est, il ne se souciait point d'accorder à la fortune une trop grande part dans son élévation. Je lui ai souvent entendu dire : « On m'appelle heureux parce que je suis habile ; ce sont les hommes faibles qui accusent de bonheur les hommes forts. »

Je citerai ici une anecdote qui prouve jusqu'à quel point il comptait sur l'énergie de son âme et se croyait au-dessus des accidents de la vie. Parmi les paradoxes qu'il se plaisait à soutenir sur des questions de médecine et de physiologie (sujets qu'il abordait avec une sorte de prédilection), il prétendait que la mort n'était souvent que l'effet d'une absence de volonté énergique dans les individus. Un jour, à Saint-Cloud, il avait fait une chute dangereuse (il avait été jeté d'une calèche sur une borne qui manqua lui enfoncer l'estomac) *; le lendemain, lorsque je lui demandai des nouvelles de sa santé, il me répondit avec un grand sérieux : « J'ai complété hier mes expériences sur le pouvoir de la volonté; quand le coup a porté sur mon estomac, j'ai senti la vie m'échapper; j'ai tout juste eu le temps de me dire que je ne voulais pas mourir, et je vis! tout autre à ma place serait mort. » Si l'on veut appeler cela superstition, il faut convenir au moins qu'elle était bien différente de celle qui lui a été attribuée.

Il en est de même de sa bravoure. Il tenait fortement à la vie ; mais une somme immense de destinées se trouvant liée à la sienne, il lui était permis, sans doute, d'y voir autre chose

* Je ne suis point éloigné de croire que cet accident a pu contribuer à développer le germe de la maladie à laquelle Napoléon a succombé à Sainte-Hélène, et je suis surpris que cette remarque n'ait jamais été faite. Il est vrai, toutefois, qu'il m'a désigné plusieurs fois cette maladie comme héréditaire dans sa famille.

que la chétive existence d'un individu. Il ne se croyait donc point appelé à exposer « César et sa fortune » uniquement pour faire preuve de courage. D'autres grands capitaines ont pensé et agi comme lui. S'il manquait de cet aiguillon qui constitue les casse-cou, ce n'était certainement pas une raison pour le taxer de poltronnerie, comme quelques-uns de ses ennemis n'ont pas hésité à le faire. L'histoire de ses campagnes a suffisamment prouvé qu'il était toujours à la place, dangereuse ou non, qui convenait au chef d'une grande armée.

Dans la vie privée, sans jamais avoir été d'un commerce aimable, il était facile, et il poussait même souvent l'indulgence jusqu'à la faiblesse. Bon fils et bon parent, avec ces nuances que l'on rencontre plus particulièrement dans l'intérieur des familles bourgeoises italiennes, il souffrait des débordements de quelques-uns des siens, sans déployer une force de volonté suffisante pour en arrêter le cours, lors même qu'il aurait dû le faire dans son intérêt évident. Ses sœurs en particulier obtenaient de lui tout ce qu'elles voulaient.

Ni l'une ni l'autre de ses épouses n'ont jamais eu à se plaindre des procédés personnels de Napoléon. Bien que le fait soit assez constaté, un mot de l'Archiduchesse Marie-Louise le mettra dans un nouveau jour. « Je suis sûre, me dit-elle quelque temps après son mariage, qu'à Vienne on s'occupe beaucoup de moi, et que l'opinion générale y est que je suis livrée à des angoisses journalières. C'est ainsi que la vérité n'est souvent pas vraisemblable. Je n'ai pas peur de Napoléon, mais je commence à croire qu'il a peur de moi. »

Simple, et souvent même coulant comme il l'était dans la société privée, il se montrait peu à son avantage dans le grand monde. On imaginerait difficilement plus de gaucherie dans la tenue que Napoléon n'en avait dans un salon. Les peines qu'il se donnait pour corriger les défauts de sa nature et de son éducation ne faisaient que d'autant plus ressortir tout ce qui lui manquait. Je suis persuadé qu'il eût fait de grands sacrifices pour pouvoir hausser sa taille et ennoblir sa tournure, qui, à mesure que son embonpoint augmentait, devenait plus commune. Il marchait de préférence sur la pointe des pieds ; il

s'était donné une espèce de mouvement de corps qu'il avait copié des Bourbons. Ses costumes étaient étudiés pour faire contraste, dans leurs rapprochements, avec ceux du cercle qui l'entourait, ou par leur extrême simplicité ou par leur extrême magnificence. Il est certain qu'il a fait venir Talma pour apprendre des poses. Il protégeait beaucoup cet acteur, et son affection tenait en grande partie à une ressemblance qui, en effet, existait entre eux. Il était bien aise de voir Talma en scène; on eût dit qu'il se retrouvait en lui. Jamais il n'est sorti de sa bouche un mot gracieux ni seulement bien tourné vis-à-vis d'une femme, bien que l'effort pour en trouver s'exprimât souvent sur sa figure et dans le son de sa voix. Il ne parlait aux dames que de leur toilette, dont il se déclarait juge minutieux et sévère, ou bien du nombre de leurs enfants, et l'une de ses questions habituelles était si elles les avaient nourris elles-mêmes, question qu'il leur adressait ordinairement dans les termes les moins usités en bonne compagnie. Il s'avisait aussi parfois de leur faire subir en quelque sorte des interrogatoires sur des relations secrètes de société, ce qui donnait à ses entretiens plutôt l'air d'admonestations déplacées, au moins dans le choix du lieu et des formes, que le caractère poli des conversations d'un salon. Ce défaut de savoir-vivre lui attira plus d'une fois des réparties qu'il n'eut pas l'adresse de relever. Son sentiment contre les femmes se mêlant de politique ou d'administration était poussé jusqu'à la haine*.

Pour juger cet homme extraordinaire, il faut le suivre sur le grand théâtre pour lequel il était né. La fortune avait sans doute beaucoup fait pour Napoléon, mais par la force de son caractère, par l'activité et la lucidité de son esprit, et par son

* Madame de Staël s'adressa à moi en 1810 pour obtenir de Napoléon, par mon intermédiaire, la permission d'habiter Paris. Tout le monde a connu le prix extraordinaire qu'elle attachait à cette faveur, et je puis me dispenser d'en retracer les motifs. Je n'avais pas de raison pour accorder un intérêt particulier à la sollicitation de madame de Staël; je savais d'ailleurs que ma protection lui serait peu utile. Il se présenta cependant une occasion où je pus placer sous les yeux de Napoléon la demande de cette femme célèbre : « Je ne veux pas de madame de Staël à Paris, me dit-il, et j'ai pour cela de

génie pour les grandes combinaisons de l'art militaire, il s'était mis au niveau de la place qu'elle lui avait destinée. N'ayant qu'une seule passion, celle du pouvoir, il ne perdait jamais ni son temps ni ses moyens à des objets qui eussent pu l'éloigner de son but. Maître de lui-même, il le devint bientôt des hommes et des événements. Dans quelque temps qu'il eût paru, il aurait joué un rôle marquant. Mais l'époque où il fit les premiers pas de sa carrière était particulièrement propre à faciliter son élévation. Entouré d'individus qui, au milieu d'un monde en dissolution, marchaient au hasard, sans direction fixe, et livrés à tous les genres d'ambition et de convoitise, lui seul sut former un plan, y tenir ferme et le conduire à sa fin. C'est dans le cours de sa seconde campagne d'Italie qu'il a conçu celui qui devait le porter au sommet de la puissance. « Jeune, m'a-t-il dit, j'ai été révolutionnaire par ignorance et par ambition. A l'âge de la raison, j'ai suivi ses conseils et mon instinct, et j'ai écrasé la Révolution. »

Il était tellement habitué à se regarder comme nécessaire au maintien du système qu'il avait créé, qu'à la fin il ne comprenait plus comment le monde pourrait aller sans lui. Je n'ai aucun doute que ce ne fût du fond de son âme et de pleine conviction que, dans notre entretien à Dresde en 1813, il me dit ces propres paroles : « Je périrai peut-être, mais j'entraînerai dans ma chute les trônes et la société tout entière. »

Les succès prodigieux dont sa vie était remplie avaient sans doute fini par l'aveugler; mais jusqu'à la campagne de 1812, où pour la première fois il succomba sous le poids des illusions, il n'avait jamais perdu de vue les calculs profondément réfléchis par lesquels il avait tant de fois triomphé. Même après le désastre de Moscou, nous l'avons vu défendre son

bonnes raisons. » Je lui répondis que, s'il pouvait en être ainsi, il n'était pas moins certain que, par sa manière de traiter une femme, il lui donnait un relief que, sans cela, elle n'aurait peut-être pas. « Si madame de Staël, me répondit Napoléon, voulait ou savait être royaliste ou républicaine, je n'aurais rien contre elle; mais elle est une machine à mouvement qui remue les salons. Ce n'est qu'en France qu'une pareille femme est à craindre, et je n'en veux pas. »

existence avec autant de sang-froid que d'énergie, et sa campagne de 1814 fut sans contredit celle dans laquelle, avec des moyens fort réduits, il déploya le plus de talent militaire. Je n'ai jamais été de ceux, — et leur nombre était considérable, — qui ont cru qu'après les événements de 1814 et 1815 il essayerait de se créer une nouvelle carrière, en descendant au rôle d'aventurier et en donnant dans des projets romanesques. Son esprit et la trempe de son âme lui faisaient mépriser tout ce qui était petit. Semblable aux gros joueurs, les chances d'une partie mesquine, au lieu de lui plaire, l'eussent abreuvé de dégoût.

On a souvent agité la question si Napoléon était foncièrement bon ou méchant. Il m'a toujours paru que ces épithètes, telles qu'on les entend ordinairement, ne sont point applicables à un caractère comme le sien. Constamment occupé d'un seul objet, livré jour et nuit au soin de tenir le gouvernail d'un empire qui, dans ses accroissements progressifs, a fini par embrasser les intérêts d'une grande partie de l'Europe, il ne reculait jamais devant la crainte des froissements qu'il pouvait causer, ni même devant la somme immense de souffrances individuelles, inséparables de l'exécution de ses projets. Tel qu'un char lancé écrase ce qu'il rencontre sur sa route, Napoléon ne songeait qu'à avancer. Il ne tenait aucun compte de ceux qui n'avaient pas su se mettre en garde ; il était tenté parfois de les accuser de stupidité. Impassible pour tout ce qui se trouvait hors de la direction de sa route, il ne s'en occupait ni en bien ni en mal. Il a pu compatir aux malheurs bourgeois; il était indifférent aux malheurs politiques.

Il en était de même par rapport aux instruments dont il se servait. La générosité désintéressée n'était pas dans son âme; il ne dispensait ses faveurs et ses bienfaits qu'en raison du prix qu'il attachait à l'utilité de ceux qui les recevaient. Il traitait les autres comme il se croyait traité par eux. Il acceptait tous les services, sans scruter ni les motifs, ni les opinions, ni les antécédents de ceux qui les lui offraient, sauf à en faire usage dans le seul calcul de ses propres besoins.

Napoléon avait deux faces. Comme homme privé, il était facile et traitable, sans être ni bon ni méchant. En sa qualité d'homme d'État, il n'admettait aucun sentiment, il ne se décidait ni par affection ni par haine. Il écrasait ou écartait ses ennemis, sans consulter autre chose que la nécessité ou l'intérêt de s'en défaire. Ce but atteint, il les oubliait et ne les persécutait pas.

On a fait bien des tentatives inutiles et dépensé vainement beaucoup d'érudition pour comparer Napoléon à tel ou tel de ses prédécesseurs dans la carrière des conquêtes et des bouleversements politiques. La manie des parallèles a fait un mal réel à l'histoire; elle a répandu un faux jour sur les caractères les plus marquants, et elle a souvent entièrement dénaturé le point de vue sous lequel il fallait les envisager. Il est impossible de juger un homme en le détachant du cadre dans lequel il s'est trouvé placé et de l'ensemble des circonstances qui ont agi sur lui. Quand même la nature se serait plu à créer deux individus absolument semblables, leur développement dans des temps et des situations qui n'admettraient aucune analogie effacerait nécessairement leur ressemblance première et confondrait le peintre maladroit qui voudrait la reproduire avec son pinceau. Le véritable historien, celui qui sait tenir compte des éléments variés à l'infini qui doivent entrer dans la composition de ses tableaux, celui-là, dis-je, renoncera bien volontiers à la vaine prétention de comparer Napoléon, soit aux héros de l'antiquité, soit aux conquérants barbares du moyen âge, soit (excepté pour le talent militaire) à un grand Roi du siècle dernier, soit à un usurpateur de la trempe de Cromwell. Aucun de ces rapprochements hasardés ne saurait offrir de nouvelles lumières à l'instruction de la postérité, mais inévitablement ils fausseraient la vérité de l'histoire.

Le système de conquêtes de Napoléon était d'ailleurs d'un caractère tout particulier. La domination universelle à laquelle il visait n'avait pas pour objet de concentrer dans ses mains le gouvernement direct d'une masse énorme de pays, mais d'établir une suprématie centrale sur les États de l'Europe,

d'après l'idéal défiguré et exagéré de l'Empire de Charlemagne. Si des considérations momentanées lui ont fait abandonner ce système, si elles l'ont entraîné à s'approprier ou à incorporer au territoire français des contrées auxquelles, pour son intérêt bien entendu, il n'aurait pas dû toucher, ces mesures essentiellement nuisibles à l'affermissement de son pouvoir, loin d'avancer le développement du grand plan qui occupait le fond de sa pensée, n'ont servi qu'à le renverser et à le détruire. Ce plan se serait également étendu à l'Église. Il voulait fixer à Paris le siége du catholicisme, et détacher le Pape de tout intérêt temporel en lui assurant la suprématie spirituelle sous l'égide de la France impériale.

Dans ses combinaisons politiques et militaires, Napoléon ne manquait pas de faire une large part à la faiblesse et aux fautes de ceux qu'il avait à combattre. Il faut convenir qu'une longue expérience ne l'autorisait que trop à suivre ce principe. Mais il est certain aussi qu'il en a abusé, et que l'habitude de mépriser les facultés et les moyens d'action de ses adversaires a été une des pricipales causes de sa chute. L'alliance de 1813 l'a tué, parce qu'il n'a jamais pu se persuader qu'une coalition pourrait maintenir l'esprit d'union parmi ses membres et persévérer dans le but de son action.

L'opinion du monde est partagée encore, et le sera peut-être toujours, sur la question si Napoléon a mérité en effet le titre de grand homme. Il serait impossible de disputer de grandes qualités à celui qui, sorti de l'obscurité, a pu, en peu d'années, devenir le plus fort et le plus puissant parmi ses contemporains. Mais force, puissance, supériorité, sont des termes plus ou moins relatifs. Pour apprécier au juste le degré de génie qu'il a fallu à un homme pour dominer son siècle, il faut avoir la mesure de ce siècle. Tel est le point de départ qui établit une divergence essentielle dans les jugements sur Napoléon. Si l'ère de la Révolution française a été, comme ses admirateurs le pensent, l'époque la plus brillante, la plus glorieuse de l'histoire moderne, Napoléon, qui a su y atteindre la première place et la conserver pendant quinze ans, a été, sans contredit, un des plus grands hommes qui jamais

aient paru. Si, au contraire, il n'a eu qu'à s'élever comme un météore au-dessus des brouillards d'une dissolution générale, s'il n'a trouvé autour de lui qu'un état social ruiné par l'excès d'une fausse civilisation; s'il n'a eu à combattre que des résistances amorties par la lassitude universelle, des rivalités impuissantes, des passions ignobles, enfin, au dehors comme au dedans, des adversaires désunis et paralysés par leur désunion, il est certain que l'éclat de ses succès diminue à proportion de la facilité qu'il a eue à les obtenir. Or, comme dans notre opinion telle a été en effet la position des choses, tout en reconnaissant ce qu'il y a eu d'extraordinaire et d'imposant dans la carrière de Napoléon, nous ne sommes point en danger de nous exagérer l'idée de sa grandeur.

Le vaste édifice qu'il avait construit était exclusivement l'ouvrage de ses mains, et lui-même en a été la clef de voûte. Mais cette gigantesque construction manquait essentiellement de base; les matériaux qui la composaient n'étaient que les décombres d'autres édifices, les uns pourris, les autres sans consistance dès leur création. La clef de voûte a été soulevée, et le bâtiment a croulé de fond en comble.

Telle est, en peu de mots, l'histoire de l'Empire français. Conçu et créé par Napoléon, il n'a existé qu'en lui seul; avec lui, il a dû s'éteindre *.

* Dans les deux derniers mois de l'année 1853, parurent deux ouvrages qui, bien que d'importance différente, ont une valeur particulière pour celui qui veut bien juger la personnalité de Napoléon. Ces ouvrages sont : les *Mémoires du Roi Joseph* (de Naples et d'Espagne) et l'*Histoire de Napoléon à Sainte-Hélène,* d'après les écrits posthumes de sir Hudson Lowe. Les deux livres peignent l'esprit et le caractère du personnage dans les situations les plus opposées : dans celle de maître du monde et dans celle d'un prisonnier d'État relégué dans une île de l'Océan. Non-seulement Napoléon fournit la matière des deux ouvrages, mais encore il y paraît *agissant lui-même*. Quelle est l'impression que cette lecture laisse à l'observateur impartial? Certainement il ne se fait pas une idée exagérée de la grande figure de l'homme qui, pendant plusieurs années, a tenu dans ses mains les destinées de l'Europe.

Pour moi personnellement, les écrits en question ne m'apprennent rien de nouveau; ils ne modifient pas même l'opinion que je m'étais faite sur Napoléon; car cette opinion m'a été imposée en quelque sorte par les relations directes que j'ai eues avec lui pendant plusieurs années, relations sans exemple dans la vie d'un autre que d'un Français. J'ai toujours jugé sans

DÉTAILS CARACTÉRISTIQUES DESTINÉS A COMPLÉTER LE PORTRAIT DE NAPOLÉON D'APRÈS DES NOTES DU PRINCE DE METTERNICH.

LE COURONNEMENT DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE.

Peu après sa sortie du ministère, le cardinal Consalvi m'a raconté le fait suivant, relatif à la nullité du mariage de l'Empereur Napoléon et de l'Impératrice Joséphine.

L'Empereur Napoléon n'avait invité le Pape à venir couronner à Paris que lui seul. Il ne fut jamais question du couronnement de l'Impératrice Joséphine dans les longues négociations qui eurent lieu pour vaincre la répugnance de Sa Sainteté à faire ce voyage; on ne lui nomma cette princesse, pendant son séjour à Paris, qu'à la veille du couronnement. Sa Sainteté insista itérativement pour être instruite des détails et du cérémonial de la fête; mais on évita de lui en donner la moindre connaissance, alléguant des prétextes frivoles qui impatientèrent le Pape, au point qu'il déclara qu'il n'officierait pas dans cette fonction solennelle, s'il n'était informé plusieurs jours à l'avance du rôle qu'on lui destinait, et des formules de serment qui devaient être articulées. On lui promit alors de le satisfaire ; mais, de retards en retards, la communication qu'il désirait ne lui fut faite que la veille même du jour fixé et annoncé à toute la nation dans les feuilles publiques, pour célébrer le couronnement.

Le Saint-Père s'aperçut, à son extrême surprise, qu'il s'agissait de couronner l'Impératrice en même temps que Napoléon.

prévention les rares qualités de son esprit, sa force de volonté, ses faiblesses; je les ai toujours vues sous leur vrai jour, je n'ai pas craint de les soumettre à un contrôle sévère, et j'ai osé les retracer à Napoléon lui-même dans plus d'un moment décisif.

Devant ces récentes publications historiques s'évanouissent toutes les élucubrations sorties de la plume des compagnons de l'exilé de Sainte-Hélène, et souvent de celle de Napoléon lui-même, tous ces récits qui nous montrent le personnage non pas *tel qu'il était*, mais *tel qu'il voulait paraître devant le monde*.

Le Pape fut indécis sur le parti qu'il devait prendre; d'un côté, il n'avait aucune preuve de la validité du mariage de l'Empereur, contracté à une époque où ce sacrement n'était considéré que comme un contrat civil; d'un autre côté, comment hésiter à célébrer le couronnement le lendemain, jour annoncé publiquement à la nation? Un refus de sa part l'eût exposé à jouer un rôle humiliant, puisque Napoléon aurait pu se faire couronner par l'archevêque de Paris ou par le cardinal Fesch, et condamner le Pape à une nullité d'autant plus sensible que son voyage avait eu plus d'éclat; d'ailleurs, le mécontentement de Napoléon aurait sans doute fait avorter le but qui détermina réellement le Saint-Père à entreprendre ce voyage. Il se serait exposé à ne retirer aucun fruit d'une démarche qu'il reconnaissait devoir à cette époque indisposer les puissances catholiques et le monde chrétien. Il avait reçu des assurances réitérées qu'on se prêterait à réformer et refondre les articles organiques que le Gouvernement français avait insérés, à l'insu de Sa Sainteté, à la suite du Concordat, et à prendre des arrangements sur les affaires ecclésiastiques et en faveur du clergé français. Ces considérations, importantes pour le Souverain Pontife, l'avaient emporté sur le blâme qu'il ne se dissimulait point devoir s'attirer par un voyage qu'on lui a longtemps reproché.

Le Saint-Père, entraîné néanmoins par le sentiment de ses devoirs, se disposait à déclarer qu'il ne paraîtrait point à l'auguste cérémonie et sacrifierait tous ses intérêts, s'il ne recevait des preuves immédiates de la validité du mariage entre l'Empereur et l'Impératrice Joséphine.

Sur ces entrefaites, deux ou trois évêques français, que le cardinal Consalvi me nomma, vinrent présenter leurs hommages au Saint-Père; il leur communiqua le sujet de l'agitation et des inquiétudes que sa physionomie trahissait. Les évêques le rassurèrent sur ses doutes, lui donnèrent des détails sur le mariage de Napoléon avec Joséphine et sur le lien sacramentel qui les avait unis. Le Saint-Père, trompé, surpris dans sa bonne foi, les couronna le lendemain, et ce ne fut que plusieurs jours après cette cérémonie qu'il apprit que

l'on avait abusé de sa crédulité. Il fut tenté d'éclater, mais la considération qu'il s'attirerait un blâme général en informant le public qu'il avait sacré et couronné l'Impératrice sans être préalablement sûr des liens qui unissaient cette princesse à Napoléon, qu'il avait pour ainsi dire sanctionné un concubinage, le retint. Il sentit que la dissimulation et la surprise dont on avait usé envers lui ne l'excuseraient point, et qu'on l'aurait taxé de faiblesse; il prit donc le parti du silence, mais ne cessa de faire les plus fortes remontrances à Napoléon et de l'engager à réparer un tort que le Pape ne lui a jamais pardonné.

Peu après commencèrent les vives discussions qui entraînèrent les malheurs du Pape, et cette confidence me fut faite lorsque l'aigreur et l'animosité avaient amené les affaires à un point où toute conciliation devenait impossible, et pour me donner une preuve de plus combien les griefs du Pape dataient de loin, et étaient nombreux et fondés.

Cette circonstance ne fut connue que de trois cardinaux; ils étaient outrés de la perfidie injustifiable des évêques, mais ils taxaient aussi le Saint-Père d'un peu trop de crédulité à cette occasion.

RÉCEPTION DES DIPLOMATES APRÈS LE RETOUR DE NAPOLÉON DE TILSIT (1807).

L'Empereur parut à l'audience diplomatique du 2 août de bonne humeur; on s'était dit assez généralement à l'oreille, depuis son arrivée à Paris, que ses manières avaient beaucoup changé, et qu'on ne serait probablement plus exposé aux incartades trop connues qu'il faisait subir au corps diplomatique. La petite description suivante prouvera à quel point cette attente a été fondée.

L'Empereur, comme de coutume, commença sa ronde par le cardinal-légat, mais ne lui dit rien; il s'avança droit vers moi et m'entretint très-gracieusement sur divers sujets. Il me demanda des nouvelles de Sa Majesté Impériale, des détails sur son séjour à Baden, etc. En s'approchant du prince de Masserano, il lui dit: « J'apprends que le Roi d'Espagne a été

indisposé; cela ne l'aura pas empêché de chasser comme à l'ordinaire deux fois par jour. »

Puis, s'adressant au ministre de Danemark : « Vous avez donc laissé violer la Baltique? Nous posions en principe que vous en étiez les gardiens. » Le baron de Dreger ayant répondu une assez longue phrase que je ne pus entendre : « La chose sera, j'espère, arrangée à l'heure qu'il est », lui répondit l'Empereur.

Au général Armstrong, ministre des États-Unis : « Avez-vous appris le français depuis? » Ce ministre ne parle et ne comprend que l'anglais.

L'Empereur, en revenant sur ses pas, ayant l'habitude de faire toujours deux fois le tour du cercle, et s'approchant de nouveau de lui, le général détourna la tête pour éviter la discussion grammaticale que probablement il craignait.

Après une longue phrase à l'ambassadeur de Portugal, il finit par lui dire : « Cela ne peut pas durer; il nous faut la paix ou la guerre. »

En revenant, il causa encore avec moi, et termina le cercle par la sortie suivante, adressée en italien au nonce : « Vous êtes mauvais chrétiens, vous autres, à Rome; vous laissez quinze siéges épiscopaux vacants. Et cette prétention de faire aller à Rome les évêques du royaume d'Italie pour y chercher l'investiture! L'Empereur Joseph s'y était déjà opposé : comment peut-on croire que j'y consentirai actuellement! Si Jésus-Christ avait institué le pèlerinage de Rome comme Mahomet celui de la Mecque, tout le monde irait; mais où cela est-il écrit? et ce qu'on n'exige ni de l'archevêque de Paris, ni de celui de Vienne, pourquoi le veut-on de celui de Milan? » Le nonce voulut dire un mot : « Le Saint-Père, interrompit l'Empereur, est un brave homme, mais tous ceux qui l'entourent n'ont point de tête. Eh bien! qu'il se dépouille de toute souveraineté, et qu'il se borne à la puissance spirituelle comme saint Pierre; on pourra alors souffrir qu'ils y aillent : mais je ne permettrai jamais que mes sujets aillent prêter foi et hommage à un prince étranger! » Le nonce fit encore semblant de vouloir parler : « Tout ce qui se fait là n'a pas le sens commun »,

reprit l'Empereur; et se montant de plus en plus, il finit par dire : « Eh bien, on me forcera à vous mettre à l'ordre, et alors je vous serrerai tellement, que je vous réduirai à la besace. » Il fit, en achevant cette phrase, son salut de congé au cercle, et le corps diplomatique s'éloigna.

LA COUR A FONTAINEBLEAU (1807).

L'aspect de la Cour à Fontainebleau ne laisse pas que d'offrir plusieurs objets de curiosité à l'observateur impartial.

La Cour tantôt cherche à se rapprocher des anciennes formes et tantôt les rejette comme au-dessous de la hauteur du moment. L'Empereur chasse une quarantaine de mauvais cerfs qui ont été apportés du Hanovre et du reste de l'Allemagne pour repeupler une forêt de vingt lieues de tour, parce que les Rois avaient également des jours fixes pour la chasse. Il n'aime au fond de ce plaisir que l'exercice violent qui convient à sa santé, et aussi ne fait-il que courir ventre à terre à droite et à gauche dans la forêt, sans suivre régulièrement la chasse. Il désespère sous ce rapport le maréchal Berthier, qui voudrait rétablir de l'ordre dans son département de grand veneur. Le nombre de chevaux et d'équipages étant complétement insuffisant, personne, excepté les princes étrangers, n'est admis à ces parties.

Il y a trois fois par semaine spectacle à la Cour. Les acteurs de la Comédie française reçoivent mille écus par représentation; ce taux est celui de l'ancien temps. Le reste des soirées est réparti entre les Cours de la Reine de Hollande, du Roi de Westphalie, de la grande-duchesse de Berg et de la princesse de Bade. Il y a cercle chez l'Impératrice les dimanches. Le corps diplomatique n'est admis que de temps en temps chez les princes, et ils choisissent pour cela les jours où l'Empereur ne s'y trouve pas; ni moi ni aucun de mes collègues ne l'avons encore aperçu que de loin.

Les secrétaires d'État de France et d'Italie et les deux ministres des relations extérieures et de l'intérieur sont établis à

Fontainebleau et tiennent maison ouverte pour tous les étrangers. Il serait difficile de se faire une idée de la dépense prodigieuse que font la Cour et les ministres; le château était délabré, les meubles vendus; tout est réparé, et tandis que tous les coins de Paris, toutes les principales villes de la France n'offrent que constructions nouvelles, on emploie des millions pour des objets de pur luxe et de simple fantaisie. On célébrera le 14 de ce mois les fêtes en l'honneur du mariage du prince Jérôme avec la princesse de Wurtemberg. On donnera à cette même occasion à Paris le *Triomphe de Trajan,* grand opéra qu'on prépare depuis plusieurs mois.

Le mariage du duc d'Arenberg et celui du prince héréditaire de Hohenzollern-Sigmaringen avec mesdemoiselles Tascher et Bonafoux, la première, nièce de l'Impératrice, et la seconde, nièce du prince Murat, dont elle porte maintenant le nom, devaient se faire le même jour; ils viennent d'être retardés encore d'une ou deux semaines. Rien n'annonce que la première obtienne le titre d'Altesse Impériale, ce dont la famille de son futur s'était flattée.

Mgr le grand-duc de Wurzbourg, le prince primat, les princes de Nassau et de Waldeck, sont logés au château. On accorde au premier tous les honneurs et égards dus à son rang, et Son Altesse Impériale ne cesse de se concilier généralement tous les suffrages.

L'ARISTOCRATIE NAPOLÉONIENNE (1808).

... L'Empereur Napoléon emploie les derniers moments de son séjour à Paris au déroulement successif de son vaste plan d'organisation. Les *Moniteurs* du 14 et du 16 mars renferment toutes les dispositions relatives à l'exécution de ce plan. Nous allons voir incessamment nombre d'individus titrés; tous les légionnaires prenant le titre de chevalier, il y aura de ces derniers dans les simples rangs de l'armée et dans les ateliers des artistes.

La dotation des titres est un objet d'intérêt majeur pour l'observateur étranger. Le génie de Napoléon a saisi de nou-

velles chances de lier à sa personne, à sa succession, à l'étendue de ses conquêtes, même l'intérêt particulier, ce puissant et premier mobile chez les individus surtout qui se trouvent déjà ou qui vont se trouver comblés des faveurs impériales. Il dispose maintenant de la masse immense de domaines qu'il s'est réservée dans tous les arrangements qui ont suivi la dernière guerre. Il me suffira sans doute de citer quelques exemples pour fournir les moyens de calculer le reste des faveurs qu'on va distribuer. Le maréchal Ney m'a dit lui-même que les différentes dotations en biens-fonds qu'il avait reçues en Italie, en Pologne, et qu'on venait de lui assurer en Westphalie et en Hanovre, se montaient à cinq cent mille livres de rentes *en baux*. En outre, ses appointements, la Légion d'honneur, ce qu'il perçoit des caisses de l'État sous plusieurs titres, le tout ensemble monte à trois cent mille francs. Il m'a assuré que ses revenus se trouvaient loin du maximum accordé à plusieurs de ses confrères.

L'archichancelier Cambacérès vient de recevoir une dotation de cent cinquante mille francs *ad perpetuum* sur les revenus de Parme, dont il va prendre le titre de duc. L'architrésorier Lebrun, en prenant celui de duc de Plaisance, y réunit un revenu égal. MM. de Ségur, de Champagny et Maret ont reçu chacun entre cinquante et cent mille francs de revenu en fonds de terre en Westphalie et en Hanovre. On suppose que le titre ducal leur est réservé, ainsi qu'à MM. Duroc, Caulaincourt, Savary, etc., etc. Ce dernier a trouvé dans son bureau, au moment de son retour de Saint-Pétersbourg, une assignation de cinq cent mille francs sur le trésor public. Tout général qui revient ici de l'armée reçoit mille, deux et trois mille louis pour s'amuser pendant quelques jours à Paris; c'est sous ce titre que le vice-connétable leur distribue cette gratification. La garde impériale enfin a reçu une marque particulière de la bienveillance du Souverain, qui vient d'allouer à tous les officiers une pension perpétuelle, transmissible à leurs descendants en ligne directe, savoir: 500 francs aux sous-lieutenants, 1,000 aux lieutenants, 2,000 aux capitaines, et ainsi de suite.

Si le grand point de vue d'attacher à sa personne et à sa

dynastie un nombre prodigieux de citoyens de l'Empire ressort clairement de ces immenses concessions, il en est d'autres qui n'échappent pas à l'observateur éclairé. La loi qui empêche les nouveaux titrés de vendre sans autorisation spéciale les dotations qu'ils reçoivent à l'étranger, tend visiblement à lier ces mêmes individus à la défense de ces territoires. La suprématie impériale ne s'étend pas seulement jusqu'au delà des rives de la Vistule ; Napoléon a diminué la puissance et les moyens des Souverains qui, sous sa tutelle, régissent les provinces du grand Empire, en les privant d'une masse importante de leur revenu. Il a augmenté sa puissance en plaçant ces mêmes richesses entre les mains de sujets français qui, avec ce titre, se trouveront les propriétaires les plus riches des États de la Confédération. Vingt millions afflueront tous les ans dans l'intérieur de la France ; la nouvelle noblesse les y versera dans les canaux de l'industrie, et cette seule considération établit un bilan de vingt millions en faveur de l'Empire. Que la France exporte de plus pour pareille somme dans les pays soumis à son influence, ou qu'elle lui arrive par d'autres motifs, le fait est et restera le même quant au résultat ; les biens-fonds, de leur côté, se soutiendront à un taux très-élevé si, peu à peu, on permet aux titrés de vendre à l'étranger et de s'arrondir en France, opération lente qui ne sort jamais des mains du gouvernement, et que des chances heureuses pour la dynastie nouvelle hâteront sans doute, de même qu'elle se trouverait arrêtée au moment où le moindre danger menacerait l'ordre actuel des choses.

L'ancienne noblesse paraît aussi devoir être favorisée dans la distribution des nouveaux titres. Cette mesure doit essentiellement entrer dans les vues de l'Empereur. Assurément, rien n'est de nature à rallier plus complétement les différentes classes au régime impérial que de les faire toutes participer aux nouvelles distinctions. En effet, l'Empereur a l'intention de rattacher à son trône un grand nombre de citoyens par la création de titres héréditaires, par la concession de fiefs et par l'établissement de majorats dans les familles.

Les seules nominations à des titres de noblesse, en dehors de celles que renfermait le dernier message au Sénat, viennent d'avoir lieu pour des militaires. A peu près tous les maréchaux sont faits ducs.

Augereau prend le titre de duc de Castiglione, Masséna celui de Rivoli, Ney celui d'Elchingen, Davoust celui d'Auerstædt, etc.; le maréchal Duroc a le titre de duc de Frioul, Caulaincourt celui de Vicence, le colonel Arrighi, cousin de l'Empereur, celui de Padoue; Junot celui d'Abrantès. Il est digne de remarque que le véritable marquis d'Abrantès est attendu ici d'un jour à l'autre avec une députation portugaise de laquelle M. de Lima fera partie.

Les ministres seront pour la plupart ducs; tous les titres ont d'immenses dotations. A peu près tous les généraux de brigade ont reçu 10,000 livres de rente à perpétuité; les colonels, entre 2,000 et 8,000. Enfin toutes les passions sont mises en jeu par l'homme qui n'en connaît qu'une seule; l'Europe a été chassée, forcée, et on en fait la curée dans le moment actuel; l'ambition, la vanité, la cupidité, tous les entraînements de l'âme sont mis en jeu auprès des complices de la grande œuvre de destruction. On en contentera beaucoup, on ne les contentera pas tous; il faut de l'appât pour la suite, on ira le chercher partout où on le trouvera, et le système de faire partager aux collaborateurs les dépouilles opimes offre trop d'exemples de succès dans l'histoire, pour qu'il ait pu échapper à Napoléon.

NAPOLÉON AU BAL DONNÉ PAR LE PRINCE DE SCHWARZENBERG A PARIS, LE 1er JUILLET 1810. — ISSUE TRAGIQUE DE LA FÊTE.

(*Extrait d'un rapport à l'Empereur François.*)

L'ambassadeur de Votre Majesté avait fixé le 1er de juillet pour donner une fête à Leurs Majestés Impériales à l'occasion de leur mariage. Toutes les dispositions étaient prises avec autant de magnificence que de goût. Le programme ci-joint*

* Programme de la fête : un groupe de musique placé dans la cour d'hon-

ne donne qu'une faible idée de l'intention des auteurs et de la perfection de l'exécution dans tous les détails.

L'Empereur arriva à la barrière de Paris à neuf heures trois quarts. Leurs Majestés y changèrent d'équipages et furent reçues par l'ambassadeur, à peu près à dix heures, à la porte de son hôtel. L'Empereur portait le grand cordon de Saint-Étienne par-dessus l'habit. Il avait ordonné que toutes les personnes décorées d'ordres autrichiens les portassent de même; les chevaliers d'ordres français avaient les cordons sous l'habit.

Leurs Majestés, après avoir parcouru les jardins, après avoir assisté à l'exécution d'un charmant ballet sur une pelouse qui offrait comme perspective une des constructions du jardin

neur jouera des fanfares et autres airs choisis à l'arrivée de Leurs Majestés, de la famille impériale, des grands dignitaires, etc.

Les musiciens du concert seront placés dans l'orchestre à sept heures.

Le concert ne commencera que lorsque les dames invitées seront arrivées, et continuera jusqu'à l'arrivée de Leurs Majestés.

Lorsque Leurs Majestés entreront dans la galerie, l'orchestre jouera une fanfare.

Leurs Majestés, conduites par Son Excellence, traverseront la salle de concert et passeront dans le jardin; elles s'arrêteront un instant devant le temple d'Apollon : — les Muses qui l'entourent exécuteront un chœur.

Leurs Majestés passeront par l'allée de la cascade; une harmonie placée dans la grotte souterraine s'y fera entendre.

De là Leurs Majestés iront sous le berceau de vigne, qui sera orné de chiffres, de fleurs, de guirlandes et de glaces. Au fond sera élevé un vaste buffet. En passant sous ce berceau, Leurs Majestés y entendront des concerts de musique vocale et instrumentale, l'un allemand et l'autre français, — plus un solo d'un instrument nommé *glass-cord* (instrument nouveau inventé par Franklin).

En continuant à circuler dans le jardin, Leurs Majestés arriveront en face d'un temple dédié à la Renommée. Trois figurants qui seront au faîte représenteront : la Victoire, Clio, Muse de l'histoire, et, au milieu, la Renommée. Les trompettes y exécuteront des fanfares, et on y chantera un chœur. Devant ce monument brillamment illuminé seront des trépieds, où l'on brûlera des parfums.

Leurs Majestés se rendront au pavillon impérial, sur une estrade où il y aura des siéges pour Elles et leur famille.

Ici s'exécutera une fête de château, suivie du feu d'artifice.

Après le feu, Leurs Majestés et leur suite rentreront dans le salon d'honneur, et tout le monde se rendra par la galerie dans la salle de bal.

Leurs Majestés, après avoir pris des glaces, se rendront dans ladite salle.

Après le bal, festin dans le temple de la Renommée.

de Laxenburg (das Ritterschloss), se rendirent par une vaste galerie nouvellement construite devant la façade de l'hôtel du côté du jardin, dans une salle faite pour contenir à peu près 1200 à 1500 personnes. Le bal s'ouvrit par une contredanse. Cette contredanse finie, l'Empereur descendit de la partie élevée de la salle pour faire sa tournée habituelle. Sa Majesté l'Impératrice, la Reine de Westphalie, la Reine de Naples et la Vice-Reine d'Italie restèrent à leurs places sur cette même estrade. Tout à coup, une guirlande prit feu dans la galerie et le communiqua à une des draperies. L'Empereur ne se trouvait qu'à peu de pas de cet endroit. Plusieurs personnes firent des efforts pour arracher la partie embrasée; le mouvement qu'elles donnèrent aux draperies peut avoir contribué à étendre la flamme; l'embrasement devint général.

Je me trouvais au pied de l'estrade; j'en montai sur-le-champ les degrés pour prévenir Sa Majesté l'Impératrice de l'accident, en l'engageant à me suivre dès que je croirais le moment venu. L'Empereur, avec lequel se trouvait le prince de Schwarzenberg, fut pour ainsi dire forcé par ce dernier à se retirer; il traversa toute la salle, vint rejoindre l'Impératrice, et nous sortîmes tous les quatre. Le prince de Schwarzenberg ne quitta plus Leurs Majestés jusqu'au moment où, après avoir traversé les jardins, Elles remontèrent dans leur voiture.

Voyant l'Empereur et son auguste épouse en sûreté, je voulus retourner dans la salle. Le feu était partout; la foule se précipitait à ma rencontre; je parvins jusqu'au haut des marches qu'il fallait monter pour entrer dans la salle; j'aperçus la Reine de Westphalie qui se trouvait mal; je la saisis et l'emportai assez loin du feu pour qu'elle n'eût plus rien à craindre, et je l'abandonnai à quelques personnes de sa Cour.

La Reine de Naples, le Vice-Roi et la Vice-Reine d'Italie, grosse de six mois, étaient restés sur l'estrade, rassurés par le sang-froid du Vice-Roi. La première de ces Princesses voulut entreprendre de sortir par la grande porte, qu'avaient gagnée l'Empereur et l'Impératrice : elle fut bientôt tellement enveloppée par la foule, que, se trouvant à la queue, elle eût infailliblement été atteinte par le feu, comme plusieurs autres

personnes, sans le secours de Mgr l'archiduc grand-duc et du maréchal Moncey, qui la saisirent et lui firent jour. Le Vice-Roi, voyant tomber les lustres de la salle et ne pouvant par conséquent plus la traverser, fit gagner à son épouse l'intérieur de l'hôtel par une petite porte qui se trouvait non loin de lui. Il n'arriva donc aucun accident à la famille impériale, qui, à l'exemple de l'Empereur et de l'Impératrice, donna des preuves du plus grand sang-froid.

Sa Majesté l'Impératrice n'a pas été effrayée un seul instant, et je suis heureux de pouvoir assurer Votre Majesté que cet affreux accident n'a eu aucune prise sur Elle.

J'ai l'honneur de joindre au présent très-humble rapport le *Moniteur* d'aujourd'hui, qui rend un compte détaillé de l'événement. Il serait difficile d'y ajouter quelque chose. J'ai toutefois fait rédiger une autre relation pour être insérée dans la *Gazette de Vienne*. Il m'a paru que nous devions payer un juste tribut à la manière dont l'Empereur s'est comporté dans cette occasion.

Il n'a reconduit son auguste épouse que jusqu'à l'endroit où, en arrivant, il avait changé d'équipage. Il la fit monter dans le carrosse qui l'avait amenée de Saint-Cloud et revint lui-même à l'hôtel de l'ambassadeur. Présent partout, donnant des ordres tant pour sauver l'hôtel du feu que pour le garantir de tout désordre intérieur, dirigeant, ordonnant tout, il y demeura pendant plus de deux heures, tantôt exposé à une pluie affreuse qui était survenue, tantôt à tous les effets de la chaleur et de la fumée. Il était seul, sans garde quelconque, et prenant visiblement à tâche de prévenir toute fausse interprétation d'un événement dont le triste caractère n'eût peut-être pas empêché la malveillance de tirer quelque parti.

Plusieurs personnes retardées dans leur marche ou renversées furent grièvement atteintes par les flammes. Le prince Kourakin tomba sur les marches brûlantes de la salle et ne fut sauvé que par un homme qui le retira par les jambes. Il a tous les cheveux et la peau du front, des mains et des jambes brûlés. Les médecins ne le regardent pas comme dangereusement atteint. Madame la princesse de la Leyen mère fut

également renversée par la foule, et ses brûlures paraissent mortelles. La femme du consul de Russie, Labensky, atteinte par un lustre dans sa chute et affreusement grillée, est morte hier dans la journée.

Parmi les personnes les plus compromises doivent être comptées la seconde des filles du prince Joseph de Schwarzenberg; le préfet d'Istrie et sa femme; le général Tousard et sa femme; madame de la Force et au moins une douzaine d'autres plus ou moins grièvement blessées. Une vingtaine d'individus ne sont que légèrement atteints; mais une victime à laquelle il serait difficile de vouer assez de regrets, et qui a péri en suivant le sentiment le plus invincible, celui d'une mère qui veut secourir ses enfants, la princesse Pauline de Schwarzenberg, épouse du prince Joseph, absorbe toutes les pensées.

Placées au fond de la salle, à côté de madame de Metternich, près de l'estrade impériale, ces deux mères se précipitèrent dans la colonne de l'anglaise que l'on dansait à ce moment, pour se saisir de leurs filles heureusement placées près de la porte qui donnait sur le jardin, et sauvées de tout accident par ce hasard. Madame de Metternich fut entraînée par la foule dans le jardin, où elle fut rejointe sur-le-champ par sa fille et la fille aînée de la princesse de Schwarzenberg. Cette dernière aperçut sa fille cadette à une certaine distance sur les côtés de la grande salle. Elle courut à elle, l'entraîna à sa suite; mais la mère fut bientôt jetée dans le jardin, séparée de son enfant, qui tomba privée de connaissance dans un coin. La mère éplorée demanda à tout le monde si on n'avait pas vu ses enfants. Elle parla dans le jardin au Roi de Westphalie, au ministre Regnauld, à deux ou trois autres personnes, et nous restâmes jusqu'à quatre heures du matin dans des inquiétudes affreuses sur son sort, toutes les recherches pour la retrouver ayant été vaines jusqu'à cette heure. Comme elle avait été rencontrée dans le jardin, on ne craignait pas pour elle les atteintes du feu. Couverte de diamants, elle pouvait avoir été saisie, dépouillée par des voleurs, dans la supposition qu'elle se fût risquée seule dans la rue. L'Empereur ordonna

lui-même les recherches; on visita toutes les maisons des rues adjacentes. Ce n'est qu'à cinq heures qu'en remuant les monceaux de cendres et les débris de la salle, on découvrit un cadavre entièrement consumé dans un petit bassin qui se trouvait sous l'estrade impériale au fond de la salle. Le docteur Gall fut le premier à le reconnaître pour celui de la princesse Pauline de Schwarzenberg, et le procès-verbal dressé par le préfet de police constate ce triste fait. Il ne s'explique que par la circonstance que la princesse, connaissant parfaitement les localités, sûre que l'enfant qu'elle conduisait par la main était restée en arrière, et ne pouvant pas pénétrer par la porte par laquelle sortait la foule, se sera rendue dans la salle par l'intérieur des appartements; qu'elle aura voulu la traverser pour gagner la petite porte par laquelle était sorti le Vice-Roi, mais que, suffoquée par la fumée ou par une chaleur affreuse, peut-être même écrasée par la chute du toit qui dans cette partie de la salle croula le premier, elle a péri à peu de pas de cette même porte, et un peu en arrière de l'endroit où la famille impériale avait été placée.

Je suis d'autant plus autorisé à admettre cette supposition, qu'après avoir mis en sûreté la Reine de Westphalie, voulant de nouveau pénétrer dans la salle et arrêté par la foule qui sortait, je pris ce même chemin pour prendre la salle à revers, et m'assurer s'il n'y était resté personne. Je ne rencontrai pas une âme sur ma route; arrivé à la porte de la salle qui servait de communication avec les appartements, je fus arrêté un moment par l'embrasement général de tous les pans de murs et du plafond. Les lustres étaient tous tombés; la partie du toit à ma droite, là où on retrouva le corps de la princesse Pauline, avait croulé; celle qui se trouvait au-dessus de moi tenant encore ferme, je fis quelques pas en avant, et je me convainquis que la salle était entièrement vide. Tout ce bâtiment croula moins de deux ou trois minutes après. La princesse doit m'avoir précédé de très-peu d'instants.

La seconde fille du prince Joseph de Schwarzenberg, la même qui avait été séparée de sa mère, a été sauvée par un officier français. Elle a de fortes brûlures, mais on espère la sauver.

Tel est le récit exact d'un événement qui sera défiguré de vingt manières, mais qui me force à payer un tribut du plus juste éloge à l'ambassadeur de Votre Majesté, qui s'est conduit avec un calme, un sang-froid et une dignité au-dessus de toute expression. Occupé de la personne des Souverains, il a oublié tout ce qu'il y avait d'affreux dans sa position. Tous les employés à l'ambassade, les Autrichiens à Paris, les courriers de cabinet, ont retiré des flammes, au péril de leur vie, tous ceux qu'ils ont pu secourir. Beaucoup de personnes de la Cour de France n'ont pas montré moins de calme et de courage : au moment du plus fort de l'incendie, les pompiers ayant fait défaut, ce n'est qu'à des hommes de la société que l'on doit la conservation de l'hôtel, qui commençait à s'embraser dans tous les sens.

SUR LA FUITE DU ROI DE HOLLANDE.

(*Extrait d'un rapport adressé de Paris, le 28 juillet 1810, à l'Empereur François.*)

C'est par un courrier expédié à Paris par le Cabinet saxon que l'Empereur Napoléon a été informé de l'arrivée du Roi de Hollande à Teplitz.

J'ai vu l'Empereur le même jour, et Sa Majesté m'ayant prévenu de la nouvelle qui venait de lui parvenir, je me crus d'autant plus autorisé à m'expliquer très-clairement sur ce fait, que l'avant-veille Elle m'avait parlé dans tous les détails de la fuite de son frère. Je dis à l'Empereur que, convaincu que ma Cour ne désirait ni manquer d'égards à un prince de la famille impériale de France, ni se montrer trop empressée envers celui qui se réfugiait chez elle, je rendrais service à Votre Majesté Impériale en l'informant des désirs du chef de la famille à son égard; j'ajoutai la demande s'il lui conviendrait mieux de le voir traiter en prince français ou en simple voyageur.

L'Empereur me parut très-sensible à cette attention, et me dit que le Roi ayant pris lui-même un nom de particulier, il lui paraissait qu'il n'avait aucun droit à exiger les moindres

honneurs. Il me témoigna ensuite sa satisfaction de ce qu'il eût pris le parti de se rendre chez nous; il ne me cacha pas qu'il avait beaucoup craint de lui voir passer les mers, et que sa retraite en Russie ne lui eût été guère plus agréable. J'observai à l'Empereur qu'en se rendant chez nous, le Roi n'avait sans doute pas cru sortir de sa famille, et l'Empereur revint, dans la suite, vingt fois sur cette idée, qui parut le flatter beaucoup.

Il entra dans beaucoup de détails sur l'inconséquence de la conduite du Roi, qu'il a stigmatisée publiquement par l'article du *Moniteur* du 22 décembre. On ne peut nier que le Roi ne se soit effectivement placé dans une attitude très-fausse; il n'avait que le choix entre le rôle du frère ou du Souverain dépouillé; il devait, en suivant le premier, ne pas risquer de se brouiller, et céder à la force; en suivant le second, il devait imiter le prince du Brésil et se mettre à la tête de ses colonies. Telle est l'opinion du public sur son compte, et ce même public ignore encore que de Dresde il a fait une amende honorable, ce qui pourrait effectivement faire supposer que ses maux physiques ont dans cette occasion beaucoup pesé sur son moral. L'Empereur a logé le Prince royal à Saint-Cloud; il n'en aura pas moins de peine à justifier les principes avancés dans le susdit article du *Moniteur,* dont la lecture a fait une sensation difficile à exprimer sur tous ceux qui s'occupent d'affaires publiques.

L'Empereur d'Autriche a ordonné que l'on ne s'occupât aucunement du séjour du Roi. Cette mesure est parfaitement conforme aux intentions de l'Empereur des Français. Je crois néanmoins devoir soumettre à Votre Majesté ma conviction que, tout en laissant le Roi sous le plus strict incognito, il ne serait pas déplacé d'ordonner aux autorités locales de lui témoigner des égards particuliers. L'Empereur nous en tiendra compte si à son retour le Roi se loue de son séjour, et surtout s'il appuie sur ces mêmes formes de pure courtoisie; l'Empereur tient à ces petites nuances plus qu'il ne serait possible de se le figurer.

L'ÉGLISE DE LA MADELEINE.

Napoléon causant un jour avec M. Molé sur les édifices en construction à Paris, ce dernier lui demanda quand on s'occuperait de l'église de la Madeleine. « Eh bien, lui demanda l'Empereur, que veut-on que j'en fasse ? » M. Molé lui répondit qu'il avait appris que Sa Majesté la destinait au temple de la Gloire. « C'est ce que l'on croit, en effet, lui dit Napoléon ; mais je la destine à un monument expiatoire pour le meurtre de Louis XVI ; toutefois, le moment n'est pas venu où je puisse l'annoncer. »

Un projet analogue a été arrêté et exécuté peu d'années après par Louis XVIII.

JUGEMENT DE NAPOLÉON SUR CHATEAUBRIAND.

L'anecdote suivante devra suffire pour jeter du jour sur ce qu'il y a de vrai dans la prétention de Chateaubriand et de ses amis, d'avoir su résister à la séduction que Napoléon savait exercer sur ses adversaires.

Passant un jour en revue avec l'Empereur des Français les hommes marquants de l'époque, Napoléon me dit : « Il y a des hommes, et la France en abonde malheureusement, qui se croient aptes à tout parce qu'ils ont une qualité ou un talent. Au nombre de ces hommes se trouve Chateaubriand, qui fait de l'opposition parce que je ne veux pas l'employer. Cet homme est un raisonneur dans le vide, mais doué d'une grande force de dialectique. S'il voulait user de son talent dans la ligne qu'on lui désignerait, il pourrait être utile. Mais il ne s'y prêterait pas, et il n'est dès lors bon à rien. Il faut savoir se conduire soi-même ou se soumettre à des ordres. Il ne sait faire ni l'un ni l'autre ; aussi faut-il ne pas l'employer. Il s'est offert vingt fois à moi ; mais comme c'était pour me faire plier à son imagination, qui toujours le conduit à faux, et non pour m'obéir, je me suis refusé à ses services, c'est-à-dire *à le servir*. »

LA FAMILLE DE NAPOLÉON.

Napoléon avait un grand faible pour sa famille. Il est hors de doute que beaucoup de déplacements de Souverains ont été dus à la convoitise de ses frères et de ses sœurs.

Tous les membres de cette trop nombreuse famille n'étaient cependant pas également ambitieux. La mère de Napoléon n'aimait que l'argent. Ni la tournure de son esprit ni ses goûts ne la portaient vers l'élévation sociale. Elle avait un revenu immense, et, sans les ordres précis de son fils, elle n'eût songé qu'à placer ses fonds. Quand ses enfants se permettaient de tourner en ridicule son extrême économie, elle leur disait : « Vous ne savez pas ce que vous faites ; le monde ne va pas toujours du même train, et si jamais vous me retombez tous sur les bras, vous me saurez gré de ce que je fais aujourd'hui. »

En 1814, Madame Lætitia avait amassé une forte somme d'argent comptant qu'elle avait enfouie dans une cachette recouverte par le portrait de feu son mari. Le fait, et le lieu où le trésor était déposé, furent dénoncés à Napoléon, qui se rendit chez sa mère et fit enlever l'argent. Elle peut avoir emporté de France un fonds de fortune d'à peu près six millions de francs.

Je n'ai jamais connu personnellement ni Joseph ni Lucien Bonaparte ; je ne me permets donc pas d'énoncer sur leur compte une opinion. Napoléon avait une opinion favorable de l'esprit de Lucien, mais il ne cessait de l'accuser d'une ambition démesurée et mal dirigée.

Dans une entrevue que Lucien eut avec son frère à Milan, il offrit comme gage de réconciliation une déclaration de sa femme donnant, de son plein gré, l'assurance qu'elle ne voulait point porter obstacle à la fortune de son époux. L'Empereur, au sortir d'une de leurs conférences, dit aux personnes réunies dans son antichambre : « Lucien ne veut pas renoncer à sa petite racaille ; il veut me prouver qu'il a la tête dure, je lui prouverai que je l'ai plus dure que lui. » — Et il ne fut plus

question de raccommodement depuis lors. On sait effectivement qu'en consentant à quitter sa femme, il insista sur la reconnaissance de ses enfants. Sa conduite en 1815 a fourni la vraie mesure de la sévérité de ses principes républicains.

Napoléon m'a souvent dépeint Joseph comme un homme doux de caractère et d'esprit, mais incapable d'entreprendre une carrière qui exigerait de la vigueur.

Louis était placé dans la famille comme un étranger. L'injustice seule eût pu trouver à reprendre à son caractère moral.

Jérôme était doué de beaucoup d'esprit. La dépravation de ses mœurs, une vanité exaltée et sa manie d'imiter en tous points son frère, l'ont couvert de ridicule.

Deux des sœurs de Napoléon furent remarquables par la tournure de leur esprit, la troisième par sa grande beauté.

Élisa, l'aînée d'entre les sœurs et à la fois plus âgée que Napoléon, avait un esprit mâle, et dans le caractère comme dans la figure une grande ressemblance avec son frère. L'ambition était sa passion dominante, et si l'extraction basse de son mari, Baciocchi, et le manque complet de facultés intellectuelles de ce dernier n'y eussent porté un obstacle, il est hors de doute que cette branche de la famille ne se fût élevée à une haute fortune.

Des trois sœurs, c'était cependant celle qui avait le moins de pouvoir sur Napoléon, qui la craignait et savait lui résister.

Caroline réunissait à une figure agréable un esprit peu commun. Elle avait étudié à fond le caractère de son frère et ne se faisait illusion sur aucun de ses défauts, ni sur les risques que courait sa fortune par suite de l'excès de son ambition et de son esprit de domination; elle connaissait de même parfaitement les côtés faibles de son mari, et elle l'eût conduit, si on avait pu le conduire.

Murat n'était que soldat, mais soldat de la Révolution et doué d'un certain instinct de domination que j'ai constamment vu être l'apanage des Jacobins. Caroline exerçait un grand pouvoir sur l'esprit de son frère, et c'est elle qui servait de ciment aux liens de famille. Son ambition était de se créer à

elle et aux siens une existence placée autant que possible hors de la portée de Napoléon, et même en dehors des chances de sa fortune, d'une fortune qu'elle jugeait compromise par chaque excès ressortant de son insatiable convoitise.

Pauline était aussi belle qu'il est possible de l'être; elle était amoureuse d'elle-même, et son occupation unique était le plaisir. D'un caractère affable, douée d'une extrême bienveillance, Napoléon lui vouait un sentiment différent de celui qu'il portait à ses autres parents. Il la citait comme un exemple unique dans la famille. « Pauline, m'a-t-il dit souvent, ne me demande jamais rien. » La princesse Borghèse avait de son côté l'habitude de dire : « Je n'aime pas les couronnes; si j'en avais voulu, j'en aurais eu; mais j'en ai abandonné le goût à mes parents. » Elle avait pour Napoléon une vénération qui approchait du culte.

Joséphine avait exercé sur Napoléon un long empire; elle était douée d'un caractère bienveillant et d'un tact social tout particulier. Son esprit n'était pas étendu, mais suivait une bonne direction. Son goût excessif pour la dépense a souvent amené des explications pénibles entre elle et son mari. Il serait injuste de mettre à sa charge aucun des écarts de l'ambition de Napoléon. Si elle l'avait pu, elle aurait sans aucun doute enrayé le char sur lequel, toutefois, elle avait contribué directement, dans le commencement de sa fortune, à placer le futur Empereur.

Douée de plus d'esprit et d'une dose d'ambition bien plus grande, sa fille Hortense n'a cessé de jouer un rôle dans la carrière de Napoléon. Celui-ci l'aimait, et ses condescendances pour elle furent la cause de jalousies perpétuelles et actives entre elle et ses belles-sœurs. Plus d'un froissement dans la situation personnelle de Napoléon et même dans la marche des affaires était dû à cette cause.

Le cardinal Fesch était un composé singulier de bigoterie et d'ambition. Dévot de bonne foi, il n'était cependant pas éloigné de voir dans Napoléon un instrument du ciel et un être à peu près surnaturel. Il croyait son règne écrit dans le livre du destin et regardait ses écarts comme autant de décrets de Dieu.

Napoléon connaissait toutes les individualités de sa famille, et il ne s'est point caché la faute qu'il avait commise en s'abandonnant à l'esprit de domination et à l'insatiable convoitise de quelques-uns d'entre eux.

Il me dit un jour, en 1810, à l'occasion d'un long entretien dans lequel il venait de me faire l'histoire de sa vie : « J'ai obscurci et je gêne ma carrière par le fait d'avoir placé mes parents sur des trônes. On apprend en marchant, et je vois aujourd'hui combien le principe fondamental des anciennes monarchies, de tenir les princes de la maison régnante dans une grande et perpétuelle dépendance du trône, est sage et nécessaire. Mes parents m'ont fait beaucoup plus de mal que je ne leur ai fait de bien, et si j'avais à recommencer, mes frères et mes sœurs auraient pour toute fortune des palais à Paris et quelques millions à dépenser dans l'oisiveté. Les beaux-arts et la charité eussent été leur domaine, et non pas des royaumes, que les uns ne savent pas conduire, et dans lesquels d'autres me compromettent en me parodiant. »

Napoléon avait soin de placer auprès de chacun de ses frères et parents un homme de confiance. La fortune de M. Decazes a daté du poste qu'il occupait en qualité de secrétaire des commandements de Madame Lætitia.

LE MANUSCRIT DE SAINTE-HÉLÈNE.

Dans le temps où il parut, le *Manuscrit de Sainte-Hélène* fit un grand effet en Europe.

Cet opuscule fut regardé généralement comme un précurseur des Mémoires que Napoléon était censé écrire dans le lieu de son exil. Il suffit en effet de le lire pour être frappé de l'analogie des pensées et du style avec ce qui jusqu'à cette heure avait été connu de Napoléon. Une seule considération a dû frapper : c'est la singularité du fait qu'un auteur se serait permis de livrer à ses contemporains dans la forme d'un court abrégé, pour ainsi dire, le résumé d'un ouvrage qu'il s'apprêterait à publier *in extenso,* et de consigner dans cet abrégé une foule de sentiments et d'idées dont la reproduction eût,

sans contredit, formé la partie la plus essentielle de l'ouvrage lui-même. Ce qui affaiblit ce raisonnement, c'est la considération de l'avantage que Napoléon aurait pu trouver à tenir les esprits en Europe en mouvement et à les occuper de ses pensées; la hardiesse des vues exprimées et leur conformité permanente avec les antécédents de sa vie.

Les opinions sur le compte du pamphlet se partagèrent cependant bientôt, et, s'il ne s'éleva pas un doute sérieux sur la nature de son contenu, qui fut attribué universellement à Bonaparte lui-même, les uns le crurent émané de Sainte-Hélène directement, d'autres ne le prirent que pour une compilation des opinions et des vues de Napoléon sur les actes principaux de sa vie politique, rédigée par quelque personne qui, à des époques antérieures, aurait été à même de connaître et de recueillir à leur source l'expression de ses pensées et de ses vues. Mais pour rédiger dans un style aussi individuel les pensées d'un tiers, il devenait nécessaire de supposer dans l'auteur de l'entreprise un talent tout particulier. Le bruit ne tarda pas à se répandre que l'entreprise avait été conçue et exécutée par madame de Staël. Madame de Staël, de son côté, attribua l'œuvre à Benjamin Constant, dont à cette époque elle s'était séparée par suite d'une brouille. Plus tard, on sut que l'auteur était le marquis Lullin de Châteauvieux, un homme du monde que personne n'avait soupçonné de savoir tenir une plume.

II.

ALEXANDRE I[er], EMPEREUR DE RUSSIE.

PORTRAIT TRACÉ PAR LE PRINCE DE METTERNICH EN 1829.

C'est une entreprise difficile que de faire le portrait de l'Empereur Alexandre.

Celui qui a le mieux caractérisé ce prince, c'est Napoléon. Dans le cours d'un de nos entretiens, en 1810, il me demanda si je connaissais de près l'Empereur de Russie. Je répondis que je n'avais eu des relations personnelles avec lui qu'en 1805, à l'époque de son séjour à Berlin. « Eh bien! répliqua Napoléon, l'avenir pourrait bien vous rapprocher encore. L'Empereur Alexandre est une de ces figures qui vous attirent et qui semblent faites pour exercer un charme tout particulier sur ceux qui viennent à être en contact avec elles. Si j'étais homme à me laisser aller à des impressions purement personnelles, je pourrais m'attacher à lui de tout cœur. Mais à côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de captiver ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. C'est un je ne sais quoi que je ne pourrais mieux expliquer qu'en vous disant qu'en tout il lui manque toujours *quelque chose*. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on ne peut jamais prévoir ce qui lui manquera dans un cas donné ou dans une circonstance particulière; car ce qui lui manque varie à l'infini. »

En prévoyant que le cours des événements me mettrait en rapport direct avec l'Empereur Alexandre, Napoléon avait parlé en prophète; mais il était certainement loin de croire que sa prédiction dût se réaliser si tôt. Trois ans plus tard, je me trouvai en relations directes et journalières avec ce prince. Nos rapports ont duré sans interruption pendant treize années, avec de perpétuelles alternatives d'intimité réelle, de refroidissements plus ou moins marqués, de brouilles secrètes et publiques. Chacune de ces phases m'a mis à même de constater l'exactitude du jugement porté par Napoléon sur l'Empereur de Russie.

Mais d'autre part ce commerce si long et si plein de vicissitudes m'a permis de me rendre un compte exact du caractère de ce prince.

Pour moi, je ne saurais mieux rendre mes impressions qu'en les résumant sous la formule suivante : Le caractère d'Alexandre offrait un singulier mélange de qualités *viriles* et de faiblesses *féminines*.

L'Empereur Alexandre avait certainement de l'esprit; mais son esprit, quoique fin et subtil, manquait absolument de profondeur; il s'égarait avec une égale facilité, soit qu'il s'engouât de théories fausses, soit qu'il s'en défiât outre mesure. Son jugement se laissait toujours influencer par des idées favorites; ces idées lui venaient comme par une inspiration soudaine, et il les embrassait avec une ardeur extrême. Elles ne tardaient pas à emporter la balance au point de le dominer entièrement et de permettre à ceux de qui il les tenait d'asservir sans peine sa volonté.

Les idées de ce genre prenaient bien vite à ses yeux la valeur d'un système; comme il était changeant et que sa pensée était d'une mobilité extraordinaire, les systèmes qu'il embrassait ne se heurtaient point chez lui, mais se succédaient. Tout entier à celui qui dans le moment avait sa faveur, il arrivait sans s'en apercevoir, et en passant par différents degrés intermédiaires, au système diamétralement opposé, et ne gardait de la conviction dont il était pénétré naguère, d'autre souvenir que celui des obligations qu'elle lui avait fait contracter envers un

certain nombre d'individus. De là, pour l'esprit comme pour le cœur du Czar, une somme très-lourde d'embarras plus ou moins inextricables; de là ces engouements successifs pour des hommes et des choses que séparaient des différences radicales; de là la difficulté de comprendre son attitude pour les observateurs qui n'étaient pas à même de pénétrer les véritables causes de ces singuliers phénomènes.

La vie d'Alexandre s'est usée au milieu de perpétuelles alternatives d'illusion aveugle et de désenchantement; ses inspirations étaient vives et spontanées, et, chose étrange à dire, elles se produisaient avec une sorte de régularité périodique. Plus tard j'appuierai mon assertion de preuves concluantes.

Il était homme de parole et contractait facilement des obligations, quelle que fût la direction de ses idées; il évitait très-adroitement ceux qui auraient pu le pousser dans une voie contraire à celle qu'il suivait; mais comme ses idées prenaient facilement la forme d'un système et qu'elles étaient sujettes à changer sans cesse, le respect qu'il avait pour la parole donnée embarrassait sa conscience, gênait son attitude, et le mettait dans une situation aussi pénible pour lui que nuisible à la cause publique.

C'est à tort que beaucoup de contemporains ont cru reconnaître dans Alexandre une violente ambition. Il n'y avait dans son caractère ni assez de force pour faire de lui un véritable ambitieux ni assez de faiblesse pour le faire rester dans les limites de la simple vanité. Il agissait ordinairement par conviction, et si parfois il affichait des prétentions, c'était plutôt en visant aux petits triomphes de l'homme du monde qu'aux succès du souverain.

Sa jeunesse remontait à une époque unique dans les annales de la Russie. Sous le règne de Catherine, il vit de grands exemples d'un despotisme brillant; sous celui de Paul, il fut souvent sur le point d'être lui-même la victime d'un despotisme vil et mesquin jusque dans le choix de ses procédés. Il suffit d'avoir connu la Russie sous ces deux règnes pour comprendre qu'un esprit comme celui d'Alexandre ne pouvait

trouver dans un passé pareil ni des modèles à suivre ni des conseillers à écouter.

La première éducation d'Alexandre avait été confiée par Catherine II à La Harpe. Il ne faut donc pas s'étonner que de fausses idées de libéralisme et de philanthropie aient longtemps exercé un si grand empire sur l'élève d'un tel maître, et que le singulier mélange des leçons d'un mentor libéral et des agissements du gouvernement russe ait faussé son jugement et sa conduite, et l'ait emporté bien loin au delà du point où l'expérience pouvait venir à son secours.

La méthode d'éducation de La Harpe était bien faite pour remplir l'esprit de son élève de principes faux et absurdes dans leur application, plutôt que pour l'enrichir de connaissances positives. Il était certainement convaincu que l'Empire que son élève serait un jour appelé à gouverner n'était pas encore assez avancé dans la voie de la civilisation pour se plier immédiatement au joug de ces doctrines; aussi travaillait-il à se préparer, dans le futur Souverain, un levier puissant qui lui permît de bouleverser à coup sûr les pays plus avancés, et notamment sa propre patrie, la Suisse. De cette manière, le rôle d'un prince philanthrope se présentait au Czar comme devant lui assurer une gloire certaine, une gloire facile à gagner pour un monarque qui se voyait à l'abri des dangers que le libéralisme créait pour les autres trônes et pour les vieilles institutions de l'Europe centrale.

Simple dans ses goûts, froid par tempérament, se livrant à des penchants que j'appellerais volontiers bourgeois, Alexandre était trop docile pour ne pas donner à ses guides la tentation de tirer parti de leur influence sur lui.

Une longue étude des qualités morales du Czar et de sa conduite politique m'a amené à découvrir ce que j'ai désigné plus haut comme les évolutions périodiques de son esprit. Chaque période embrassait à peu près un espace de cinq ans; je ne saurais rendre plus exactement le résultat de mes observations.

L'Empereur s'emparait d'une idée et ne tardait pas à suivre le courant où elle l'entraînait. L'idée mettait environ deux ans à se développer, de sorte qu'elle prenait insensiblement à ses

yeux la valeur d'un système. Pendant la troisième année, il restait fidèle au système adopté, s'y attachait, écoutait avec une véritable ferveur ceux qui le patronnaient; quant à calculer la valeur de l'opinion qui le captivait et les conséquences funestes qu'elle pouvait entraîner, il était incapable d'y songer. Dans la quatrième année, à la vue de ces conséquences, ses yeux commençaient à se dessiller; la cinquième année n'offrait plus qu'un mélange informe du système en train de disparaître et de l'idée nouvelle qui commençait à germer dans son esprit. Cette idée était souvent diamétralement opposée à celle qu'il venait d'abandonner. A l'appui de cette observation, je citerai les faits historiques que voici :

Mes premiers rapports avec l'Empereur Alexandre remontent à l'époque de ma mission à Berlin (1805). En ce temps-là il était libéral, dans l'acception la plus large de ce mot. Il était l'ennemi acharné de Napoléon, et détestait en lui à la fois le despote et le conquérant. En 1807 s'opéra un changement considérable dans sa manière de voir. En 1808, il y eut même en ses sentiments personnels un revirement en faveur de l'Empereur des Français. L'année 1812 amena une phase nouvelle. Lors même que Napoléon n'eût pas fait la guerre à la Russie, les sentiments d'Alexandre à son égard ne s'en seraient pas moins éteints. Ses anciennes idées de philanthropie et de libéralisme non-seulement avaient repris leur empire sur son esprit, mais encore elles s'enflammaient à l'ardeur des idées du temps. En 1814, elles étaient à leur apogée. En 1815, elles avaient déjà fait place au mysticisme religieux. En 1817, ce nouveau courant d'idées se modifia profondément. En 1818, quand je vis le Czar à Aix-la-Chapelle, il était l'ardent défenseur des principes monarchiques et conservateurs, et l'ennemi déclaré de toute tendance révolutionnaire; en outre, il était déjà sur le point de revenir à son mysticisme religieux. Jusqu'en 1823 il ne varia point. A ce moment se produisirent les embarras que lui avaient suscités ses propres conseillers à l'occasion des affaires de Grèce; il put alors constater la diffusion et le débordement des principes révolutionnaires, de ces mêmes principes dont il avait, dans son aveuglement, répandu jadis les

germes dans son propre Empire. Toutes ces pénibles circonstances jetèrent son caractère et son esprit dans un affaissement visible. C'est à partir de ce moment qu'on le vit commencer à être fatigué de la vie. Le moral réagit sur sa constitution, en apparence si robuste. Ce fut pendant son séjour à Vérone, vers la fin de l'année 1822, qu'Alexandre confia à l'Empereur François le pressentiment qu'il avait de sa fin prochaine. Le mal ne fit qu'empirer, et en 1825 Alexandre succomba à un incurable dégoût de la vie.

Il est hors de doute que parmi les causes qui ont directement contribué à abréger ses jours, il faut compter ce douloureux conflit de sentiments dont le menaçait la perspective du procès de conspirateurs dont les principaux coupables pouvaient reprocher à l'Empereur de les avoir lui-même entraînés dans cette voie criminelle.

En traçant le portrait de ce prince extraordinaire, que le monde aura de la peine à juger sainement, je crois donner la clef de mainte anomalie qui resterait sans cela une énigme inexplicable.

La constance dont le cœur de l'Empereur Alexandre était capable semblait s'être concentrée dans le sentiment qu'il éprouvait pour l'Empereur François. Les détails que je puis fournir sous ce rapport compléteront la peinture du caractère de ce Souverain, et jetteront aussi quelque lumière sur ses rapports avec moi.

Les deux Empereurs se virent pour la première fois pendant l'automne de l'année 1805, sur les champs de bataille de la Moravie. Les revers que les regrettables dispositions des généraux autrichiens avaient préparés dès le commencement de l'unique campagne de cette guerre, ne tardèrent pas, par suite des fautes des généraux russes, à se changer en désastres à la fin de cette funeste entreprise. L'Empereur Alexandre, qui était jeune et sans expérience militaire, aimait mieux accueillir des combinaisons ambitieuses et chimériques que les conseils sages et pratiques qui répondaient à la froide raison de l'Empereur François. Tout ce que ce prince avait prévu et prédit à son allié se réalisa malheureusement coup sur coup. Ce fait

est toujours resté présent à l'esprit du Czar; il a été la cause première de cette confiance absolue qu'il n'a jamais cessé de témoigner à son ami. Les événements politiques ultérieurs ont souvent empêché Sa Majesté Impériale de manifester ce sentiment, mais il n'en existait pas moins en principe. Les événements des années 1814 et 1815 créèrent entre les deux Souverains des rapports directs qui durèrent sans interruption pendant bien des années, et finirent par les unir véritablement de cœur.

Une amitié qui avait résisté à toutes les épreuves et que rien ne pouvait ébranler, malgré les plus grands intérêts politiques, et, chose étrange, malgré les différences radicales que présentait le caractère des deux amis, une amitié pareille est certainement un problème qu'on ne peut résoudre qu'en étudiant à fond le caractère des deux Souverains.

Les qualités si précieuses et si positives que réunissait l'Empereur François : son calme, son impartialité, la sûreté de son jugement, cette égalité d'âme qui ne se démentait jamais, tout cela inspira au Czar un attachement que je ne puis mieux qualifier qu'en l'appelant une sorte de respect filial. Plus tard ce sentiment grandit encore, par suite de la teinte de mysticisme religieux qui caractérisait l'esprit de ce prince. L'Empereur Alexandre considérait son ami comme le monarque selon la volonté de Dieu, comme le représentant de la volonté, de la sagesse divine. Il lui vouait une espèce de culte. Dans différentes circonstances où l'Empereur François combattit énergiquement les tendances personnelles du Czar, le sage monarque n'eut qu'à exprimer son opinion pour suspendre les résolutions d'Alexandre et pour le décider à les abandonner tout à fait ou à les modifier dans les points essentiels.

L'attachement du Czar pour l'Empereur François fut de tous ses sentiments celui qui exerça le plus d'influence sur lui jusqu'à la fin de ses jours.

En tout ce qui avait rapport à la vie privée, Alexandre n'avait que des goûts purs et simples, qui portaient, il est vrai, le caractère d'une remarquable élégance. Il s'est peu occupé des sciences, et je n'ai jamais découvert en lui un goût pro-

noncé pour une branche quelconque des sciences positives. En fait de beaux-arts, il n'aimait que l'architecture. Sa vue basse et une certaine dureté d'oreille l'empêchaient de se livrer au culte des autres arts libéraux, dont on ne peut jouir qu'au moyen de ces sens dont il n'avait pas le plein usage. Il aimait le travail de cabinet, tant qu'il ne s'écartait pas de la sphère politique et des détails militaires. Il avait un éloignement prononcé pour les affaires purement administratives, et, quand il s'en occupait, il arrivait infailliblement qu'il se laissait influencer par les théories politiques vers lesquelles la nature particulière de son esprit l'a entraîné de tout temps. L'histoire administrative de son Empire pendant toute la durée de son règne prouve combien ces influences ont été à la fois puissantes et funestes.

A ces traits principaux j'ajouterai encore quelques éclaircissements puisés dans mes rapports avec le Czar. Ils ne seront pas inutiles pour marquer le vrai caractère de l'histoire du temps, et en même temps ils serviront à confirmer le jugement que j'ai porté sur l'esprit et sur le caractère de ce prince.

Je commencerai par établir d'une manière générale que rien ne peut offrir moins de ressemblance que les idées du Czar et la direction de mon esprit. Aussi y avait-il des différences marquées entre ses goûts et les miens, — sauf une certaine conformité dans le choix de nos relations sociales, — et si l'intérêt immense qui s'attachait aux questions à résoudre ne nous avait rapprochés, il est probable que rien n'aurait pu établir entre nous des rapports si durables et parfois si intimes.

J'ai déjà dit que c'est à Berlin (1805) que je me suis trouvé pour la première fois en relation directe avec le Czar. Alexandre était arrivé dans cette capitale pour représenter en personne la cause et les intérêts de l'alliance austro-russe. Le fait de défendre la même cause rapproche facilement deux hommes, quelle que soit la différence de leur position.

L'Empereur avait l'habitude de traiter lui-même les grandes questions politiques, et d'être ainsi, comme il aimait à le dire, son propre ministre. C'est à partir de cette époque que nos rapports devinrent directs, et plus tard même intimes.

La paix venait d'être conclue à la fin de la même année entre l'Autriche et la France; comme le comte de Stadion, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, avait pris le portefeuille des affaires étrangères, Alexandre désira me voir représenter l'Autriche près de lui. Un singulier enchaînement de circonstances me fit nommer ambassadeur d'Autriche en France. Lorsque sept ans plus tard je revis le Czar à la frontière de Bohême, je le trouvai visiblement réservé à mon égard. J'ai exposé les motifs de cette réserve dans une autre partie de mes Mémoires*. Avec cette irrésistible bonté de cœur qui le caractérisait, le Czar semblait me reprocher d'avoir été un ami infidèle. La conclusion de l'alliance dissipa ces nuages, mais nos rapports personnels ne commencèrent à redevenir intimes qu'après l'insuccès de la première entreprise militaire des alliés contre Dresde. Les efforts inutiles que j'avais faits conformément aux vues de l'Empereur François et du feld-maréchal prince de Schwarzenberg pour empêcher cette opération, la franchise des déclarations que je fis à l'Empereur Alexandre sur ce sujet, peut-être aussi la justesse de mes prévisions, servirent à amener ce rapprochement.

Malgré la différence bien tranchée de notre manière de voir sur une foule de questions, malgré bien des circonstances importantes et les froissements qui auraient pu si facilement résulter de la divergence de nos idées, rien ne troubla l'intimité de nos relations journalières pendant les campagnes de 1813 et de 1814. C'étaient vraiment des rapports comme il en a rarement existé entre le Souverain d'un grand Empire et le chef du Cabinet d'une autre grande puissance.

Pendant tout le temps que durèrent les opérations militaires, je passai les soirées avec Sa Majesté Impériale. De huit ou neuf heures du soir jusqu'à minuit, nous restions en tête-à-tête, causant familièrement. Nous parlions des objets les plus divers, des faits de la vie privée aussi bien que des grandes questions morales ou politiques, et des affaires de jour. Nous échangions nos idées sur toutes choses avec un

* Voir livre Ier, Autobiographie, page 143. (*Note de l'Éditeur.*)

parfait abandon, et cette absence de contrainte donnait un charme particulier à nos rapports.

Jamais je ne déguisai la vérité au Czar, ni sur lui-même ni sur rien qui eût à mes yeux la haute valeur d'un principe. Je n'ai eu que trop souvent à combattre chez lui des idées favorites, qu'il soutenait avec beaucoup de force; souvent nos discussions étaient très-vives, — témoin le séjour à Langres que j'ai raconté plus haut *, — mais tout cela n'a jamais porté atteinte à notre intimité, et nos rapports n'en ont pas moins gardé fort longtemps le même cachet de cordiale franchise.

Pendant notre séjour à Paris en 1814, j'eus avec Alexandre mainte discussion à propos des principes que Louis XVIII devait suivre. A ce moment-là, le Czar était engoué d'idées libérales; aussi nos vues sur le meilleur moyen de consolider la paix intérieure de la France sous la domination des Bourbons étaient-elles souvent diamétralement opposées.

Après la paix de Paris, je me rendis en Angleterre en même temps que l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse. Pendant notre séjour dans ce pays, mes rapports personnels avec le Czar gardèrent le même caractère d'intimité. Plus d'une fois, des froissements assez sérieux entre Alexandre et Georges IV, alors prince régent, me mirent personnellement dans un singulier embarras. Également bien vu des deux princes et initié à leurs griefs journaliers et personnels, je devais viser à empêcher leur irritation réciproque de dégénérer en brouille déclarée. En réalité, les torts étaient toujours du côté du Czar, dont la susceptibilité était constamment excitée par la grande-duchesse Catherine, qui était arrivée en Grande-Bretagne quelques semaines avant son frère. La conduite que tenait alors cette princesse, dont le cœur et l'esprit étaient ornés de qualités fort estimables, est toujours restée une énigme pour moi. Il est hors de doute qu'un des motifs de son voyage était le projet de rompre le mariage arrêté entre le prince d'Orange et l'héritière présomptive de la couronne d'Angleterre, et de mettre sa propre sœur sur le trône de Hollande. Mais ce

* Voir Autobiographie, page 181. (*Note de l'Éditeur.*)

but, qu'elle atteignit d'ailleurs, ne suffit pas pour expliquer l'étrangeté de sa conduite, sa mauvaise grâce et les procédés auxquels le Czar se laissa entraîner par sa sœur.

Je crois devoir rapporter ici une anecdote qui est de nature à jeter quelque jour sur les idées bizarres et souvent inexplicables d'Alexandre.

Sa Majesté Impériale flattait volontiers les hommes les plus marquants de l'opposition anglaise. Un jour, elle demanda à lord Grey de lui soumettre un projet sur la création d'une opposition en Russie. Après l'audience, lord Grey vint me trouver pour me demander des éclaircissements sur l'idée du Czar, qui lui paraissait aussi incompréhensible que peu pratique. « Est-ce que le Czar, me demanda lord Grey, songe à introduire un parlement en Russie? Dans le cas où il serait résolu à le faire, — et je me garderai bien de l'y pousser, — il n'aura pas à se préoccuper de créer l'opposition; elle ne lui manquera certainement pas. »

Ce fut le Congrès de Vienne qui amena un nouveau changement dans mes rapports avec le Czar.

La création d'un royaume de Pologne qui, sous le sceptre de la Russie, devait comprendre tout le territoire de l'ex-duché de Varsovie, et l'attribution du royaume de Saxe à la Prusse, avaient été résolues entre l'Empereur Alexandre et le Roi Frédéric-Guillaume III à l'époque des négociations de Kalisch. Nous le savions. L'incorporation de la Saxe à la Prusse heurtait les principes invariables de l'Empereur d'Autriche et devait en même temps provoquer des froissements regrettables entre ses États et la Prusse. Dès que ce plan surgit, l'Empereur François fut décidé à le combattre énergiquement; toutefois, il jugea prudent d'ajourner toute discussion sur ce point jusqu'après la conclusion de la paix avec la France, et de réserver la question au Congrès, qui devait régler la reconstitution des différentes puissances de l'Europe.

Cette importante question avait amené un refroidissement entre les Cours. Chacun hésitait à en parler. C'est ainsi que plusieurs semaines se passèrent, même après la réunion du Congrès, sans que personne eût même effleuré la question.

Ce fut l'Empereur Alexandre qui s'en ouvrit le premier à lord Castlereagh. Celui-ci m'en avertit aussitôt. Je lui dis nettement que les prétentions de la Russie et de la Prusse étaient inadmissibles. Quelques jours plus tard, le Czar m'entretint directement de ce sujet. Je le trouvai légèrement embarrassé. Lorsqu'il entendit ma réponse catégorique, il n'insista que faiblement, et finit par exprimer le désir de me voir discuter l'affaire directement avec le chancelier prussien. Le jour même de mon entretien avec Sa Majesté Impériale, le prince de Hardenberg me fit dans ce sens une communication qu'il appuya d'une note. Mes déclarations verbales et écrites furent les mêmes que celles que j'avais déjà faites à l'Empereur de Russie. Le prince de Hardenberg voyait tous ses calculs traversés et se trouvait personnellement dans une situation gênante. Très-irritable comme il l'était, empêché peut-être par sa surdité de bien comprendre toutes mes paroles, sachant par moi que le Czar avait mis peu de chaleur à défendre la thèse de l'incorporation dans son entretien avec moi, et regardant par suite l'affaire comme manquée, le chancelier prussien crut devoir aussitôt en appeler directement à la conscience de l'Empereur de Russie, qui pouvait s'être senti blessé par mainte fausse interprétation de mes paroles.

Cet incident poussa le Czar à un singulier coup de tête. Le lendemain de mon explication avec le chancelier prussien, l'Empereur mon maître me fit appeler de bonne heure. Sa Majesté m'informa que l'Empereur Alexandre venait de La quitter après une conversation très-animée dans laquelle ce prince, se regardant comme offensé personnellement par moi, avait déclaré à Sa Majesté qu'il était résolu à me provoquer en duel. L'Empereur ajouta qu'avant tout il avait fait remarquer au Czar ce qu'il y avait de singulier dans un pareil dessein; mais, voyant l'inutilité de ses observations, il avait fini par lui dire que, s'il persistait dans son idée, il me trouverait certainement prêt à répondre à une provocation que ma raison condamnerait sans doute, mais que l'honneur me commanderait d'accepter. Sa Majesté finit par me dire qu'Elle avait formellement insisté pour que le Czar, avant de me provo-

quer, envoyât encore un tiers pour s'expliquer directement avec moi, et qu'Alexandre y avait consenti.

Je déclarai à Sa Majesté Impériale que j'attendrais tranquillement les démarches que ferait l'Empereur de Russie. A peine étais-je rentré chez moi que le comte Ozarowsky, un des aides de camp d'Alexandre, se fit annoncer. Il était, me dit-il, chargé par son auguste maître de me sommer de déclarer au chancelier prussien qu'il s'était glissé des erreurs dans ce que j'avais dit à ce dernier sur mon entretien avec le Czar. Je priai l'aide de camp de donner l'assurance à son maître que jamais je ne rétracterais une parole dont ma conscience me garantirait l'exactitude ; que cependant, si le prince de Hardenberg m'avait mal compris, si par suite il avait mal reproduit mes paroles, j'étais prêt à faire toutes les rectifications nécessaires. Le comte Ozarowsky se retira. Quelques moments après, Sa Majesté Impériale me fit dire qu'elle ne viendrait pas au bal auquel j'avais invité pour le même jour tous les princes et tous les membres du Congrès. Je vis encore le même jour les ministres russes, et je mis le comte de Nesselrode au courant de ce qui venait de se passer. Il me dit n'avoir pas reçu d'instructions du Czar à ce sujet. Les conférences continuèrent comme s'il ne s'était élevé aucune espèce de difficulté, et elles eurent pour résultat de laisser au Roi de Saxe la moitié de son royaume.

Si ce singulier incident n'entrava en rien les importantes discussions du Congrès, si même les rapports de franche amitié qui unissaient les deux Cours impériales n'en ont nullement souffert, il n'en fut pas de même de mes rapports personnels avec l'Empereur de Russie. Alexandre, qui aimait beaucoup aller dans le monde, se plaisait particulièrement dans certaines réunions intimes que j'avais aussi l'habitude de fréquenter. Presque tous les jours nous nous rencontrions. Nous faisions semblant de ne pas nous voir. Ce qu'il y avait de singulier dans notre conduite pour les observateurs qui fréquentaient à cette époque les salons de Vienne, cessa bientôt d'être remarqué : on s'habituait à cette situation. Les membres de la famille impériale russe assistaient comme aupa-

ravant aux fêtes et aux réunions qui avaient lieu dans mon hôtel. Le Czar seul n'y venait plus. Le public s'était fait insensiblement à l'idée que Sa Majesté Impériale me boudait; mais comme les affaires n'en souffraient en aucune façon, l'inquiète curiosité des diplomates elle-même finit par ne plus trouver d'aliment dans cette singulière situation. Bien souvent j'ai reçu des invitations indirectes à faire le premier pas vers Sa Majesté. Je crus devoir laisser au temps le soin de remettre les choses dans l'état normal.

En réalité, notre brouille dura jusqu'au moment où un événement immense changea la face des affaires en Europe.

Je reçus la nouvelle du départ de Napoléon de l'île d'Elbe le 6 mars, à six heures du matin, par un exprès que m'avait envoyé le consul général d'Autriche à Gênes. Le rapport de ce dernier se réduisait à la simple énonciation du fait. Je me rendis immédiatement auprès de l'Empereur mon maître. Sa Majesté Impériale m'ordonna de transmettre aussitôt la nouvelle à l'Empereur de Russie et au Roi de Prusse. Il y avait trois mois que je ne m'étais présenté devant le Czar. Je fus reçu sur-le-champ. J'informai l'Empereur Alexandre de l'événement qui venait d'avoir lieu, et m'acquittai de la mission dont m'avait chargé mon maître. Le Czar s'exprima avec beaucoup de calme et de dignité dans le même sens que son auguste allié. Nous n'eûmes pas à discuter longtemps les mesures à prendre; la décision fut prompte et catégorique.

Une fois ce point réglé, l'Empereur me dit : « Nous avons encore à vider un différend personnel. Nous sommes chrétiens tous les deux; or notre sainte loi nous commande de pardonner les offenses. Embrassons-nous, et que tout soit oublié. »

Je répliquai à l'Empereur que pour moi, je n'avais rien à pardonner, mais que j'avais à oublier des incidents pénibles; que, selon toute justice, Sa Majesté Impériale devait se trouver dans le même cas, que par conséquent je n'acceptais pas le pardon, mais que je proposais de tout oublier.

L'Empereur m'embrassa, et me congédia en me priant de lui rendre mon amitié.

Dans les fréquents rapports que nous eûmes dans la suite, il

n'a plus jamais été question du temps où nous avions été brouillés. Nos relations ne tardèrent pas à redevenir intimes comme autrefois. Cette intimité dura tout le temps que nous restâmes ensemble en 1815, et quand nous nous revîmes à Aix-la-Chapelle, en 1818, elle n'était nullement altérée.

Il me reste à parler d'un fait qui remonte à l'année 1822, et qui peut-être mieux que tout autre peut jeter du jour sur le caractère de l'Empereur Alexandre.

Environ six semaines après la réunion du Congrès de Vérone, je me rendis un soir auprès du Czar pour l'entretenir des affaires du jour. Je le trouvai très-agité, et lui en demandai aussitôt la cause. « Je suis dans une singulière situation, me dit Sa Majesté Impériale, j'éprouve le besoin de m'expliquer avec vous sur une question que je regarde comme très-importante, et je ne sais comment m'y prendre. » Je lui répondis que je comprendrais bien qu'une affaire importante pût l'absorber, mais que je ne voyais pas trop que, sentant le besoin de m'en parler, il pût éprouver quelque embarras à s'en ouvrir avec moi.

« Voilà précisément la difficulté, répliqua le Czar, c'est que cette question ne se rapporte pas à la politique ordinaire ; elle nous concerne personnellement, et je crains que vous ne saisissiez pas tout à fait bien ma pensée à cet égard. » Ce ne fut qu'après des efforts réels que l'Empereur en vint à me dire ces paroles mémorables : « On veut nous désunir, on veut briser les liens qui nous rattachent l'un à l'autre ; je regarde ces liens comme sacrés, car ils nous unissent dans l'intérêt commun. Vous voulez le repos du monde, et je n'ai d'autre ambition que de le maintenir ; les ennemis de la paix de l'Europe ne se trompent pas sous ce rapport ; ils ne s'abusent pas non plus sur la force de la résistance que notre union oppose à leurs plans perfides. Ils voudraient à tout prix faire disparaître cet obstacle, et convaincus comme ils le sont qu'ils n'y réussiraient pas en agissant au grand jour, ils prennent des chemins détournés ; on m'accable de reproches parce que j'ai renoncé à mon indépendance et que je me laisse mener par vous. »

Je répliquai à l'Empereur avec beaucoup de vivacité que ce

qu'il m'avait fait l'honneur de me dire n'était pas nouveau pour moi, et que je n'hésitais pas à répondre à sa confiance par un aveu qui ne faisait que confirmer la vérité de ce qu'il venait de me dire. « On vous reproche, Sire, de vous abandonner entièrement à mes conseils ; d'autre part, on m'accuse de sacrifier les intérêts de mon pays à mes rapports avec Votre Majesté. Les deux accusations se valent. La conscience de Votre Majesté est aussi pure que la mienne. Nous servons une seule et même cause, et cette cause est aussi bien celle de la Russie que celle de l'Autriche et de la société tout entière. Depuis longtemps je suis le point de mire des factions, et j'attache à l'union intime de nos deux Cours l'idée d'un rempart qui seul encore peut être opposé à l'invasion du désordre général. D'autre part, vous aurez pu juger, par l'extrême réserve de ma conduite personnelle, l'importance que je mets à la durée de notre intimité. Votre Majesté désire-t-elle un changement dans cette ligne de conduite ? »

« — C'est là que je vous attendais, dit le Czar en m'interrompant ; si j'ai éprouvé de la difficulté à vous avouer quelques-uns des embarras de ma position, ce n'est pas que je ne fusse fermement décidé à les braver ; ma seule crainte, c'est que vous ne faiblissiez *vous-même.* »

Ensuite, nous parlâmes longuement des menées d'une faction qui comptait un grand nombre d'adeptes en Russie et même dans l'entourage de l'Empereur.

A la fin de notre long entretien, le Czar me fit promettre formellement « de ne pas me laisser intimider par de vains propos et de rester fidèle à notre union intime » ; il me pria « de recevoir de sa part la promesse non moins formelle qu'il ne faillirait jamais à la confiance inaltérable qu'il m'avait vouée ».

En effet, le parti du mouvement, ainsi que quelques ambitieux et la masse des courtisans du Czar, gens aussi frivoles que prétentieux, avaient compté voir se relâcher le lien qui unissait les deux Empereurs et leurs Cabinets. En contact direct avec le libéralisme du jour, ces hommes suivaient l'impulsion des idées nouvelles, et devenaient instruments quand ils croyaient, dans leur aveugle présomption, conduire les autres.

Une alliance qui n'avait d'autre but que la protection de la véritable liberté politique, qui avait pour principe le respect le plus complet de la réelle indépendance des États, qui aspirait à fonder ainsi la paix publique, à réprimer tous les désirs de conquête, à écarter toutes les causes de trouble, une telle alliance ne pouvait être du goût des sophistes et des ambitieux.

Plus tard l'insurrection grecque fut provoquée par ces mêmes hommes. D'après les calculs des agitateurs, ce devait être le coin destiné à séparer les puissances, et particulièrement les deux Cours; c'était le grand moyen qui devait servir à dissoudre l'alliance. Leurs calculs étaient justes, mais ils se réalisèrent dans un sens que les meneurs n'avaient pas prévu. Le Souverain qui, dans son propre Empire, avait si bien fait le jeu des révolutionnaires, succomba moralement et physiquement à la lutte. L'Empereur Alexandre est mort du dégoût de la vie. Se voyant déçu dans tous ses plans et dans toutes ses espérances, placé en face de la nécessité de frapper de grands coups contre toute une classe de ses propres sujets, qui avaient été égarés et séduits par des hommes et par des principes que lui-même avait longtemps soutenus, il s'affaissa; son âme s'écroula, pour ainsi dire, et les événements qui assombrirent les débuts du règne de son successeur sont là pour attester les douloureuses préoccupations qui empoisonnèrent les derniers moments d'Alexandre.

L'historien fidèle aura de la peine à bien juger le caractère de ce prince. Trop souvent ses regards s'égareront sur des contradictions flagrantes, et son esprit trouvera difficilement ce point d'appui solide qui est si nécessaire pour celui qui se sent appelé à la noble mission d'écrire l'histoire.

L'esprit et le cœur de ce monarque embrassaient des dispositions morales tellement opposées, que, malgré la force de caractère relative dont il était doué, il était impossible pour lui de maintenir l'équilibre entre ses inclinations.

Chaque partie de sa vie fut marquée par des fautes et par des erreurs assez graves pour devenir vraiment dangereuses pour la cause publique. Toujours entraîné par l'exaltation du

moment, toujours inconstant dans ses idées, Alexandre n'a jamais goûté la douceur d'un moment de véritable repos. Il avait des qualités précieuses, de nobles sentiments; il était esclave de sa parole. Ces avantages étaient accompagnés de grands défauts. S'il avait été perdu dans la foule, il ne se serait pas fait remarquer; mais, comme il était placé sur un trône, il devait en arriver autrement. S'il avait gouverné un tout autre Empire que la Russie, ses défauts auraient été certainement moins en vue, mais aussi ses qualités auraient moins appelé l'attention. Alexandre ne pouvait se passer d'un appui; il fallait que son esprit et son cœur fussent dirigés et soutenus. Si les princes en général ont beaucoup de peine à trouver des serviteurs franchement désintéressés, assez indépendants par leur caractère et par leur position pour s'élever au rôle d'un ami, un Empereur de Russie est incontestablement dans une situation moins favorable que n'importe quel Souverain pour rencontrer cette bonne fortune.

Alexandre — il ne faut pas l'oublier — a régné à une époque où les chefs de tous les gouvernements étaient aux prises avec des difficultés sans nombre, et si cela peut se dire de tous les Souverains du temps, cela était vrai surtout pour Alexandre.

Avant lui déjà, les germes d'une fausse civilisation étaient répandus sur le sol de ce vaste empire qui est gouverné despotiquement, qui n'a pas d'institutions proprement dites, et où la masse de la population est plongée dans des ténèbres profondes. Ces germes, Paul Ier voulut les étouffer. Après le règne très-court de ce prince, vint celui d'Alexandre. Des révolutionnaires connus, après avoir dirigé son éducation, surent exercer sur l'esprit du jeune Souverain une influence durable. Alexandre, qui manquait d'expérience et qui avait l'esprit plein de vaines théories, fit le mal quand il n'avait en vue que le bien. Il s'est trompé, et la découverte de ses erreurs l'a fait descendre au tombeau.

Une âme exposée à de tels retours doit être comptée parmi les âmes tendres; elle ne saurait être rangée parmi les âmes fortes.

LIVRE III.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES DE L'ÉDITEUR.

L'abondance des matières qui forment le livre III ne nous permet pas de faire entrer dans ce premier volume tous les documents relatifs aux faits accomplis jusqu'en 1815; on en trouvera donc la suite dans le tome II. Nous croyons devoir appeler particulièrement l'attention du lecteur sur ce point, parce que les arrangements que nous avons pris sont indépendants du système suivi par nous, et nous étaient commandés uniquement par des considérations typographiques.

Les écrits, lettres, dépêches, rapports et mémoires, autographes pour la plupart, qui composent le Recueil de documents, sont rangés à la fois par ordre numérique et par ordre chronologique; ils sont réunis sans nuire au principe de la conservation de l'ordre dans lequel ils se sont produits; ils portent des en-tête qui les rendent plus faciles à trouver, et concordent avec les chapitres de l'Autobiographie, qu'ils servent à compléter et à expliquer, en formant des groupes ayant les mêmes titres.

Les documents que nous avons insérés dans le premier volume ne vont pas plus loin que la fin des « années d'études »; nous ouvrons le deuxième volume par les pièces qui se rapportent à l'« entrée de Metternich au service de l'État », c'est-à-dire par une période qui nous a paru justifier le mieux la séparation du livre III en deux parties; car à ce moment commence une nouvelle phase de la vie de Metternich, son action comme homme d'État se montre au premier plan, et donne à ce qu'il écrit un caractère avant tout politique.

Sous ce rapport, la plume infatigable de Metternich s'est montrée prodigue en ce qui concerne son action diplomatique comme ministre plénipotentiaire à Dresde et à Berlin, plus tard comme ambassadeur à Paris, enfin comme ministre des affaires étrangères d'Autriche : elle a créé un tel trésor de documents, qu'il n'était vraiment pas facile, dans le choix des pièces à faire entrer dans le Recueil, de trouver le juste milieu entre les exigences pratiques d'un ouvrage destiné à être abordable à un grand nombre de lecteurs et la légitime attente de ceux qui font de l'histoire une étude sérieuse; car,

à vrai dire, aucune source n'est à dédaigner pour eux quand il s'agit d'une aussi grande figure que celle de Metternich, de cet homme d'État dont l'action a été si puissante sur les événements de son époqne. Le feu chancelier lui-même, par conséquent la main la plus autorisée pour faire un recueil de ce genre, a coopéré directement à la solution de ce grave problème : c'est ce que nous avons déjà fait ressortir ailleurs; mais nous relevons encore l'importance de ce fait pour l'édification des lecteurs, et dans le but de diminuer, au moins dans une certaine mesure, notre part de responsabilité.

Vu la nature et le but de ce recueil, les documents choisis ne doivent pas être considérés comme des suppléments au contenu desquels se rapporterait le texte de l'Autobiographie, ni comme des pièces justificatives destinées à compléter certains détails donnés par les Mémoires. Aussi dans beaucoup de pièces on constatera l'absence d'un lien direct avec l'Autobiographie; parfois même on ne remarquera d'autre rapport entre les différents documents que le but commun que doit remplir leur publication : ce but est d'expliquer l'action de Metternich et d'en compléter l'histoire aux endroits où l'auteur se contente de quelques indications rapides ou même se renferme dans un silence complet. Nous n'en avons pas moins été fidèle à notre principe, et nous nous sommes abstenu de toute remarque pouvant guider le lecteur pour l'intelligence des divers documents. On ne trouvera donc pas de commentaire accompagnant le Recueil, ni une addition de détails biographiques, aussi peu qu'une revue critique des nombreux ouvrages d'histoire que nous possédons. L'Éditeur n'aurait pu faire ni l'un ni l'autre sans s'exposer au danger d'altérer le caractère positif de la vérité historique et d'être entraîné sur un terrain où il ne voulait pas s'aventurer lui-même ni voir les autres s'aventurer : il tenait à ce que les écrits du chancelier d'État ne fussent pas présentés au public sous un jour autre que celui qu'ils reçoivent d'eux-mêmes. D'ailleurs on ne sera peut-être guère sensible à l'absence de notes explicatives de ce genre; le lecteur y trouvera plutôt un avantage, celui de garder son impression tout entière, de ne la voir altérée ni par des apologies du chancelier d'État, ni par des critiques contre ses adversaires : ne subissant l'influence d'aucun jugement étranger, il apprendra la politique de Metternich de la bouche même du prince.

LIVRE III.

RECUEIL DE DOCUMENTS RELATIFS A LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA VIE DE METTERNICH (1773-1815).

ÉPOQUE DES ANNÉES D'ÉTUDES (1773-1800).

1793.

Appel à l'Armée. — Projet d'un appel à l'Armée Impériale et Royale, rédigé dans l'ardeur de mes jeunes années, en 1793.

(Voir note 4, page 218.)

1. Guerriers, votre courage, votre valeur n'ont pas besoin de stimulant; mais redoublez de zèle et d'ardeur pour punir le plus horrible forfait, pour venger le sang de *Marie-Thérèse* sur les monstres qui vous font la guerre.

Ils ont assassiné *Marie-Antoinette d'Autriche, Reine de France;* ils ont frappé l'innocence sur l'échafaud, où le crime seul doit monter.

Mort à ces meurtriers impies, mort aux assassins de leur Roi et de leur patrie!

Le sang de votre immortelle *Thérèse,* un sang *autrichien* a coulé sur l'échafaud!

Écoutez sa voix, il vous appelle à le venger; le ciel et la terre vous crient jusqu'à la mort : Vengeance!

Vaillants défenseurs de vos Souverains légitimes, n'ayez point de repos avant d'avoir obéi à cet appel!

1794.

Sur la nécessité d'armer tout le peuple sur les frontières françaises, par un ami du repos général. — Brochure anonyme du comte Clément de Metternich, imprimée au mois d'août 1794.

(Note 4, page 218.)

2. La Révolution française a atteint un point d'où elle menace de la ruine tous les États de l'Europe. Répandre partout l'anarchie, voilà son but, et ses moyens sont immenses. Trois années de désordre intérieur et trois années de guerre avec les premières puissances ne l'ont pas affaiblie. Sans argent, sans forme de gouvernement, sans armée disciplinée, sans union, sans prendre racine dans aucune classe du peuple, la Révolution française s'est établie à l'intérieur, et de jour en jour elle devient plus menaçante pour l'étranger. On regardait ce feu qui dévore tout comme impuissant et éloigné; soudain on se réveilla. Le cri général : Au secours! retentit dans tous les États; on prit les armes, mais on envoya des armées insignifiantes. Les revers essuyés dans une première campagne semèrent partout l'épouvante; on crut à la nécessité d'employer des moyens plus énergiques, et l'on fut étonné de la force de ce qu'on appelait les saturnales de la liberté.

Les débuts de l'année 1793 furent brillants. Des armées combattaient contre des armées, et l'histoire du mois de mars restera à jamais célèbre dans les annales militaires. L'armée française, partout battue, presque détruite, recula jusqu'à la frontière et ne se trouva en sûreté que derrière la ligne des forteresses sans nombre qui protégeaient la France bouleversée. Les tyrans de la Convention s'effrayèrent, et leur voix toute-puissante commanda à la nation tout entière de s'apprêter à marcher. La masse de la population était divisée en classes par ce qu'on nommait les réquisitions; quiconque refusait d'être soldat tombait sous le couteau de la guillotine. Aussitôt, de tous les points de la France, des bandes armées volèrent aux frontières : enfants et vieillards, volontaires et récalcitrants, braves et lâches, tous combattirent dans les mêmes rangs. Des populations entières se jetèrent sur des armées, et

des poignées d'hommes résistèrent à des légions sans nombre. D'un côté tombèrent des milliers d'hommes, et des milliers d'hommes les remplacèrent; de l'autre côté succombèrent des centaines de soldats, mais les vides qu'ils laissaient ne furent pas comblés. On ne peut comprendre que les armées alliées aient su résister à tant d'ennemis; mais cela s'explique jusqu'à un certain point pour celui qui connaît la parfaite bravoure des troupes autrichiennes. On se battait presque tous les jours, et des marches et contre-marches, bien plus fatigantes que les batailles, épuisaient les forces physiques des soldats. La campagne tirait à sa fin : dans les Pays-Bas, les armées autrichienne, anglaise et hollandaise se couvrirent par les places nouvellement prises; du côté du Rhin, les armées autrichienne et prussienne se retirèrent au delà de ce fleuve; l'armée espagnole repassa la frontière, et l'Italie fut même menacée d'une invasion prochaine.

Dans cette situation, les armées combinées prirent leurs quartiers d'hiver, et la masse des légions républicaines continua presque généralement de tenir la campagne. Tous s'étonnaient du peu de résultats et des grandes pertes matérielles qui marquaient cette année qui avait débuté sous des auspices si brillants pour la cause de l'humanité. On réfléchit aux causes de ces malheurs. On avait fait les plus grandes dépenses d'hommes et d'argent, et après deux années de guerre, pas une frontière n'était protégée contre l'invasion. Presque tout le monde s'étonnait de voir la force de l'anarchie qui ne cessait d'étendre ses ravages, en même temps qu'on souffrait de sentir sa propre faiblesse. La mollesse dans l'exécution des plans conçus, la difficulté de se défendre soi-même, l'impossibilité de rétablir l'ordre et le repos en France semblaient prouvées de reste; les puissances seules paraissaient ne rien voir.

Il restait un seul moyen, d'un emploi difficile peut-être, mais d'une efficacité certaine. Deux campagnes avaient montré ce qu'on pouvait attendre de simples armées luttant contre tout un peuple en armes; de jour en jour les nations limitrophes s'effrayaient davantage. Les populations des Pays-Bas

autrichiens, qui venaient à peine d'échapper au joug français, connaissaient mieux que personne le poids écrasant de l'anarchie, et elles étaient prêtes à se défendre. On proposa d'armer tout le peuple, et en effet on distribua des armes et des munitions dans quelques parties menacées de la province de Flandre. Tous s'armèrent avec joie : l'homme de la campagne, celui qui possédait et qui tenait à conserver ses biens, aussi bien que la classe de ceux qui n'avaient rien, mais qui voulaient suivre l'impulsion donnée. Cette armée improvisée se répartit entre les troupes régulières, et journellement on vit des poignées d'hommes braver les inévitables dangers de la guerre. Une médaille* distribuée à propos exalta l'ardeur du premier moment jusqu'à l'enthousiasme, et les paysans en foule prirent part aux patrouilles militaires qu'on envoyait au loin. On ne saurait comprendre l'éloignement que certains esprits médiocres avaient pour l'extension de ce moyen dont on pouvait tout se promettre; on présenta au Souverain l'armement des populations comme un épouvantail, et la nouvelle de la décision prise par le gouvernement des Pays-Bas fut aussitôt suivie de la défense d'y donner suite.

Au commencement de la même année, Sa Majesté l'Empereur résolut de commander en personne les armées qui se trouvaient dans les Pays-Bas. La campagne s'ouvrit tard, et le premier avantage remporté fut la prise d'une place forte. Mais malheureusement la suite ne répondit pas à ce début; le nombre des ennemis grossissait de jour en jour, en même temps que diminuaient les armées des puissances. Des combats soutenus par l'aile gauche nécessitaient le prompt envoi de secours

* Un jeune homme qui s'était particulièrement distingué dans la défense de Templeuve, dans la Flandre occidentale, reçut cette médaille des mains de M. le major d'Aspre. Ce qu'il y avait de flatteur dans cette distinction publique accordée à la valeur personnelle, l'éclat de la cérémonie organisée à cette occasion, tout exalta au plus haut point les gens de la campagne, qui d'ailleurs étaient pleins de bonne volonté. Chaque paysan voulut devenir un héros, chacun voulut porter à sa boutonnière le ruban rouge et blanc. Le lendemain il se présenta plus de volontaires qu'il n'en fallait pour faire les patrouilles les plus hasardeuses. Princes, avec quels moyens petits en apparence pouvez-vous faire les plus grandes choses!...

considérables par l'aile droite, et quelques jours plus tard le même danger menaçait cette dernière. A peine l'armée, tuée par les marches, se reposait-elle quelques moments; à peine se réjouissait-elle d'une victoire, que déjà de nouvelles attaques exigeaient de nouveaux secours à l'endroit même qu'on venait d'abandonner. L'Empereur quitta son armée et retourna dans ses États, emportant avec lui les espérances de toute la nation. A partir de ce moment, chaque jour fut marqué par un combat; la perte de tant de milliers d'hommes, de sommes si considérables, devint plus menaçante et même plus probable que jamais : les Pays-Bas étaient sur le point d'être perdus pour la seconde fois dans la même guerre, après deux campagnes consécutives.

La postérité ne comprendra pas que les armées alliées, malgré leur admirable valeur, aient pu résister si longtemps; elle ne s'expliquera pas davantage qu'on ait attendu que la situation fût désespérée pour accepter ou plutôt pour subir l'emploi de l'unique moyen de salut, c'est-à-dire d'opposer la nation armée aux masses ennemies. On finit par faire appel à la population; on tâcha d'expliquer les longues hésitations par la confiance qu'on avait en elle. Mais cette tentative venait trop tard; aussi sont-ils voués à une honte éternelle, les hommes qui ont empêché de prendre, au moment favorable, cette mesure salutaire, qui pour la seconde fois ont livré un des pays les plus florissants à une anarchie qui pourrait bien durer toujours, et qui, par pusillanimité ou par folie, ont travaillé peut-être à la ruine de toute l'Europe.

Des maux exceptionnels ne peuvent être guéris que par des remèdes héroïques et extraordinaires. Grand était le danger qui menaçait tous les membres de la société dès l'origine de la Révolution française; il y avait peu d'esprits clairvoyants qui fussent capables de calculer, d'après ses premiers progrès, les conséquences qu'elle entraînerait pour les siècles futurs. Et quels étaient les moyens d'empêcher la contagion, ou même de la combattre? Des armées appartenant à différentes puissances divisées entre elles par des intérêts politiques, des armées comme on en formait pour vider des querelles souvent

insignifiantes, étaient les arbitres des destinées de générations futures. Un gouvernement oligarchique n'hésite jamais à sacrifier des milliers d'existences, tandis que la perte de quelques centaines d'hommes est très-sensible pour des armées qui sont seules à supporter le poids de la guerre défensive et offensive, et qui ne peuvent attendre du secours que des régions les plus éloignées. Dans ces conditions, les puissances belligérantes s'épuisent dès le premier jour de la guerre, qu'elles ont déclarée parce qu'elles avaient le sentiment de leur force; elles sont victimes de la nécessité qui contraint leurs ennemis d'occuper à la frontière le peuple en révolution*.

L'Assemblée nationale n'ignorait rien de ce qui se passait dans les divers cabinets : elle connaissait l'insuffisance des mesures prises par des Cours qui n'étaient unies que par une alliance précaire; elle calculait les faibles moyens de défense dont elles disposaient. Des armées immenses devaient de tous les côtés forcer les frontières, et l'entreprise ne pouvait manquer de réussir. Une partie de l'Italie, de l'Allemagne et les Pays-Bas en entier devaient être envahis rapidement par un ramassis de gens sans aveu, dont toute la force consistait dans le nombre. Il est certain que cette tentative aurait avorté dès la première heure, si l'on avait voulu opposer à ces hordes des forces proportionnelles qu'aurait soutenues la valeur des armées régulières.

Dè tous côtés j'entends de vieux diplomates, appartenant à cette classe si nombreuse de gens qui ne font aucune différence entre la guerre actuelle et une autre guerre, qui ne considéraient la Révolution à son début que comme un jeu d'enfant, qui regardaient la conflagration universelle avec un sang-froid tout doctoral; je les entends me dire :

« Comment! armer le peuple, mettre des armes aux mains de la populace! mais vous voulez votre propre perte! »

Cela était vrai il y a quelques années; cela est faux aujourd'hui. D'ailleurs, quel est l'insensé qui pourrait conseiller

* Et voilà la raison qui empêchera toujours la Convention de se prêter à aucune négociation pouvant amener la paix.

d'armer la populace? Jamais le vrai peuple ne diffère plus de la populace que lorsqu'il s'agit pour lui de défendre sa propriété contre les attaques des prolétaires. Partout le peuple est opposé à l'introduction des nouvelles doctrines, partout la populace y est favorable. L'existence de la première classe, qui est de beaucoup la plus nombreuse, dépend de la paix publique; la seconde, bien moins considérable, veut seule le désordre. Le peuple trouve son salut dans la défense de sa vie et de sa propriété, si petite qu'elle soit; la populace, qui n'a rien à perdre et qui a tout à gagner par le désordre, ne se rencontre que dans les villes; à la campagne, elle trouve le travail et le salaire sous cent formes différentes; là, elle doit son existence au paysan qui possède le sol, et par conséquent dépend tout à fait de lui.

Dans la levée en masse je ne comprends donc pas cette classe si dangereuse pour l'État dans tous les temps, celle des oisifs, des prolétaires, des gens presque toujours prêts à l'émeute, qui depuis quelques années s'est multipliée extraordinairement, surtout dans les grands centres. Qu'on donne des armes à l'habitant des villes, au paysan qui occupe le sol, ou plutôt qu'on leur permette de s'armer et d'aider à conjurer le grave danger qui les menace. Qui hésiterait à défendre sa fortune, sa propriété, sa femme, ses enfants*? Qui n'entrerait avec joie dans les rangs d'armées victorieuses? Il suffirait de quelques succès pour arrêter les progrès des ennemis comme par une barrière infranchissable.

Depuis quelque temps, la guerre actuelle suit la même marche que les premières migrations de peuples. Des nuées d'ennemis se jettent sur des armées peu considérables, se font battre sans cesse, et n'en restent pas moins invincibles. La mort et la dévastation leur frayent le chemin; plus cruels que des

* Cette vérité répond on ne peut mieux à l'objection récemment élevée par les diplomates dont nous avons parlé plus haut. « Que seraient nos légions inexpérimentées en face des masses françaises qui ont l'habitude de la guerre? » demandent-ils. — Ce que sera toujours une foule d'hommes libres, combattant pour eux, pour leur propriété, en face d'une foule de gens contraints et sacrifiés par quelques tyrans détestés.

Vandales, ils commettent toutes sortes d'atrocités, et les frontières de la patrie semblent être devenues trop étroites pour ce peuple qui meurt de faim dans son pays autrefois si florissant. La destruction de tous les monuments et de toutes les œuvres d'art, l'asservissement des nations, voilà ce qui présente une analogie frappante avec les faits et gestes des hordes du Nord au cinquième et au sixième siècle. Le bouleversement dans les mœurs et dans tous les usages rend cette invasion encore plus dangereuse. La cause de la première migration des peuples était ou bien l'irruption de nations voisines refoulant les indigènes, ou bien le désir d'échanger un climat rude contre un ciel plus doux. Jamais les Barbares n'ont eu pour but d'innover dans le système moral, de renverser les devoirs les plus sacrés, d'introduire chez l'étranger les horreurs d'une révolution. Le but des Barbares modernes est de rompre tous les liens sociaux, de détruire tous les principes, de confisquer toute propriété. L'Italie est tombée, par sa mollesse, de la civilisation la plus brillante dans la plus affreuse barbarie ; par suite de son manque d'énergie, l'Europe est menacée d'un sort semblable.

Princes et peuples, vous qui êtes unis si étroitement par des intérêts réciproques, vous vous rapprochez tous les jours davantage du terme de votre repos; vous n'avez plus devant vous que quelques instants; bientôt vous regretterez le temps perdu dans une coupable inaction, mais il sera peut-être trop tard. Votre négligence décidera de votre sort et de celui de vos descendants. L'exemple de trois campagnes perdues vous démontre la nécessité de recourir à des moyens plus énergiques pour écarter les dangers suspendus sur vos têtes. Servez-vous de ces mêmes moyens qui ont fait jusqu'ici la force de vos ennemis. Pères de famille et propriétaires, combattez dans les mêmes rangs que les vaillants défenseurs de votre patrie, de vos princes, de votre propriété. Devant vous, si vous êtes unis, fuiront les hordes de brigands; à vous se joindront les hommes bien pensants de tous les pays. C'est à vous alors que l'Europe devra son salut, et que les générations futures devront leur repos.

1797.

RASTADT.

EXTRAITS DE LETTRES PARTICULIÈRES ÉCRITES PAR METTERNICH A SA FEMME EN 1797 ET 1798.

(Note 7, page 219).

3. Arrivée à Rastadt. — Départ de Bonaparte. — Metternich demeure au château. — Cherté de là vie. — 4. MM. Treilhard et Bonnier. — Les députés français sont invisibles. — On arrange une salle de spectacle. — 5. Dîner chez Cobenzl. — Le citoyen Perret. — Prétendue bonne compagnie. — 6. Première visite de Treilhard et de Bonnier. — 7. État embrouillé des affaires. — Sécularisation. — 8. Les députés français déclinent l'invitation à dîner chez Cobenzl. — Changement radical qui s'est produit dans la nation française. — Costume des députés français. — 9. Voyage de Merveldt à Vienne. — L'affaire est mal engagée. — Évacuation de l'Empire d'Allemagne par les troupes de l'Empire. — La troupe du théâtre de Strasbourg. — Soirées. — 10. Voyage à Carlsruhe. — Réception faite dans cette ville au père de Metternich. — La famille grand-ducale. — Retour. — Première soirée au théâtre. — 11. Détails caractéristiques sur les députés français et sur la suite de Bonaparte. — Singulier costume des acteurs. — 12. Ouverture prochaine de la maison de Metternich. — L'épidémie des chats à Vienne. — 13. Voyage à Strasbourg. — 14. Le voyage est remis parce qu'on attend l'arrivée de Bonaparte. — Premier dîner chez le père de Metternich. — Détails sur la Comédie française. — 15. Marche des affaires. — Bruits qui circulent probablement à Vienne à ce sujet. — On attend l'arrivée de Bonaparte. — 16. Bonaparte n'est pas encore de retour. — Inquiétude peu fondée que son absence provoque à Vienne. — Les temps sont bien singuliers. — 17. Monotonie du séjour de Rastadt. — Emploi de la journée. — Lettre d'invitation des Français. — Rusticité de Bonnier. — Progrès des Français. — Blocus de Mayence. — Occupation du palais épiscopal à Bâle. — Les Suisses. — Idée d'une descente en Angleterre. — Projets insensés formés pour l'exécution de ce dessein. — 18. On attend toujours Bonaparte. — Il faut faire son deuil de la rive gauche du Rhin. — 19. Dîner chez Treilhard. — Noël. — 20. On ne sait pas encore combien de temps durera le congrès. — Les Français se refusent à recevoir les pleins pouvoirs de la députation de l'Empire. — Satisfaction générale causée par l'attitude de François-Georges de Metternich comme négociateur. — 21. Entrée des Français dans Bâle. — Première atteinte portée à la liberté de la Suisse. — Entrée des Français dans Mayence. — 22. Bonaparte est attendu à Rastadt. — Sa descente en Angleterre. — 23. Marche des affaires. — Entretien avec Treilhard au sujet de l'indemnité à accorder pour la perte des possessions sur la rive gauche du Rhin. — Rapport adressé à Thugut sur ce sujet. — Situation de François-Georges

de Metternich. — Des ministres arrivent de tous les côtés. — Idées erronées des politiqueurs de Vienne relativement au congrès. — 24. Bals ennuyeux. — 25. Causes probables du retard de Bonaparte. — 26. Arrivée des pleins pouvoirs nouveaux pour la députation de l'Empire. — Les négociations s'engagent avec les députés impériaux. — Il y aura des dépêches intéressantes pour Vienne à rédiger. — Désespoir des populations de la rive gauche du Rhin. — Ensemble de données sur ce malheureux pays. — Coopération de Metternich à un concert d'amateurs. — 27. Ouverture du congrès. — Les Français demandent la rive gauche du Rhin. — Metternich est sur le point de partir pour Vienne avec des dépêches. — 28. Dernière lettre avant son départ. — La nouvelle de l'occupation de Bâle par les Français est fausse. — 29. Retour à Rastadt. — 30. Souper chez les Français. — L'opéra et la comédie. — 31. Souper chez Cobenzl avec les chanteurs de l'Opéra. — Mode des perruques blondes. — Persécution des émigrés belges. — 32. Faiblesse et inaction des Princes et États de l'Empire. — Les Français dictent la loi. — La France est pour, l'Autriche est contre la sécularisation. — On a la certitude que Bonaparte ne viendra pas. — L'expédition contre l'Angleterre est imminente. — Pitt peut être tranquille. — 33. Metternich espère être de retour à Vienne pour le mois de mai. — Invitation à dîner chez Treilhard. — 34. Mal du pays. — La semaine sainte. — 35. Sentiments de la population d'Alsace. — Conversation avec un paysan alsacien. — 36. Dîner chez Treilhard. — Histoire d'une colonie d'émigrés français dans une île inconnue de la mer du Sud. — 37. Tableau de l'état des affaires à Rastadt; solution probable des questions pendantes. — 38. Réflexions, datées de Francfort, sur le changement qui s'est produit depuis cinq ans dans la situation politique en général. — La foire de Francfort. — L'Opéra. — Dîner chez Bethmann et chez le comte de Schlick. — Le Prince Électeur de Cologne. — 39. Sur la scène faite par Bernadotte à Vienne. — 40. Vif mécontentement que cet incident produit à Rastadt. — Que fera le Directoire à Paris? — 41. Retour à Rastadt. — Bernadotte demeure dans le château. — Son attitude. — Il est désapprouvé par le Directoire et par l'armée. — 42. Affaires multiples qui s'imposent à Metternich; il espère en avoir bientôt fini. — 43. Mauvais théâtre. — Différence de température entre Rastadt et Francfort. — 44. Le retour de Bonaparte est certain. — 45. Les politiques du Graben à Vienne relativement aux négociations de Rastadt. — 46. Bonaparte part de Paris pour Toulon. — Treilhard est sur le point de partir pour Paris. — On ne sait qui le remplacera. — Moment critique. — 47. Bonaparte ne vient pas. — François de Neufchâteau est désigné pour le remplacer, lui ainsi que Treilhard. — 48. Treilhard est nommé membre du Directoire. — Impression produite par cette nomination au lieu du congrès. — On attend l'abbé Siéyès. — Départ de Bernadotte. — 49. Un enragé jacobin, Jean Debry, est nommé à la place de Treilhard. — Neufchâteau à Seltz. — 50. Dîner chez Cobenzl à Seltz. — La célébration du dimanche. — On est gardé par des soldats français. — Costume officiel de François de Neufchâteau. — Voyage à Strasbourg. — 51. Arrivée de Jean Debry. — 52. Le voyage de la comtesse de Metternich à Rastadt. — 53. Metternich va à sa rencontre jusqu'à Ulm.

Le comte de Metternich à sa femme, la comtesse Éléonore.

3. Je sors de voiture, et mon premier soin est de vous annoncer notre heureuse arrivée au lieu de notre destination.

Bonaparte est parti cette nuit pour Paris, et il ne sera de retour ici que dans huit ou dix jours; les autres députés y sont tous, et nous entrerons dès demain en besogne.

Le château est superbe; il a été gâté par les Français, mais on a fait l'impossible pour le remettre en ordre. Nous occupons la partie du château* que le Prince Eugène habitait lors de la dernière paix de Rastadt, et Bonaparte, celle où était le maréchal de Villars. Nous avons spectacle français dans le château même, ce qui ne laissera pas que d'être commode. Tout est d'une cherté horrible; pour vous en donner une preuve, je ne vous citerai qu'un seul souper de six mauvais plats, vrais plats de gargote, que l'on nous a fait payer cinquante-cinq florins à Cannstadt. *Rastadt, 2 décembre* 1797.

4. Je vous ai mandé hier que Bonaparte était parti pour Paris peu d'heures avant notre arrivée. Il ne nous reste donc que MM. Treilhard et Bonnier **. Ils demeurent vis-à-vis de mes fenêtres, qui donnent dans la cour, et ont tous beaucoup de monde à leur suite. Bonaparte surtout ne sortait jamais qu'entouré de sept ou huit aides de camp, tous très-bien vêtus, et lui brodé sur toutes les coutures. L'entrée de l'appartement de mon père est commune avec les Français; c'est une très-grande salle : d'un côté sont nos gens, et de l'autre tous les citoyens, laquais, hussards, courriers, dont il y en a au moins une vingtaine en petites jaquettes galonnées, etc., etc. Mon père occupe le grand appartement, que l'on a fait arranger

* L'auteur demeurait chez son père, qui assistait au congrès de Rastadt comme plénipotentiaire de l'Empereur. (*Note de l'Éditeur.*)

** Bonnier d'Arco, issu d'une famille noble, né en 1750; Treilhard, ou plus exactement Jean Barthélemy, comte de Treilhard, né en 1742, tous deux ministres plénipotentiaires de la France au congrès de Rastadt. (*Note de l'Éditeur.*)

en toute hâte pour le rendre habitable, ainsi que le reste de la maison abîmée par les Français.

Les députés français sont invisibles ; ils ne sortent pas de leurs chambres, et Bonnier a si peur que l'on n'entre dans la sienne, qu'il a fait murer toutes les portes qui dégagent son appartement ; il n'en laisse qu'une seule ouverte pour se rendre chez lui, et la ferme quand il est seul. Tous leurs laquais ressemblent à des crocheteurs, et les maîtres sont en habit bourgeois, en frac, pantalon, et comme nous ne serions pas le matin.

On travaille à force à arranger la salle de spectacle pour la troupe de Strasbourg ; on y donnera aussi des redoutes et des bals ; mais à moins que les ambassadeurs n'y dansent, je crois que l'on ne fera que se promener, et je défie bien qu'on y fasse autre chose. Rastadt est quasi rempli de députés et d'envoyés de toute espèce. Il y a cependant encore quelques appartements à avoir qui se louent chèrement, ou qui plutôt ne se loueront plus ; les étrangers qui pourraient être tentés d'y venir mourraient d'ennui. 3 *décembre*.

5. Je sors d'un dîner à demi français chez M. de Cobenzl *. Nous nous y sommes trouvés avec un aide de camp du général Bonaparte et avec le citoyen Perret, secrétaire de légation. Le premier est un petit être assez indifférent, et le second, un joli jeune homme qui parle parfaitement l'allemand et qui a étudié à Iéna et à Leipzig ; c'est le même qui a suivi toutes les négociations à Udine. Ils sont tous très-polis, donnant tous les titres, etc., etc. Je dînerai avec Treilhard et Bonnier : avouez que je suis en bonne compagnie. Eh bien, je ne m'y fais pas ; je crois voir un noyau de septembriseurs, de guillotineurs dans tout cela, et toutes mes entrailles se révoltent. 5 *décembre*.

6. Les députés français Treilhard et Bonnier ont fait ce matin leur première visite à mon père, et je vous quitte pour

* Jean-Louis, comte de Cobenzl, plénipotentiaire de l'Empereur au congrès de Rastadt pour les royaumes de Hongrie et de Bohême. (*Note de l'Éditeur.*)

la leur rendre avec lui. Je ne gagne pas au troc, bien certainement, mais encore faut-il passer par là. Ils étaient très-polis, mieux mis qu'à leur ordinaire, en fracs bleus, souliers et bas, etc., etc., sans aucune couleur nationale, ni cocarde ni écharpe. 6 *décembre.*

7. Nos affaires sont encore tellement embrouillées que leur issue ne peut être déterminée ; mais elle ne peut qu'être terrible pour l'Empire. *Il faut en faire son deuil.* Nos affaires particulières, je crois, réussiront sous les formes que je vous ai fait entrevoir avant mon départ pour Rastadt, et je suis convaincu qu'individuellement pris, nous ne perdrons rien, nous gagnerons peut-être encore; mais je ne me fais pas à l'idée de voir ma patrie entre les mains de ces coquins, et les sécularisations, d'un autre côté, entrent si peu dans ma façon de voir, qu'il ne me faut pas moins que la certitude que ce qui ne nous serait point accordé en dédommagement servirait à augmenter le patrimoine de quelque autre, pour que je m'accroche à cette dernière ressource. Ne dites rien à personne; je ne voudrais pas surtout être cité ; mais, selon ma façon de voir, je crois tout au diable : ainsi, voici le moment où chacun doit songer à retirer ce qu'il peut du naufrage. 7 *décembre.*

8. Voici la seconde fois que je m'attendais à dîner avec les députés français, et au moment du dîner ils se sont fait excuser chez M. de Cobenzl. J'avoue que de ma vie je n'ai rencontré de loups-garous pareils. Ils ne voient personne, sont calfeutrés dans leurs appartements, et plus sauvages que des ours blancs. Grand Dieu ! combien cette nation est changée ! A la propreté extrême, à cette élégance qu'on ne parvenait à imiter, a succédé la plus grande saleté; l'amabilité la plus parfaite est remplacée par un air morne, sinistre, et je crois tout dire en le nommant révolutionnaire ! Parmi tous ceux que nous avons ici, je n'ai trouvé d'aimable, ou plutôt de supportable, qu'un certain Perret, secrétaire de légation de Bonaparte, le même dont je vous ai parlé il y a quelques jours. C'est un très-joli jeune homme, rempli de connaissances, parlant l'allemand

comme s'il n'avait jamais quitté l'Empire. On ne se fait pas d'idée de ce qu'est la valetaille. Tous ces gaillards sont en vilains souliers bien roux, de gros pantalons bleus, une petite veste bleue ou de toute couleur, de vilains mouchoirs de soie ou de coton autour du cou, les cheveux longs, noirs, sales, d'énormes chapeaux avec un énorme plumet rouge qui couronne ce hideux chef. On mourrait, je crois, d'inquiétude en rencontrant le mieux vêtu dans un bois. Ils ont avec tout cela un air boudeur, et paraissent plus mécontents d'eux-mêmes que des autres. 8 *décembre*.

9. Merveldt* vous remettra cette lettre, ma bonne amie. Il va à Vienne pour ne plus revenir, sa besogne étant finie.

Je voudrais qu'il en fût de même de la grande affaire; mais celle-ci s'embrouille davantage de jour en jour. Bonaparte tranchera au vif dès son arrivée, je n'en doute nullement; mais toutes les données possibles me prouvent que de notre part et de celle des Français la chose a été mal envisagée. Mais ce qui est incontestable, c'est que l'Empire est au diable.....

Je joins ici une affiche de notre spectacle, qui commencera demain; c'est la troupe de Strasbourg qui a eu la bonne idée de venir. Je crois qu'à la longue nous mourrons d'ennui; je passe mes soirées à jouer au macao ou à quelque autre jeu de hasard chez ma tante Reinach; on joue au creps, etc., etc. M. de Cobenzl ou moi nous faisons une banque d'un ducat. Je soupe assez fréquemment chez le comte de Sickingen**, qui voit tous les soirs ses collègues, les députés des comtes, et quelques autres hommes. Je me moquerais de tout si les affaires générales allaient mieux. 9 *décembre*.

10. J'ai été à Carlsruhe; nous n'en sommes revenus que tard, et c'est malgré moi que j'ai manqué le moment de la

* Max, comte de Merveldt, major général de l'armée impériale et royale, se trouvait à Rastadt le 1er décembre 1797, pour signer la convention militaire. (*Note de l'Éditeur.*)

** Le comte de Sickingen, représentant des comtes de Souabe au congrès de Rastadt. (*Note de l'Éditeur.*)

poste. Il y a cinq fortes lieues d'ici à Carlsruhe : le chemin est charmant en été, une allée de superbes peupliers le borde; le pays est beau, mais il n'offre aucun agrément dans cette saison. Il ne fait que pleuvoir, et on avance à peine. Mon père s'était fait annoncer la veille; toute la Cour s'était mise en *fiocchi;* les maréchaux, grands chambellans, etc., etc., sont venus à sa rencontre jusqu'à la portière de sa voiture; le margrave même l'a reçu dans la première salle. J'ai été très-content de la Cour; le margrave est un bon vieillard, de très-bonne mine et extrêmement poli; il a trois fils, qui s'y sont tous trouvés; la Princesse héréditaire, mère de la grande-duchesse Alexandra et de la Reine de Suède, a l'air d'une bonne femme; il lui reste trois filles, dont deux encore petites et une plus grande qui n'est pas du tout jolie. La duchesse de Deux-Ponts, qui est aussi également une de ses filles, est bien, mais on la dit bien moins jolie que la Reine. J'ai vu le portrait du Roi de Suède, qui passe pour n'être rien moins que flatté et qui est charmant. La Princesse héréditaire n'a pu m'en dire assez de bien, je l'en crois moi-même un peu amoureuse. Nous avons fait fort bonne chère; la Cour est bien montée, et je suis convaincu que vous seriez très-contente de tous les individus qui la composent. Nous sommes partis de suite après le dîner; mais la nuit et les chemins étaient tellement opposés à la vitesse de notre course, qu'il nous a fallu trois heures et demie pour revenir à Rastadt, ce qui m'a fait manquer la première pièce du spectacle français, qui débutait..... Nous aurons pendant quinze jours de l'opéra-comique, et les chanteurs alterneront avec la Comédie, qui en attendant joue à Strasbourg. Bonaparte a promis au directeur de lui amener quelques-uns des meilleurs acteurs de Paris, et j'espère qu'il tiendra parole. 11 *décembre*.

11. Les députés français sont des hommes assez âgés. La suite de Bonaparte est composée de jeunes gens; il a lui-même vingt-huit ans depuis le mois de juin et est l'aîné de ses aides de camp et de ses secrétaires; on suppose qu'il reviendra à Rastadt dans une huitaine de jours. Tout ce qui tient à lui est

extrêmement froid vis-à-vis des députés; on dit que lui-même les traite du haut de sa grandeur. Treilhard est extrêmement poli; il est venu hier au spectacle dans notre loge, donnant tous les titres, causant bien, comme tous les anciens avocats. Tout ce qui tient au corps diplomatique porte des fracs bleus à boutons jaunes, avec l'empreinte de la Liberté et l'inscription de *Liberté, Égalité*. Les militaires sont toujours en uniforme et ont l'air assez bien tenus.

... Je me suis un peu raccommodé avec le spectacle. Il y a plusieurs jolis sujets, et les femmes surtout sont mises dans la plus grande perfection. Il y a des robes nouvelles vraiment charmantes, et comme, du reste, toutes les propriétés ont changé de maîtres, les actrices ont une infinité de diamants. Le costume des acteurs est incroyable, et on les prendrait tous pour des caricatures. Un toupet énorme tapé en rond laisse les oreilles découvertes, et deux longues mèches de cheveux qui descendent sur les épaules sont les attributs de la perruque que portent les élégants. Une cravate monstrueuse leur couvre le menton et la moitié de la bouche; deux énormes boucles d'oreilles en parent les côtés. Un frac court et large comme un sac, un petit gilet, des souliers bien découpés et en forme de pantoufles achèvent cette toilette charmante. Il paraît que les perruques blondes sont les plus en vogue : tout est blond, hommes et femmes, et d'un blond quasi filasse. Les pièces qu'on nous donne sont toutes bonnes et n'ont pas le moindre trait à la Révolution; à la cocarde près, on ne se douterait pas de la différence d'opinions, mais tous les rôles ont leur cocarde; Crispin, Scapin, l'ancien chevalier, tous ont, en un mot, ces maudites couleurs, qui, outre le mal qu'elles ont fait, détruisent encore toute illusion. 12 *décembre*.

12. Mon père est trop occupé pour songer aux détails du ménage; il n'est pas non plus en état de suffire seul à la représentation, et la dignité de la charge même en souffre. Nos effets sont arrivés aujourd'hui; on est occupé à les déballer, et la maison sera ouverte incessamment.

Vous n'avez pas d'idée du bruit que fait ici l'épidémie des chats à Vienne. Toutes les lettres arrivées depuis quelques jours en parlent, et on reproche déjà aux Viennois de ne pas songer à autre chose dans un moment aussi intéressant que le présent *. 13 *décembre*.

13. Je partirai cette nuit pour Strasbourg. Je saisis ce moment, puisqu'il y a encore moins à faire que si Bonaparte se trouvait ici, et que je voudrais pouvoir m'y arrêter au moins deux jours pour bien courir et tout voir. Vous n'avez pas d'idée combien je suis curieux de revoir les mêmes lieux que j'ai si parfaitement connus avant et au commencement de la Révolution, et qu'on dit être changés du tout au tout. 15 *décembre*.

14. Vous vous attendez à des détails sur Strasbourg, ma chère amie; eh bien, vous n'en aurez pas, et par la meilleure de toutes les raisons, c'est que je n'y ai point été. Un incident m'a empêché de suivre mon projet, et je l'exécuterai un autre jour. Bonaparte est parti hier de Paris, et on l'attend ici mardi prochain. Je sors du premier dîner que nous ayons donné ; mon père a ouvert sa maison aujourd'hui : les députés français devaient en être, mais ils avaient du monde eux-mêmes. Perret et Lavalette, l'un, secrétaire de légation de Bonaparte, et l'autre, son aide de camp, et M. Rosenstiel, secrétaire général de la mission française, sont les seuls que nous ayons eus; de plus, tout ce qui est ici de l'Empereur et l'envoyé de Mayence. Aimé ** nous a fait faire très-bonne

* On peut voir par des lettres particulières de cette époque, que l'on croyait reconnaître des symptômes de la peste dans l'épidémie des chats qui régnait alors à Vienne. Cette crainte n'affecta d'abord qu'un petit nombre de personnes naturellement peureuses; mais en même temps se répandit le faux bruit que la peste sévissait déjà en Galicie, bien que sous un autre nom que le sien, et qu'elle avait pénétré jusqu'en Bohême; aussitôt l'inquiétude de quelques-uns fit place à l'épouvante de toute la population. (*Note de l'Editeur.*)

** Cuisinier du comte François-Georges de Metternich. (*Note de l'Éditeur.*)

chère, et les choses commencent à aller leur train. Ne soyez point inquiète sur les finances, la chose va comme elle doit aller.

La Comédie française, que nous avons depuis quelques jours, est très-bonne. Il y a mademoiselle Legrand et mademoiselle Delile, de l'Odéon de Paris, qui sont toutes deux très-bonnes. La première ressemble tant à madame Spettet, « *la reine des sardines* », que certain personnage n'aurait plus été maître de lui s'il était ici. On nous donne ce soir un *pas de trois de sabotiers* qui est traduit sur l'affiche : « *Ein tritt von drei Holzschuhträgern.* » J'ai manqué crever de rire en le lisant. 17 *décembre.*

15. Nos affaires vont ici le train que les circonstances extraordinaires dans lesquelles nous nous trouvons le permettent. Je vous plains, ma bonne amie, d'être à Vienne ; vous entendrez gloser et rabâcher sur tous les événements d'une manière insupportable ; on y mêlera toujours vos intérêts et ceux des personnes qui vous regardent, mais je ne puis que vous recommander le plus grand calme et la plus grande tranquillité. Les événements sont tellement extraordinaires en eux-mêmes, les démarches militaires que les Français ne cessent de faire vis-à-vis de l'Empire tellement inexplicables pour les *ignorants,* que je vois d'ici tout Vienne en combustion. On parlera de dissolution du congrès de vingt côtés divers, et le fait est que sa durée est incalculable, qu'il ne fait que bien commencer, et que nos intérêts particuliers seront *sauvés en plein.*

Nous attendons Bonaparte de retour pour demain ; on lui prépare une fête pour son passage par Strasbourg, sans que l'on sache s'il compte s'y arrêter. Je vous écrirai tous les détails sur ses conversations quand il sera une fois arrivé ; elles seront plus intéressantes que celles des ministres actuellement ici ; l'un parle le plus joli gascon, et l'autre, Bonnier, ne dit rien : on ne sait pas encore si Madame Bonaparte l'accompagne ou le suit. 19 *décembre.*

16. Bonaparte n'est pas encore de retour : le Directoire le

retient encore à Paris; mais on l'attend d'un moment à l'autre, sans savoir au juste celui de son arrivée. Son absence, qui a l'air de vous inquiéter ainsi que tout Vienne, ne fait rien du tout aux affaires; il n'aurait rien à faire si même il était ici, car un congrès de l'Empire est bien différent d'une négociation entre deux puissances; ici il s'agit de tant d'intérêts divers, de tant de têtes à mettre sous un bonnet, que, malgré la meilleure envie, on ne peut aller plus vite qu'on ne le fait. Il n'y a point de pays où l'on connaisse moins l'Empire qu'à Vienne, et où l'on s'en fasse une idée plus fausse. Je vous vois déjà d'avance me répondre vingt fois : « Ah! s'il en est ainsi », quand à mon retour à Vienne je vous ferai entrevoir des choses tout différemment que votre société ne vous les aura fait juger jusqu'à cette époque, et je bénirais le ciel si j'étais à cet instant bienheureux.

Le secrétaire de légation et l'aide de camp de Bonaparte m'ont interrompu. Ce sont de bien bons garçons, et que je vois souvent; ce sont jusqu'à présent les seuls avec lesquels on puisse se trouver. Bon Dieu! que le temps et les événements sont singuliers! Il y a sept mois que tout le monde fuyait devant ces hommes, et les voilà établis sous un même toit et souvent dans une même chambre avec nous! 21 *décembre*.

17. Je n'ai absolument rien de nouveau à vous mander; vous n'avez point d'idée combien le séjour de Rastadt est stérile pour les nouvellistes; les grandes affaires ne vous intéressent pas dans leurs détails, il n'y a rien d'autre à conter. On fait tous les jours la même chose. Je dîne ou chez mon père ou chez M. de Cobenzl; ils sont les deux seuls qui tiennent maison; je passe toute ma matinée à écrire, j'en fais autant l'après-dînée, et je vais communément au spectacle, qui est bon. On ne donne que de très-bonnes pièces, qui n'ont pas le moindre trait à la Révolution. Je soupe trois ou quatre fois par semaine chez M. de Sickingen; je vais passer ma soirée chez madame de Reinach, ou je rentre chez moi à la sortie du spectacle, et j'écris de nouveau et souvent jusqu'à deux ou trois heures du matin. Vous voyez que voilà un train

de vie bien uniforme et bien simple, tellement uniforme que je ne puis rien vous écrire de nouveau. Je joins une invitation pour un dîner chez les Français. Vous y trouverez toutes les anciennes formes; Treilhard est en général très-poli, ce qui fait le contraste le plus frappant avec son collègue, qui est ce que nous appelons «de la quintessence de rustre». Le *Courrier du jour,* feuille parisienne, censure même son air froid et grossier, dans son numéro d'hier, et il a parfaitement raison. On ignore encore le jour de l'arrivée de Bonaparte. Les Français, en attendant, font des progrès de tous les côtés; ils bloquent Mayence, viennent de prendre possession de l'évêché de Bâle, ce qui inquiète beaucoup les Suisses, qui les voient actuellement au milieu de leur pays, qui risquent d'être révolutionnés comme les peuples de l'Italie, et qui ne s'en soucient guère. Le ciel sait où ce feu s'arrêtera; mais il est sûr qu'il n'y a aucune raison pour que le reste de l'Europe ne soit pas ébranlé jusque dans ses fondements par les quarante millions d'hommes qui tous visent actuellement au même but. On ne rêve en France, dans ce moment, qu'à la descente en Angleterre. Les projets les plus insensés se forment, et il me paraît que ceux qui le sont même le moins sont aussi inexécutables. Un certain Tillorier veut passer en ballon; un nommé Garnier, en patins élastiques; un troisième prétend avoir inventé une espèce de bateau pour passer sous l'eau et par conséquent ne point être vu; et le quatrième, le plus fou de tous, voudrait qu'on tâchât de faire des canons qui, en tirant à cinquante lieues, foudroieraient l'Angleterre des batteries de la France. On croit avoir affaire à des fous, et point du tout: voilà les faiseurs de projets du moment. On dit que Bonaparte a reçu dans un jour plus de deux mille projets, plans et lettres, au moment de son arrivée à Paris. 22 *décembre.*

18. Nous sommes toujours dans l'attente de l'arrivée de Bonaparte. Les feuilles de Paris annoncent son départ dans quasi chacun de leurs numéros; on l'attendait avant-hier à Strasbourg, et il n'y est point arrivé. Mayence est en attendant au diable, et il faut faire la croix sur toute la rive gauche; bien

des gens n'y croient pas encore; mais, moi, j'en ai fait depuis longtemps le sacrifice, et, arrive ce qu'il voudra, je ne serai étonné de rien. 24 *décembre*.

19. Je sors de table chez Treilhard, qui nous a donné son premier dîner. Nous y avons fait très-bonne chère; je ne sais qui lui a fait la cuisine, car il y a trois jours qu'il avait fait demander à Aimé s'il voulait lui faire son dîner; mais il s'est, dans tous les cas, très-bien adressé. Bon vin et bonne chère, voilà à quoi se réduit le culte de cette nation régénérée; ils ne connaissent d'autre Dieu que leur estomac et d'autre jouissance que celle des sens. On ne se doute pas, chez eux, qu'il est aujourd'hui Noël; ils ne connaissent que le 5 nivôse. J'ai été à la messe de minuit chez les Piaristes avec mon père et le comte de Lehrbach*; je ne crois pas qu'un seul de toute l'ambassade française, ni maître ni valet, ait songé à entendre une messe. Nous étions à peu près vingt personnes à dîner; d'abord, et comme de raison, tout ce qui compose leur suite, puis nous autres, et encore quelques envoyés. Le dîner s'est très-bien passé; on a beaucoup causé et beaucoup mangé, et voilà tout ce que j'en puis dire de mieux. 25 *décembre*.

20. Ce que Merveldt vous dit de la durée du congrès est entièrement vague. Je défie que quelqu'un fixe sa durée; mais tant il y a qu'il n'a pas encore commencé : jugez si dans un mois il peut être fini. Les Français, qui se refusent à recevoir les pleins pouvoirs de la députation de l'Empire sous la forme présente, ont obligé cette dernière à s'en procurer de nouveaux. Il est absolument impossible que ceux-ci arrivent avant quatre ou six semaines; ainsi, jugez du reste. Mon père est le seul qui traite avec eux, leurs pleins pouvoirs étant échangés avec les siens. Tout le monde est on ne peut plus content de lui et de sa manière de traiter, et je ne doute nullement que la Cour n'en soit tout aussi satisfaite. 27 *décembre*.

* Conrad-Louis de Lehrbach, baron de l'Empire, qui représenta au congrès de Rastadt le cercle d'Autriche, et plus tard encore la Hongrie et la Bohême. (*Note de l'Éditeur.*)

21. Les Français sont entrés dans Bâle, et sous le prétexte de n'occuper que les maisons qui appartiennent à l'évêque et qu'ils ont déclaré *leur appartenir*, et *pour ne point violer la neutralité*, ils y ont envoyé quelques milliers d'hommes sans armes. Voici le premier pas contre la liberté suisse, et vous verrez que dans peu de mois tout ce bon pays sera en proie à une révolution. De quel horrible augure cette démarche inouïe dans le droit des gens n'est-elle pas pour tous les peuples voisins du gouffre! La Révolution aura entraîné dans son torrent près de cinquante millions d'hommes dans moins de soixante-dix ans, et où s'arrêtera-t-elle? Je plains ces pauvres Suisses; mais ils sont perdus, et nous aurons la révolution sur toutes les frontières du Tyrol. Les Français sont entrés hier dans Mayence. 31 *décembre*.

1798.

22. Bonaparte est attendu pour samedi ou dimanche. Je ne sais trop s'il faut se réjouir de cette arrivée : j'ai peur qu'il ne tranche un peu dans le vif; son expédition d'Angleterre le tourmente, sans que je croie que jamais elle puisse réussir, et il voudrait avoir les mains libres. On dit toujours que sa femme l'accompagnera. *Rastadt*, 1er *janvier*.

23. Nos affaires ici vont leur train; elles iront plus vite quand une fois Bonaparte sera arrivé. Il y aura un train du diable quand une fois toute la machine se mettra à craquer. La rive gauche du Rhin est irréparablement perdue; mais j'ai les espérances les mieux fondées d'une réussite complète pour nos indemnités. J'ai brisé la glace; j'ai eu une conversation d'une heure avec Treilhard, et le résultat en a été si curieux, que j'en envoie par le même courrier un rapport à Thugut *

* Jean-Amédée, baron de Thugut, ministre des affaires étrangères d'Autriche. (*Note de l'Éditeur*.)

qui me fera honneur, je l'espère. Ma qualité de député des Comtes m'est d'un avantage inappréciable; elle me met à même de travailler par et pour moi-même, et je vous jure que je ne perds ni une minute ni une occasion; mon projet d'indemnité sur la rive droite a été accepté d'autant plus facilement par les Français qu'ils avaient depuis longtemps conçu la même idée. Mon père se concilie tous les esprits; vous n'avez pas d'idée combien on est généralement content de lui et combien tout le monde lui rend justice. Nulle place n'eût été mieux faite pour lui, et jamais homme mieux pour cette place; il se tirera de toute cette difficile besogne avec infiniment d'honneur et d'avantages. Je n'entre pas dans le détail des affaires : je vous expliquerai bien mieux de vive voix de quoi il s'agit quand je serai à Vienne; mais soyez gaie et contente. Il nous arrive actuellement des ministres de tous les coins de l'univers, nous avons des envoyés cisalpin, ligurien, hollandais, suisse, grison, etc.; bien des personnes, et surtout à Vienne où on ne sait que ce qui se passe dans une enceinte de trois lieues, croyaient que ce congrès de Rastadt ne serait qu'un jeu : « *mais tout est arrangé* », se disaient nos grands politiqueurs; vous vous souviendrez que je prétendais éternellement le contraire. C'est ici que se décide maintenant le sort de l'univers entier, et c'est de la paix de Rastadt seule que datera celle de l'Europe, si ce siècle orageux lui permet d'en avoir une. Tout ce que je prévoyais arrive : chaque puissance cherche à regagner au moins quelque chose de ce qu'elle a perdu, en empêchant une troisième de s'agrandir; tous les éléments politiques sont en combustion, et le dénoûment final n'est attendu par personne. 6 *janvier*.

24. Nous avons eu avant-hier un bal dans la salle de spectacle, nous en avons un autre aujourd'hui. C'est bien sous la calotte des cieux la chose la plus ennuyeuse qu'un bal à Rastadt; il y avait à peu près cent hommes, quasi tous ministres et députés, et de huit à dix femmes, dont la moitié encore avaient la cinquantaine. Ce n'est vraiment que faute de mieux que l'on finit par y aller. 9 *janvier*.

25. Bonaparte n'est toujours pas encore arrivé : je ne sais trop à quoi attribuer les causes de ce retard : les uns disent que les affaires de la descente en Angleterre l'occupent beaucoup, d'autres supposent qu'il veut attendre l'arrivée des pleins pouvoirs des députés de l'Empire, et les troisièmes croient que sa toute-puissance a beaucoup baissé depuis qu'il n'est plus entouré de toute son armée et de cette foule d'aides de camp et d'admirateurs. Il est sûr toujours que Bonaparte est la créature de Barras, et que Rewbell *, qui n'est pas bien avec ce dernier, a un pouvoir infiniment supérieur dans ce moment. Le temps expliquera l'énigme, mais il n'y a encore aucun doute sur son retour; le moment seul n'en est pas fixé, et je serais fâché de ne pas le voir avant mon départ. La comédie se joue, en attendant, comme s'il y était, et tout va son train. 13 *janvier.*

26. Les pleins pouvoirs nouveaux pour la députation de l'Empire sont arrivés; la négociation, qui n'avait été menée jusqu'à présent que par mon père seul, commencera donç aussi avec la députation, et les affaires acquerront un degré d'intérêt bien plus prononcé. Je serai chargé de dépêches bien intéressantes pour Vienne, et je pourrai vous dire à mon retour bien plus qu'à présent. La bombe est en l'air, elle éclatera; heureux ceux qui n'en seront point atteints! Vous ne vous faites point d'idée du désespoir qui règne sur la rive gauche du Rhin ; les habitants avaient espéré jusqu'à présent redevenir Allemands, mais leur espoir baisse chaque jour et fait place au plus profond chagrin; il est sûr que le sort des propriétaires est triste, et si jamais la qualité d'État de l'Empire est précieuse, c'est bien dans le moment actuel. J'ai rassemblé une foule de données sur l'état intérieur de ce malheureux pays, et je crois en avoir assez entendu par des personnes de tous les partis pour croire être parfaitement au courant de ce qui s'y passe. Je n'entre dans aucun détail ; je me

* Barras et Rewbell, conventionnels connus, plus tard membres du Directoire exécutif. (*Note de l'Éditeur.*)

fais une fête de vous les donner moi-même, et ne veux pas confier à du papier ce que je vous dirai bien mieux de vive voix.

Nous avons eu hier un concert où j'ai beaucoup joué. Un des envoyés de l'Empire a un jeune homme ici avec lui qui a un talent bien distingué pour le violon, et qui sera un sujet parfait s'il s'applique beaucoup; nous lui avons arrangé un concert entre amateurs, et le public payait un petit écu d'entrée. La musique a été bien choisie et le concert parfait, au point que tout le monde en a été étonné. J'ai mené l'orchestre dans les symphonies et dans les concerts, et j'ai joué avec le héros de la fête et deux amateurs un quatuor qui a été si bien, que tout le monde en parle encore aujourd'hui. Voilà à peu près la meilleure soirée que j'aie encore passée à Rastadt, car j'aime à la folie à faire de la musique. 16 *janvier*.

27. Le congrès a été ouvert aussi splendidement que possible, ce matin. Mon père a été à la députation et lui a communiqué la première proposition des Français, qui ne tend à autre chose qu'à garder la rive gauche, ce que nous savons depuis longtemps, et vous direz que telle est la proposition si vous voyez qu'on n'en fait pas mystère à Vienne. Vous savez qu'il ne fait pas bon être le premier à dire quelque chose... J'attends l'expédition des dépêches que je prendrai avec moi, ce qui m'empêche de fixer le jour du départ; mais croyez-moi, et soyez convaincue que je serai à Vienne avant la fin du mois. 19 *janvier*.

28. Voici la dernière lettre que vous recevrez de moi, ma bonne amie; peut-être même arriverai-je en même temps qu'elle. Je partirai définitivement mardi 23; il me faudra à peu près six jours pour faire la route, et je vous embrasserai le 29 ou le 30 de ce mois.

La nouvelle que je vous avais mandée il y a quelques jours, que les Français avaient occupé Bâle, est fausse; ce qui est d'autant plus étonnant que les Français eux-mêmes avaient répandu cette nouvelle ici. L'un d'eux me l'avait dit lui-même.

Ainsi, voilà le premier mensonge que je vous écris de Rastadt. 21 *janvier*.

29. Me voici donc encore une fois dans ce malheureux Rastadt, à deux cents lieues de vous et de nos bons petits enfants! Je suis arrivé hier soir; personne ne m'attendait, et je suis tombé comme une bombe dans la chambre de ma mère, qui sortait du spectacle. Mon voyage a été très-heureux... Rastadt est toujours le même. 19 *mars*.

30. J'ai soupé hier chez les Français. Il n'y avait que très-peu de monde, et je me suis couché de bonne heure pour me reposer... Nous avons encore l'opéra pour quelques jours, et la comédie viendra le remplacer. Je n'y ai trouvé aucun changement : mêmes personnages et mêmes pièces, excepté quelques nouveautés que le directeur fera donner pour moi encore avant leur départ. Je ferai aujourd'hui mes visites, pour être parfaitement en règle. 20 *mars*.

31. Nous avons eu hier soir chez M. de Cobenzl un souper avec tous les acteurs de l'Opéra. Il n'y avait en femmes que mademoiselle Hyacinthe. Ils sont tous partis aujourd'hui pour ne plus revenir ; la comédie les remplace, et après Pâques reviendra un opéra tout à fait nouveau et composé de sujets que nous ne connaissons pas du tout. Vous n'avez pas d'idée du désespoir de tous ces gens, de devoir rentrer en France; ils voudraient toujours rester à Rastadt ou trouver à se placer en Allemagne ; ils trouvent qu'on y est si libre et qu'on y fait tout ce que l'on veut, surtout que tout le monde y est si poli; quelle régénération que celle-là!

La perruque blonde est toujours à la mode; vous n'avez pas d'idée de la quantité qu'on en vend à Rastadt. Les cheveux sont tellement rares en France, qu'on commence déjà à les faire venir de la Russie et de la Suède. Madame de Palffy aurait une rente viagère avec sa tête si elle avait envie de se faire toujours raser et si la rage des cheveux blonds se soutient. Les Français continuent à exercer les plus affreuses persécu-

tions sur les émigrés belges ; l'ambassadeur de votre ami Vanderlist et de tant d'autres Brabançons est en prison à Bruxelles ; il en sera au désespoir, et avec raison. L'événement est d'autant plus fâcheux que tous les papiers qu'il avait avec lui ont été saisis et envoyés à Paris. Il paraît décidé que Bonaparte ne reviendra pas à Rastadt, malgré tout ce qu'en disent ses gens. 24 *mars*.

32. Nos affaires vont ici le train qu'elles devaient prendre, vu la faiblesse et l'inaction des princes et États de l'Empire ; les Français dictent la loi, et cela avec une arrogance et une certitude de réussite incroyables pour tous ceux qui ne connaissent pas les fauteurs et auteurs secrets de tous nos maux. Ils se prononcent très-fortement pour la sécularisation ; la Cour de Vienne, qui en connaît tous les inconvénients, est d'un avis très-opposé, et je me confirme journellement plus dans mon opinion que l'on finira par adopter la voie du milieu, qui sera la plus heureuse pour les individus. L'arrivée du prochain courrier de Vienne décidera en partie cette question et avancera de beaucoup la négociation, qui languit depuis quelque temps.

La non-arrivée de Bonaparte est maintenant certaine : tous ses gens sont allés le rejoindre à Paris, et Perret et Lavalette partiront encore aujourd'hui. Ils croient que l'expédition contre l'Angleterre est très-prochaine, et qu'ils se trouveront incessamment embarqués dans cette galère, la plus triste et la plus dangereuse entreprise de toutes ; aussi sont-ils tous au désespoir ; et Pitt serait bien tranquille sur les suites, s'il pouvait ne calculer le danger que sur le zèle des troupes destinées à agir contre l'Angleterre ; tous font plus ou moins leur testament. 27 *mars*.

33. Que je bénirai le ciel quand, une fois réuni avec vous, je ne vous quitterai plus ! Je vous vouerai tous mes soins, tous mes loisirs, à vous et à mes bons petits enfants. Ce moment ne sera pas bien éloigné, j'espère ; je reviens toujours à mon ancienne idée du mois de mai : le retour au mois d'avril est

impossible ; il faudrait que le congrès se séparât, ce qui n'est pas à prévoir; mais comptez sur moi; au mois de mai, je serai avec vous, que les affaires aillent comme elles veulent; d'ailleurs, la conclusion sera faite à cette époque ou sera si près de son dénoûment, que ma présence ici ne sera plus de la moindre utilité, et je suppose que vous ne doutez pas qu'une fois sans besogne urgente, je n'en connaîtrai point d'autre que celle de venir vous rejoindre.

Je dînerai mardi chez Treilhard, et, puisque vous aimez les chiffons, je vous envoie son billet d'invitation. Il m'y donne un titre que je n'ai point : les comtes de Franconie ne me regardent encore en rien ; je n'en ai point entendu parler depuis Vienne. 31 *mars*.

34. Nos affaires ici vont leur petit train; je voudrais qu'elles n'en allassent plus aucun, et que nous soyons tous chez nous. Je ne vous exprimerai pas le plaisir que j'aurai de me trouver de retour à Vienne, dans la plus belle saison, dans notre petit jardin que j'aime à la folie, avec vous et tout ce que j'aime ; vous serez bien allante, nous ne nous quitterons pas, nous ferons des parties qui vous amuseront, et passerons quelques mois à la campagne, *tout à fait seuls, entre nous*.

La semaine sainte nous occupe ici comme elle peut le faire à Vienne. J'irai faire mes pâques après-demain ; je prierai bien pour ma bonne petite femme et mes enfants ; faites-en autant pour moi. Il y a encore spectacle demain ; mais les légations catholiques et protestantes de tous les pays se sont donné le mot de n'y pas aller pendant la semaine sainte, et il n'y avait par conséquent que les Français et quelques étrangers à la représentation d'hier. Les premiers voulaient que l'on ne cessât pas du tout, mais tout le monde s'y est opposé. On ne peut pas assez prêcher d'exemple dans un moment où le monde entier n'en fournit pour ainsi dire que de mauvais et de destructeurs de tout ordre social et de tout bonheur individuel. 2 *avril*.

35. Vous n'avez pas d'idée de la quantité de pauvres

paysans et d'habitants de l'Alsace qui passent journellement le Rhin pour assister à l'office divin pendant la semaine sainte. La journée étant superbe, je me suis promené vers midi au bord du Rhin ; j'ai vu arriver toute une troupe d'hommes et de femmes qui se rembarquaient tristement dans une petite nacelle. Je les accostai et leur demandai d'où ils étaient et où ils comptaient retourner : « Hé, mon bon monsieur, me dit un pauvre vieillard, vous êtes bien heureux de pouvoir rester sur la rive droite ; on y est tranquille, et nous rentrons dans notre malheureux pays où tout va sens dessus dessous ! » Je lui demandai ce qu'il avait fait de ce côté. « Nous passons le Rhin aux grands jours de fête, me dit-il ; il faut bien prier le bon Dieu. Chez nous, il n'y a plus rien, l'église est fermée, et notre maître d'école nous dit tous les soirs le chapelet, auquel tout le village assiste : voilà tout notre service divin. On n'ose pas sonner ; mais, à midi, pour que nous sachions l'heure de l'*Angelus,* il frappe quelques grands coups à la cloche comme si l'heure sonnait. » Je lui demandai si le maire ne trouvait rien à redire à cette contravention aux lois : « Le maire, reprit-il, est un brave homme ; il est aussi défendu de recevoir des émigrés, mais notre village en fourmille ; il nous dit toujours de les cacher et de le lui laisser ignorer, pour ne pas le compromettre et le rendre malheureux. » Je m'informai de tout ce dont on parle communément au paysan ; tous m'assurèrent qu'ils payent le double de ce qu'ils payaient dans les temps les plus durs sous l'ancien régime, et que si la chose ne finissait pas bientôt, ils feraient tous leurs paquets et s'en iraient. Quelle régénération et quelle liberté ! Tous rient ou pleurent plutôt quand on leur prononce ce mot ou celui d'égalité, dont ils se moquent le plus ; et avec tous ces moyens contre eux, ces gens font des lois au monde, et nous en font sur tout journellement.
5 *avril.*

36. J'ai dîné hier chez Treilhard ; nous avions au milieu du plateau une espèce de pyramide faite en croquants avec d'énormes drapeaux tricolores ; je vous jure que j'ai perdu le goût du manger à la vue de ces enseignes exécrables. Le

dîner, du reste, était fort bon; il a pris possession de l'appartement de Bonaparte, depuis qu'il est sûr que ce dernier ne revient plus.

Une gazette que j'ai lue aujourd'hui contient une anecdote assez jolie pour vous être rapportée. Un vaisseau portugais destiné à faire le tour du monde pour étendre les découvertes, principalement dans la mer du Sud, découvrit dans ces parages une île jusqu'à présent inconnue. On y relâcha, et on fut très-étonné d'y être reçu par des Français. Trois cents émigrés, la plupart officiers de marine, y avaient formé une colonie; fuyant les désastres de la Révolution, ils avaient quitté la France dans les premiers moments, emmenant leurs femmes et leurs enfants, tous les outils nécessaires, etc.; ils abordèrent dans cette île, choisirent une contrée où la nature abonde en tout et où il ne leur manquait que des bêtes à cornes. Les Portugais en firent cadeau de quelques pièces à la colonie, qui y mène une vie patriarcale et qui ne regrette plus rien de tout ce qu'elle a quitté. Eh bien, voilà encore une ressource dans les troubles civils! Si jamais nous étions dans le cas de fuir, nous en ferions autant, et on ne serait pas malheureux dans une contrée délicieuse, sous un ciel heureux, avec tous ses amis et parents. Je trouve que toute cette histoire ressemble à un joli rêve; elle n'en est pas moins vraie : elle se trouve dans la relation officielle de ce voyage, que je compte faire venir de Paris. 7 *avril*.

37. Je saisis cette occasion sûre pour vous faire une fois un tableau succinct de nos affaires d'ici. Vous savez que la rive gauche du Rhin est cédée par la députation de l'Empire; vous n'ignorez pas sans doute que la base de la sécularisation pour indemniser les États perdants est également adoptée; mon père n'a pas encore acquiescé au nom de l'Empereur à ces deux bases, mais cela ne pourra pas s'empêcher, et le premier courrier sans doute nous apportera la nouvelle de la ratification impériale. Nous voici donc sûrs de perdre sur la rive gauche tout ce que nous avons, les Français s'étant déclarés trop ouvertement sur leur intention certaine de regarder tous

les biens domaniaux comme biens nationaux, et sûrs d'être indemnisés sur la rive droite de ce que nous perdons sur la gauche. Il s'agit actuellement de savoir quelle est la portion que le ciel nous destine. J'ai jeté mon coup d'œil sur une possession qui réunirait tous les avantages, et je n'ai aucune raison pour croire qu'elle ne puisse pas nous tomber en partage. Mais tant il y a, que nous pouvons être parfaitement tranquilles sur notre sort futur.

Voici donc les deux points principaux arrêtés et les plus difficiles sans doute à digérer. Ne vous embarrassez pas de la durée du congrès et de la maudite besogne; elle peut être finie très-vite ou traîner plus longtemps, selon la marche que l'on prendra. 11 *avril.*

38. Me voici à Francfort, et bien enchanté de m'y trouver au bout de cinq ans que je n'y avais plus été. Je ne vous peindrai pas les sentiments divers qui se succèdent à tous les instants, et dans ma tête, et dans mon cœur; mon existence, ma patrie, mon état, enfin tout s'est changé dans ce terme, qui n'est pourtant pas bien long, et il n'y a plus que les objets qui m'entourent qui se trouvent à peu près les mêmes. Un penchant irrésistible, le plus puissant et le plus doux, m'entraîne vers vous et mes enfants, dont rien n'existait il y a cinq ans : vous, du moins, n'existiez pas pour moi, et ces pauvres petits ne pouvaient pas se vanter d'être grand'chose. Lors de mon dernier séjour à Francfort, je regardais Vienne comme vous regarderiez Naples ou Pétersbourg; je devais y faire un séjour de trois semaines, et m'y voilà pour la vie. Tout ceci est très-bien, et je ne céderais pas ces avantages pour le trésor de l'univers; mais il y a d'autres changements qui me peinent au delà de toute expression. A mesure que j'approche de ma patrie, j'en regrette plus vivement la perte; je suis entouré ici de personnes que je connaissais heureuses et au comble de la prospérité : la plupart n'ont plus rien, et une misérable cocarde remplace tous les avantages du passé. Les habitants de la rive gauche sont tenus à la porter, même en voyageant, de sorte que tout ce qui est ici en fait de mar-

chands de Mayence, de Cologne, etc., ressemble à autant de Français qui en peuplent les rues. L'armée française même a ses avant-postes à une petite lieue de la ville; les soldats s'y promènent tant que bon leur semble, et vous vous doutez bien qu'ils profitent de cette faveur.

La foire est superbe pour les acheteurs ; beaucoup de marchandises, beaucoup d'étalage et peu d'affaires. Tous les négociants se plaignent des pertes qu'ils essuient journellement et n'en sont que plus traitables... Le spectacle est bon ; j'ai vu hier un opéra qui vaut mieux que nos opéras allemands de Vienne, ce qui n'est pas beaucoup dire. J'ai dîné hier chez Bethmann; je dînerai aujourd'hui chez le comte de Schlick, et j'irai voir l'Électeur de Cologne après dîner. Il est devenu monstrueux ; il est plus épais que Schreibers *, ce qui est beaucoup dire. *Francfort,* 19 *avril.*

39. Je viens d'apprendre les nouvelles du 13 et du 14 de Vienne ** : j'ignore tous les détails ; il est arrivé vingt lettres qui toutes se contredisent sur les principaux faits. C'est avec une impatience démesurée que j'attends des éclaircissements, et surtout de votre part, ma bonne amie ; je ne serai pas tranquille jusqu'à ce que je sache ce que vous faites, si vous n'avez pas été bien effrayée, la scène de l'événement s'étant passée si près de vous. Et moi qui n'étais pas avec vous ! J'espère que Pepi *** vous aura été de quelque utilité ; il a assez de sang-froid et d'attachement pour vous, pour avoir tenu la petite famille en ordre. Je vous vois d'ici courant chez les petits au premier bruit ; c'est la première idée qui me soit venue. Je bénis le ciel de ne pas avoir loué la maison à l'ambassadeur ;

* Le docteur Schreibers était le médecin de la comtesse de Metternich. (*Note de l'Éditeur.*)

** Allusion à l'acte provocateur de l'envoyé français Bernadotte à Vienne, qui, le 13 avril, fit arborer le drapeau tricolore sur son hôtel de la rue Wallner, à quelques maisons de la demeure de la comtesse de Metternich, ce qui poussa la population à faire des démonstrations très-bruyantes dans le sens contraire. (*Note de l'Éditeur.*)

*** Comte Joseph de Metternich, l'unique frère de l'auteur. (*Note de l'Éditeur.*)

il n'y a rien de stable avec ces gens-là. Je suspends tout jugement sur l'affaire même, jusqu'à ce que j'en sois plus instruit; mais elle ne peut être que fâcheuse de manière ou d'autre. Si les Français sont les fauteurs et les instigateurs, je ne prévois que la guerre; sinon, la chose pourra s'arranger. Quel siècle et quel avenir!

Je resterai ici encore deux ou trois jours, et je retournerai à Rastadt, à moins que je ne reçoive des lettres qui m'y fassent retourner plus tôt. L'événement, dans tous les cas, hâtera les négociations : ou elles se rompront, ou elles reprendront une vigueur nouvelle pour en finir une bonne fois. *Francfort, 22 avril.*

40. J'ai vu quelqu'un qui est arrivé hier de Rastadt; la nouvelle des scènes de l'ambassadeur y a fait une sensation terrible. Je trouve que la conduite que la Cour a tenue est parfaite, et des enragés seuls pourraient lui en vouloir; la conduite de Bernadotte est horrible, et il est généralement blâmé par tous les Français, dont il y a une quantité dans ces environs. On attend avec impatience l'arrivée de nouvelles de Paris, pour savoir quelle sera la résolution du Directoire ; je ne crois pas qu'elle puisse nous être défavorable. *Francfort, 24 avril.*

41. Je suis arrivé de Francfort il y a quelques heures..... J'ai trouvé tout ici très-tranquille; Bernadotte loge au château en face de moi; il n'a pas fait de visite à mon père et à M. de Lehrbach, qui ne l'ont point vu. Je l'ai rencontré il y a un moment, je lui trouve un air honteux, et il y a de quoi; le Directoire a l'air de ne pas approuver les démarches insolentes qu'il s'est permises : elles ont choqué toute l'armée française, dont j'ai vu beaucoup d'officiers à Francfort. Je regarde cet événement plutôt comme heureux, car il démontrera la faiblesse du gouvernement français et la force du nôtre, qui lui en impose, surtout dans un moment où il n'est pas à son aise à cause de la détestable réussite des élections dans la plus grande partie des départements. *Rastadt,* 30 *avril.*

42. Je travaille toute la journée : je suis accablé de demandes, de requêtes, de plans de la part de mes commettants ; tout le monde songe à s'indemniser, et voici le moment de la plus grande crise ; pour surcroît de malheur, j'ai été obligé de permettre à mon secrétaire de légation de s'en aller pour quelque temps ; sa femme est si malade qu'il y aurait eu de la cruauté à l'arrêter, et je suis seul avec des paperasses énormes. Dans peu j'aurai les coudées plus franches : mes demandes seront présentées à la députation ; j'aurai rempli mon devoir, et je ne m'occuperai que du plan de vous rejoindre. Voilà toute mon ambition ; c'est à cela que tendent tous mes vœux, que se bornent tous mes désirs, et rien n'empêchera que j'exécute ce que je désire le plus au monde. 4 *mai.*

43. Nous avons un si détestable spectacle dans ce moment, qu'il n'y a quasi pas moyen d'y aller. Tous les bons acteurs sont ou retournés à Paris, ou ne jouent plus ; on en attend de nouveaux qui tardent à arriver, de sorte que la chose est au-dessous de toute critique. La promenade est notre seule ressource, et c'en est une véritable dans la superbe contrée de Rastadt. Je suis étonné de la différence que j'ai trouvée entre la saison de Francfort et de Rastadt : tout est ici plus avancé d'un mois. 5 *mai.*

44. Il me paraît impossible que les affaires ne se décident pas plus vite qu'on ne le pense. L'arrivée de M. de Cobenzl est attendue d'un moment à l'autre, et le retour de Bonaparte est sûr. La question du comment elles finiront est plus difficile à résoudre. 8 *mai.*

45. Vous me faites des reproches qui m'ont fait rire et fâché en même temps : vous voulez que je vous instruise de cent mille choses dont aucune n'est connue à Rastadt, et qui toutes sortent de la tête creuse de quelque politique du Graben. On vous dit que Bonaparte est à Rastadt depuis longtemps ; il n'y a pas un mot de vrai : nous l'attendons dans une huitaine de jours au plus tôt ; le courrier français qui lui

annonce l'arrivée de M. de Cobenzl n'a passé ici qu'avant-hier. On vous dit que Treilhard est nommé ambassadeur à Vienne; point du tout, nous ignorons parfaitement qui pourra y aller; et il y a la plus grande probabilité que Treilhard sera nommé directeur. Les élections se font entre le 20 et le 30 floréal, nous sommes aujourd'hui au 24; ainsi, dans quelques jours nous saurons ce qui en est. Il n'y a que deux compétiteurs, l'ancien évêque d'Autun (Talleyrand) et Treilhard; tout le monde suppose que ce dernier l'emportera. On vous dit qu'il arrive une quantité de courriers de Rastadt et de Paris; il n'y en a pas un que je ne charge d'un petit mot pour vous, ma bonne amie; ainsi ne croyez pas ce qu'on vous dit, vous savez comme on ment, et croyez que s'il arrive quelque événement intéressant, je serai toujours le premier à vous en instruire, si toutefois je le puis. 12 *mai*.

46. Bonaparte est parti de Paris pour Toulon, où on lui a envoyé un courrier pour lui dire que M. de Cobenzl l'attend à Rastadt; tout ceci a bien l'air d'un jeu, et il y a autant à parier pour que contre l'arrivée de Bonaparte. Dans ce cas, il faudra voir si le Directoire envoie un autre à sa place, sinon M. de Cobenzl ne restera pas ici et s'en retournera à Vienne; Treilhard part aussi dans très-peu de jours pour Paris; il a été nommé au conseil des Anciens et réunit déjà dans ce moment 263 voix pour le Directoire, qui ne peut donc pas lui manquer; on ignore qui lui succédera dans la mission de Rastadt : vous voyez donc que voici un moment de crise bien intéressant. 15 *mai*.

47. Il est décidément sûr que Bonaparte ne viendra pas (soit dit entre nous), et on croit que François de Neufchâteau, le directeur sortant, remplacera lui et Treilhard. On gagnerait au change, car on dit cet homme très-doux et très-modéré; il faudra voir ce qui en sera, et s'il pourra aider à accélérer la besogne. Je serai bientôt au fait, et dès qu'il aura étalé ses vues et ses moyens, je prendrai mon parti sur les moyens de vous rejoindre. 17 *mai*.

48. Treilhard a été nommé directeur de la République. Le courrier qui lui a apporté cette nouvelle est arrivé avant-hier, pendant le spectacle; la mine rayonnante du nouveau roi et les félicitations des collègues et amis nous ont appris sur-le-champ de quoi il s'agissait; il a fait ses paquets hier et est parti ce matin, à quatre heures, pour prendre possession de sa nouvelle place. Vous concevez l'effet que l'événement doit avoir fait dans un lieu de congrès; tous les bas valets et tous les flatteurs se sont empressés en foule pour lui faire agréer leurs hommages; il n'a reçu personne dans la matinée. J'ai été le voir dans l'après-dînée, et j'ai pris le plus tendre congé de cet illustre personnage. On ignore encore par qui il sera remplacé. Nous attendons l'abbé Sieyès * ici, ce soir ou demain; il se rend à Berlin, où il est nommé ambassadeur. Bernadotte est parti hier pour Strasbourg avec toute sa suite; il ne s'y arrêtera pas, n'ayant pas voulu accepter le commandement de la 5e division militaire, qu'on lui avait offert en le retirant de la carrière diplomatique, le gouvernement étant aussi mécontent de lui que lui l'est du gouvernement. Voici tout ce que nous avons de plus nouveau et par quoi je commence ma lettre..... 19 *mai*.

49: Jean Debry, un enragé jacobin, vient d'être nommé par le Directoire en remplacement de Treilhard; nous aurons de la bonne besogne avec lui. François de Neufchâteau est depuis hier à Seltz, petit village de l'autre côté du Rhin, à une lieue d'ici, où il attend que les conférences avec M. de Cobenzl s'entament. 26 *mai*.

50. J'ai dîné aujourd'hui chez le comte de Cobenzl, à Seltz; il n'y avait d'étrangers que François de Neufchâteau, MM. Geoffroy et Gallois, ses secrétaires, et le commandant de Seltz. J'ai été très-satisfait de la manière d'être de ces mes-

* L'abbé Sieyès, nommé directeur en remplacement de Rewbell, fut envoyé alors à Berlin comme ministre plénipotentiaire.

(*Note de l'Éditeur.*)

sieurs ; François de Neufchâteau est très-poli, doux et aimable, homme de lettres, et en porte l'empreinte. Quoique en France, je ne me suis pas douté d'y être : le dimanche était célébré comme ici, personne ne travaillait, et un de ces messieurs m'a assuré avoir entendu chanter la grand'messe ce matin. On rend tous les honneurs possibles à M. de Cobenzl : il a deux grenadiers et deux cavaliers devant la porte de sa maison. Je ne puis vous dire combien tout ceci m'a paru extraordinaire : je n'en croyais pas mes yeux à table, où je ne voyais que Français, civils et militaires, et rien que des soldats français *pour nous garder*. François de Neufchâteau est toujours dans le costume de ministre, qui, à mon avis, est très-laid. Un habit noir avec un énorme collet rond (un col de polonaise) en gros de Tours nacarat, veste de même étoffe et couleur brodée en noir, culotte de même, et des petites bottines ; un grand sabre et un chapeau à la Henri IV avec des plumes énormes.

Je partirai demain matin pour Strasbourg, et je reviendrai mercredi ; je me réjouis de revoir une quantité d'anciennes connaissances, qui toutes m'ont fait inviter depuis longtemps. 3 *juin.*

51. Jean Debry est ici depuis quelques jours avec femme et enfants, armes et bagages ; nous attendons encore un troisième envoyé français ; cela ne finit pas. 17 *juin.*

52. Si vous partez le 25, comme vous me l'annoncez. cette lettre ne vous trouvera plus, et je l'écris à tout hasard. Vous me paraissez inquiète et tourmentée par l'incertitude entre les inconvénients et le désir de prendre la petite Marie avec vous ; je suis bien peiné de cet état, car j'en connais tout le désagrément. Le voyage est grand, mais bien des personnes font voyager leurs enfants ; tout le monde fait faire aux siens le voyage de Vienne à une campagne au fond de la Bohême, et je suis d'avis que cinquante ou soixante lieues de plus ne font pas grand'chose. Je ne puis donc que vous recommander tous à la bonté paternelle du meilleur des pères, de ce

bon Dieu qui vous protégera sans doute, ainsi que mes bons enfants le méritent. Il veillera sur vous en route et vous mènera à bon port dans mes bras. Tout est prêt ici pour votre réception, et je fais tout ce qui dépend de moi pour rendre votre séjour plus supportable; Rastadt acquerra des charmes pour moi dès le moment de votre arrivée. J'irai à votre rencontre jusqu'à Ulm; tout calcul fait, c'est l'endroit qui me convient le mieux. Vous irez très-commodément dans un jour de Munich à Augsbourg; la journée même est petite, mais il faut y coucher à cause du gîte. Il vous faut un autre jour pour arriver à Ulm, je vous attendrai; nous irons le lendemain jusqu'à Cannstadt, et le surlendemain très-commodément jusqu'à Rastadt. 18 *juin.*

53. Salut à ma bonne petite femme sur terre d'Empire. Vous voilà donc à Munich, à vingt-huit postes plus près de moi. Je partirai d'ici dimanche 1er juillet au soir pour Ulm, où je vous attendrai. Rien ne pourra faire retarder mon départ qu'une lettre qui m'apprendrait que vous avez différé le vôtre de Vienne*. 26 *juin.*

* Cette lettre termine la série des lettres de Rastadt que nous avons entre les mains. Le comte de Metternich est resté dans cette ville avec sa femme et son enfant jusqu'au milieu du mois de mars 1799. Il a quitté le lieu du congrès même avant la rupture des négociations. Quant aux trois envoyés français délégués au congrès de Rastadt (Bonnier, Debry et Roberjot), qui devaient finir d'une manière si tragique le 28 avril 1799, au moment de leur départ, il n'en est pas fait mention dans les écrits laissés par Metternich; il ne s'y trouve que quelques lignes insignifiantes écrites par Roberjot. Les voici : « Je n'ai pu recevoir M. le comte de Metternich ce matin, parce que la légation française était assemblée chez moi. S'il a quelque chose à me communiquer, je le prie de m'en faire part, ou de m'indiquer l'heure à laquelle il sera visible. Je le prie d'agréer l'assurance de ma considération. Rastadt, 10 nivôse an VII (30 décembre 1798). ROBERJOT. » (*Note de l'Éditeur.*)

FIN DU TOME PREMIER.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.





